

LA
LÉGISLATION YOUGOSLAVE
SUR LA
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Etude de la loi du 17 Février 1922
sur la protection de la propriété industrielle

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le lundi 15 Décembre 1924, à 14 heures

POUR LE DOCTORAT EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

PAR

Radomir POPOVITCH



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

Téléphone 63-55

1924

**LA LÉGISLATION YOUGOSLAVE
SUR LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**

**ÉTUDE DE LA LOI DU 17 FÉVRIER 1922 SUR LA PROTECTION
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**



UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

LA
LÉGISLATION YOUGOSLAVE
SUR LA
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

Etude de la loi du 17 Février 1922
sur la protection de la propriété industrielle

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le lundi 15 Décembre 1924, à 14 heures

POUR LE DOCTORAT EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

PAR

Radomir POPOVITCH



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU

42, Quai Gailleton, 42

Téléphone 63-56

—
1924

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT



- APPLETON (Charles), *, I., professeur honoraire.
GARRAUD (René), *, I., *, professeur honoraire, correspondant de l'Institut.
BOUVIER-BANGILLON, *, I., professeur honoraire.
JOSSEBRAND, *, I., doyen, professeur de Droit civil.
PIC (Paul), * O., I., professeur de Droit international public.
APPLETON (Jean), *, I., professeur de Droit administratif.
LAMBERT, professeur de Droit comparé.
BOUVIER, I., professeur de Science financière et de Législation française des finances.
LAMEIRE, I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.
LÉVY, *, I., professeur de Droit civil.
GONNARD, I., I., professeur d'Economie politique.
PICARD, A, professeur de Droit civil.
ANTONELLI, *, I., I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.
PERROUD, I., I., professeur de Procédure civile.
COHENDY (Georges), A., professeur de Droit commercial général.
GARRAUD (Pierre) I., professeur de Droit criminel.
LEFÈVRE, *, A., professeur d'Histoire du Droit.
ROUBIER, chargé du cours de Droit romain.
HOFFHERR, chargé du cours d'Economie politique.
BECQ, I., secrétaire.

MEMBRES DU JURY

- M. PIC (Paul), *président*.
M. LAMBERT, M. COHENDY, *assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs,

A MA MÈRE

Hommage respectueux de ma profonde reconnaissance.

A MON VIEIL AMI TCHIRITCH

Expression de ma fidèle amitié.

R.S. POPOVITCH



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La législation yougoslave sur la propriété industrielle a des origines récentes et une très courte histoire. En effet, la loi du 17 février 1922, qui régit actuellement, en Yougoslavie, cette matière et que nous nous proposons d'étudier dans le travail que nous présentons ici, n'est que la consécration législative, avec quelques modifications, la plupart de détail, de l'ordonnance royale du 15 novembre 1920, rendue en vertu de l'article 78 de la loi des finances pour l'année fiscale 1920-1921. Et c'est cette ordonnance royale qui constitue le premier essai de l'unification de la législation en notre matière : jusqu'à son entrée en vigueur, en effet, la propriété industrielle était réglementée dans les diverses parties du territoire yougoslave par plusieurs législations, aussi différentes que multiples, qui la régissaient au moment de la formation de la Yougoslavie.

Ce régime de l'application simultanée de plusieurs législations à une même matière n'était pas propre à la propriété industrielle ; toutes les autres matières du droit lui étaient également soumises. Il s'explique par la situation politique de la Yougoslavie après sa formation et par le morcellement de son territoire entre plusieurs Etats et provinces, dont chacun avait auparavant un statut politique particulier et, partant, une législation propre. La Yougoslavie, en effet, réalisant l'unité politique et nationale des Serbes, Croates et

Slovènes, avait réuni sous sa souveraineté la Serbie et le Monténégro, royaumes indépendants jusqu'alors, ainsi que certaines provinces qui faisaient auparavant partie de l'Autriche-Hongrie et qui s'en étaient détachées lors de son effondrement. Au point de vue législatif, cette réunion de plusieurs Etats et provinces, d'importance très inégale et de législations si différentes, a eu pour résultat de mettre en présence ces différentes législations, qui se sont ainsi trouvées être simultanément en vigueur dans les diverses parties du territoire du nouvel Etat. Le problème de l'unification de la législation s'est trouvé, de cette façon, posé avec toute son acuité. Mais il était trop complexe pour pouvoir être facilement et vite résolu, d'autant plus qu'on ne pouvait utilement entreprendre le travail avant que la Constituante ait fixé les bases de l'organisation définitive de l'Etat. On fut, dès lors, forcé d'admettre que, provisoirement, jusqu'à l'unification de la législation, chaque partie du territoire continuerait à recevoir l'application de la législation qui y était en vigueur au moment où elle est devenue partie intégrante de la Yougoslavie.

Par conséquent, comme toutes les autres matières du droit, la propriété industrielle continuait à être régie, sur le territoire yougoslave, par plusieurs législations simultanément :

En Serbie, qui n'avait point de législation spéciale sur les brevets d'invention, seuls les marques de fabrique et de commerce et les dessins et modèles industriels étaient protégés par deux lois du 30 mai 1884, dont l'exécution avait été assurée par un règlement ministériel du 25 mai 1885.

Le Monténégro, on le sait, n'avait point de législation spéciale sur notre matière : on y comblait la lacune, dans la mesure où cela était possible, par l'application des principes généraux du droit.

En ce qui concerne les provinces ayant auparavant appartenu à l'Autriche-Hongrie, les unes, celles qui avaient fait partie de l'Autriche, jouissaient de la législation autrichienne, les autres, celles qui avaient fait partie de la Hongrie, y compris la Croatie et la Slavonie, de la législation hongroise organisant la protection de la propriété industrielle.

On imagine aisément les inconvénients et les dangers d'un pareil régime. En notre matière, son fonctionnement fut plus défectueux encore que son organisation, par suite de la diversité très profonde des législations, de l'imperfection et de l'insuffisance de certaines d'entre elles (serbe et monténegrine), et, surtout, de l'impossibilité d'appliquer de nombreuses dispositions des lois autrichiennes et hongroises, étant donné certaines de leurs particularités. Se rendant bien compte des gênes et des entraves qui devaient résulter, pour le commerce et l'industrie, de cet état de choses, les autorités compétentes du pays avaient pris, dès le début, toutes les mesures nécessaires en vue de l'unification de la législation en notre matière. Une Commission spéciale, nommée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et composée des spécialistes, avait élaboré un projet de loi organisant la protection des brevets d'invention, des marques de fabrique et de commerce et des dessins et modèles industriels. Mais ce projet ne pouvait pas facilement aboutir : l'activité du Parlement provisoire yougoslave était par trop absorbée par des problèmes autrement graves et urgents, pour qu'on puisse espérer son intervention en notre matière. Dès lors, poussé par des réclamations légitimes des intéressés, le Gouvernement fut forcé de demander au Parlement l'autorisation de procéder par voie d'ordonnance royale (décret-loi). Cette autorisation lui fut donnée par l'article 78 de la loi des finances pour l'année fiscale 1920-1921, ainsi conçu : « Le Ministre du Commerce et de l'Industrie pourra, par une ordonnance royale et à titre provisoire, jusqu'à ce qu'une loi spéciale intervienne, créer à Belgrade l'Office pour la protection de la propriété industrielle et déterminer sa composition, son organisation et son fonctionnement, les modes d'acquisition et de perte des droits de propriété industrielle (inventions, marques, dessins et modèles) et les taxes et droits qui seront perçus à l'occasion de l'intervention de l'Office ; de même, il pourra, par des règlements et ordonnances ministériels, réglementer l'exercice de la profession des agents de brevets,

ainsi que prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de la présente loi et de l'ordonnance royale ».

« Lorsque l'ordonnance royale, prévue par la présente loi, sera entrée en vigueur et lorsque l'Office pour la protection de la propriété industrielle aura commencé à fonctionner, l'ordonnance royale remplacera sur tout le territoire du Royaume toutes les lois et dispositions légales qui régissent actuellement la protection de la propriété industrielle et les matières qui font l'objet de la présente loi et de ladite ordonnance royale et alors seront abrogées toutes les lois et dispositions légales qui sont et dans la mesure où elles sont contraires à la présente loi et à ladite ordonnance royale. »

En vertu de cette autorisation et sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, le Conseil des Ministres entendu, le projet élaboré par la Commission fut revêtu de la sanction royale le 15 novembre 1920 et promulgué au *Journal officiel* du Royaume le 27 novembre 1920, n° 265, devenant ainsi « Ordonnance royale du 15 novembre 1920 sur la protection de la propriété industrielle » (1). Cette ordonnance organise la protection des brevets d'invention, des dessins et modèles industriels et des marques de fabrique et de commerce (§ 7) et détermine la compétence, l'organisation et le fonctionnement de l'Office, qu'elle institue par son § 1^{er}. Aux termes de son § 165, elle a acquis « la force exécutoire de la loi » trente jours après sa promulgation, donc le 27 décembre 1920, et à partir de ce moment sont considérées comme abrogées toutes les lois qui régissaient antérieurement les matières réglementées par notre ordonnance, ainsi que toutes autres dispositions légales « qui lui sont et dans la mesure où elles lui sont contraires » (§ 164). Désormais donc, les brevets d'invention, les dessins et modèles industriels, et les marques de fabrique et de commerce étaient soumis uniformément sur toute l'étendue de la Yougoslavie au

(1) La traduction française du règlement a été publiée par « La propriété industrielle », organe du Bureau international de Berne, l'année 1921, pages 87 et suiv., 98 et suiv., et 107 et suivantes.

régime de la protection légale organisée par l'ordonnance du 15 novembre 1920.

Conformément à l'article 78 de la loi des finances pour l'année fiscale 1920-1921, cité plus haut, l'exécution de notre ordonnance fut assurée par un règlement ministériel du 17 novembre 1920, publié au *Journal Officiel* du 30 novembre 1920, n° 267, sous le titre : « Règlement ministériel du 17 novembre 1920 rendu en exécution de l'ordonnance royale du 15 novembre 1920 sur la protection de la propriété industrielle » (1). Ce règlement complète l'organisation de l'Office, détermine les modalités d'application et les détails des procédures à suivre devant ses sections et commissions et réglemente l'exercice de la profession des agents de brevets et des ingénieurs-conseil. Aux termes de son § 100, ce règlement est entré en vigueur le même jour que l'ordonnance dont il assure l'exécution, donc le 27 décembre 1920. Il a été modifié depuis à deux reprises : d'abord, par le règlement ministériel du 12 mars 1921, publié au *Journal Officiel* du 21 mars 1921, n° 63, qui a profondément remanié les §§ 44, 48, 49 et 50 et le premier alinéa du § 57 ; ensuite, par l'ordonnance ministérielle du 16 mars 1922, Pr. Br. 342, laquelle a modifié l'alinéa 11 du § 1^{er} du règlement.

Le caractère original de cette ordonnance royale du 15 novembre 1920 était d'être essentiellement temporaire, d'être destinée à ne s'appliquer que « jusqu'à ce qu'une loi spéciale intervienne », comme s'exprimait le législateur dans le § 78 précité de la loi des finances de 1920-1921. Cette loi spéciale a été édictée le 17 février 1922, conformément à l'article 130 de la Constitution yougoslave, remplaçant l'ordonnance du 15 novembre 1920. En effet, aux termes du § 130 de la nouvelle Constitution, le gouvernement était tenu de remettre à la Commission législative de la Constituante toutes les ordonnances et tous les règlements ayant force des lois, dans un

(1) La traduction française de cette ordonnance a été publiée par « La propriété industrielle », revue mensuelle éditée par le Bureau de Berne de l'Union internationale de la propriété industrielle, l'année 1921, pages 34 et suiv., 42 et suiv., 57 et suiv. et 70 et suiv.

délai de trente jours à partir de la promulgation de la Constitution ; sinon ces différents actes seront considérés comme abrogés. La Commission législative, après avoir examiné, dans le délai qui ne pouvait pas dépasser cinq mois, tous les documents qui lui sont communiqués, devait statuer, en séance plénière, sur leur acceptation, tels quels, ou en y apportant des modifications qu'elle jugerait utiles, ou en les rejetant purement et simplement. La décision de la Commission acceptant les actes législatifs dont il s'agit, sans ou avec modifications, devait être soumise par le ministre compétent à la signature du roi et devenait, une fois revêtue de la sanction royale, la loi d'Etat. Conformément à cette procédure, l'ordonnance royale du 17 février 1920 fut transmise à la Commission législative qui, à sa vingt-troisième séance plénière, tenue le 3 décembre 1921, l'accepta, avec quelques modifications de détails et de style; sa décision fut revêtue de la sanction royale et promulguée au *Journal Officiel* du 17 février 1922, n° 69, devenant ainsi « loi du 17 février 1922 sur la protection de la propriété industrielle ». C'est donc cette loi qui régit actuellement en Yougoslavie la matière des brevets d'invention, des dessins et modèles industriels et des marques de fabrique et de commerce.

L'exécution de la loi du 17 février 1922 est assurée par le règlement du 17 novembre 1920, rendu en exécution de l'ordonnance royale du 15 novembre 1920. On a soutenu que ce règlement devrait être considéré comme abrogé du moment où l'acte législatif dont il assure l'exécution est abrogé et remplacé par une nouvelle loi. Certes, en théorie, l'abrogation d'une loi entraîne *ipso facto* l'abrogation de tous les règlements du pouvoir exécutif qui s'y rapportent, à moins qu'une disposition expresse de la nouvelle loi remplaçant la loi abrogée ne décide le contraire. Or, la loi du 17 février 1922, dans son § 164, dispose : « Dès son entrée en vigueur, la présente loi remplacera l'ordonnance royale du 15 novembre 1920, et à ce moment seront abrogées toutes les dispositions légales qui sont et dans la mesure où elles sont contraires à la présente loi ». Il en résulte que le règlement du 17 novembre 1920

reste en vigueur et continue à assurer l'exécution de la loi du 17 février 1922, du moins dans la mesure où ses dispositions ne sont pas contraires à la lettre et à l'esprit de la nouvelle loi.

La législation yougoslave sur la propriété industrielle a pour base la législation autrichienne, qu'elle a améliorée sur plusieurs points. Aussi, est-ce souvent que, à défaut de littérature yougoslave, nous serons forcé de rechercher dans la doctrine et la jurisprudence allemandes et autrichiennes les solutions de questions que nous aurons à trancher au cours de notre étude (1). En effet, la littérature yougoslave sur la propriété industrielle est loin d'être abondante : à peine quelques articles publiés par le Bulletin officiel de l'Office pour la protection de la propriété industrielle et une brochure, le compte rendu sur l'ordonnance royale du 17 février 1920, par M. le Dr Skerlj, professeur à l'Université de Ljubljana. Et c'est tout.

La loi du 17 février 1922 régleme les matières des brevets d'inventions, des dessins et modèles industriels, et des marques de fabrique et de commerce (§ 7), et institue l'Office pour la protection de la propriété industrielle, dont elle fait l'autorité compétente non seulement pour la délivrance des brevets et l'enregistrement des dessins, modèles et marques, mais même l'autorité compétente, en premier et dernier ressort, pour statuer sur les questions de nullité, de révocation, de retrait des divers droits de propriété industrielle. La loi comprend 165 paragraphes, répartis en huit chapitres. Le premier chapitre (§§ 1 à 7) édicte les dispositions générales. Le second chapitre, qui comprend les §§ 8 à 65 et qui est intitulé « l'objet de la propriété industrielle » détermine le régime légal des brevets d'inventions (§§ 8 à 35), des dessins et modèles industriels (§§ 36 à 48) et des marques de fabrique et de commerce (§§ 49 à 65). Le troisième chapitre, inti-

(1) Le très savant travail de M. Bonnet sur la législation allemande des brevets d'invention (*thèse de doctorat*, 1902), nous a été d'une très grande utilité à cet égard.

tulé « l'organisation de l'Office pour la protection de la propriété industrielle » et comprenant les §§ 66 à 84 de la loi, détermine la compétence, l'organisation et le fonctionnement de l'Office, auquel elle attribue l'examen préalable, sur lequel est basé tout l'édifice législatif. Le quatrième chapitre, qui embrasse les §§ 85 à 116, pose les règles de la procédure à suivre en vue de la délivrance des brevets et de l'enregistrement des dessins, modèles et marques. Le cinquième chapitre, intitulé « la procédure des contestations des divers droits de propriété industrielle » et comprenant les §§ 117 à 142, réglemente la procédure à suivre devant l'Office, à qui la loi attribue la compétence exclusive à cet égard, en cas d'annulation, de révocation et de retrait des brevets d'invention et des dessins et modèles, ainsi qu'en cas d'annulation et de révocation des marques de fabrique et de commerce. Le sixième chapitre (§§ 143 à 154), intitulé « les atteintes aux droits de propriété industrielle », assure la réparation et la répression des atteintes portées à ces divers droits, en réglementant les actions civiles et pénales de la contrefaçon. Le septième chapitre (§§ 155 à 159, a) détermine les taxes et les annuités qui sont dues à l'occasion de toute intervention de l'Office. Enfin, le huitième et dernier chapitre, comprenant les §§ 160 à 165, édicte les dispositions finales et transitoires.

Le présent travail, qui sera consacré à l'étude de la loi du 17 février 1922, sera divisé en cinq parties : dans la première partie, nous étudierons l'organisation, le fonctionnement et les attributions de l'Office pour la protection de la propriété industrielle ; la seconde partie sera consacrée à l'étude du régime légal des brevets d'invention, la troisième à celui des dessins et modèles industriels, la quatrième à celui des marques de fabrique et de commerce ; dans la cinquième partie, nous traiterons de la contrefaçon de ces divers droits de propriété industrielle, de sa sanction civile et pénale, ainsi que des autres actions civiles données aux titulaires des droits de propriété industrielle ou contre eux.

Remarquons, pour terminer, que la Yougoslavie a adhéré, en vertu de l'article 77 de la loi des finances pour l'année

fiscale 1920-1921, aux conventions et arrangements suivants : 1° Convention du 20 mars 1883 de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911; 2° Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, avec le règlement pour l'exécution de cet arrangement, révisé à Washington le 2 juin 1911; 3° Arrangement de Berne du 30 juin 1920 concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale. L'adhésion de la Yougoslavie à ces conventions internationales produit ses effets à partir du 26 février 1921. L'exécution de ces conventions est assurée par un règlement ministériel du 7 février 1921, intitulé « Règlement sur la procédure à suivre en vue de la protection des droits de propriété industrielle d'après les conventions internationales », qui est entré en vigueur en même temps que les conventions précitées, c'est-à-dire le 26 février 1921. L'étude du régime international de la protection de la propriété industrielle, dont l'application en Yougoslavie, comme dans tous les autres pays, n'est pas sans soulever des questions de droit fort délicates, sort du cadre du présent travail, qui, comme nous l'avons dit, n'a pour objet que la loi du 17 février 1922 régissant actuellement, en Yougoslavie, la matière de la propriété industrielle.

PREMIÈRE PARTIE

**L'Office
pour la protection
de la propriété industrielle.**



PREMIÈRE PARTIE

L'Office pour la protection de la propriété industrielle.

Nous verrons au cours de notre travail, en étudiant les divers droits de propriété industrielle, que la législation yougoslave qui régit cette matière est fondée sur le système d'examen préalable. Dans un pareil système, l'Office pour la protection de la propriété industrielle est un rouage essentiel; de son fonctionnement dépend tout le mécanisme du régime. C'est, en effet, la pièce fondamentale sur laquelle l'édifice législatif tout entier repose. Il est indispensable, par conséquent, d'exposer l'organisation, la compétence et le fonctionnement de cette importante institution, avant d'aborder l'étude du régime légal auquel sont soumis les différents droits de propriété industrielle, qui font l'objet du présent travail.

L'Office pour la protection de la propriété industrielle est institué par le § 1 de l'Ordonnance royale du 15 novembre 1920, devenue plus tard loi du 17 février 1922. C'est un organe administratif autonome, « une administration autonome d'Etat » comme le dit le § 1, al. 1^{er}, qui est soumis au contrôle du Ministre du Commerce et de l'Industrie (§ 1, al. 2). Son siège est fixé à Belgrade, capitale de la Yougoslavie, mais « le Ministre du Commerce et de l'Industrie peut provisoirement transférer ailleurs le siège de l'Office » (§ 1, al. 3).

La compétence territoriale de l'Office s'étend sur tout le royaume des Serbes, Croates et Slivènes, sur tout le territoire de la Yougoslavie (§ 1, al. 2). *Rations materiæ*, au point de vue de la compétence absolue, « l'Office connaît de toutes les affaires se rapportant à la protection de la propriété industrielle, qui lui sont attribuées par la présente loi » (§ 2). Le § 66 le fait dans ces termes : « L'Office pour la protection de la propriété industrielle est compétent pour la délivrance, le retrait, l'annulation, la révocation et la déclaration de la dépendance des brevets, pour les décisions concernant l'inefficacité relative des brevets (§§ 14 et 16), pour les licences obligatoires (§ 26), pour toutes les inscriptions dans le registre des brevets, ainsi que dans le registre des dessins et modèles et dans le registre des marques, et pour statuer sur les demandes des contestations (actions en annulation, en retrait, en révocation) des dessins, modèles et marques ». Ainsi, la fonction essentielle de l'Office est de statuer sur la délivrance des brevets et sur l'enregistrement des dessins, modèles et marques, déposés en vue d'obtenir la protection légale, et, pour y parvenir, de procéder à l'examen préalable des inventions, dessins, modèles et marques. En cette matière, il jouit d'une compétence exclusive, car il prononce en dernier ressort sur les recours formés contre ses propres sentences. Ce ne sont là que les fonctions d'une autorité de police administrative. Mais, par ailleurs, l'Office nous apparaît comme une véritable juridiction administrative, puisque les questions d'annulation, de révocation, etc., des divers droits de propriété industrielle dont il connaît d'une façon exclusive, en premier et en dernier ressort, donnent lieu à de véritables instances judiciaires, et ses décisions sont des jugements. Telles sont les principales fonctions de l'Office ; des attributions accessoires, nombreuses et variées, lui incombent encore, comme une dépendance nécessaire de l'administration dont il a la charge. On voit bien qu'il s'agit d'un organisme très complexe, dont l'unité apparente comprend une multiplicité de fonctions et d'organes.

CHAPITRE PREMIER

Organisation de l'Office pour la protection de la propriété industrielle.

L'Office pour la protection de la propriété industrielle fonctionne, nous l'avons dit, sous le contrôle du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Mais ce contrôle n'entrave point son indépendance, car il se borne à l'exercice d'une surveillance purement administrative et ne saurait comporter aucune immixtion dans les décisions et les actes de sa compétence. L'Office a à sa tête un président; il comprend des membres à poste fixe, c'est-à-dire des membres proprement dits, des membres auxiliaires et des employés inférieurs et subalternes. La multiplicité et la diversité de ses attributions imposaient une division de l'Office en deux sections et l'institution de plusieurs commissions, les unes et les autres ayant une composition distincte et une compétence spéciale. En effet, aux termes du § 4, l'Office comprend : une Section des demandes de brevets, une Section des demandes pour les dessins, modèles et marques (Section de l'enregistrement des dessins, modèles et marques), une Commission des recours, une Commission des annulations et une Commission de cassation. En outre, aux termes du § 3 du règlement du 17 novembre 1920, l'Office a : 1° le bureau des entrées pour la réception et l'inscription au procès-verbal des pièces arri-

vées; 2° les archives des brevets, les archives des dessins et modèles et les archives des marques pour la tenue des registres respectifs et pour la conservation des pièces concernant les affaires déjà liquidées; 3° la salle d'exposition, pour la communication au public des demandes de brevets; 4° la bibliothèque pour la réunion des ouvrages relatifs à la propriété industrielle; 5° la comptabilité.

SECTION I

Personnel de l'Office.

Le personnel de l'Office peut être classé en deux catégories distinctes : d'une part, c'est le personnel fixe, comprenant les fonctionnaires attachés à l'Office, et, d'autre part, le personnel auxiliaire, c'est-à-dire les avocats-conseil, les agents de brevets, les ingénieurs-conseil, ainsi que les membres temporaires.

§ 1. — *Le personnel fixe de l'Office.*

a) LE PRÉSIDENT.

L'Office est dirigé par un président, qui est un fonctionnaire nommé par le décret royal sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et qui a rang du directeur au Ministère. La loi pose une condition : aux termes du § 67, al. 3, le président doit être juriste, c'est-à-dire doit avoir au moins le diplôme de licencié en droit.

Les attributions du président de l'Office sont très variées. En règle générale, « il assure l'expédition de toutes les affaires de l'administration qu'il dirige » (§ 3, al. 1^{er}). Son autorité s'étend à toutes les sections et commissions; il veille à ce que les affaires y soient expédiées d'une manière uniforme

et à ce que les mêmes principes y soient observés; à cet effet, il est autorisé à assister aux délibérations de toutes les commissions sans distinction, il peut même réunir tous les membres de l'Office en assemblée plénière, lorsqu'il veut soumettre certaines questions de principe à une discussion solennelle (§ 2, 9° du règlement). Il tranche les conflits de compétence qui peuvent se produire entre plusieurs commissions de l'Office; si la compétence n'est pas déterminée par la loi ou le règlement, il en décidera. Il répartit le personnel, y compris les membres à poste fixe, entre les deux sections de l'Office, et désigne les présidents des Commissions des recours et des annulations, s'il ne les préside pas lui-même (§ 69, dernier alinéa). Le président nomme et congédie le personnel de l'Office non nommé par le décret royal (§ 2, 6° du règlement), et exerce les pouvoirs disciplinaires sur tout le personnel, à charge d'appel devant le Ministre pour les fonctionnaires nommés par le décret royal (§ 4, dernier alinéa); il nomme aussi les agents de brevets et les ingénieurs-conseil et exerce sur eux le pouvoir disciplinaire (§§ 76 et 77).

b) LES CHEFS DES SECTIONS.

« A la tête de chaque section se trouve un chef désigné par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, parmi les membres à poste fixe de l'Office, sur la proposition du président de l'Office » (§ 68, al. 3). Les chefs des sections doivent être juristes, aux termes du § 4, al. 3 et 4, c'est-à-dire doivent avoir au moins le diplôme de licencié en droit.

Les chefs de sections ont pour mission de diriger les sections à la tête desquelles ils sont placés, de veiller à ce que les affaires y soient expédiées normalement, et à ce que les prescriptions de la loi ou du règlement y soient soigneusement et uniformément observées, de surveiller la tenue des registres et des archives qui leur sont confiés. C'est à eux qu'il appartient de déterminer la composition des Commissions des demandes chargées de l'examen préalable, ainsi que de fixer la date de leurs séances.

c) MEMBRES A POSTE FIXE DE L'OFFICE.

Les membres à poste fixe, les membres proprement dits de l'Office sont nommés par le décret royal, sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et pris parmi les fonctionnaires de l'Office. Leur nombre est variable: c'est le ministre qui le fixe, suivant les besoins actuels de l'Office (§ 67, al. 2).

Les membres à poste fixe, étant choisis parmi les fonctionnaires de l'Office, restent soumis à l'application de la loi sur les fonctionnaires publics. Leur nomination à ce poste ne change en rien la situation et le rang qu'ils occupent dans la hiérarchie administrative (§ 67, al. 7). Il en résulte qu'ils peuvent être déplacés, mis en disponibilité ou en retraite. « Quand un membre à poste fixe cesse d'être fonctionnaire de l'Office, il cesse en même temps d'être membre à poste fixe (§ 67, al. 6). D'autre part, ils sont soumis à toutes les obligations qui incombent aux fonctionnaires en général : ils prêtent serment, sont tenus du secret professionnel, ne peuvent comparaître en justice, ni comme témoins, ni comme experts, sans une autorisation du président. En outre, avant d'entrer dans leurs fonctions de membre à poste fixe, ils sont tenus, aux termes du § 67, dernier alinéa, de prêter serment imposé aux juges des tribunaux du droit commun, et dont le texte est rapporté par le § 9 du règlement.

La mission des membres à poste fixe est de faire l'examen préliminaire des demandes et de faire partie des Commissions des demandes dans la section à laquelle ils sont attachés, ainsi que des Commissions des recours et des annulations (§ 4, al. 2, 3 et 4). A cet effet, ils sont répartis au début de chaque année par une ordonnance du président entre les deux sections de l'Office.

La loi distingue deux catégories de membres à poste fixe: les membres juristes, qui doivent avoir le diplôme de licencié en droit d'une des Facultés yougoslaves ou étrangères, et qui sont chargés spécialement des affaires d'ordre juridique; et les membres techniciens, qui doivent être diplômés de la

Faculté de Technique ou des Sciences, yougoslave ou étrangère, ou d'une autre école technique ayant le rang d'une Faculté, et qui sont chargés des missions présentant un caractère technique. La distinction, nous le verrons, présente l'intérêt pratique important en ce qui concerne la composition des commissions, la loi ayant déterminé le nombre des membres techniciens et des membres juristes nécessaire pour statuer valablement. (Voir le § 69 et le § 68, al. 6 et 7).

d) PERSONNEL SUBALTERNE.

L'Office a un certain nombre de fonctionnaires subalternes. Ce sont :

Trois rédacteurs du procès-verbal, l'un pour la Section des demandes et des brevets, les deux autres pour la Section de l'enregistrement des dessins, modèles et marques, qui sont chargés d'accomplir, au moment de la réception des demandes de protection, les formalités prescrites par la loi et les règlements;

Trois régistateurs, l'un pour le registre des brevets, le second pour le registre des dessins et modèles, le troisième pour le registre des marques, qui sont chargés de la tenue des registres qui leur sont confiés et qui y font les inscriptions, d'après les prescriptions légales, des décisions des commissions ;

Un bibliothécaire, qui est chargé de la conservation et de la tenue de la bibliothèque et qui dirige le Service du prêt des livres;

Quatre rédacteurs, dont deux juristes et deux techniciens, qui collaborent à l'examen préalable, en faisant les recherches nécessaires et en préparant les décisions, sous la direction des membres à poste fixe, et qui rédigent les brevets ;

Enfin un certain nombre de personnel auxiliaire provisoire comme les dactylographes, les copistes, les garçons de bureau, etc.

Les rédacteurs des procès-verbaux, les régistateurs, le bibliothécaire, les rédacteurs et le chef de la comptabilité de

l'Office sont les fonctionnaires nommés par le décret royal sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie; les employés auxiliaires provisoires sont nommés par le président et peuvent être congédiés par lui.

§ 2. — *Le personnel auxiliaire de l'Office.*

a) LES MEMBRES TEMPORAIRES.

Les questions que l'Office est appelé à trancher sont souvent très complexes et d'un caractère très délicat, exigeant une grande compétence en la matière, que les membres proprement dits de l'Office peuvent ne pas posséder. Aussi, le législateur a-t-il prévu, à côté des membres à poste fixe, la nomination de membres temporaires. Ils sont nommés, aux termes du § 67, al. 3, par le décret royal sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie, pour une durée de cinq années (§ 67, al. 5). Ils sont choisis « parmi les fonctionnaires de l'Etat en général, et parmi les personnes compétentes des autres professions » (§ 67, al. 3); par exemple, parmi les ingénieurs, agronomes, chimistes, professeurs de l'Université, hauts fonctionnaires de l'Etat, industriels, commerçants, etc. Comme les membres à poste fixe, ils sont répartis en membres techniciens et membres juristes. Leurs fonctions consistent à participer aux décisions de l'Office comme membres des Commissions des recours et des annulations, ainsi que de la Commission des demandes de l'enregistrement des dessins, modèles et marques; mais ils ne peuvent pas faire partie de la Commission des demandes de brevets qui doit être composée exclusivement des membres à poste fixe.

Les membres temporaires ne reçoivent pas de traitement fixe, mais des rémunérations spéciales par chaque séance (§ 67, al. 8). Ils ne sont pas les fonctionnaires de l'Etat, et, par conséquent, ne sont pas soumis à l'application de la loi sur les fonctionnaires publics. Mais ils sont tenus au secret professionnel, et en outre, aux termes du § 67, dernier alinéa,

ils doivent prêter, avant leur entrée en fonctions, le serment prescrit pour les juges des tribunaux du droit commun, comme les membres à poste fixe.

b) LES REPRÉSENTANTS.

La loi prévoit, dans ses différentes dispositions, la constitution par l'impétrant ou par le titulaire d'un droit de propriété industrielle d'un mandataire ayant pouvoir de le représenter devant l'Office.

QUI PEUT ÊTRE REPRÉSENTANT ? AVOCATS, AGENTS DE BREVETS, INGÉNIEURS-CONSEIL. — Aux termes du § 76, al. 1^{er}, « peuvent exercer la profession de mandataire dans les affaires de propriété industrielle, seuls les avocats, les agents de brevets et les ingénieurs-conseil, qui sont ressortissants de notre pays ». Tous les avocats inscrits à un des barreaux du pays peuvent être des mandataires devant l'Office, sans avoir à remplir aucune formalité particulière ; au contraire, les agents de brevets et les ingénieurs-conseil doivent être nommés par le président de l'Office, et ils ne pourront commencer à exercer leur profession qu'après avoir été inscrits dans un registre spécial tenu par l'Office, après paiement d'une taxe de 250 dinars pour l'inscription et pour le décret de nomination qui leur sera délivré (§ 74, al. 4, 5 et 6).

L'exercice de la profession des agents de brevets et des ingénieurs-conseil, les conditions d'aptitude qu'ils doivent réunir et les diplômes dont ils doivent être pourvus, le régime disciplinaire auquel ils sont soumis, les règles particulières qu'ils doivent observer dans leurs rapports vis-à-vis de l'Office et des personnes qu'ils représentent, etc., sont réglés minutieusement par les §§ 76 et 77 de la loi et surtout par les §§ 65 à 93 du Règlement du 17 novembre 1920, réunis dans le chapitre V, intitulé : « Règlement sur l'exercice de la profession des agents de brevets et des ingénieurs-conseil ». L'étude de ces différentes questions sort du cadre de notre travail; nous n'y insisterons donc pas. Bornons-nous seulement à rappeler que les agents de brevets et les ingénieurs-

conseil, aussi bien que les avocats, sont tenus de l'obligation au secret professionnel, sous peine de destitution, indépendamment des peines édictées par le Code pénal qu'ils peuvent encourir.

En principe les intéressés sont libres de choisir, comme représentant, un avocat, un agent de brevet ou un ingénieur-conseil. Toutefois, le 7^e alinéa du § 76 apporte à cette règle une restriction importante, dans ces termes : « Dans les procès concernant l'annulation, la révocation et le retrait des brevets, dessins, modèles et marques, les fonctions de mandataire ne peuvent être exercées que par les avocats; les agents de brevets et les ingénieurs-conseil ne peuvent être des mandataires dans ces procès qu'en ce qui concerne les questions d'ordre technique ».

LA REPRÉSENTATION OBLIGATOIRE. — La constitution d'un représentant est facultative pour les personnes habitant la Yougoslavie, obligatoire pour les autres. Le § 75, al. 1^{er}, en effet, dispose: « Toutes les personnes non domiciliées dans le pays qui demandent un droit de propriété industrielle ou qui sont titulaires d'un droit de cette nature ou qui sont intéressées dans un litige concernant un de ces droits, doivent constituer un mandataire domicilié dans le pays ». On voit que ces dispositions ne s'appliquent pas spécialement aux étrangers, mais d'une façon générale à tous ceux qui, n'habitant pas la Yougoslavie, veulent former une demande de protection légale ou faire valoir leurs droits déjà protégés. Il en résulte que toute personne, étranger ou ressortissant de la Yougoslavie, qui habite à l'étranger doit constituer un mandataire.

Quelle est la sanction de cette prescription ? Le défaut de représentant n'a pas proprement pour effet de priver les intéressés de leurs droits, mais il met obstacle à l'exercice de certains de leurs droits. Ainsi, la demande de protection d'une invention, d'un dessin, d'un modèle ou d'une marque ne peut être valablement formée par une personne domiciliée à l'étranger, si elle ne constitue pas un représentant; cepen-

dant, elle ne sera rejetée, nous le verrons, qu'après qu'elle aura été mise en demeure de réparer cette irrégularité dans un délai déterminé. Le titulaire d'un droit de propriété industrielle qui n'a pas de représentant constitué, dans le cas où il y est tenu, ne peut exercer les droits dérivants de la protection légale, c'est-à-dire intenter une action civile ou pénale; mais son droit ne disparaît pas; il ne peut non plus faire partie d'un procès concernant un de ces droits, par exemple l'action en annulation, en révocation ou en contrefaçon.

POUVOIRS DU REPRÉSENTANT. — Conformément aux principes du droit commun, tout ce qui a été fait par le représentant constitué, dans les limites de sa procuration, oblige le représenté directement envers les tiers ou envers l'Office, comme s'il avait agi de lui-même, sans employer d'intermédiaire.

Le mandat, aux termes du § 44 du règlement du 17 novembre 1920, modifié par l'ordonnance ministérielle du 12 mars 1921, peut être spécial ou général. Lorsque le mandat est spécial, c'est-à-dire lorsqu'il n'est donné que pour un ou plusieurs actes juridiques limitativement déterminés, le mandataire n'est habile à représenter son mandant que dans les limites du mandat, que pour l'affaire sur laquelle il porte. Mais il se peut, et cela arrive la plupart des fois en pratique, que le mandat soit général, c'est-à-dire qu'il habilite le mandataire à faire tout ce qui est nécessaire pour faire obtenir ou conserver au profit du mandant un ou plusieurs droits de propriété industrielle. En pareil cas, le mandataire est habile à représenter son mandant dans toutes les procédures réglées par la loi et, d'une façon générale, vis-à-vis de l'Office, pour en recevoir les avis, les communications destinés au titulaire du droit, au mandant. Cependant, la loi ne lui reconnaît le droit de faire certains actes déterminés à moins d'une procuration spéciale; en effet, aux termes du § 44, al. 3 du règlement, modifié par l'ordonnance du 12 mars 1921, « le mandataire ne peut faire les actes suivants que s'ils sont spécialement et expressément mentionnés dans

l'acte de procuration : retirer la demande en vue de la protection ou renoncer à un droit de propriété industrielle; faire opposition; aliéner les divers droits de propriété industrielle ou les accepter en paiement ; toucher ou retirer l'argent ; prêter le serment ou accepter le serment déféré; intenter une action; transiger; faire donation; choisir un arbitre; enfin, renoncer à un droit d'une façon illicite. ».

En ce qui concerne les conditions de forme que la procuration doit réunir, elles sont déterminées par les deux derniers alinéas du § 44, et par le § 45 du règlement du 17 novembre 1920. D'après ces textes, la procuration peut être orale ou écrite. Elle peut être faite oralement devant l'Office, qui sera tenu de rédiger un procès-verbal, pour servir de preuve de la procuration. Mais le plus souvent, elle sera faite par écrit : en pareil cas, les conditions de forme exigées sont celles du lieu où l'acte a été passé, d'après le principe de « locus regit actum ». Par conséquent, les procurations données par les personnes habitant à l'étranger seront rédigées conformément aux règles du pays étranger où l'acte a été passé ; toutefois, le § 44, al. 5, du règlement exige que la signature du mandant soit légalisée non seulement par les autorités du pays étranger compétentes à cet effet, mais aussi par les représentants diplomatiques de la Yougoslavie dans ce pays. En ce qui concerne les procurations données dans le pays, il y a lieu d'appliquer les principes du droit en vigueur sur la partie du territoire yougoslave où elles sont faites.

SECTION II

Les Sections et les Commissions de l'Office et leurs attributions.

En examinant la question de sa compétence *ratione materiæ*, nous avons constaté que l'Office remplissait à la fois les fonctions d'une autorité de police administrative, en statuant sur la délivrance des brevets et sur l'enregistrement

des dessins, modèles et marques, et les fonctions d'une véritable juridiction administrative, étant seul compétent pour statuer sur la révocation, l'annulation, etc., des divers droits de propriété industrielle. Cette diversité et cette multiplicité très grandes des fonctions imposaient la division de l'Office en sections et commissions, chacune ayant une composition particulière et obéissant à des règles différentes, suivant la nature des questions dont elle doit connaître.

SECTIONS. — L'Office comprend deux sections, la Section des demandes de brevets et la Section de l'enregistrement des dessins, modèles et marques (Section des demandes des dessins, modèles et marques).

La Section de demandes de brevets est composée, outre un chef juriste, de onze membres à poste fixe, dont trois juristes et huit techniciens, ainsi que d'un rédacteur du procès-verbal et d'un régistrateur. Elle « statue d'une manière indépendante, nous dit le § 62, al. 1^{er}, sur toutes les demandes de brevets, sur des oppositions éventuelles, elle ordonne les inscriptions au registre des brevets et statue sur toute requête ne présentant pas un caractère litigieux qui se rapporte à des brevets déjà enregistrés, telles que les transferts, les mises en gage, les enregistrements des licences facultatives, les annotations en cas de litige, les renonciations aux brevets, etc. » En règle générale donc, elle est compétente pour toutes les affaires concernant les brevets, qui sont de la compétence de l'Office, et qui ne sont pas attribuées par la loi aux Commissions des recours, des annulations ou de cassation.

La Section de l'enregistrement des dessins, modèles et marques comprend, outre un chef juriste, deux membres à poste fixe, deux rédacteurs du procès-verbal et deux registrateurs. Elle « statue d'une manière indépendante, nous dit le § 68, al. 2, sur toutes demandes de protection des dessins, modèles et marques et leur inscription dans les registres; elle statue également sur toutes les requêtes ne présentant pas un caractère litigieux qui se rapportent à des dessins, modèles et marques déjà enregistrés, telles que les transferts, les annota-

tions en cas de litige, les licences facultatives, les mises en gage des dessins et modèles et les renonciations volontaires aux dessins, modèles et marques ». En règle générale donc, elle est compétente pour toutes les affaires concernant les dessins, modèles et marques, qui sont de la compétence de l'Office et qui ne sont pas attribuées par la loi aux Commissions des recours, des annulations ou de cassation.

La répartition des membres à poste fixe de l'Office entre ces deux sections n'est pas fixe : en effet, aux termes du § 68, dernier alinéa, elle se fait au début de chaque année par une ordonnance du président. D'ailleurs, suivant les besoins, la répartition ainsi faite peut être modifiée au cours de l'année et même rien ne s'oppose à ce qu'un membre attaché à une section soit envoyé à l'autre pour un temps déterminé, par exemple pendant l'absence d'un de ses collègues, ou même simplement par une ou plusieurs affaires déterminées.

COMMISSIONS DES DEMANDES. — « Dans les sections statuent les commissions composées de trois membres », dit le § 68, al. 4. La Commission des demandes de brevets doit être composée exclusivement de membres à poste fixe (§ 68, al. 5), dont deux sont juristes et un technicien ou deux techniciens et un juriste, suivant qu'il s'agit « principalement d'une question d'ordre juridique ou d'ordre technique » (§ 68, al. 6). La Commission des demandes d'enregistrement des dessins, modèles et marques doit toujours comprendre deux membres à poste fixe, juristes, tandis que le troisième membre peut être membre à poste fixe ou temporaire, juriste ou technicien (§ 68, al. 5 et 7).

COMMISSIONS DES RECOURS ET DES ANNULATIONS. — Outre les Commissions des demandes, la loi prévoit l'institution, au sein de l'Office, de deux commissions spéciales, Commission des recours et Commission des annulations.

La Commission des recours joue le rôle de la juridiction d'appel pour les décisions rendues par les Commissions des demandes. En effet, le § 69, al. 1^{er}, dispose : « Les décisions

des Commissions des demandes peuvent être attaquées devant la Commission des recours. Le recours doit être déposé à l'Office dans le délai de trente jours à compter du jour de la notification de la décision attaquée ». Elle se compose de cinq membres, temporaires ou à poste fixe, dont deux juristes et trois techniciens lorsqu'il s'agit d'un brevet, ou trois juristes et deux techniciens lorsqu'il s'agit d'un droit de dessin, de modèle ou de marque (§ 69, al. 2).

La Commission des annulations est compétente pour statuer « sur le retrait, l'annulation et la révocation des brevets, sur l'inefficacité relative des brevets (§§ 14 et 16), sur la dépendance, les licences obligatoires, l'extinction des brevets en vertu du § 16, sur l'inefficacité relative et le retrait des dessins et modèles, ainsi que sur l'annulation et la révocation des dessins, modèles et marques » (§ 69, al. 3). Elle se compose de cinq membres, à poste fixe ou temporaire, dont deux juristes et trois techniciens ou trois juristes et deux techniciens, suivant qu'il s'agit d'un brevet ou d'un droit de dessin, de modèle ou de marque (§ 69, al. 3, *in fine*).

La composition de ces deux Commissions est déterminée par son président pour chaque affaire séparément. En effet, le paragraphe 69, dernier alinéa, dispose à cet effet : « La Commission des recours et la Commission des annulations sont présidées par le président de l'Office ou par le fonctionnaire qu'il désigne ; les autres membres de ces deux Commissions sont désignés, conformément à l'esprit de la présente loi, par le président ou par les fonctionnaires qui les président, parmi les membres à poste fixe ou temporaires de l'Office, qui n'ont pas participé, comme membres des Commissions des demandes ou de la Commission des recours, à la décision attaquée. »

COMMISSION DE CASSATION. — Enfin, l'Office comprend une Commission de cassation, qui est, en fait, la juridiction d'appel pour les décisions rendues par la Commission des annulations. La loi le dit dans ces termes : « Les décisions rendues par la Commission des annulations peuvent être attaquées

devant la Commission de cassation de l'Office, dans les trente jours qui suivent la notification de la décision. Le recours doit être remis à l'Office pour la protection de la propriété industrielle. » (§ 72, al. 1.)

La composition de cette Commission est déterminée par les alinéas 2, 3 et 4 du § 72, dont nous nous bornerons à reproduire le texte, assez clair, pour qu'il soit inutile d'y ajouter des commentaires : « Cette Commission se compose de cinq membres, savoir : de trois membres qui appartiennent à un des tribunaux suprêmes du pays (Cour de Cassation de Belgrade, Cour des Sept de Zagreb, Sections de la Cour de Cassation de Skoplje, Novi Sad, Sarajevo), dont le plus âgé prend la présidence de la Commission, et de deux techniciens.

Les trois premiers membres et leurs remplaçants sont nommés par le décret royal pour une période de cinq ans, sur la proposition du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Les deux autres membres techniciens sont désignés par le président de la Commission, parmi les membres temporaires de l'Office (§ 67) ; le président veille à ce qu'aucun de ces membres n'ait pris part à la décision qui fait l'objet de cette voie de recours. »

Aux termes du § 137, la Commission de cassation a une chancellerie et les archives particulières, qui se trouvent à l'Office. Elles sont dirigées par un secrétaire, nommé chaque année, par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, sur la proposition du président de l'Office, et choisi parmi les membres juristes possédant les qualifications nécessaires pour être juges des tribunaux de première instance. Le personnel nécessaire pour l'expédition des affaires de la Commission est pris parmi le personnel de l'Office et nommé par le président.

CHAPITRE II

Procédure devant l'Office pour la protection de la propriété industrielle.

Etant donné la diversité et la multiplicité des attributions de l'Office, il a été indispensable d'organiser les procédures à suivre devant ses différentes Commissions. C'est ce que la loi a fait dans ses §§ 71, 73, 85 à 116, 117 et 142 ; les §§ 71 et 73 posent les règles générales, applicables à toutes les procédures devant l'Office ; les §§ 85 à 116 réglementent les procédures à suivre devant les Commissions des demandes et devant la Commission des recours ; les §§ 117 à 142 posent les règles de la procédure des contestations devant la Commission des annulations.

L'étude de la procédure devant les Commissions des demandes sera faite au cours de notre travail, à l'occasion de l'examen détaillé du régime légal auquel sont soumis les divers droits de propriété industrielle (brevets, dessins et modèles, et marques). Au contraire, les autres procédures seront étudiées ici. Mais, avant d'entreprendre l'examen de chacune d'entre elles, nous exposerons les règles qui leur sont communes et les principes généraux applicables à toutes.

SECTION I

Règles communes à toutes les procédures.

DU RAPPORTEUR. — Dans le système de la loi yougoslave, l'examen des demandes ou des requêtes adressées à l'Office n'est pas immédiatement et absolument confié à la Commission compétente ; l'examen et la décision de la Commission sont toujours précédés d'un examen par un membre de l'Office, le rapporteur. Ce principe est posé clairement par le § 71, al. 1, dans ces termes : « Dans toutes les Commissions, l'instruction de l'affaire, qui précède la décision, sera faite par le rapporteur, qui rédigera le projet de décision seul ou d'accord avec des membres techniciens, dont il désirerait connaître l'opinion sur certaines questions. »

Ainsi, lorsqu'une demande ou une requête est adressée à l'Office, elle fera l'objet d'un examen approfondi de la part d'un membre de l'Office, désigné par le président de la Commission compétente. Cet examen du rapporteur sera aussi approfondi que possible : il portera aussi bien sur la forme que sur le fond de l'affaire. Si la requête est régulière et si l'affaire paraît être en état, qu'elle semble être suffisamment éclaircie pour qu'on puisse y statuer, le rapporteur transmettra le dossier à la Commission compétente, en y joignant un rapport et un projet de décision.

Si, au contraire, la demande n'est pas régulière dans sa forme ou si la question soulevée n'est pas suffisamment éclaircie, le rapporteur signalera au requérant les vices et objections qui s'opposent à l'admission de sa demande, à faire corriger les uns, à discuter les autres pour les rejeter ou pour provoquer, au contraire, le retrait de la demande ; il commencera par communiquer à l'intéressé ses observations, en lui faisant connaître à la fois les conditions de fond et de

forme qui ne se trouvent pas remplies ; il lui fixe un délai pour régulariser sa requête ou pour répondre aux critiques touchant le fond de son objet. A cet effet, le rapporteur émet un *préavis*.

Il s'agit de bien préciser la nature du préavis que donne le rapporteur. Le préavis n'est pas une décision définitive, susceptible de recours, ce n'est même pas, à proprement parler, une décision, c'est la notification à l'intéressé des objections soulevées par l'examineur, faite en termes impératifs, avec l'indication d'un délai pour y répondre. En effet, notre loi n'attache au défaut de réponse à un préavis aucune présomption de retrait, comme le fait, par exemple, la loi allemande sur les brevets. Le préavis a simplement pour objet de mettre l'affaire en état, de permettre de l'instruire, de donner au requérant la possibilité de soutenir avec le rapporteur une discussion contradictoire, afin qu'il puisse éventuellement réfuter les objections qu'on lui a opposées ; si le requérant néglige de le faire, il en portera la peine, car l'affaire sera renvoyée à l'Office, qui statuera sur l'affaire telle quelle, et, par conséquent, ne manquera pas de rejeter la demande. Le préavis donc n'est pas une décision à proprement parler. Cela résulte incontestablement du § 72, al. 2, ainsi conçu : « Les ordonnances du rapporteur ne peuvent faire l'objet d'aucun recours spécial, mais les parties peuvent demander au président de la Commission qu'il modifie les ordonnances préliminaires du rapporteur. Si cette requête n'aboutit pas, les parties peuvent demander que cette requête soit examinée comme une question préjudicielle. »

Les préavis sont adressés, par voie administrative, au requérant ou à son mandataire constitué. Le requérant peut y répondre oralement ou par écrit. S'il le fait oralement, le rapporteur est tenu de rédiger un procès-verbal, qui devra être signé par l'intéressé. Le rapporteur peut d'ailleurs répliquer à la réponse de l'impétrant, et ainsi de suite, jusqu'à ce que l'affaire soit suffisamment instruite.

Lorsque le dossier est suffisamment étudié, ou lorsque le délai imparti a passé, sans que le requérant y ait répondu,

le rapporteur rédigera son rapport, établira un projet de décision et renverra l'affaire à la Commission compétente.

Le rapporteur doit toujours faire partie de la Commission qui sera appelée à statuer sur la demande. C'est là une différence avec le droit allemand, qui admet, à cet égard, certaines restrictions qui se sont révélées fort gênantes dans la pratique. Le législateur yougoslave a pensé, avec raison, croyons-nous, qu'il est utile à ce que celui qui a instruit l'affaire, qui en rapportera devant la Commission, puisse prendre part à la délibération et au vote.

PRONONCÉ DES SENTENCES. — « Dans toutes les Commissions, les décisions sont prises à la majorité absolue » (§ 71, al. 3). Le partage des voix n'arrive d'ailleurs jamais, étant donné que la Commission est toujours composée d'un nombre impair des membres.

Le dernier alinéa du § 71 dispose : « Toutes les décisions sont rendues au nom de l'Office et contiendront les motifs ; une expédition en sera remise à chacune des parties intéressées. Dans chaque décision doivent être indiqués la Commission qui l'a rendue et les noms des membres qui y ont participé. »

En principe, les décisions doivent contenir les motifs, qui doivent être exposés conformément aux prescriptions du code de la procédure civile du Royaume de Serbie. Mais certaines décisions ne doivent pas avoir de motifs longuement exposés : ce sont celles qui ne sont susceptibles d'aucune voie de recours. Au contraire, celles qui peuvent être attaquées par un moyen de recours quelconque, doivent contenir des motifs exposés d'une façon complète et détaillée.

Les expéditions de la décision doivent être notifiées à chacune des parties ; cela est nécessaire, car c'est à partir de cette notification que courent les délais d'appel contre les décisions. La notification se fera par voie administrative, par l'intermédiaire du préfet et du maire de la commune du lieu du domicile de la partie.

LANGUE OFFICIELLE. — « La langue officielle de l'Office, nous dit le § 40 du règlement du 17 novembre 1920, est la langue serbo-croate et la langue slovène. Les requêtes rédigées en une autre langue ne seront pas prises en considération. » Ce n'est d'ailleurs là qu'une application de la même règle consacrée par la Constitution du Royaume de juin 1921.

Lorsqu'il y a des documents rédigés en une langue étrangère, qui sont annexés à une demande, il faut y joindre leur traduction, certifiée conforme à l'original, pour qu'ils puissent être pris en considération et qu'on doive en tenir compte (§ 40, al. 2, du règlement du 17 novembre 1920).

SECTION II

Procédure devant la Commission des recours.

Aux termes du § 99, al. 1, les décisions des Commissions des demandes sont susceptibles de faire l'objet d'un recours devant la Commission des recours. Ainsi, l'Office, sa Commission des recours, est la juridiction d'appel de ses propres décisions, des décisions de ses Commissions des demandes ; il statue donc en premier et dernier ressort sur la délivrance des brevets et sur l'enregistrement des dessins, modèles et marques.

L'appel doit être adressé à l'Office dans le délai de trente jours, à compter de la notification de la décision à l'intéressé. Passé ce délai, le recours sera rejeté *de plano*, par une décision, une ordonnance du rapporteur, laquelle est, d'ailleurs, susceptible d'être attaquée devant la Commission des recours dans un délai de trente jours à partir de la notification.

En ce qui concerne les conditions de forme, l'appel, le recours doit être rédigé, en langue officielle, en autant d'exemplaires qu'il y a des parties opposées, auxquels on doit

joindre le même nombre de copies de documents annexés. Il doit être motivé ; d'ailleurs, si les motifs ne sont pas immédiatement présentés, le requérant peut toujours obtenir un délai pour les faire connaître et justifier ainsi son pourvoi.

Aux termes du § 158, al. 2, la taxe de 50 dinars doit être acquittée ; sinon la demande ne sera pas recevable, et sera versée aux archives, sans aucun autre examen.

EXAMEN PAR LE RAPPORTEUR. — Lorsque le recours est formé en temps utile, le rapporteur transmettra à chaque partie intéressée un exemplaire de la requête, en l'invitant à y répondre dans un délai de trente jours à partir de la notification. Ce délai peut d'ailleurs être prolongé pour des raisons graves, laissées à l'appréciation du rapporteur (§ 99, al. 5). Lorsque les réponses ont été reçues et s'il est nécessaire, pour plus de clarté, d'élucider un point ou d'obtenir une explication, le rapporteur demandera aux parties des explications écrites, qu'il transmettra aux parties adverses, pour qu'elles y répondent dans le délai qu'il leur impartira à cet effet. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que toutes les questions, tous les points de l'affaire soient suffisamment éclaircis de part et d'autre. D'ailleurs, le rapporteur peut prendre toutes les mesures propres à instruire l'affaire : ainsi, il peut citer les parties à comparaître devant lui, afin de vérifier leurs dires, il peut entendre les témoins, requérir les experts, en un mot, prendre toutes les mesures utiles pour que le dossier parvienne à l'Office le mieux étudié que possible.

Lorsque l'affaire est en état, ou lorsque le délai imparti aux parties pour répondre s'est écoulé, sans qu'elles y aient répondu, le rapporteur rédigera un projet de décision et l'enverra au président de la Commission des recours. Sa mission est ainsi terminée.

DÉCISION DE LA COMMISSION. — Lorsque le dossier est remis par le rapporteur au président de la Commission des recours, celui-ci désignera la composition de la Commission et fixera le jour de la séance.

Le jour de l'audience, la Commission entendra le rapport du rapporteur et « lira et examinera toutes les pièces du dossier » (§ 96, al. 1^{er}), et cela en l'absence des parties et de leurs mandataires ; le § 99, al. 5, qui renvoie aux §§ 96 à 98, décide, en effet, que la Commission des recours, comme les Commissions des demandes, statuent en l'absence des parties ou de leurs mandataires, en audience à huis clos. Si l'affaire ne lui paraît pas en état, la Commission renverra le dossier au rapporteur pour un supplément d'instruction, en lui communiquant ses observations et ses objections, et en lui indiquant exactement les points qu'il s'agit d'élucider. Mais, si elle le préfère, si elle le juge utile, elle peut fixer le jour d'une audience pour laquelle seront cités tous les intéressés et, éventuellement, des témoins et des experts ; à part des personnes citées, personne d'autre ne pourra assister à cette audience (§ 96, al. 1^{er}).

Si, au contraire, l'affaire lui paraît être en état, la Commission statuera et, à la majorité absolue, rendra sa décision. Celle-ci peut confirmer purement ou simplement la décision attaquée ; ou bien elle peut l'infirmer, ou simplement la maintenir en y modifiant les motifs. Dans ces deux dernières hypothèses, d'après le dernier alinéa du § 99, il y a lieu d'observer la règle suivante : « Si la Commission des recours trouve que la demande doit être rejetée ou accueillie pour d'autres motifs que ceux sur lesquels est basée la décision de la Commission des demandes, elle est tenue, avant de statuer, de donner à toutes les parties la possibilité de s'expliquer dans un délai qu'elle fixera. » Ce n'est donc qu'après avoir donné à toutes les parties la possibilité de se prononcer sur les faits qui leur étaient inconnus jusqu'alors, sur les objections qui n'avaient pas été soulevées au cours de l'examen fait par le rapporteur, que la Commission des recours se prononcera.

SECTION III

Procédure devant la Commission des annulations.

(Procédure des contestations.)

Le caractère général de la procédure des contestations des divers droits de propriété industrielle est d'être essentiellement une juridiction administrative : une demande préalable est nécessaire pour l'introduire, mais le demandeur n'est pas tenu de justifier d'un intérêt direct et immédiat, et surtout la Commission saisie n'est pas liée par les conclusions des parties ; elle jouit d'une sorte de pouvoir discrétionnaire pour rechercher librement les raisons de décider. L'instance n'est pas dirigée par les parties d'une façon absolue, encore que l'acte initial indispensable soit la demande formée par un particulier, par un intéressé. En effet, le § 117, après avoir posé, dans son alinéa premier, le principe que la procédure ne peut être introduite qu'à la demande d'un particulier, limite la portée de ce principe, dans son deuxième alinéa, ainsi conçu : « Toutefois, si, dans une phase quelconque de la procédure, le demandeur dans un litige concernant l'annulation ou le retrait d'un brevet (lire également d'un dessin, d'un modèle ou d'une marque) se désiste, l'Office peut, s'il estime avoir pour cela des motifs suffisants, poursuivre d'office la procédure commencée et rendre sa décision, alors même que le défendeur accepte ce désistement. » De même, les conclusions des parties ne limitent pas le champ d'investigation de l'autorité compétente, en ce sens qu'elle n'est pas limitée à l'examen des faits et des preuves invoqués par le demandeur, mais peut rechercher, librement et d'office, d'autres faits et d'autres preuves de nature à fonder son jugement sur la demande introduite. Ce pouvoir du juge résulte suffisamment du texte du § 121, qui renvoie au § 95, lequel, nous le savons, autorise le juge « à prendre

toutes les dispositions nécessaires pour que l'affaire soit portée éclaircie le plus possible devant la Commission ». C'est donc le juge qui prend l'initiative d'ordonner l'enquête ou l'expertise, qui exige de l'une ou de l'autre partie des éclaircissements complémentaires, qui dirige l'instance. Mais il n'a pas le droit de modifier l'objet de la demande, d'en changer les moyens, d'en invoquer d'autres ; toutefois, il résulte indirectement du § 117, al. 2, qu'une demande en nullité partielle peut conduire à l'annulation totale du droit attaqué.

CONDITIONS QUE DOIT REMPLIR LA DEMANDE. — Le § 117, al. 1^{er} exige qu'il y ait une demande pour que la procédure des contestations puisse être introduite.

La demande doit être rédigée en langue officielle de l'Etat et adressée à l'Office en autant d'exemplaires identiques qu'il y a des parties opposées au procès ; on y joindra le même nombre de copies légalisées des documents annexés à la demande. Une taxe de 100 dinars doit être payée en timbres de quittance collés sur la demande (§ 158, al. 4), sous peine de non-recevabilité.

Le demandeur est tenu d'indiquer l'objet de sa requête, de préciser exactement sur quoi elle porte, de donner l'exposé des moyens sur lesquels son action se fonde. A cet exposé des faits, il est nécessaire de joindre immédiatement l'indication des moyens de preuves dont on entend faire usage. Tous les moyens de preuve sont admissibles, même les serments. A cet égard, il y a lieu d'appliquer purement et simplement les règles posées par le Code de la procédure du Royaume de Serbie ; la loi le dit expressément, dans son § 125, ainsi conçu : « Tout ce qui est prescrit par les §§ 178 à 302 du code de procédure civile du Royaume de Serbie, en ce qui concerne l'administration des preuves, s'applique également ici pour autant qu'il n'a pas été décidé autrement par la présente loi. Les dépositions des témoins faites, sous la foi du serment, devant l'Office, ont la même force probante que les dépositions des témoins faites devant un tribunal. »

LA CAUTION JUDICATUM SOLVI. — Le § 117, al. 3, 4 et 5, impose au demandeur, qui n'est pas domicilié en Yougoslavie, l'obligation de fournir caution, dans les termès suivants : « Si le demandeur n'est pas domicilié dans notre pays, il doit, à la requête de la partie adverse, fournir la caution, garantissant au défendeur le remboursement des frais du procès, de la manière et dans la mesure qui seront déterminées par la Commission des annulations. » La demande de caution ne peut se produire que dans le délai de quatorze jours, à compter de la notification au défendeur du recours formé contre lui ; ce délai passé, la demande de caution sera rejetée (§ 117, al. 3, *in fine*). Normalement, la garantie sera donnée par le moyen d'une consignation dans l'une des caisses officielles de dépôts. Si, dans le délai qui lui a été imparti par la Commission, le demandeur n'a pas fourni la caution, il sera considéré comme ayant renoncé à sa demande et le dossier sera remis aux archives. D'ailleurs, si l'estimation, faite par la Commission, des frais devant éventuellement incomber au demandeur, était insuffisante et que le chiffre de la consignation se trouvât dépassé en cours d'instance, il y aurait lieu de demander un supplément de garantie (§ 117, dernier alinéa).

REJET DE PLANO. — La demande est soumise d'abord, conformément au principe général, à l'examen d'un juriste, rapporteur. Il examinera les formes de la demande, en invitant le demandeur de la régulariser le cas échéant. Si la demande « n'a aucune base légale, ou si elle ne contient aucune requête précise, ou si elle ne contient qu'une requête ou une objection que le demandeur n'a aucun droit de formuler » (voir §§ 34 et 35), la demande sera rejetée *de plano*, sans aucun autre examen, par une décision de la Commission des annulations (§ 48). Il en sera de même lorsque l'Office est incompetent ou lorsqu'il y a chose jugée ; le § 122, al. 2 le dit dans les termes suivants : « L'audience ne sera pas fixée si la Commission des annulations a décidé, dans une séance à huis clos, que la demande est rejetée pour cause de l'incompétence de l'Office ou parce qu'il y a déjà chose jugée. » Mais la demande ne sera

pas rejetée *de plano*, si elle n'est pas justifiée au fond. L'Office a évidemment le droit, et le devoir, de signaler le fait au demandeur et de surseoir jusqu'à ce que celui-ci ait pris une décision ; mais s'il persiste dans sa demande, la procédure doit être introduite.

PROCÉDURE PRÉLIMINAIRE. — D'après le principe général de notre loi, le rapporteur, désigné par le président de la Commission des annulations, entreprendra l'instruction de l'affaire, si la demande est régulière dans sa forme. A cet effet, il commencera par communiquer aux intéressés, aux parties défenderesses au procès, la copie de la requête, en leur laissant un délai pour y répondre. Lorsque les réponses lui parviendront, il les examinera et les renverra au demandeur, afin qu'il puisse y faire des observations éventuelles, en lui fixant un délai à cet effet. Et ainsi de suite, jusqu'à ce que l'affaire lui paraisse en état, suffisamment instruite pour que la Commission puisse statuer en pleine connaissance de la cause.

Le § 35 du règlement du 17 novembre 1920 détermine en détail la procédure que doit suivre le rapporteur au cours de l'examen préliminaire. Il classera d'abord les points sur lesquels les parties sont d'accord. En ce qui concerne les points litigieux, le rapporteur « prendra tout ce qui est nécessaire pour que les moyens de preuve soient prêts pour l'audience » (al. 1 du § 35 du règlement). C'est lui qui procédera à l'administration des preuves qui ne peuvent pas facilement être administrées à l'audience, telles que les longues expertises, les auditions des témoins domiciliés à l'étranger, etc. Il fixera, à cet effet, une audience à laquelle seront citées les parties ou leurs mandataires, ainsi que les témoins et les experts ; un procès-verbal doit être rédigé, et sera signé par tous les intéressés. Pour ces audiences, il y a lieu d'appliquer les règles du Code de la procédure civile serbe, avec cette différence que les droits qui appartiennent au président du tribunal civil sont ici attribués au rapporteur.

INSTANCE CONTRADICTOIRE. — Lorsque la procédure préliminaire est terminée et que le dossier de l'affaire, avec un projet de décision, lui est remis par le rapporteur, le président de la Commission des annulations fixera le jour d'audience.

Mais, auparavant, le président est tenu d'envoyer le dossier à chaque membre de l'Office appelé à faire partie de la Commission, afin qu'il puisse en prendre connaissance, étudier l'affaire et se préparer pour l'audience (§ 37 du règlement). Le dossier reste entre les mains de chacun, suivant la pratique de l'Office, un jour au plus.

Mais que décider si le défendeur n'a pas répondu à l'invitation que lui avait adressée le rapporteur, en lui communiquant la requête du demandeur ? La loi ne dit rien. Il faut en conclure qu'il n'y a lieu d'établir aucune présomption d'aveu ou d'abandon du droit de la part du défendeur. L'affaire sera quand même portée devant la Commission, mise à l'ordre du jour d'une audience qui sera fixée.

A l'audience fixée seront invités toutes les parties aux procès ou leurs représentants, ainsi que les témoins et les experts qui doivent être entendus « d'après le rapport et la proposition du rapporteur » (§ 123, al. 1).

Les parties peuvent demander, par une requête, l'ajournement de l'affaire. Si aucune demande de ce genre ne s'est produite et si les parties ou leurs mandataires ne se présentent pas à l'audience, les parties seront réputées s'être désistées, et le dossier sera remis aux archives, sauf le cas où, conformément au § 117, al. 2, l'Office peut, s'il estime avoir un intérêt suffisant pour cela, continuer d'office la procédure et rendre sa décision : dans ce cas, la procédure continue.

Qu'arrive-t-il si une partie ne se présente pas ou ne se fait pas représenter à l'audience sans qu'elle ait demandé l'ajournement ? La réponse ne fait l'objet d'aucun doute, la procédure suivra son cours, la Commission statuera et rendra sa décision : le § 126, al. 7 le dit expressément. Ainsi, la non comparution de l'une des parties n'entraîne pas la

condamnation par défaut, et il sera statué contradictoirement, en faveur de la partie comparante ou contre elle.

Les débats à l'audience sont publics et oraux, et se déroulent conformément aux prescriptions des §§ 149 à 177 du Code de la procédure civile du Royaume de Serbie. Par conséquent, l'audience peut être transformée en huis clos, dans les cas prévus par le § 150 du Code de procédure. En outre, aux termes du § 124, al. 2, « la publicité des débats peut être exclue, à la requête d'une partie, d'un témoin ou d'office, par une décision de la Commission, pour toute l'audience ou pour une partie seulement, dans le cas encore où les débats publics risquent de porter atteinte à un intérêt important de l'Etat ou de dévoiler un secret de commerce ou de fabrique d'une partie ou d'un témoin. »

PRONONCÉ DE LA DÉCISION. — Aux termes du § 128, un procès-verbal doit être rédigé à l'audience, tenu par le secrétaire, qui le certifie, ainsi que le président.

On inscrit dans le procès-verbal toutes les déclarations des parties et de leurs mandataires ; il en est de même des déclarations faites par les témoins et par les experts : ceux-ci, en outre, doivent signer, sur le procès-verbal, leurs déclarations. En outre, toutes les décisions de la Commission par lesquelles elle a tranché les questions préjudicielles ou accessoires seront mentionnées au procès-verbal et signées par tous les membres de la Commission.

Lorsque l'audience est terminée, la Commission se retire pour statuer. Après délibération et vote, la décision sera inscrite dans le procès-verbal, qui sera signé par tous les membres de la Commission. Ensuite, le président la communiquera aux parties.

La décision sera rédigée, d'après les indications et les données du procès-verbal, par le secrétaire de la Commission.

CONTENU DE LA DÉCISION. — Le § 127 a déterminé en détail les conditions de forme que doit réunir toute décision rendue par la Commission des annulations.

La décision doit avoir un en-tête, indiquant la Commission et les noms des membres qui en avaient fait partie, les noms, prénoms et professions des parties et ceux de leurs mandataires, la qualité des parties, c'est-à-dire qui a été demandeur, qui a été défendeur, etc.

La décision doit contenir la solution motivée de l'affaire quant à son fond et quant aux frais. La motivation du jugement doit être faite d'une façon complète et détaillée. Comme le dit le § 127, al. 2, « le jugement doit indiquer les conclusions du demandeur, les faits qu'il a allégués et les preuves qu'il a promises, ce que le défendeur y a répondu, ensuite lesquelles des preuves ont été admises, lesquelles ne l'ont pas été et pour quelles raisons, les motifs et les dispositions de la loi sur lesquelles se base le jugement ». En règle générale donc, le jugement rendu par la Commission des annulations doit réunir les mêmes conditions, obéit aux mêmes règles quant à sa forme et son contenu, que les jugements rendus par les tribunaux civils.

En ce qui concerne les dépens, il n'y a qu'à appliquer les règles du droit commun. La Commission en déterminera le montant et décidera laquelle des parties en supportera la charge, et cela souverainement. « Pour toutes les autres réclamations de droit privé qui pourraient éventuellement se présenter à l'occasion d'une contestation d'un droit de propriété industrielle, nous dit le § 126, al. 2, la Commission renverra les parties à les faire valoir devant les tribunaux de droit commun ».

La décision doit être signée par tous les membres de la Commission, ainsi que par son secrétaire.

Les opinions divergentes seront rédigées dans le jugement même, à côté des signatures, et resteront un secret pour les parties, jusqu'au moment où le jugement sera devenu définitif (§ 127, dernier alinéa).

AUTORITÉ DE CHOSE JUGÉE ATTACHÉE A LA DÉCISION DE LA COMMISSION. — Etant donné la nature des questions à trancher, que leurs solutions intéressent la société toute entière, puis-

qu'elles peuvent avoir une portée sociale générale, il y a lieu de distinguer entre les décisions favorables au titulaire du droit attaqué, contesté, et celles qui lui sont défavorables. Lorsque la décision est défavorable au défendeur, lorsque, par exemple, elle aboutit à l'annulation ou au retrait d'un brevet, ou d'un dessin ou d'une marque, elle profite à tout le monde, au public en général, et non seulement au public du présent, mais encore au public du passé. Donc, le jugement qui est défavorable au titulaire du droit contesté a un effet absolu, a autorité absolue de chose jugée : la nullité ou la révocation, etc., prononcées produisent leurs effets à l'égard de tout le monde.

Lorsque, au contraire, la décision est favorable au titulaire du droit contesté, lorsque l'action en contestation dirigée contre un droit de propriété industrielle est repoussée, le jugement n'a que l'autorité relative de chose jugée, c'est-à-dire ne produit ses effets qu'à l'égard des parties au procès et leurs ayants cause. A l'égard des tiers, il ne produit aucun effet ; ceux-ci peuvent donc exercer pour leur compte la même action, en la fondant sur le moyen déjà repoussé. Toutefois, pour des raisons d'utilité et d'opportunité, afin de protéger l'inventeur, la loi admet une exception, par son § 135. Ce paragraphe dispose : « A la requête du titulaire du brevet, peuvent être inscrits dans le registre des brevets, les jugements définitifs rendus par la Commission des annulations ou par la Commission de cassation, par lesquels il est décidé :

En cas d'une action en annulation :

1° Qu'un fait déterminé n'empêche pas l'invention d'être brevetable (§§ 8, 9 et 10) ;

2° Qu'une invention déterminée n'est pas identique à l'objet d'un brevet déjà délivré.

En cas d'une action en retrait :

Qu'une invention est exploitée conformément aux prescriptions du § 32.

Un jugement ainsi inscrit aura l'autorité de chose jugée, même à l'égard des tiers. Les actions qui seraient intentées

par la suite sur la base des mêmes moyens et des mêmes preuves seront d'office déclarées non recevables par la Commission. »

Remarquons que cette faveur, qui résulte du § 195, ne s'applique qu'aux actions en nullité et en retrait (déchéance) des brevets, mais n'est nullement applicable à la matière de dessins et modèles ou à celle de marques. La loi s'est formellement prononcée dans ce sens par ses §§ 140 et 141, dont la rédaction même ne laisse aucun doute.

SECTION IV

Procédure devant la Commission de cassation.

La Commission de cassation de l'Office, dont nous avons étudié l'organisation plus haut, est la juridiction d'appel pour les décisions rendues par la Commission des annulations (§ 72, al. 1). Ainsi, en matière des contestations des droits de propriété industrielle, l'Office statue, comme en matière de la délivrance des brevets et de l'enregistrement des dessins, modèles et marques, en premier et en dernier ressort. Le législateur yougoslave a pensé que les procès des contestations relatives aux droits de propriété industrielle exigeant l'examen et l'appréciation de questions de fait et de problèmes techniques, seraient trop étrangers au domaine de la compétence réelle des juges des tribunaux du droit commun. Aussi, a-t-il institué, au sein de l'Office même, une juridiction spéciale, devant remplir le rôle de la juridiction d'appel pour les jugements rendus par la Commission des annulations.

Toutes les décisions de la Commission des annulations sont susceptibles de faire l'objet de recours devant la Commission des cassations, et cela non seulement les décisions statuant sur l'objet de l'action en contestation lui-même, mais

même celles qui sont accidentellement et accessoirement rendues à l'occasion de la procédure devant la Commission des annulations, c'est-à-dire par le rapporteur au cours de l'instruction de l'affaire et par la Commission elle-même, à l'audience, avec inscription au procès-verbal. Cela résulte du § 136, al. 1, ainsi conçu : « Les décisions et les jugements de la Commission des annulations rendus au cours de la procédure préliminaire, ainsi que les jugements incidents rendus à l'audience publique et inscrits au procès-verbal ne peuvent faire l'objet d'aucun recours spécial : les parties ne peuvent les attaquer que dans le recours dirigé contre le jugement au fond. »

FORMES DU RECOURS ET L'INSTRUCTION PRÉLIMINAIRE PAR LA COMMISSION DES ANNULATIONS. — Le recours doit être formé et motivé par écrit, en autant d'exemplaires identiques qu'il y a des parties au procès, devant l'Office pour la protection de la propriété industrielle. Le délai est de trente jours à compter de la notification de la décision attaquée. Lorsque le recours parvient à l'Office, il sera adressé, avec tout le dossier de l'affaire, à la Commission des annulations. Celle-ci vérifiera si le recours a été formé dans le délai légal et s'il est régulier dans la forme. Lorsque le recours est irrégulier ou s'il n'a pas été formé en temps utile, la Commission des annulations le rejettera par une décision, laquelle est susceptible d'un recours devant la Commission de cassation dans les trente jours de la notification. Si, au contraire, le recours est formé régulièrement et en temps utile, la Commission des annulations communiquera aux intéressés, par notification, une copie de la requête, en leur laissant un délai de trente jours pour y répondre ; ce délai, qui court à partir de la notification, ne peut être prolongé que par une décision de la Commission, motivée pour des raisons graves. (§ 136, al. 3.)

Lorsque les réponses lui sont parvenues, ou lorsque le délai laissé aux intéressés s'est écoulé, la Commission des annulations renverra tout le dossier de l'affaire à la Com-

mission de cassation. L'instruction préliminaire prend ainsi fin.

LA SÉANCE DE LA COMMISSION DE CASSATION ET LE PRONONCÉ DU JUGEMENT. — La Commission de cassation statue, aux termes du § 137, dernier alinéa, « d'après les preuves et les faits contenus dans le dossier de l'affaire ». La séance de la Commission a donc lieu à huis clos, les parties n'ont pas le droit d'y assister.

L'affaire sera examinée à nouveau relativement à tous les points du litige soumis au premier juge, et dans les mêmes conditions, non seulement au point de vue du droit, mais aussi au point de vue du fait. Toutefois, il faut noter ici une différence importante entre la Commission des recours et la Commission de cassation. Aux termes du § 99, al. 6, lors du recours devant la Commission des recours, « la production de nouveaux faits et de nouvelles preuves est admise » ; ainsi donc, au cours de la procédure d'examen préalable, il est permis d'invoquer de nouveaux moyens de preuves et de faits nouveaux, mais aucune demande nouvelle ou reconventionnelle ne peut être formée pour la première fois devant la juridiction d'appel, devant la Commission des recours. Au contraire, devant la Commission de cassation, juridiction d'appel pour les procès des contestations, non seulement il est impossible de former une nouvelle demande ou une demande reconventionnelle, mais même la production de nouveaux faits et moyens de preuve n'est pas permise. En effet, l'alinéa 4 du § 136 dispose : « Les preuves et les allégations nouvelles dans le recours ne seront pas prises en considération. »

La Commission de cassation procèdera donc à l'instruction et à l'examen de la cause, et, à cet effet, peut se faire assister des membres techniciens de l'Office, qui pourront même prendre part aux délibérations, mais non pas au vote. En principe, la Commission statue elle-même au fond, et peut ou bien confirmer purement et simplement la décision attaquée, ou bien la modifier et en rendre une autre. Toutefois,

elle pourrait, si la procédure et le jugement de première instance étaient absolument viciés sur un point essentiel, renvoyer les parties devant la Commission des annulations, en cassant sa décision. C'est ce que dit le § 138, al. 1, dans les termes suivants : « Si la Commission de cassation estime que l'affaire n'a pas été instruite dans une mesure suffisante, elle la renverra à la Commission des annulations ; si elle trouve que la procédure faite par la Commission des annulations est entachée de vices de forme, elle cassera la décision et renverra l'affaire devant la Commission des annulations, pour qu'elle statue de nouveau. Les observations faites par la Commission de cassation ont toujours un caractère obligatoire. »

Un procès-verbal, tenu par un membre juriste de l'Office, qui sera désigné par le président, doit toujours être rédigé. On y mentionnera tout ce qui a été dit et décidé à la séance. Il devra être signé par le secrétaire et par le président de la Commission.

Les décisions rendues par la Commission de cassation sont définitives et immédiatement exécutoires. Elles sont remises à l'Office en autant d'exemplaires qu'il y a des parties au procès, afin que la notification puisse en être faite à tous les intéressés.

CHAPITRE III

Attributions accessoires de l'Office.

SECTION I

Attributions concernant la publicité.

La loi, nous le verrons, a entouré la délivrance des brevets et l'enregistrement des dessins, modèles et marques, d'une publicité très étendue, qui se réalise à la fois par des moyens multiples : par l'exposition publique et la publication des documents, par des insertions dans le *Bulletin de l'Office*, enfin par des inscriptions faites dans différents registres, tenus à jour par les soins de l'Office.

§ 1. — *De l'exposition publique.*

Le § 93, al. 5, prescrit l'exposition de toutes les pièces, textes et dessins, qui accompagnent une demande de brevet, après que cette demande a obtenu la protection provisoire. Cette communication a pour objet de provoquer les oppositions de la part des tiers. C'est à l'Office qu'il appartient d'assurer cette publicité ; elle le fera dans des salles spéciales.

Après la délivrance des brevets, ainsi qu'après l'enregistrement des dessins et modèles (sauf lorsqu'ils sont déposés comme secrets) et des marques, les descriptions, les dessins, les modèles et échantillons, toutes les pièces et documents annexés aux demandes sont mis librement à la disposition du public, au siège de l'Office, et cela non seulement pendant la durée du droit privatif, mais aussi même après son expiration.

La loi permet la délivrance des copies et des extraits certifiés de tous ces documents, moyennant le paiement d'une taxe assez peu élevée.

§ 2. — *Publicité par le bulletin officiel de l'Office.*

La publicité réalisée par voie d'exposition au siège de l'Office, à Belgrade, n'a pas paru suffisante au législateur ; il l'a complétée par un système de publicité par voie de la presse, destiné à porter l'existence des droits privatifs à la connaissance du public sur tout le territoire de la Yougoslavie. En effet, il fallait appeler l'attention de tous les intéressés sur l'existence des divers droits de propriété industrielle, sur les vicissitudes qui peuvent affecter le cours normal de leur existence (date de leur expiration, leur extinction, leur annulation ou révocation ou retrait), sur les changements qui se produisent dans la personne de leurs titulaires. Le seul moyen, pour atteindre le but, était l'utilisation de la presse. Aussi, la loi a-t-elle décidé, par le § 79, que l'Office « éditera un périodique particulier, *Bulletin officiel de l'Office pour la protection de la propriété industrielle*, qui paraîtra périodiquement et dans lequel seront publiés tous les avis et communications prévus par la présente loi relativement aux brevets, dessins, modèles et marques ».

Actuellement, le *Bulletin de l'Office* paraît tous les premiers du mois. Chaque numéro est divisé en quatre parties : la première partie contient toutes les communications officielles de l'Office (ordonnances du président, règlements, etc.),

ainsi que les articles traitant des différentes questions du domaine de la propriété industrielle ; la seconde partie est destinée à la publication des demandes des brevets et des brevets délivrés ; dans la troisième sont publiés les dessins et modèles enregistrés ; dans la quatrième, les marques enregistrées.

La rédaction du Bulletin est confiée à un secrétaire, membre juriste de l'Office, désigné par le président et sous sa surveillance. Tous les membres de l'Office y collaborent, et ils reçoivent des rémunérations trimestrielles spéciales, payées par les bénéfices réalisés sur les frais d'impression que doivent payer les déposants, d'après les tarifs établis par le président de l'Office.

§ 3. — *Registres.*

Enfin, le dernier moyen de publicité sont les registres, tenus à jour par l'Office, et dont toute personne peut librement prendre communication au siège même de l'Office ; ils sont destinés à fournir des informations sûres et précises sur la situation juridique des divers droits de propriété industrielle, dont ils sont, on peut le dire, les registres de l'état civil.

L'Office a trois registres différents : le registre des brevets, le registre des dessins et modèles, et le registre des marques.

Le registre des brevets est le registre de l'état civil des brevets. Aux termes du § 80, ce registre doit contenir, en plusieurs colonnes, les mentions suivantes : le numéro d'ordre ; l'objet et la durée des brevets délivrés, ainsi que les nom, prénoms, profession et domicile du titulaire du brevet ou de son mandataire ; le point de départ et le moment de l'expiration de la protection du brevet ; la priorité ; les renseignements concernant le paiement des annuités ; la révocation, l'annulation, le retrait du brevet, son expropriation ; la déclaration par laquelle un brevet additionnel devient indépen-

dant ; la dépendance des brevets ; les licences, le transfert, le nantissement et les autres droits réels ayant pour objet le brevet ; la décision sur l'action en contestation (§ 153) et l'annotation du litige.

Dans le *registre des dessins et modèles*, on inscrit tout ce qui concerne les droits de dessin ou modèle jouissant de la protection légale. Aux termes du § 81, le registre doit indiquer : le numéro d'ordre, la date de l'inscription ; le dépôt est-il ouvert ou secret ; la date à laquelle le dépôt secret est inscrit comme ouvert ; la catégorie de produits à laquelle le dessin ou modèle est destiné à s'appliquer, ainsi que le numéro de la décision accordant la protection légale ; la priorité ; les nom, prénoms, profession et domicile du titulaire ou de son représentant ; les renseignements concernant le paiement des annuités ; le transfert, les licences et les autres droits réels ayant pour objet le droit de dessin ou modèle ; l'expiration de la protection ainsi que l'annulation, le retrait, la révocation, l'expropriation du droit de dessin ; enfin, « toutes les autres indications ayant de l'importance relativement au dessin ».

Enfin, dans le *registre des marques* seront inscrites les marques auxquelles la protection légale est accordée. Le registre contiendra toutes les indications ayant de l'importance relativement à la marque, notamment, d'après le § 82, le numéro d'ordre, la date de l'inscription de la marque, la date du dépôt de la demande, la priorité, les nom, prénoms, la firme et le domicile du titulaire et de son mandataire, la désignation de l'entreprise qui emploiera la marque, la désignation des produits ou de la catégorie de produits auxquels la marque est destinée à s'appliquer, les renseignements concernant le paiement des annuités, la durée de la marque et son extinction, son annulation ou sa révocation, etc.

Les différents registres sont tenus par les registrateurs, sous la surveillance des chefs des Sections respectifs. Les inscriptions s'y font, s'il s'agit des actes qui ne présentent pas un caractère litigieux, tels que le transfert, la concession d'une licence, etc., à la requête de l'intéressé, après que la

Commission des demandes aura statué sur la régularité de l'acte sur lequel se fonde la demande d'inscription (§ 68, al. 1 et 2). Pour les actes qui présentent un caractère litigieux, tels, par exemple, une concession de licence obligatoire, une expropriation, une annulation, etc., à la demande des intéressés ou d'office, mais après que la Commission compétente aura statué sur l'affaire et aura rendu sa décision.

Les registres peuvent être consultés par toute personne. L'Office est tenu de délivrer des extraits des registres, certifiés conformes, à quiconque en demande, moyennant le paiement d'une taxe déterminée par la loi sur les taxes.

VALEUR JURIDIQUE DES MENTIONS DANS LES REGISTRES. — En principe, les mentions figurant aux registres n'ont aucune force probante ; elles ne produisent pas d'effets juridiques, elles ne peuvent, par elles-mêmes, ni créer, ni étendre des droits : les registres sont essentiellement un moyen de publicité. Ainsi, l'inscription dans le registre d'un droit de propriété industrielle qui n'a pas été consacré par une décision de la Commission compétente délivrant un brevet ou ordonnant l'enregistrement d'un dessin ou modèle ou d'une marque, ne fait naître aucun droit au profit du prétendu titulaire ; l'extinction mentionnée par erreur est sans influence sur la durée du droit. Les erreurs de ce genre, commises par l'Office, seront réparées par la voie administrative, sans intervention des tribunaux.

Toutefois, les mentions relatives à la personne du titulaire ou de son représentant font exception au principe général. Le § 28, al. 1 et 2, dispose, pour les brevets : « Le droit du brevet, le droit de gage et les autres droits réels relatifs au brevet s'acquièrent par l'inscription au registre des brevets et sont opposables aux tiers à partir de ce moment. De même, les licences produisent leurs effets à l'égard des tiers à partir de leur inscription au registre des brevets, et, entre les parties, à partir du jour du contrat ou de la décision devenue exécutoire, par laquelle l'Office a accordé la licence. » La même règle se trouve consacrée, pour les dessins et modèles,

par le § 48, qui renvoie purement et simplement au § 28, et pour les marques, par le § 65, dernier alinéa, ajouté par la loi du 17 février 1922, ainsi conçu : « Les dispositions du § 28, en tant qu'elles régissent le droit de propriété, s'appliqueront par analogie aux marques. »

Ainsi, lorsqu'il s'agit des changements dans la personne du titulaire d'un droit de propriété industrielle, en comprenant ces mots dans le sens le plus large, c'est-à-dire en considérant comme changements dans la personne du titulaire non seulement ceux qui résultent d'une mutation dans la propriété ou la copropriété du droit, mais même la cession partielle, la licence, la mise en société, le nantissement, la constitution d'un usufruit, etc., l'inscription dans le registre est une condition de validité, de perfectionnement de l'acte. En d'autres termes, tant que l'inscription n'a pas été effectuée, le titulaire inscrit conserve tous les droits non seulement à l'égard des tiers, mais même à l'égard de cessionnaire : à proprement parler, il n'y a pas de cession, il n'y a aucune concession de droit, il n'y a qu'un simple contrat productif d'obligation, mais non pas translatif de droit. Il en résulte que seul le titulaire inscrit pourra poursuivre les contrefaçons ; que les cessions ou les concessions d'autres droits, tels que le gage ou l'usufruit, qu'il a pu consentir ne seront pas opposables à un cessionnaire ultérieur tant qu'ils ne sont pas inscrits dans le registre, et, de là, qu'entre plusieurs acquéreurs successifs, c'est la mention sur le registre qui décidera, sans rechercher s'ils sont de bonne foi ou non, sauf le droit pour le cessionnaire évincé d'obtenir les dommages-intérêts de la part du cédant.

La seule dérogation à ce principe est en ce qui concerne les licences : celles-ci existent entre parties du moment où le contrat est conclu, mais ne sont opposables aux tiers qu'à partir de leur inscription au registre. A part cette dérogation, le principe général est donc que les changements dans la personne du titulaire du droit ne sont parfaits qu'à partir de leur inscription dans le registre.

SECTION II

Attributions fiscales de l'Office.

L'Office, étant un organe administratif autonome, a son propre budget. Le § 6, al. 1^{er}, le dit expressément. A cet égard, le § 6 dispose : « Toutes les administrations financières de l'Etat, ainsi que les caisses de l'Etat, sont tenues d'accepter des personnes intéressées les sommes d'argent pour les frais de l'impression et les autres frais résultant des ordres donnés par l'Office aux dites personnes.

« Les administrations financières et les caisses de l'Etat sont tenues d'ouvrir un compte au nom de l'Office et d'aviser le jour même l'Office et la Caisse principale de l'Etat, à Belgrade, des versements effectués.

« C'est le président, qui donne les ordres au deuxième degré, qui disposera, par l'intermédiaire de la Caisse principale de l'Etat, des sommes perçues pour le compte de l'Office. »

DES TAXES PERÇUES PAR L'OFFICE. — Notre loi prévoit la perception de deux sortes de taxes d'un caractère très différent : les unes sont les taxes proprement dites, les redevances annuelles ; les autres sont plutôt les consignations destinées à répondre des frais d'une procédure engagée par l'intéressé devant l'Office. Toutes ces taxes se justifient, d'abord parce qu'elles servent réellement à couvrir les frais de l'Office, et ensuite parce que, dans l'intention du législateur, elles sont destinées à écarter, autant que possible, les demandes de protection sans fondement et les actions téméraires.

Les modalités du paiement de ces diverses taxes, leur montant et le mode de perception sont déterminés par les §§ 155 à 159, a) de la loi et par les §§ 28 à 30 du règlement du 17 novembre 1920.

Les taxes sont payables en avance, au moment même du dépôt de la demande de protection ou de l'acte introduisant une instance ou requérant une intervention quelconque de l'Office. Les intéressés, aux termes du § 6, ont la faculté de s'acquitter des taxes dont ils sont tenus devant n'importe quelle autorité financière ou caisse de l'Etat, lesquelles sont tenues d'en aviser immédiatement, « le jour même », l'Office.

Ces taxes, aux termes du § 155, seront perçues conformément aux prescriptions de la loi serbe sur les taxes du 31 mars 1911. Par conséquent, les taxes auxquelles sont soumises toutes les demandes ou requêtes exigeant une intervention quelconque de l'Office doivent être acquittées avant que les demandes ou requêtes soient déposées à l'Office, soit en timbres de quittance collés sur la requête même, soit par un versement devant une autorité financière de l'Etat, dont la quittance sera annexée à la requête. « Si ces taxes ne sont acquittées du tout ou complètement, les demandes et requêtes seront considérées comme nulles et non avenues, et seront versées aux archives sans aucun autre examen ». (§ 158, dernier alinéa.)

Toutefois, le § 159 apporte un tempérament à la rigueur et à la sévérité trop grande de ce principe. Son alinéa 3 dispose : « Les requêtes, qui tendent à l'obtention d'un droit de propriété industrielle et tout spécialement celles qui concernent le droit de priorité, qui ne sont pas munies de taxes ou qui le sont d'une manière insuffisante, peuvent exceptionnellement être acceptées et prises en considération sans taxes, mais l'Office doit attirer l'attention du requérant sur les prescriptions existantes de la loi sur les taxes et l'inviter à compléter ou à payer la taxe dans le délai qui lui sera fixé. Dans ce cas, il ne sera réclamé au requérant que la taxe ordinaire, sans faire application de l'article 50 de la loi sur les taxes, mais la taxe pour l'avertissement (N° 46 du Tarif annexé à la loi sur les taxes, qui est de 20 dinars), doit être payée. Si le requérant paye ou complète dans le délai fixé la taxe qui lui a été réclamée, la requête sera considérée comme

ayant été régulièrement présentée ; dans le cas contraire, elle sera remise aux archives sans aucun autre examen ».

En ce qui concerne les taxes proprement dites, les taxes annuelles, elles se paient par annuités. La loi yougoslave a, en effet, subordonné le bénéfice de la protection légale au paiement des taxes annuelles. Les brevets sont soumis à une taxe annuelle dont le montant, pour la première année de son existence, est de 50 dinars et va en augmentant chaque année pour atteindre, pour la quinzième année, la somme de 760 dinars (§ 155). Les dessins et modèles et les marques sont soumis, pendant toute la durée de leur protection, au paiement d'une annuité dont le montant est invariablement fixé à 25 dinars (§ 156, al. 1^{er}).

La première annuité des brevets doit être payée trois mois au plus tard à partir de la publication préalable de la demande dans le *Bulletin de l'Office*, sinon la demande sera considérée comme retirée (§ 155, al. 4) ; d'ailleurs, en communiquant à l'impétrant la publication de sa demande, l'Office l'invitera à s'acquitter de la taxe, mais même si l'Office ne l'a pas fait, les conséquences du défaut de paiement auront néanmoins lieu (§ 29 du règlement). En ce qui concerne la première annuité pour les dessins ou modèles et pour les marques, elle doit être acquittée au moment même de la demande d'enregistrement (§ 156, al. 3), sinon la demande sera rejetée.

Les autres annuités peuvent être payées par avance, mais au plus tard à l'expiration de l'année pour laquelle elles ont été acquittées. Toutefois, le § 155, al. 5, pour les brevets et le § 156, al. 3, pour les dessins et modèles et pour les marques, donnent au titulaire du droit un délai de trois mois pour s'acquitter valablement de sa charge, en payant une taxe supplémentaire de 20 dinars. Le législateur a pensé qu'il serait trop rigoureux de faire subir au titulaire une déchéance, qui se produit automatiquement, nous le verrons, pour un simple retard résultant d'un oubli ou d'un autre empêchement quelconque : aussi, lui a-t-il accordé un supplément de délai pour se mettre en règle avec la loi. Aux termes du § 30 du règle-

ment du 17 novembre 1920, à l'expiration d'un mois à compter de l'échéance de la dernière annuité payée, l'Office avertira le titulaire du droit de la situation dans laquelle son droit se trouve et de la sanction dont il est menacé, en l'invitant de payer l'annuité suivante et la taxe supplémentaire de 20 dinars et en lui indiquant exactement le dernier jour du délai. Si, dans ce délai, le titulaire a payé l'annuité, mais non pas la taxe supplémentaire, l'Office l'invitera de s'en acquitter dans le délai qui reste à courir. S'il ne l'a pas fait dans ce délai, ou si l'annuité n'a pas été payée du tout, en un mot si le titulaire du droit ne s'est pas mis en règle avec la loi dans le délai supplémentaire de trois mois qui lui est accordé par les §§ 155 et 156, son droit sera frappé de déchéance, sera éteint (§ 31, 1°, pour les brevets ; § 44, 1° pour les dessins et modèles ; § 62, 2° pour les marques).

Remarquons que l'application du § 30 du règlement n'est pas obligatoire pour l'Office. En effet, son dernier alinéa décide que si l'Office omet de se conformer à ces prescriptions ou si l'impétrant n'a pas reçu l'avertissement gracieux qui lui a été adressé, cela n'empêchera pas les effets juridiques, attachés par la loi au défaut de paiement de l'annuité, de se produire.

SURSIS AU PAIEMENT DES TAXES ET DES ANNUITÉS. — Il se peut que l'impétrant soit dans l'impossibilité d'avancer les sommes pour le recouvrement des taxes, car les inventeurs bien souvent sont pauvres. Le § 155, al. 7, établit, à leur profit, une faveur, dans les termes suivants : « Les inventeurs qui prouvent leur indigence peuvent obtenir du président de l'Office, dans le cas où ils demandent un brevet, un sursis d'un an pour le paiement de la taxe du dépôt et de la première annuité ».

Faisons, à cet égard, une double remarque : d'une part, cette faveur ne s'applique qu'en matière des brevets, ne profite qu'aux inventeurs, mais non pas aux déposants d'un dessin ou modèle ou d'une marque, ceux-ci étant, et même devant être, des commerçants ayant une entreprise industrielle ou commerciale ; d'autre part, ce n'est pas une dispense, c'est

un sursis au paiement, accordé pour un délai d'un an seulement, qui court à partir de la délivrance du brevet, pour permettre à l'inventeur de réaliser les bénéfices que son invention peut lui procurer, en l'aliénant, ou en concédant de licences, ou en la mettant en gage, etc.

La loi, d'ailleurs, va plus loin à l'encontre des inventeurs pauvres, en décidant, dans le § 57 du règlement, que le président de l'Office peut désigner à l'inventeur, qui en fait la demande, un mandataire officiel (agent de brevets, ingénieur-conseil ou avocat), qui le représentera devant l'Office et l'assistera provisoirement, gratuitement, pendant la procédure en délivrance du brevet et la première année de son existence.

SECTION III

Mission consultative de l'Office.

Le dernier alinéa du § 66 dispose : « L'Office est tenu de donner par écrit, à la demande des tribunaux, ses avis sur les questions relatives aux brevets, aux dessins et modèles et aux marques ».

A cet effet, d'après le § 70, le président de l'Office, pour chaque espèce particulière, désigne une Commission spéciale composée d'au moins cinq membres, dont deux au moins doivent être juristes. La Commission examinera le cas sur lequel elle est appelée à donner son avis et rédigera un rapport détaillé. Ce rapport sera remis au président, qui le communiquera au nom de l'Office au tribunal intéressé.

L'attribution à l'Office de cette mission consultative est tout à fait logique. Nous verrons que seuls les tribunaux du droit commun sont compétents pour statuer sur toutes les actions qui sont exercées par le titulaire des droits de propriété industrielle, à raison d'atteintes portées à leurs droits,

telles que les demandes en dommages-intérêts ou les plaintes en contrefaçons. L'Office apparaît ici comme un expert naturel, tout désigné pour éclairer les tribunaux sur les questions délicates qui se présentent en ces matières, et pour fournir sur les points d'ordre technique, souvent obscurs pour des juges peu initiés, des éléments d'appréciation impartiale et compétente.

Bien entendu, ce rôle consultatif de l'Office est strictement limité : l'Office n'est tenu d'émettre des avis que s'ils lui sont demandés par un tribunal, à l'occasion d'une instance judiciaire, dans laquelle il s'agit d'une interprétation des brevets, d'une appréciation des dessins ou modèles et des marques. Mais le tribunal est libre de préférer le concours d'un autre expert et n'est jamais obligé de demander l'avis de l'Office ; d'ailleurs, il n'est nullement lié par cet avis, qui n'est pour lui qu'un moyen pratique et commode de s'éclairer, mais rien de plus.

DEUXIÈME PARTIE

Brevets d'invention.



CHAPITRE PREMIER

Droit de l'inventeur. Brevets d'invention. ⁽¹⁾

La nécessité de protéger l'inventeur en lui garantissant, dans les limites imposées par l'intérêt social, la jouissance exclusive de son invention, ainsi que la légitimité de cette protection, ont depuis longtemps cessé d'être sérieusement contestées : le droit de l'inventeur sur son œuvre est aujourd'hui consacré par le droit positif de tous les peuples civilisés. Le législateur yougoslave l'a fait par le § 8 de la loi du 17 février 1922 dans les termes suivants : « Le brevet est le droit acquis

BIBLIOGRAPHIE

Droit français : Allart, *Traité des brevets d'invention* (1899). — Mainié, *Nouveau Traité des brevets d'invention* (1891). — Pouillet, *Traité théorique et pratique des brevets d'invention et de contrefaçon* (6^e éd., 1915), ouvrage classique sur notre matière. — Citons, parmi les anciens auteurs, Picard et Ollin, *Traité des brevets d'invention et de la contrefaçon industrielle* (1869) et Renouard, *Traité des brevets d'invention* (1865).

Droit allemand : Kohler, *Deutsches Patentrecht* (1883). — Kohler, *Aus dem Patent- und Industrielrecht*, t. I, II et III (1890, 1891 et 1892). — Kohler, *Handbuch des deutschen Patentrechts* (1900-1901). — Robolski, *Theorie und Praxis des deutschen Patentrechts* (1890). — Robolski, *Das Patentgesetz vom 7 April 1891* (1901). — Schanze, *Das Recht des Erfindungen und der Muster* (1900). — Seligsohn, *Patentgesetz* (1891). — Seligsohn, *Patentgesetz und Gesetz betreffend den Schutz vom Gebrauchsmustern* (1901). — Voir également l'ouvrage français de Bonnet, *Etude de la législation allemande sur les brevets d'invention* (1902).

Droit autrichien : Bettelheim, *Das Recht des Erfinders in Oesterreich nach dem Gesetze vom 11-I-1897* (1901). — Brunstein, *Die Patentreform in Oesterreich* (1894). — Sigmund Golberger, *Das neue oesterreichische Patentgesetz-Systematisch und gemeinfasslich dargestellt* (1899). — Dr Paul Ritter von Beck-Mannagetta, *Das neue oesterreichische Patentrecht* (1897).

de la manière déterminée par la présente loi, en vertu duquel son titulaire est autorisé pour un temps limité à employer et utiliser professionnellement d'une façon exclusive une invention nouvelle faite dans le domaine de la production industrielle et des métiers, et de mettre dans le commerce et en vente les objets fabriqués d'après cette invention. »

SECTION I

Nature juridique du droit de l'inventeur.

Le législateur yougoslave, on le voit, se borne à reconnaître le droit de l'inventeur, qu'il fait consister dans le droit pour celui-ci d'exploiter son invention à l'exclusion de tous autres, pendant un temps qui ne peut excéder quinze ans (§ 19), et d'en retirer tous les bénéfices qu'elle peut lui procurer. Mais il évite de trancher la question de la nature juridique du droit qu'il lui a reconnu, du moins explicitement. Est-ce la propriété de l'inventeur qu'on entend garantir, les dispositions légales n'étant que la consécration d'un droit naturel préexistant ? Ou bien veut-on simplement lui assurer, en échange de ce qu'il apporte à la société, un monopole légal, par l'effet d'une sorte de convention tacite ? La loi n'en dit rien, et on doit le regretter à coup sûr, bien qu'on ait soutenu que cette question, intéressante en théorie, est d'un intérêt fort mince dans la pratique, qu'il importe peu que le droit de l'inventeur soit ceci ou cela, si ce droit en définitive existe, s'il s'impose à nous, s'il résulte de la nécessité même des choses (1) : en effet, la question de la nature juridique du droit de l'inventeur est primordiale et qu'il importe grandement de trancher, puisque la meilleure manière de régler l'exercice d'un droit,

(1) Pouillet, *Traité théorique et pratique des brevets d'invention*. Introduction, en note, p. xvii.

c'est d'en rechercher et d'en déterminer l'origine, et qu'il faut avant tout dégager la conception dont le législateur s'est inspiré pour pouvoir appliquer la loi positive.

Un point nous paraît être hors de discussion, c'est que ce droit, droit nouveau et d'une nature particulière, n'est ni un droit de propriété proprement dit, conçu sur le modèle classique de la propriété mobilière ou immobilière, ni un droit de créance ayant son fondement dans un contrat quelconque. En effet, le droit de l'inventeur s'écarte sur deux points de la notion traditionnelle de la propriété : d'une part, son objet n'est pas une chose matérielle, tangible, ce n'est pas un corps certain, mais une chose immatérielle ; or, les objets corporels sont les seuls auxquels on puisse appliquer le concept de la propriété ; d'autre part, ce droit est essentiellement limité dans sa durée ; or, la perpétuité est de l'essence de la propriété. En admettant même que l'on veuille passer outre ces objections et faire rentrer de force le droit de l'inventeur dans le cadre du droit de propriété, comment expliquer son caractère temporaire ? En disant qu'il est imposé par la considération de l'intérêt général ? Mais alors on avoue qu'il y a un conflit entre le droit et l'intérêt général ; or, cet intérêt est un des éléments du droit, il n'est pas extrinsèque. C'est donc qu'on a inexactement défini ce droit, car il faut précisément que le caractère temporaire résulte de l'essence même du droit. De même, il est impossible de songer à ranger le droit de l'inventeur dans la catégorie des créances, des privilèges ou des monopoles. Car, comme l'a fait remarquer M. Bonnet, dans une semblable théorie, le privilège résultant de la loi eût été général, alors qu'il est spécial par définition.

Il ne restait, dès lors, pour résoudre le problème, qu'à reconnaître franchement que le droit de l'inventeur est un droit *sui generis*, et faire une construction juridique nouvelle et définitive qui puisse l'abriter avec sécurité. Cette tâche hardie a été accomplie par un grand jurisconsulte allemand, J. Kohler, professeur à l'Université de Berlin. Sa théorie du droit des biens immatériels ou du droit immatériel est très généralement admise par la doctrine, surtout en Allemagne

et en Autriche ; la jurisprudence autrichienne s'en est grandement inspirée ; enfin, elle n'a pas été sans exercer une grande influence sur l'élaboration de la législation autrichienne, qui a servi de modèle au législateur yougoslave. Aussi, elle nous paraît destinée à jouer un assez grand rôle dans la pratique et dans la jurisprudence de l'Office de Belgrade, pour que nous croyions utile de l'exposer, dans ses grandes lignes du moins.

EXPOSÉ DE LA THÉORIE DU DROIT DES BIENS IMMATÉRIELS (1).
— Cette théorie établit la construction juridique du droit des brevets sur le fondement philosophique, économique et social du droit de l'inventeur.

FONDEMENT DU DROIT DE L'INVENTEUR. — La justification d'une institution juridique, comme celle des brevets, ne saurait résulter du mode de création du bien qu'elle protège ; elle dépend aussi et surtout du jeu, de l'action des forces sociales et individuelles. En effet, s'il est vrai que le travail soit le fondement de la propriété, en même temps qu'il en est la source originaire, toute création doit être un mode d'acquérir des droits sur l'objet créé, et l'inventeur serait le premier à invoquer ce principe en sa faveur. Cependant, la valeur et la portée de ce principe ne sont que relatives ; c'est un motif essentiel pour régler l'attribution d'un droit, car il nous paraît juste que le bien créé appartient à son créateur plutôt qu'à tout autre. Mais notre sentiment du droit n'est que le sentiment, dans une civilisation donnée, du juste rapport entre la collectivité et l'individu, et qui est déterminé non seulement par notre conception de la création des droits, mais aussi par la considération instinctive de l'état d'équilibre des rapports sociaux, au milieu desquels les droits fon-

(1) Kohler, *Handbuch des deutschen Patentrecht* (Mannheim, 1900-1901), p. 1, 58 et suivantes. — Du même auteur, *Forschungen aus dem Patentrecht* (Mannheim, 1883), p. 41 et suivantes. — Voir également Bonnet, *Etude de la législation allemande sur les brevets d'invention*, p. 9 et suivantes.

tionnent. C'est ce qui nous explique que le droit de l'inventeur soit apparu si tard dans notre civilisation, et qu'il fallait attendre que l'industrie se fût développée, pour que la protection du droit de l'inventeur parût nécessaire. De nos jours, personne ne peut nier la valeur économique de l'invention, et le droit de l'inventeur se justifie ainsi par sa puissance même, le brevet étant un stimulant pour l'inventeur, un élément de progrès, d'activité économique, de développement industriel, partant de bien-être pour la société.

DROIT EXCLUSIF D'EXPLOITATION. — Le droit de l'inventeur ainsi légitimé sur quel objet va-t-il s'exercer ? C'est au moment où l'inventeur rend publique son invention que son droit prend corps et s'affirme. En effet, tant que la conception de l'invention est secrète, tant qu'elle se trouve liée à son auteur, elle ne paraît susceptible d'aucune exploitation économique, d'aucune appropriation, d'aucun droit proprement dit. Mais lorsqu'elle se manifeste avec une individualité propre et une existence indépendante de son auteur, qu'elle apparaît dans le monde matériel, son exploitation devient possible, non seulement pour l'auteur, mais pour tout le monde, et elle est alors susceptible de faire l'objet des droits. Mais de quels droits ?

C'est par son objet, par sa destination, par sa fin même, un droit d'exploitation. Le droit de l'inventeur s'analysera donc en un droit absolu d'exploitation de l'invention, dans la mesure où cette exploitation est possible et conforme à l'objet du droit et à la nature des choses, en un droit exclusif, protégé contre les atteintes des tiers, auxquelles plus que tout autre il est exposé par sa nature.

OBJET IMMATÉRIEL DU DROIT. — Mais, et c'est là qu'apparaît son caractère immatériel, le droit de l'inventeur ne porte pas sur l'objet corporel dans lequel sa conception se réalise et se manifeste à nos yeux. L'invention, en effet, en quittant le monde des idées, fait son apparition dans le monde matériel sous une forme concrète, se réalise par toute une série

de formes individuelles. Mais cette représentation matérielle de l'idée ne l'enserrera, ne l'enfermera jamais toute entière : non seulement l'invention ne se confond pas avec elle, mais elle ne s'y résout, ne s'y épuise point, car une idée ne s'incorpore pas dans son expression. Et c'est sur l'idée, sur la conception que l'inventeur peut et doit exercer son droit, et non sur la forme périssable.

L'objet de droit de l'inventeur donc, ce n'est pas l'exemple dans lequel on retrouve le groupement des moyens désignés dans son brevet. Mais ce n'est pas non plus le groupement des moyens qu'il a lui-même imaginés et décrits pour réaliser son idée, ce qui restreindrait singulièrement son droit à l'exploitation exclusive de ce modèle. Le droit de l'inventeur est plus large, son domaine est plus vaste : il embrasse tous les moyens analogues, équivalents, qui sont virtuellement contenus dans sa conception, dans l'idée d'invention. Cette idée d'invention, on peut la définir : la notion idéale, générale et abstraite dont l'invention concrète n'est qu'une des réalisations possibles. Et c'est là le bien immatériel que l'on doit considérer comme l'objet véritable du droit de l'inventeur.

SECTION II

Condition préalable pour que l'inventeur puisse jouir de la protection légale : la délivrance des brevets.

Pour jouir d'un droit exclusif d'exploitation sur une invention, il ne suffit point à l'inventeur de l'avoir faite, il faut encore qu'il la déclare, qu'il sollicite et obtienne la consécration officielle, sous la forme d'un brevet, délivré par l'Etat. C'est une particularité originale du droit de l'inventeur et

par laquelle il se distingue de presque tous les autres droits immatériels que l'intervention de l'Etat soit une condition nécessaire de sa protection. En effet, tandis qu'il suffit à la propriété littéraire, par exemple, de se manifester, pour être reconnue et protégée par la loi, le droit de l'inventeur, au contraire, est singulièrement précaire, tant qu'il n'a pas sollicité et obtenu la consécration officielle. La déclaration de l'invention a lieu dans la forme d'une demande de brevet, dont les conditions et modalités sont déterminées par la loi, et qui aboutit à la délivrance d'un titre, le brevet. En vérité, on pourrait se demander si le droit de l'inventeur existe auparavant; du moins est-il certain que c'est par la demande et la délivrance d'un brevet qu'il aura reçu son plein développement, son caractère définitif, lui permettant de s'exercer, avec tous les attributs que sa construction juridique, comme droit immatériel, fait pourtant dériver de sa nature. Ainsi, le droit exclusif d'exploitation, tel qu'il est défini et protégé par la loi, n'appartiendra qu'au breveté seul.

Donc, la première condition imposée à l'inventeur pour être admis à exercer son droit privatif, c'est de demander un brevet, c'est-à-dire de déclarer son invention, de révéler son objet et ses moyens, et de se voir délivrer un titre officiel, le brevet. Remarquons qu'il n'y a pas de législation qui reconnaisse le droit de l'inventeur sans le soumettre à la formalité de la délivrance d'un brevet; les conditions varient, d'ailleurs, depuis l'enregistrement pur et simple de la demande jusqu'à l'examen le plus approfondi de son contenu. Ainsi, la déclaration préalable nous apparaît comme la loi générale du droit de l'inventeur; quelle en est la raison, par quelles considérations tirées de la nature du droit peut-on la justifier ?

Elle se justifie par la nature même des choses. Si une invention nouvelle n'était pas proclamée et constatée avant sa divulgation, elle irait se confondre avec les inventions antérieures et similaires; elle échapperait à l'inventeur, pour entrer au service de la collectivité; tout lien d'origine entre elle et le créateur sera rompu, et on ne pourra pas reconnaî-

tre le droit de ce dernier. Car l'invention a nécessairement un créateur, même si elle est due au hasard; elle peut en avoir plusieurs, et ce point est très important. En effet, étant donné les lois auxquelles elle obéit, l'invention n'est que la solution d'un problème donné par des moyens donnés : l'inventeur n'est pas seul à chercher la solution, qu'il ne sera peut-être seul à trouver, qui pourra être suivie de près d'une solution identique. Et s'il a été le premier, il ne pourra bénéficier de son avance et la justifier, qu'en faisant connaître son invention immédiatement. Le fait est essentiellement fugitif et incertain, comme le fait même de la création. La nécessité d'un acte officiel constatant l'invention nous apparaît ainsi à un triple point de vue : pour constater l'existence et marquer l'étendue et les limites de l'invention; pour déterminer le titulaire du droit de l'inventeur; enfin, pour fixer le point de départ d'un droit essentiellement temporaire.

Ainsi justifiée, cette condition de consécration officielle du droit de l'inventeur n'est pas incompatible avec son caractère du droit préexistant à la déclaration. Car le brevet ne fait que confirmer un droit préexistant : son effet est déclaratif et non point attributif, puisque la délivrance d'un brevet ne saurait créer un droit là où il n'y a pas d'invention. On a soutenu que le législateur prétend ignorer le droit préexistant de l'inventeur, en se basant sur le § 11, al. 2, par lequel la loi, en cas de conflit entre plusieurs inventeurs, donne la préférence à celui qui a le premier demandé le brevet. Mais on oublie de dire que la délivrance du brevet ne crée pas au profit du déclarant un droit qui n'existait pas entre ses mains avant la délivrance; en effet, si le déclarant n'est qu'un usurpateur, la loi donne des armes au véritable inventeur sous forme d'un droit d'opposition à la délivrance et d'une action en révocation du brevet, qui lui permettront de se faire restituer dans l'intégralité de ses droits. Et si la loi accorde la préférence à l'inventeur le plus diligent, en écartant l'examen *a priori* de la qualité de l'impétrant pour des raisons d'utilité que nous exposerons plus loin, il n'y a aucune violation des principes; car, étant donné que le bre-

vet suppose, outre l'invention, la demande, on doit préférer à tout autre celui qui se présente d'abord et se fait le premier reconnaître. Jusqu'à la demande, les droits sont égaux, étant également imparfaits; et le droit exclusif se confirmera et se développera au profit de celui qui accomplit le premier l'acte de perfection de son droit.

De ce caractère déclaratif du brevet découlent de nombreuses conséquences, qui ne font que consacrer l'idée que le droit de l'inventeur est préexistant à la déclaration. Ainsi, l'inventeur, s'il remplit toutes les conditions légales, a droit au brevet; en effet, la délivrance d'un brevet est une obligation pour l'administration quand toutes les conditions de brevetabilité se trouvent réunies dans la demande et dans l'invention. Le droit de l'inventeur existe en dehors de l'Etat, qui n'a qu'une mission de contrôle se rattachant à la délivrance des brevets, et peut même lui être opposé : c'est ainsi que l'inventeur ne peut être exproprié que moyennant une juste indemnité.

Le caractère préexistant du droit de l'inventeur se manifeste encore en ce qui concerne les effets de la cession de ce droit avant la délivrance. Ceux qui n'admettent pas ce caractère préexistant soutiennent qu'il n'y a aucune différence entre ce droit et le secret de l'invention, que les deux droits se confondent et qu'à vrai dire le prétendu droit immatériel, préexistant au brevet, n'était pas un droit, mais une simple faculté, un droit individuel, comme le secret de l'invention : il en résulterait que sa transmission ne serait autre chose que la transmission du secret, un pur fait. Cette assimilation est inexacte : tandis que l'acquéreur du secret serait sans action contre ceux qui ont pu violer ou dérober le secret de son auteur, le cessionnaire du droit pourra exercer l'action qui appartient à son auteur, comme un accessoire du droit qui lui a été transmis. Cette solution ne fait pas de doute, et elle ne peut s'expliquer autrement que par le caractère préexistant au brevet du droit de l'inventeur.

SECTION III

Délivrance des brevets après examen préalable.

Le régime des brevets, nous venons de le voir, est la forme nécessaire d'une protection organisée des droits de l'inventeur : la demande du brevet émane de l'inventeur, la délivrance émane de l'Etat. Il lui appartient d'enregistrer la déclaration qu'il a reçue et de remettre à l'impétrant un titre officiel lui donnant acte de ses déclarations. Mais ici se pose la question, tant controversée et si différemment résolue, de savoir si l'Etat se bornera à constater simplement la déclaration ou si, au contraire, il va la soumettre à un examen, d'une portée plus ou moins grande, avant de délivrer le titre la constatant. A cet égard il existe deux groupes de législations consacrant deux systèmes tout à fait opposés, celui de la délivrance sans examen préalable et celui de la délivrance après examen préalable.

Dans le système de la délivrance sans examen préalable, le brevet est délivré à quiconque le demande dans la forme régulière. Ce n'est pas à dire que la demande soit enregistrée purement et simplement; mais l'examen de l'autorité compétente ne portera que sur la forme de l'acte. Dans le système opposé de la délivrance après examen préalable, l'autorité compétente vérifie non seulement si les conditions de forme de l'acte sont accomplies, mais aussi si l'invention qui fait l'objet de la demande réunit toutes les conditions de fonds, si elle réunit toutes les conditions légales de brevetabilité. Le premier de ce système est consacré par la législation française sur les brevets, le second par la législation allemande, qui lui a donné une physionomie remarquable et très originale.

§ 1. — *Système allemand de l'examen préalable.*

Le système général de la loi allemande est un système d'examen préalable, c'est-à-dire que la délivrance des brevets est précédée d'une sorte d'expertise qui porte non seulement sur les formalités matérielles, extérieures de la demande, mais encore sur l'existence de l'invention, sur sa nouveauté, son caractère industriel, sa brevetabilité en général. Cet examen préalable des inventions pour lesquelles la protection légale est sollicitée rentre dans les attributions de l'autorité administrative compétente pour la délivrance des brevets, *Patentamt*, l'Office des brevets.

Le système de la loi allemande peut être ainsi caractérisé : c'est la combinaison du système de l'examen par une autorité constituée ad hoc, composée des techniciens et des juristes, ayant pouvoir de refuser ou de délivrer les brevets, sans contrôle, avec un régime de publication des demandes préalablement à la décision définitive, qui permet aux intéressés d'intervenir utilement dans l'instance, pour apporter à l'autorité compétente leur concours et leur collaboration.

Le système allemand est donc un amalgame de deux institutions empruntées, la première aux Etats-Unis, qui ont consacré le système de l'examen préalable, mais sans appel aux oppositions par une publication préalable de la demande, la seconde à l'Angleterre, qui a un système du non-examen préalable, mais qui admet l'intervention des tiers, par voie d'opposition à la délivrance, pour contester, s'il y a lieu, la nouveauté de l'invention.

Presque tous les auteurs allemands approuvent ce système et s'efforcent de le justifier. Voici les principaux arguments qu'on invoque généralement en sa faveur :

L'un de ses avantages les plus certains, c'est que le jugement sur le droit de l'inventeur à un brevet y suivra de près la déclaration et la découverte. Il ne faut pas, en effet, oublier que c'est au moment de la déclaration que l'on doit toujours se placer pour apprécier les caractères de l'invention, que

la délivrance ait lieu sans ou après examen préalable. Mais, dans le système de l'examen préalable, cette appréciation se fera peu de temps après la découverte, pendant que celle-ci conserve encore la fraîcheur de sa nouveauté. Au contraire, dans un système du non-examen préalable, cette appréciation se fera à l'occasion d'un procès de nullité, qui peut ne se produire que longtemps après la délivrance : il sera alors très difficile au juge de se replacer par sa pensée à un moment précis du passé, de fixer l'état de l'industrie à l'époque de la demande, de replacer la découverte dans son temps et dans son milieu, puisque, d'une part, les inventions sont destinées à ne conserver que peu de temps leur originalité et leur nouveauté et à être vite dépassées par les progrès incessants de l'industrie, et que, d'autre part, une illusion psychologique bien connue nous porte à considérer comme toutes simples et naturelles les inventions qui étaient d'abord imprévues et hardies.

Un autre avantage de l'examen préalable, c'est que la sélection entre les inventions brevetables et celles qui ne le sont pas sera immédiatement, dès le début, opérée. De cette façon les inventions non brevetables, c'est-à-dire celles qui sont irréalisables, ou qui ne sont pas du domaine de l'industrie, ou qui empiètent sur le domaine public ou se heurtent à des droits acquis, ou celles qui sont exclues de la protection, ne seront pas brevetées. En effet, elles ne peuvent fonder aucun droit au profit de l'inventeur ni de personne, même brevetées, elles sont destinées à périr; dès lors, pourquoi ne pas les éliminer immédiatement, dès le début ? Cette sélection préventive est utile, parce qu'elle écarte les prétendues découvertes dont l'absurdité n'est pas évidente et qui, pourvues de l'apparente garantie de l'Etat, seraient si souvent un appât pour les dupes, et surtout parce qu'il y a des antériorités ignorées de l'inventeur, qui lui seront opposées par ses concurrents, avant la délivrance, de sorte qu'il évitera les ennuis d'un procès et surtout les frais d'une entreprise qu'on viendrait ensuite ruiner. Cette sélection offre, également, un avantage incontestable pour l'industrie elle-même. Seules

les inventions véritables étant brevetées, les inventeurs, à la recherche des progrès nouveaux, ne seront pas arrêtés inutilement par des prétentions sans fondement qui viendraient leur barrer le passage et qu'ils devraient abattre pour se frayer la route, perdant ainsi leur temps, leur argent et leur énergie qu'ils pourraient mieux employer.

La publication préalable des demandes offre de son côté de précieux avantages : elle assure un examen plus approfondi, par la collaboration des intéressés, à qui elle fournit le moyen économique d'arrêter, dès sa naissance, une invention qui porte préjudice à leurs droits.

Enfin, le dernier et, peut-être, le plus important des avantages de l'examen préalable, c'est qu'il assure la divulgation sérieuse et complète de tous les moyens de l'inventeur. En effet, le brevet étant destiné à tomber dans le domaine public, il est bon que celui-ci connaisse parfaitement ce qu'il reçoit. Grâce à l'examen préalable il n'y a pas lieu de craindre que le demandeur néglige volontairement ou involontairement de décrire dans tous ses détails son invention, qui demeurerait inexplicable pour les tiers et aboutirait à la création d'un monopole de fait, même après l'expiration du brevet : la description, ayant été contrôlée par l'autorité compétente, réunira toutes les conditions désirables de clarté et de précision, permettant aux tiers, qui chercheraient à perfectionner l'invention brevetée, de la consulter en toute sécurité.

D'ailleurs, cette obligation de définir sa découverte, de la décrire avec la plus grande précision, de fixer son objet dans ses revendications, est profitable à l'inventeur lui-même. Car, en délimitant son droit, il évite des procès qui ne manqueraient pas de se produire si son droit empiétait sur les droits acquis à des tiers ou sur le domaine public, il évite également d'entreprendre des procès en contrefaçon qui ne seraient pas fondés. Comme l'a dit fort bien M. Bonnet, « cet effort vers la clarté et la précision, auquel l'examen préalable contraint l'inventeur, est une discipline salutaire : en approfondissant la substance de son invention, il en recon-

naîtra les divers aspects, en pénétrera la portée, en découvrira aussi les lacunes et les imperfections. La discussion contradictoire avec des experts compétents et exercés dans cette tâche lui fournira l'occasion d'observations parfois importantes et qu'il n'eût pas faites. Ainsi, l'invention sortira de cette épreuve mieux trempée pour la vie; et l'inventeur aura puisé, dans la discussion, une expérience singulièrement utile pour l'exploitation de son brevet; peut-être aurait-il été mis ainsi sur la voie de perfectionnements nécessaires et qui seront la source des progrès nouveaux » (1).

§ 2. — *Système français du non-examen préalable.*

La législation française a consacré le système du non-examen préalable. Le brevet y est délivré à quiconque le demande dans les formes prescrites par la loi, sans aucun examen de l'invention. Ainsi, la délivrance d'un brevet n'est-il autre chose que l'enregistrement d'une déclaration de celui qui se prétend être l'inventeur.

Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a point d'examen. L'autorité compétente, le Ministre du Commerce, doit, en effet, contrôler la régularité de la demande; il doit voir si toutes les pièces voulues par la loi ont été fournies, si la demande ne contient pas plusieurs objets principaux, si elle renferme un titre désignant sommairement l'invention, s'il y a la description et si elle est faite en langue française; il doit encore vérifier si l'invention n'est pas exclue de la protection par la loi, telle que les plans des finances, etc. En un mot, il est juge des formalités matérielles de la demande, des formalités extérieures, mais non du caractère ou de la nouveauté de l'invention, de sa brevetabilité. On ne doit rechercher qu'une chose : le brevet est-il régulièrement demandé ? Si le brevet est régulièrement demandé, le Ministre est tenu de le délivrer. Peu importe que l'invention ne soit nouvelle, ou soit

(1) Bonnet, *Op. cité*, p. 197, N° 258.

illusoire, ou soit insuffisamment décrite, ou même soit contraire aux bonnes mœurs, à la loi, à l'ordre public, etc., il n'en est pas moins obligé de délivrer le titre qui est régulièrement demandé, sauf ensuite aux parties intéressées à en poursuivre judiciairement la nullité. Comme l'a fait justement remarquer M. Pouillet, l'économie de la loi est la suivante : « d'une part elle prescrit certaines formalités pour la demande d'un brevet et elle commande au Ministre de veiller à ce qu'elles soient exactement remplies; d'autre part, elle précise les caractères de l'invention brevetable, et elle confère aux tribunaux, mais aux tribunaux seuls, le droit d'apprécier ces caractères, et conséquemment d'annuler ou de valider le brevet » (1).

La théorie du non-examen préalable est approuvée par la majeure partie, presque par l'unanimité de la doctrine française (2). Elle repousse avec force l'institution de l'examen préalable, non pas parce que, comme l'a dit Renouard, « naturel et logique, dans un pays de censure et de régime absolu, l'examen préventif s'encadre [§] difficilement dans la législation d'un pays de discussion » (3), mais parce qu'une semblable institution, théoriquement supérieure, présente, pour peu qu'on s'attache à la pratique, des avantages illusoires et entraîne des dangers et des inconvénients très nombreux. Les arguments de la doctrine française sont bien résumés et mis en reliefs par M. Mainié, dans son *Nouveau traité des brevets d'invention*, n° 830; nous en citerons les passages principaux. Cet auteur, comme tous les autres partisans du non-examen préalable, reconnaît bien que le régime de l'examen préalable est très profitable aux inventeurs dont les droits sont reconnus par la commission d'examen, par l'Etat, et que les brevets ont alors une autorité, une efficacité inconnues dans les pays du non-examen. Mais en présence des inconvénients et dangers du système de l'examen préalable,

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 126.

(2) Voir : Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 127. — Allart, *Br. d'inv.*, N° 110. — Renouard, *Br. d'inv.*, N° 190.

(3) Renouard, *loc. cité*,

il le repousse avec force. « Etablir l'administration, c'est-à-dire le gouvernement, juge des inventions, donner à l'Etat, à ses fonctionnaires, le pouvoir d'accorder ou de refuser le monopole sollicité par les inventeurs, c'est, tout d'abord, dit M. Mainié, abolir en fait la liberté de l'industrie : aucune initiative, aucun progrès ne peut être réalisé, sous un pareil régime, qu'avec l'agrément formel de l'Etat ». L'Etat sera-t-il, toujours et vis-à-vis de tous, impartial ? Les fonctionnaires seront-ils capables, de bonne foi ? « Il faut comprendre, continue M. Mainié, que l'Etat ou ses agents pourraient, en bien des circonstances, se trouver pris entre le devoir de reconnaître les droits d'un inventeur et l'intérêt qu'ils pourraient avoir à les rejeter ; or, il n'est ni prudent ni convenable qu'une telle lutte soit permise par la loi et par les institutions ». La commission d'examen préalable, avec les meilleures intentions même, sera-t-elle à l'abri de toute erreur préjudiciable à l'inventeur ? Car, remarque M. Mainié, « l'originalité, les résultats des inventions sont souvent très difficiles à saisir ; il faudrait aux membres des commissions spéciales une science et une perspicacité rares ». L'inventeur seul pouvant expliquer l'objet du brevet, le jeu de l'invention, il devrait faire des démarches devant la commission compétente. Ce serait, dit M. Mainié, « compromettre l'indépendance des citoyens, les exposer aux démarches et aux échecs les plus regrettables, sans compter que les inventions seraient divulguées par le fait de l'examen, sans que, au cas de rejet de la demande de brevet, l'inventeur repoussé puisse ressaisir le secret de ses travaux pour les compléter ». Les inconvénients de l'examen préalable sont grands, les injustices, les erreurs très préjudiciables aux inventeurs sont donc inévitables. « Il vaut mieux laisser, conclut M. Mainié, chacun libre de revendiquer le produit de son travail, en prenant sans contrôle des brevets dont la valeur sera ensuite critiquée par tout intéressé et appréciée par les tribunaux ordinaires après une procédure et des débats contradictoires ».

§ 3. — *Système yougoslave de l'examen préalable.*

La loi du 17 février 1922 a franchement consacré le système de l'examen préalable, tel qu'il fonctionne en Allemagne, avec cette différence toutefois que l'autorité compétente n'est pas tenue d'examiner d'office la nouveauté de l'invention déclarée. Comme le système allemand, le système yougoslave de l'examen préalable est donc la combinaison du système de l'examen par une autorité constituée ad hoc, composée de techniciens et de juristes, ayant pouvoir de refuser ou de délivrer les brevets, sans contrôle, avec un régime de publication des demandes, préalablement à la décision définitive, qui permet aux intéressés d'intervenir utilement dans l'instance, pour apporter à l'autorité compétente leur concours et leur collaboration, surtout en ce qui concerne l'examen de la nouveauté de l'invention et de la qualité de l'impétrant, c'est-à-dire de ses droits quant au brevet.

L'OBJET DE L'EXAMEN PRÉALABLE. — Il résulte des diverses dispositions de la loi que l'examen préalable porte sur la forme de la demande et sur la brevetabilité de l'invention. Ainsi, l'Office pour la protection de la propriété industrielle, qui est l'autorité administrative chargée de la délivrance des brevets, doit vérifier non seulement si les conditions matérielles, extérieures de la demande sont accomplies, si elle répond à toutes les conditions de forme prescrites par la loi et les règlements, mais aussi si elle répond aux exigences de la loi quant au fond, c'est-à-dire si l'invention qui en est l'objet réunit toutes les conditions légales de brevetabilité. Et le brevet ne devra être délivré que si la demande et les pièces qui doivent y être jointes sont absolument régulières et si l'invention est brevetable aux termes de la loi.

Cependant, le § 91, al. 1, apporte à cette règle une dérogation, qui est une différence importante avec le système allemand : « La nouveauté de l'invention pour laquelle le brevet est demandé, nous dit cet alinéa, ne sera pas exami-

née d'office ». En d'autres termes, tandis que l'Office doit porter d'office son examen sur l'accomplissement des conditions de forme, ainsi que sur le caractère industriel de l'invention, il n'est pas tenu de rechercher si l'invention est nouvelle d'après le § 10 de la loi, qui détermine la nouveauté légale en matière des brevets.

Le législateur a pensé, avec raison, que la recherche des antériorités ralentirait singulièrement la procédure de l'examen préalable et retarderait par trop la délivrance des brevets. Aussi, a-t-il laissé, en principe, à l'initiative privée le soin d'opposer à l'invention déclarée le défaut de nouveauté, par voie d'opposition à la délivrance que tout le monde peut faire (§ 94, al. 3, 1°). En effet, comme l'a fort bien dit un jurisconsulte allemand, Euler, dans l'état actuel des choses, il est impossible qu'une commission sache ce qui est nouveau; mais il est très probable que les intéressés peuvent le dire (1).

Toutefois, ajoute l'alinéa 4 du § 91, « si l'Office sait que l'invention n'est pas nouvelle, le rapporteur en informera le requérant, en lui exposant ses motifs et en l'invitant à répliquer dans le délai qu'il lui fixera ». Ainsi, si l'Office connaît les antériorités destructives de la nouveauté de l'invention déclarée, elle les opposera à l'impétrant d'office, sans attendre qu'une opposition ait été formée.

CARACTÈRE DE L'EXAMEN PRÉALABLE ET LES PRINCIPES QUI LE RÉGISSENT. — Comment faut-il concevoir l'examen préalable ? Quels sont les principes qui le régissent ? Ou, d'une façon plus précise, l'examen doit-il établir que l'invention est brevetable, pour qu'elle puisse être brevetée ? Ou suffit-il, au contraire, pour la délivrance, que la non-brevetabilité ne soit pas prouvée ? Le doute sur la brevetabilité doit-il profiter ou préjudicier à l'inventeur, c'est-à-dire dans le doute le brevet sera-t-il accordé ou refusé ? En effet, l'examen peut aboutir à trois solutions différentes : ou bien l'administra-

(1) *Compte rendu sténographique de l'enquête de 1886*, p. 118.

tion est convaincue que toutes les conditions sont remplies et elle délivrera le brevet; ou bien elle est convaincue qu'elles ne sont pas réunies, et elle refusera le brevet; ou bien, elle est dans le doute sur ce point. Comment faire ? délivrer ou, refuser le brevet demandé ?

La loi n'indique pas d'une manière expresse dans quel esprit l'examen doit être entrepris. Cependant, son intention à cet égard n'est pas difficile à établir, en rapprochant les divers textes et en les lisant attentivement. En effet, l'alinéa 2 du § 91 s'exprime ainsi : « Si la demande n'est pas régulière ou ne répond pas aux prescriptions de la présente loi »... etc., tandis que l'alinéa 3 du même paragraphe est conçu dans ces termes : « S'il est établi lors de l'examen préalable, au besoin après audition des experts, que l'invention n'est pas brevetable »..., etc. Un rapprochement de ces textes suffit, croyons-nous, à faire reconnaître la pensée du législateur; la solution qu'il a adopté est celle-ci : la demande doit être admise : a) si la preuve est faite que toutes les formalités sont remplies, b) s'il n'est pas établi que l'invention ne soit pas brevetable; la demande doit, au contraire, être rejetée : a) s'il n'est pas certain que les formalités soient remplies, b) si il est démontré que l'invention n'est pas brevetable. Donc, en cas de doute, il y aura lieu de délivrer le brevet demandé.

Cela nous mène ainsi à la solution de la question de savoir comment il faut concevoir l'examen préalable. Sur l'accomplissement des formalités légales, on admettra que la délivrance du brevet ou la publication préalable de la demande supposent nécessairement que l'issue de l'examen a été favorable à l'impétrant et que la demande a été jugée et reconnue régulière en la forme : ici, le fardeau de la preuve incombe à l'impétrant. Au contraire, en ce qui concerne les conditions légales de brevetabilité de l'invention, on admettra que la délivrance du brevet et la publication de la demande supposent nécessairement et uniquement que l'issue de l'examen n'a pas été défavorable à l'impétrant et que l'invention n'a pas été jugée et reconnue non brevetable ; ici, le fardeau de

la preuve incombe à l'Office. Cette solution, outre qu'elle nous paraît être consacrée par la loi, répond également à l'intention du législateur et au but qu'il se proposait d'atteindre en assurant aux inventions la protection légale. La loi est faite pour la protection des droits des inventeurs, et ce serait méconnaître son esprit que de traiter une demande de brevet comme si elle était une tentative pour établir un détestable monopole ; d'autre part, le mal serait plus grand si l'on refusait d'admettre un droit véritable que si l'on sanctionnait à tort une prétention mal fondée. L'administration, il ne faut pas l'oublier, a pour mission, non pas de combattre les inventeurs, mais de les aider. Les sacrifices qu'ils sont prêts à faire pour conserver leurs droits, leurs démarches et leurs efforts pour en obtenir la reconnaissance sont un gage de leur bonne foi ; il est juste de les accueillir avec bienveillance. L'examen doit donc être plutôt libéral et indulgent que rigoureux et sévère.

CHAPITRE II

Des inventions brevetables.

SECTION I

De l'invention.

La loi yougoslave ne définit pas l'invention. Son § 8 est ainsi conçu : « Le brevet est le droit acquis de la manière déterminée par la présente loi, en vertu duquel son titulaire est autorisé, pour un temps limité, à employer et utiliser professionnellement, d'une façon exclusive, une invention nouvelle, faite dans le domaine de la production industrielle et des métiers, et de mettre dans le commerce et en vente les objets fabriqués d'après cette invention. » La nouveauté et la possibilité d'une utilisation industrielle sont donc requises pour la brevetabilité d'une invention ; mais ce sont là des conditions légales de brevetabilité, ce ne sont pas des caractères inhérents à toute invention. Ainsi, le législateur yougoslave, en imitant, à ce point de vue, les législateurs allemand et autrichien, ne précise pas la notion d'invention, ni par une définition, ni par une énumération de catégories d'inventions, comme l'a fait la loi française sur les brevets. On doit en conclure qu'il n'existe pas de notion légale de l'invention et que le législateur a entendu laisser aux soins de la pratique et de la doctrine de déterminer les caractères inhérents d'une invention susceptible d'obtenir un brevet,

si, par ailleurs, elle réunit les deux conditions légales de brevetabilité.

Cette absence de définition légale n'est pas sans présenter de graves inconvénients et sans susciter des réclamations justifiées de la part des inventeurs. Pour jouir de la protection légale, l'inventeur, en effet, doit demander un brevet ; ce faisant, il s'expose aux dangers d'une divulgation. Il aurait eu intérêt, peut-être, à exploiter son invention sous la garantie du secret, s'il avait su qu'elle ne rentrait pas dans le cadre des inventions brevetables. Comment peut-il fixer son choix et décider du genre de protection qui lui convient, s'il ne dispose pas d'un critérium sûr ? A quels dangers l'administration compétente s'exposera-t-elle, lorsqu'elle sera forcée de se prononcer, si la conception de l'invention paraît comme un mystère ?

Malgré cela, l'absence d'une définition légale se justifie aisément. La notion de l'invention, en effet, n'est pas de ces idées simples, élémentaires, dont le sens est évident et indiscutable, et dont la définition peut être sous-entendue. Bien qu'il paraisse, au premier abord, que le mot invention éveille dans l'esprit une idée assez nette et précise, pour que l'accord puisse facilement se faire sur une formule déterminée, il suffit de parcourir les ouvrages de la doctrine et les décisions de la jurisprudence, surtout des doctrine et jurisprudence allemandes (1), pour se convaincre que toute définition satisfaisante de l'invention est impossible. C'est pourquoi le législateur yougoslave s'est abstenu de définir l'invention, laissant ce soin à la doctrine et surtout à la pratique et à la jurisprudence de l'autorité compétente pour la délivrance des brevets, à l'Office pour la protection de la propriété industrielle.

Il nous sera impossible de donner un aperçu quelconque sur la conception régnante de l'invention dans la doctrine

(1) M. Bonnet, dans sa thèse, *Etude de la législation allemande sur les brevets d'invention*, dont nous nous sommes souvent inspiré dans notre travail, cite quelques-unes des définitions de l'invention données par les auteurs allemands, N° 3, en note.

et dans la jurisprudence yougoslaves : dans la doctrine, parce qu'aucun ouvrage n'existe sur la matière ; dans la jurisprudence, parce que, l'Office étant une institution trop récente, il est impossible de dégager son critérium, le nombre de décisions de ses Commissions des receurs et des annulations étant minime. Aussi, nous emploierons-nous ici, d'une part, à grouper les points sur lesquels aucun doute n'est possible, et, d'autre part, à poser les problèmes qui sont différemment résolus par les diverses législations, en tâchant de donner les solutions consacrées par les législations et jurisprudences allemandes et françaises.

Nous le ferons en envisageant l'invention sous ses divers aspects, notamment en la comparant à d'autres conceptions techniques, ce qui nous permettra de mettre mieux en évidence les caractéristiques de l'invention, et, ensuite, en l'envisageant aux points de vue objectif et subjectif.

LA DÉCOUVERTE DE L'INVENTION. — Dans la doctrine et dans la jurisprudence françaises, la distinction entre l'invention et la découverte ne semble pas avoir une bien grande importance. M. Pouillet dit que la distinction entre ces deux mots, juste au point de vue grammatical, est sans intérêt au point de vue juridique, les deux mots, en fait, pouvant s'employer indifféremment (1). En droit allemand, au contraire, cette distinction présente une importance considérable, et les auteurs et la jurisprudence se gardent bien de confondre ces deux mots (2). Au fond, l'opposition entre ces deux systèmes n'est qu'apparente ; il s'agit seulement de bien préciser le sens de ces mots.

Découvrir, c'est percevoir et reconnaître des objets, des phénomènes et des propriétés des corps qui n'étaient pas connus, mais qui existaient déjà (3) ; la découverte est donc,

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 6.

(2) Bonnet, *Op. cit.* N° 10 et suivants.

(3) Robolski, *Théorie und Praxis des deutschen Patentrechts*, Berlin, 1890, p. 21.

suivant l'expression de M. Kohler, le reflet d'un fait du monde extérieur dans l'esprit de l'homme. Inventer, au contraire, c'est produire de nouveaux effets techniques, en combinant et en utilisant les forces de la nature. Ainsi, l'auteur de la découverte est celui qui constate et signale pour la première fois l'existence d'une loi de la nature, d'un produit naturel ou des propriétés d'un corps, soit qu'il se trouve dans la nature, soit qu'il soit un produit de l'industrie humaine.

La distinction ainsi faite est claire et précise : la découverte, telle qu'elle vient d'être définie, ne rentre certes pas dans les prévisions de la loi. Les doctrines et les jurisprudences, aussi bien françaises qu'allemandes, sont d'accord là-dessus (1).

Toutefois, si la découverte en elle-même n'est pas brevetable, il en est autrement des applications qui en sont faites dans l'industrie : celles-ci sont brevetables, cela ne peut faire aucun doute. La découverte est, en effet, souvent le point de départ d'une invention : celui qui a acquis la connaissance des propriétés particulières d'un corps peut utiliser la découverte en l'appliquant dans l'industrie. Car, dès que l'activité humaine s'exerce sur des corps existants et qu'en suite de ce travail de l'homme une loi de la nature vient à se manifester qui, avant le travail et sans lui, ne se manifestait pas, la découverte a la valeur d'une invention (2). Le brevet, dans ce cas, ne porte pas sur la découverte du principe, du phénomène en lui-même, qui reste à la libre disposition de tous ; il porte uniquement sur l'application spéciale qui en est faite.

Il résulte, de ce que nous venons de dire, que l'invention se caractérise par une création, par la production d'un résultat. Par conséquent, les conceptions irréalisables ne sont pas des inventions brevetables ; il en est de même des découvertes des principes scientifiques, des théorèmes, etc. Cette

(1) Voir, en France, Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 58 et suivants. L'auteur parle du phénomène naturel qui n'est que la découverte dans le sens que nous donnons à ce mot.

(2) Une décision du *Patentamt*, du 20 mars 1889, citée par Bonnet, *Op. cité*, N° 11.

possibilité de réaliser l'idée de l'inventeur par une création, par la production d'un résultat, est une des conditions inhérentes essentielles de l'invention. C'est ce qu'on exprime en disant que « l'invention doit être susceptible de répétition, que l'inventeur doit avoir obtenu la relation de cause à effet entre les moyens employés et les résultats obtenus et réalisés dans l'invention » (1).

INVENTIONS DE FORMES. — En principe, l'invention d'une forme n'est pas brevetable ; elle est protégeable, par la loi, comme un dessin ou un modèle, comme nous le verrons. Mais il s'agit de bien préciser l'intention du législateur. Ce qu'il a voulu proscrire, c'est le brevet qui serait accordé à un simple changement de forme ou de dimension, à un simple ornement, effet de caprice ou de fantaisie, ne produisant aucun, effet industriel ; ces inventions ne sont protégeables que comme dessins ou modèles. Mais si le changement de forme ou de dimension produit un résultat nouveau, si l'ornementation est de nature à créer un nouveau produit industriel, il y a invention dans le sens de la loi (2).

INVENTION ET CONSTRUCTION. — La comparaison entre l'invention et la construction est, dit M. Bonnet (3), classique en Allemagne ; pour certains auteurs, l'opposition entre ces deux notions voisines permet de dégager les caractères propres de l'invention ; pour la jurisprudence allemande, la distinction est non moins essentielle, car la plupart des inventions rejetées sont déclarées par elle de nature purement constructive. En droit français, également, bien que l'opposition entre ces deux notions ne soit pas mise en relief par la doctrine, il résulte de très nombreuses décisions de la jurisprudence, que ce que nous appelons la construction n'est pas susceptible de constituer une invention brevetable.

(1) Bonnet, *Op. cité*, N° 14.

(2) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 62 et suivants.

(3) Bonnet, *Op. cité*, N° 26.

Voici comment M. Bonnet expose ces deux notions (N° 26) :
« La construction est, peut-on dire, une invention d'ordre inférieur ; c'est une invention du domaine de la technique, répondant sans doute à toutes les conditions essentielles d'une invention, mais à laquelle il manque néanmoins quelque chose pour être, à proprement parler, une invention, et pour mériter la protection de la loi des brevets. La construction est, par définition, le témoignage du « savoir-faire » du technicien ; elle est un produit de l'habileté technique, une création obtenue à l'aide des moyens que l'état présent de la technique met à la disposition des gens du métier. Dans toute invention, au contraire, doit se révéler un élément étranger, supérieur aux connaissances techniques du moment ». Prenons un exemple : supposons que l'usage d'une machine ait fait reconnaître certaines défectuosités dans son fonctionnement, et que l'on se soit attaché à les corriger, en modifiant les organes dans leurs détails, en améliorant leur jeu. Ce perfectionnement est-il brevetable ? Même s'il est particulièrement utile et heureux, il ne sera pas brevetable s'il ne résulte que de changements dans la construction, inspirés par une habileté technique. Au contraire, si ces changements produisent un certain effet qui ne soit pas seulement l'accroissement de l'effet antérieur, mais qui se présente comme vraiment original au regard de ce dernier, et qu'ainsi il s'y manifeste une idée créatrice, alors il y a invention.

La différence entre l'invention et la construction, bien qu'elle paraisse profonde au premier abord, est très flottante si l'on se place successivement à des moments différents de la technique : ce qui serait une invention à une certaine époque peut n'être qu'une construction à une autre. Et c'est l'un des dangers de l'examen d'une invention nouvelle qui ne soit pas toujours entrepris immédiatement après qu'elle est faite. Car une invention s'apprécie d'après l'état des connaissances, qui varie et progresse incessamment. Aussi, l'examineur est-il toujours tenu, lors de l'examen de l'invention, de la replacer dans son milieu et dans son époque, pour apprécier son véritable caractère.

CONDITIONS SUBJECTIVES DE L'INVENTION. — Il s'agit ici d'apprécier l'invention au point de vue subjectif, c'est-à-dire de rechercher quel est le degré de connaissance requis chez l'inventeur et comment la connaissance des causes, des effets, des résultats, des applications possibles de l'invention influe sur le droit de l'inventeur.

L'invention, en effet, est une activité de l'esprit, une activité consciente. C'est, comme l'a dit M. Kohler (1), « une opération de l'esprit qui fait reconnaître la relation entre des moyens techniques et un résultat technique, de manière à permettre de réaliser cette relation, et qui démontre en même temps que par ce moyen un postulat humain peut être rempli ». Cette participation de l'esprit se retrouve même dans les inventions dues au hasard, non seulement en ce sens que l'homme aura généralement réalisé, même inconsciemment, les conditions dans lesquelles une force insoupçonnée de la nature allait se manifester, mais encore parce que l'invention suppose un acte de connaissance, la connaissance de la relation entre la cause et l'effet. Deux hommes peuvent être à la fois témoins d'un même phénomène ; celui-là sera l'inventeur qui comprendra et reconnaîtra la cause de l'effet obtenu et sera capable d'en amener la répétition.

Il faut donc que l'inventeur ait reconnu la relation de cause à effet, parce que, sans cette connaissance, la reproduction, la répétition de sa prétendue invention n'est pas assurée, et qu'il n'y a pas d'invention si son objet n'est pas susceptible de répétition. Mais, comme le fait remarquer M. Kohler (2), il n'est pas nécessaire que la connaissance soit une connaissance scientifique, il suffit qu'elle soit empirique. « La connaissance empirique de l'inventeur, dit-il, doit porter sur les conditions dans lesquelles son procédé se réalise et sur le but à atteindre. Il importe peu que la demande de brevet attribue inexactement, dans la description du procédé,

(1) Kohler, *Handbuch*, p. 159.

(2) Kohler, *Handbuch*, p. 206,

l'effet obtenu à certaines causes, à certains éléments qui sont, en réalité, secondaires. Et cela, parce que l'erreur scientifique est indifférente et n'influe ni sur l'existence ni sur la portée de l'invention. Mais, au contraire, si l'invention recèle une inconnue, si l'erreur porte sur le fait même de l'invention, on comprend bien que l'invention n'est pas faite : ainsi lorsqu'un inventeur croit obtenir un certain résultat par l'effet d'un procédé, mais qu'il ignore encore la nature de l'un des éléments, ou que le résultat est dû à un élément qui a été accidentellement introduit dans le procédé, à l'insu de l'inventeur. »

Cette condition de la connaissance de la relation de cause à effet présente une importance pratique considérable. Nous verrons, en effet, que l'inventeur doit indiquer dans sa demande de brevet ce qu'il considère comme l'objet de l'invention ; tout ce qu'il n'énonce pas, il est présumé l'ignorer, de sorte qu'on ne tiendra aucun compte des avantages et des effets que présente l'invention et que l'inventeur n'a pas énoncés. Telle est la jurisprudence allemande et autrichienne, et telle sera sûrement la pratique de l'Office yougoslave. Ainsi, ce n'est pas seulement la qualité objective de l'invention qui décide de sa brevetabilité, c'est aussi le fait subjectif de la connaissance : comme on l'a dit, il faut que la connaissance chez l'inventeur couvre la réalité de l'invention.

CONDITIONS OBJECTIVES DE L'INVENTION. — Ce qui caractérise une invention, en l'envisageant au point de vue objectif, c'est-à-dire dans ses éléments caractéristiques, ce sont, si l'on adoptait la thèse de la jurisprudence autrichienne et de nombreux auteurs allemands, sa réalité, son utilité et son originalité. Nous allons essayer d'exposer ce qu'il faut entendre par là.

Réalité de l'invention. — En l'examinant au point de vue subjectif, nous avons dit qu'une invention ne devait être considérée comme parfaite que lorsque l'inventeur avait

reconnu, du moins empiriquement, la relation de cause à effet entre les moyens qu'il emploie et le résultat qu'il prétend obtenir. Mais au point de vue objectif, il faut que cette relation existe et qu'elle soit constante ; il faut que le moyen employé soit de nature à réaliser l'effet visé. C'est ce qu'on exprime en disant que l'invention doit être réalisable, susceptible d'exécution. Toutes les fois donc que le résultat visé ne sera pas atteint par les moyens indiqués, il n'y a pas d'invention. Il en sera ainsi lorsque la réalisation paraîtra impossible, parce que le principe même de l'invention ou son exécution sera en contradiction avec les lois scientifiquement reconnues de la nature, comme c'est le cas des inventions impossibles ou imaginaires, ou lorsque, pour quelque autre raison, l'effet annoncé ne se produira pas, par exemple lorsque, par suite d'une observation incomplète ou d'une généralisation téméraire, l'inventeur ait cru ou prétendu reconnaître un résultat qui, en réalité, n'est pas atteint ou qui ne se réalisera que fortuitement.

La condition de la réalité de l'invention est exigée aussi bien en Allemagne qu'en France, où on la confond généralement avec la condition légale d'application industrielle. Voici comment un auteur français, M. Blanc, s'exprime à cet égard : « Il importe, dit-il (N° 479), que l'application industrielle, indiquée par le breveté, soit réalisable par les moyens qu'il spécifie. Le caractère industriel manquera donc à l'invention, et elle ne sera pas valablement brevetée si les procédés décrits au brevet, quoique nouveaux, sont tels qu'on ne puisse s'en servir. Il y aura bien nouveauté dans ce cas, mais il n'y aura pas industrie possible. Ces procédés impuissants seraient même les plus dangereux pour l'industrie, si les brevets, qui les protègent, étaient pris au sérieux. En effet, ils ne donnent rien d'utile à la société, et, cependant, le monopole qu'ils engendrent, s'il était maintenu, priverait l'industrie des conséquences qu'elle peut tirer du principe mieux compris et mieux appliqué » (1).

(1) Cité par Pouillet; *Br. d'inv.*, N° 13.

Utilité de l'invention. — Suffit-il que l'invention soit réalisable, pour pouvoir constituer la création que la loi protège, ou, au contraire, faut-il qu'elle ait une utilité ? On répond généralement à cette question par l'affirmative. En effet, l'invention n'est pas, comme la découverte, une manifestation désintéressée de l'homme, à la recherche des connaissances et des phénomènes de la nature ; elle n'est pas non plus une création purement artistique, comme une œuvre littéraire, par exemple. Ce qui la caractérise, c'est le but qu'elle poursuit, le besoin qu'elle recherche à satisfaire ; or, son objet, c'est l'utilité.

Ce caractère lui est essentiel, en effet : toute invention qui n'offre aucune utilité n'est pas proprement une invention. La loi ne peut considérer que les inventions qui sont susceptibles de droits ; or, ce qui ne répond à aucun usage, ne se prête non plus à une exploitation, par conséquent ne peut faire l'objet d'aucun droit, le droit d'inventeur étant essentiellement un droit d'exploitation. Sans doute, si le brevet est délivré pour une telle invention, il sera sans valeur, puisque l'inventeur ne saura en tirer aucun profit ; mais il est gênant pour l'industrie, à laquelle il apporte une entrave, étant donné qu'il se traduit par une prohibition.

Toutefois, il n'est pas nécessaire que le résultat utile de l'invention soit un résultat nouveau, c'est-à-dire qu'il donne satisfaction à un besoin qui ne trouvait pas à se satisfaire, ni même que le moyen ainsi mis au service de l'homme remplisse son objet d'une façon meilleure, plus complète, plus économique que les anciens moyens dont il disposait. En effet, comme le dit bien M. Pouillet (1), ce que la loi envisage, c'est l'invention quelle qu'elle soit ; c'est le service rendu à l'industrie, si grand ou si petit qu'il puisse être. Elle s'attache uniquement au fait, sans se préoccuper de son origine ou de ses conséquences. Car, qui peut dire que telle invention est importante, qu'elle constitue un progrès, et que telle autre ne l'est pas ? L'invention qui paraît aujourd-

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 15,

d'hui la plus modeste puisera demain, dans les besoins nouveaux de l'industrie, une importance extraordinaire. Qui pourrait dire, à l'apparition d'une invention, quel sera son succès dans le monde ? »

On doit en conclure que tout produit nouveau, tout procédé nouveau, s'ils offrent quelque utilité, doivent être considérés comme des inventions nouvelles, alors même qu'ils ne présentent aucun avantage sur des produits ou procédés connus pour atteindre un résultat déjà acquis.

La doctrine et la jurisprudence allemandes, cependant, ne s'en contentent pas. Pour elles, il faut non seulement que l'invention soit utile, mais qu'elle présente un progrès sur ce qui a déjà été fait ou connu (1). Le progrès résulte, pour elles, de l'effet particulièrement utile, avantageux, réalisé par l'invention, effet qui peut consister soit dans le profit qui résulte d'une production meilleure, plus parfaite, moins coûteuse, soit dans l'avantage offert par un moyen nouveau qui, à défaut d'un résultat supérieur, se distingue par ses qualités propres et contient quelque chose d'imprévu. Et c'est à ce caractère d'imprévu dans l'invention qu'elles s'attachent pour apprécier le caractère de progrès réalisé par une invention, en la distinguant de simple construction : les deux réalisent un progrès, mais tandis que le progrès dans la construction est dû à une application habile et heureuse des ressources de la technique, celui dans l'invention a été imprévu, surprenant, parce qu'il a été réalisé en dehors des données expérimentales.

Originalité de l'invention. — L'invention est essentiellement une création. Il ne suffit pas, en effet, qu'elle réalise un effet utile ; il faut qu'elle soit le résultat d'une combinaison d'organes, d'éléments ou de forces qui ait été imaginé, créé par l'inventeur (2). Or, l'invention n'est une création, elle n'est digne de ce nom que dans la mesure où son auteur

(1) Bonnet, *Op. cit.*, N° 63 et suivants, 68 et suivants.

(2) Bonnet, *Op. cit.*, N° 61.

a dû intervenir pour approprier les moyens fournis par la nature ou par l'industrie humaine aux fins utiles qu'il voulait réaliser. C'est grâce à ce caractère d'originalité dans l'invention que ce que l'on appelle en droit français les combinaisons nouvelles d'éléments connus, puisse constituer une invention brevetable. Il peut arriver, en effet, et c'est là l'une des formes les plus fréquentes des découvertes, que l'invention se présente sous la forme soit d'une machine, soit d'un appareil, soit d'un procédé, dont les éléments ou les organes, pris en eux-mêmes et isolément, sont déjà connus. Et cette création, consistant dans le rapprochement d'éléments auparavant épars, sera brevetable, si ces éléments sont réunis d'une façon présentant un caractère d'originalité.

On exprime généralement cette vérité en disant que la nouveauté est une condition de l'invention (1). M. Bonnet, en suivant en cela M. Schantze (2), pense qu'on confond ainsi à tort un élément essentiel de la notion d'invention, qu'est l'originalité, avec une condition légale de brevetabilité, qu'est la nouveauté de l'invention. « Il nous paraît, dit-il, qu'en théorie la distinction est parfaitement fondée, et qu'une invention peut être originale, en ce sens qu'elle s'écarte de tout ce qui a été inventé jusqu'alors, et n'être plus nouvelle, si elle a été déjà divulguée par l'un ou l'autre des moyens de publicité prévus par la loi ».

SECTION II

Conditions légales de brevetabilité.

Il résulte du texte du § 8 qu'une invention pour pouvoir être brevetée doit réunir deux conditions essentielles : d'une part, présenter un caractère industriel, d'autre part être nouvelle.

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 46.

(2) Bonnet, *Op. cité*, N° 62.

§ 1. — *Du caractère industriel de l'invention.*

Le premier caractère d'une invention, pour être brevetable, c'est qu'elle soit susceptible d'une utilisation ou d'un emploi dans le domaine de la production industrielle ou des métiers, c'est-à-dire d'une application industrielle. La condition d'application, qui est la propriété d'être appliquée et qui consiste, pour les produits, à les fabriquer, pour les procédés, à les employer, ne doit pas se confondre ni avec celle de réalisation possible, ni avec celle d'utilité, d'avantage pratique, qui sont, l'une et l'autre, des conditions inhérentes à la notion de l'invention elle-même. Ce n'est pas l'application que la loi a voulu mettre en lumière, c'est le caractère industriel de cette application. Quand donc l'application sera-t-elle industrielle ? Les mots, « dans le domaine de la production industrielle et des métiers », dont se sert la loi, nous montrent qu'il s'agit ici de l'industrie proprement dite, de l'industrie qui a pour objet l'élaboration et la transformation mécanique ou chimique des matières premières. Donc, une invention présentera le caractère industriel, et, partant, sera brevetable lorsque son application rentre dans le domaine de l'élaboration ou de la transformation des matières premières. On assimilera aux matières premières, cela va de soi, les semi-fabricants, matières premières du second degré, produits déjà élaborés, mais non encore achevés et qui seront l'objet d'une nouvelle élaboration ou transformation avant d'être livrés à la consommation, comme produits fabriqués.

Ainsi entendue, la condition légale d'application industrielle permet d'expliquer certaines exceptions à la brevetabilité des inventions. Par exemple, ne sont pas susceptibles d'application industrielle et par conséquent ne sont pas brevetables : l'invention d'un système de comptabilité, qui peut avoir une utilité pour l'industrie, mais dont l'application ne comporte aucune élaboration ou transformation de matières premières ; de même l'invention de méthodes de calcul, d'enseignement, de contrôle, de sténographie, dont

l'exécution ne met en jeu que les facultés de l'esprit, ou l'invention des méthodes de natation, de gymnastique, etc., qui ne s'appliquent que par la mise en œuvre des forces physiques de l'homme, et dont l'application ne comporte aucune élaboration ou transformation de matières premières.

Les inventions dans le domaine de l'agriculture, des industries forestière, minière, des transports, etc., qui ne s'exécutent pas par une élaboration ou transformation des matières premières, mais généralement par la production de ces matières, ne sont pas brevetables, doivent donc être exclues de la loi. Cette thèse peut s'appuyer sur un argument de texte, la loi n'employant que les mots « production industrielle et des métiers ». Remarquons d'ailleurs que les inventions ainsi exceptées ne sont pas celles qui sont destinées à être employées dans l'agriculture, dans les mines, etc., mais celles qui doivent y être appliquées. Ce qui importe, en effet, ce n'est pas le but, la destination de l'invention, c'est son mode d'exécution ou d'application.

§ 2. — *De la nouveauté de l'invention.*

La deuxième condition légale de la brevetabilité d'une invention est d'être nouvelle. Toute invention n'est pas nouvelle. Inventer, en effet, c'est créer, et toute invention est le produit d'une activité créatrice, d'une activité personnelle et originale de l'esprit : on n'invente pas ce qu'on emprunte à autrui, on ne crée pas ce qui existe dans la nature. Mais on peut créer, inventer, par un effort personnel et original, quelque chose qui existe déjà dans l'humanité : on n'en est pas moins inventeur parce qu'on se rencontre au but avec d'autres inventeurs, même plus anciens. Mais, si ce qu'on a inventé n'est pas nouveau, est connu, et si le domaine public s'en est emparé, une semblable invention ne sera pas brevetable.

Cette condition de nouveauté se déduit logiquement des principes qui sont à la base du droit de l'inventeur. MM. Pi-

card et Olin, cités par M. Pouillet, l'expliquent en ces termes : « Le brevet confère à celui qui l'obtient des droits exclusifs sur l'objet breveté. Or, il serait injuste de conférer à quelqu'un des droits exclusifs si l'on ne pouvait les lui donner qu'en préjudiciant à des droits acquis à des tiers, soit que ces droits acquis dépendassent du domaine public, soit qu'ils fissent partie d'un patrimoine privé. Quand l'objet breveté appartient déjà, avant la demande de brevet, à l'un ou l'autre de ces domaines, on ne peut lui accorder de brevet ; et, de plus, on ne peut dire que l'invention est nouvelle puisqu'elle existait déjà et s'était répandue. Le défaut de nouveauté coïncide donc toujours avec des droits acquis à des tiers sur l'invention ; il en est même la conséquence nécessaire. Il était par suite raisonnable de faire de la nouveauté une des conditions essentielles de brevetabilité d'une invention » (1).

Remarquons que ces considérations ont la même force que le défaut de nouveauté, résulte du fait d'un tiers ou qu'il ait sa cause dans le fait de l'inventeur lui-même : dans les deux cas, l'invention a cessé d'être nouvelle. Notre loi, pas plus que les lois étrangères, ne distingue pas ces deux hypothèses, et n'admet qu'une manière d'apprécier la nouveauté de l'invention.

A QUEL MOMENT EXACTEMENT L'INVENTION DOIT-ELLE ÊTRE NOUVELLE ? — Aux termes du § 10, l'invention doit être nouvelle, non seulement au moment où elle a été conçue et exécutée, mais au moment même où la demande de brevet a été faite. En effet, le texte du § 10 porte : « L'invention ne sera pas considérée comme nouvelle si, avant le dépôt de la demande, elle a été publiée, etc. ».

NOUVEAUTÉ ABSOLUE OU RELATIVE. — La nouveauté que la loi exige est-elle une nouveauté absolue, c'est-à-dire faut-il que l'invention pour être brevetable soit sans exemple dans le passé et dans aucun pays ? Ou bien est-elle relative, c'est-

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 371.

à-dire doit-elle s'apprécier seulement par rapport à ce qui est vraiment connu, et, d'une certaine façon, au moment de la déclaration et dans le pays du brevet ? La question est résolue d'une façon différente dans les diverses législations. En droit français, la nouveauté légale est la nouveauté absolue. En effet, l'article 31 de la loi française sur les brevets est ainsi conçu : « Ne sera pas réputée nouvelle toute découverte, invention ou application qui, en France ou à l'étranger et antérieurement au dépôt de la demande, aura reçu une publicité suffisante pour pouvoir être exécutée ». Donc, toutes les fois qu'une invention aura reçu, non pas une publicité telle quelle, mais une publicité suffisante pour qu'on puisse l'exécuter, de quelque façon d'ailleurs qu'elle se soit produite, elle tombe par cela même dans le domaine public et n'est plus susceptible d'être brevetée. En droit allemand, au contraire, on n'exige pas la nouveauté absolue. La nouveauté de l'invention, d'après le § 2 de la loi allemande, sera détruite soit par des imprimés publics, soit par une utilisation publique ; mais l'admission de ces deux moyens est restreinte en ce sens que les imprimés publics ne comptent, pour la divulgation, que s'ils datent de moins d'un siècle, et que l'utilisation publique ne produira son effet que si elle a eu lieu en Allemagne. A ce double point de vue, la nouveauté légale n'est qu'une nouveauté relative.

En droit yougoslave, la condition de nouveauté légale est donnée par le § 10, dans ces termes : « L'invention ne sera pas considérée comme nouvelle, si, avant le dépôt de la demande : 1° elle a été publiée par l'imprimerie ou la polygraphie et décrite de manière à pouvoir être utilisée par des personnes expertes en la matière ; 2° elle a été utilisée, exposée ou présentée publiquement de manière à avoir pu être utilisée par des personnes expertes en matière ; 3° elle a fait l'objet d'un privilège en vigueur, d'après une loi antérieure, sur le territoire du Royaume, en dehors de la Serbie et du Monténégro, et si, par suite de l'expiration du privilège, l'invention est tombée dans le domaine public ».

L'interprétation de cette disposition ne peut faire aucun

doute : l'énumération des trois cas de divulgation, qui seront exclusifs de la nouveauté, est limitative, le législateur ayant voulu donner ainsi une définition, *in criterium* rigoureux de la nouveauté. Par conséquent, la nouveauté de l'invention devra être reconnue dans tous les cas qui ne sont pas prévus par la disposition légale ; l'invention sera non brevetable au contraire, si la divulgation répond aux conditions requises. Grâce au criterium ainsi posé, la mission de l'autorité chargée de statuer sur la nouveauté de l'invention se trouve singulièrement facilitée et sa jurisprudence échappera à l'insécurité dont la jurisprudence française offre la peu séduisante image.

Dans le cas prévu sous le N° 1 du § 10, la nouveauté légale est absolue, la loi n'ayant apporté aucune restriction analogue à celle du § 2 de la loi allemande. Dans le cas prévu sous le N° 2 du § 10, au contraire, la nouveauté est relative en ce sens que l'utilisation publique n'aura son effet que si elle a eu lieu en Yougoslavie.

a) *Divulgation par imprimés publics.*

NATURE DE L'IMPRIMÉ. — La rédaction du § 10 montre clairement que la loi assimile aux produits de l'imprimerie tous les autres procédés de reproduction mécaniques ou chimiques. C'est ainsi que la polygraphie, que la loi mentionne expressément, est considérée comme un moyen de publicité équivalent à l'imprimerie ; il en est de même de la photographie de l'objet breveté, lorsque, bien entendu, elle permet de comprendre le fonctionnement de la machine et met les organes en évidence.

En exigeant un imprimé ou une reproduction qui lui est assimilable, la loi refuse tout effet au manuscrit, même au manuscrit qui serait à la disposition du public, dans une bibliothèque ou dans des archives. Cette interprétation présente une conséquence importante en ce qui concerne l'antériorité tirée d'une précédente demande de brevet en Yougoslavie. Nous verrons plus tard que la délivrance des brevets

est entourée d'une publicité très complète qui est exclusive pour l'avenir de la nouveauté de l'invention brevetée, en vertu des principes généraux. Mais supposons qu'une invention par laquelle un brevet a été demandé ait été, après examen, provisoirement protégée, et que le *Bulletin de l'Office* l'ait publiée (§ 93) ; supposons, en outre, que le brevet n'ait pas été délivré, soit que la demande ait été retirée, soit qu'elle ait été rejetée par l'Office. Si l'inventeur demande de nouveau un brevet pour la même invention, quel serait l'effet de la publicité donnée à sa première demande ? Certes, cette publicité de la première demande, qui ne porte que sur son contenu essentiel, ne permettrait pas, en elle-même, l'exécution de l'invention par un tiers expert en la matière ; mais cette publicité se complète par une exposition publique de la demande, avec toutes ses annexes, à l'Office, où tous peuvent l'examiner. Sera-t-elle destructive de la nouveauté ? L'interprétation du § 10 que nous avons donnée plus haut nous conduit à répondre par la négative, le manuscrit même exposé et communiqué au public ne pouvant pas être assimilé à l'imprimé public. Donc, la publication d'une demande de brevet, suivie de son exposition à l'Office, n'est pas destructive de la nouveauté de l'invention déclarée. A plus forte raison, on écartera la prétendue divulgation qui pourrait résulter d'une simple confidence faite à un tiers, soit verbalement, soit dans une correspondance privée, dans une lettre écrite à la main ou à la machine.

QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR IMPRIMÉ PUBLIC ? — La loi exige que l'imprimé, ou la reproduction par un autre procédé qui peut lui être assimilé, ait été publié. Mais quand l'imprimé sera-t-il considéré comme ayant été publié ? C'est, avant tout, une question de fait, dans laquelle il faudra s'attacher surtout à reconnaître si les moyens employés étaient de nature à répandre la connaissance de l'invention dans le public, et si cette publicité s'est réellement produite, sans qu'il y ait lieu, d'ailleurs, de rechercher si, en fait, le public a connu ou non, alors qu'il a pu connaître.

La loi ne distingue pas si l'imprimé a paru en Yougoslavie ou à l'étranger ; il n'y a même pas lieu de rechercher si l'imprimé paru à l'étranger a pu matériellement parvenir en temps utile en Yougoslavie. La langue dans laquelle l'imprimé a été écrit importe peu : un imprimé rédigé même dans une langue morte pourra détruire la nouveauté. Le législateur yougoslave n'a même pas limité dans le temps les faits de la publicité par imprimés, comme l'a fait le législateur allemand, qui a décidé que la publicité ne sera destructive de la nouveauté que si l'imprimé date de moins d'un siècle : en droit yougoslave donc, l'imprimé public met indéfiniment obstacle à la brevetabilité de l'invention. Il en résulte qu'en Yougoslavie, comme en France, il ne peut pas y avoir de brevet de résurrection, si en vogue en Allemagne.

QUELLES CONDITIONS DOIT REMPLIR L'IMPRIMÉ RELATIVEMENT A SON CONTENU ? — L'imprimé publié ne sera destructif de la nouveauté de l'invention que si elle y est décrite « de manière à pouvoir être utilisée par des personnes expertes en la matière ». La description ou l'image doit donc pouvoir donner la possibilité d'exécuter l'invention non point au premier venu, mais au spécialiste, à l'homme du métier, et cela sans qu'il soit encore besoin d'un effort d'invention. Il faut et il suffit qu'à l'aide des moyens dont la technique dispose, en y ajoutant au besoin un certain effort et une habileté professionnelle, l'invention décrite puisse être exécutée par l'homme du métier qui aura eu connaissance de l'imprimé.

b) Divulcation par utilisation publique.

UTILISATION, EXPOSITION OU PRÉSENTATION DE L'INVENTION.
— Le deuxième moyen de divulgation qui rend l'invention non brevetable est tiré de son utilisation, son exposition ou sa représentation publiques. Par le mot utilisation, il faut entendre une mise en œuvre quelconque de l'invention dans le sens le plus large : ainsi, le fait de produire l'objet de

l'invention, de le mettre dans le commerce, de le vendre ou d'en faire usage, que cet usage soit industriel ou domestique, pourvu qu'il soit public, constitue une utilisation dans le sens du § 10, 2°. La loi va même plus loin : elle décide qu'il y a divulgation de l'invention, lorsque celle-ci a été exposée au grand public dans une exposition, ou même lorsqu'elle a simplement été présentée devant un public restreint, ne comprenant que les spécialistes.

PUBLICITÉ DE L'UTILISATION. — Mais pour que l'utilisation ainsi comprise soit destructive de la nouveauté, il faut qu'elle ait été publique. La publicité doit s'entendre ici d'une façon très rigoureuse, c'est-à-dire que la notoriété de l'utilisation sera admise dans des cas où la divulgation par imprimés ne le serait point. C'est ainsi qu'une invention utilisée devant un petit nombre de personnes pourra suffire à la divulgation, si les spectateurs la révèlent autour d'eux. C'est ainsi également que si le secret d'une invention, utilisée dans la fabrique de l'inventeur, est mal gardé, si l'infidélité du personnel est telle que l'invention est connue au dehors dans tous ses détails au point que des étrangers auraient pu l'exécuter, l'invention aura cessé d'être nouvelle.

LA DIVULGATION DOIT ÊTRE SUFFISANTE POUR PERMETTRE LA RÉALISATION DE L'INVENTION. — En effet, aux termes du § 10, 2°, cette divulgation ne sera destructive de la nouveauté que si l'invention a été utilisée publiquement, « de manière à pouvoir être utilisée par des personnes expertes en la matière ». Cette condition s'apprécie d'après les mêmes principes que pour les imprimés publics. Il faut donc et il suffit que l'utilisation ait été de nature à permettre d'observer et de reconnaître les éléments qui constituent l'invention, de façon à ce qu'un tiers expert en la matière soit en mesure de l'exécuter, sans être obligé de faire lui-même acte d'inventeur.

LA DIVULGATION PAR CE MOYEN DOIT AVOIR LIEU EN YUGOSLAVIE. — Il résulte du texte du § 10, 2°, que l'utilisation publique ne sera destructive de la nouveauté que si elle a eu

lieu en Yougoslavie, à quelque époque d'ailleurs qu'elle se soit produite. C'est là une différence avec ce que la loi a décidé pour les imprimés publics, qui s'explique facilement : en effet, comme on l'a remarqué, les produits de l'imprimerie se répandent vite et sans obstacle à travers le monde, ne connaissent pas de frontières ; au contraire, l'utilisation d'une invention peut rester confinée dans le pays ou même dans la région qui l'a vue naître, si, du moins, la connaissance ne s'en propage pas par la publicité, et précisément par les moyens de publicité que la loi a prévus.

c) Divulcation résultant d'un privilège expiré.

« L'invention ne sera pas considérée comme nouvelle, nous dit le § 10, 3°, si, avant le dépôt de la demande, elle a fait l'objet d'un privilège en vigueur, d'après une loi antérieure, sur le territoire du Royaume, en dehors de la Serbie et du Monténégro, et si, par suite de l'expiration du privilège, l'invention est tombée dans le domaine public. »

Ainsi, l'invention ne sera pas nouvelle, et par conséquent ne sera pas brevetable, si elle avait été auparavant l'objet d'un privilège expiré. Mais de quels privilèges s'agit-il ici ? Il résulte du texte du § 10, 3°, que la loi entend désigner par ces mots les privilèges industriels qui avaient, dans l'ancienne Autriche-Hongrie, joui de la protection d'une législation spéciale. On sait, en effet, que les inventions jouissaient, au moment de la dissolution de l'Empire austro-hongrois, de trois modes de protection ; ces modes sont : 1° les privilèges austro-hongrois qui ont pour base la loi sur les privilèges de 1852, et l'ancien article 16 du pacte de douane et de commerce, conclu entre l'Autriche et la Hongrie le 24 décembre 1867 ; 2° les privilèges autrichiens et hongrois qui ont pour base les lois sur les privilèges des pays respectifs et l'article 16 nouveau, tel qu'il a été modifié par la loi du 27 décembre 1893, et 3° les brevets autrichiens et les brevets hongrois qui ont pour base la législation austro-hongroise sur les brevets d'invention.

Les descriptions des inventions, qui avaient fait l'objet de privilèges de l'une ou de l'autre catégorie, étaient, en principe, soumises à une publication par fascicules séparés sous forme d'exposés d'invention. Ces inventions cessent donc d'être brevetables pour défaut de nouveauté, résultant de leur divulgation par imprimés publics : dans ce cas, la disposition du § 10, 3°, fait double emploi avec celle du § 10, 1°. Mais les lois sur les privilèges admettaient les privilèges secrets, qui étaient exemptés de la publication. On ne pouvait donc pas opposer aux inventions ainsi protégées le défaut de nouveauté résultant d'une divulgation par imprimés publics (§ 10, 1°), si elles faisaient l'objet d'une nouvelle demande de brevet, puisqu'il n'y avait pas d'imprimés. Certes, les descriptions des inventions protégées par les lois sur les privilèges sont conservées aux archives où elles pourront être consultées, à l'expiration des privilèges, par tout le monde, qu'elles aient été déposées sous le sceau du secret ou non. Mais, cette publicité n'est pas destructive de la nouveauté dans le sens du § 10, 1° ; nous avons dit plus haut, en effet, que notre loi, en exigeant un imprimé ou une reproduction par un procédé mécanique ou chimique assimilable à l'imprimerie, refusait tout effet au manuscrit, même au manuscrit qui serait à la disposition du public, dans les archives, par exemple, comme c'est le cas ici. C'est pour cela que la loi a décidé, par le § 10, 3°, que les inventions qui avaient été l'objet d'un privilège expiré ne seront pas considérées comme nouvelles, et, partant, seront non brevetables. C'est donc dans le cas où l'invention était protégée par un privilège secret que le § 10, 3°, reçoit son application particulière.

SECTION III

Inventions non brevetables.

Le § 9 de la loi exclut du droit au brevet certaines inventions. Il est ainsi conçu : « Il ne pourra pas être délivré de brevets : 1° pour les inventions dont le but ou l'usage est contraire aux lois ou aux règlements ou à la morale publique, ou qui visent ostensiblement à tromper le public ; 2° pour les règles et les principes scientifiques comme tels ; 3° pour les inventions dont l'objet est réservé au monopole d'Etat ; 4° pour les inventions qui servent comme aliments pour l'espèce humaine ou les animaux, ou comme médicaments et les désinfectants, ainsi que pour les matières obtenues par des procédés chimiques ».

Parmi ces exceptions, il y en a une, celle prévue sous le N° 2, qui n'est pas, à proprement parler, une exception à la brevetabilité : en effet, si les règles et les principes scientifiques comme tels ne peuvent pas être brevetés, ce n'est pas parce qu'il s'agit là des inventions non brevetables, mais simplement parce qu'il n'y a pas d'inventions dans le sens de la loi. Aussi est-il inutile d'insister sur cette exception, qui n'est qu'une application des principes généraux de la loi, que nous avons exposés plus haut.

§ 1. — *Inventions illicites et immorales* *et celles qui sont destinées à tromper le public.*

L'exclusion de ces inventions du droit au brevet est si naturelle et si conforme aux principes généraux du droit, qu'il est inutile de la justifier, tant il est évident que la loi ne doit jamais protéger des fins illicites et immorales.

Seront considérées comme illicites et immorales les inventions « dont le but et l'usage est contraire aux lois et aux

règlements ou à la morale publique » (§ 9, al. 1^{er}), c'est-à-dire dont l'exploitation et l'application sont formellement prohibées par la loi, celles qui, par leur destination même, sont directement contraires aux lois et aux bonnes mœurs. Bien entendu, l'immoralité de l'invention doit s'apprécier d'après les principes de morale et d'honnêteté du temps et du peuple au sein duquel elle se sera produite, c'est-à-dire d'après les principes universellement admis. Cependant, il faut distinguer sur ce point l'usage auquel l'objet est destiné par sa nature et l'emploi abusif qui peut en être fait ; l'exclusion ne s'applique pas aux inventions dont l'abus peut constituer une violation de la loi ou une infraction aux règles de la morale. Cette distinction nous paraît implicitement consacrée par le n° 3 du § 9 concernant les inventions des objets monopolisés.

Ajoutons que la loi considère comme illicites et immorales et partant les exclut du droit au brevet, les inventions « qui visent ostensiblement à tromper le public ». Il en sera ainsi lorsque, par exemple, il y a l'invention d'un produit nouveau composé d'une matière connue à laquelle l'inventeur ajoute certaines autres matières pour la rendre plus économique ou d'un emploi plus facile, et que ce mélange avec des substances étrangères devrait par la nature même des choses rester nécessairement inconnu du consommateur, lequel serait ainsi trompé et lésé.

§ 2. — *Inventions dont l'objet est monopolisé par l'Etat.*

Le § 9, 3°, dans sa rédaction actuelle, exclut du droit au brevet « les inventions dont l'objet est réservé au monopole d'Etat », alors que, tel qu'il était rédigé dans l'ordonnance royale du 15 novembre 1920, il rendait non brevetables « les inventions qui sont destinées à être utilisées exclusivement pour la fabrication des produits monopolisés par l'Etat ».

L'ancienne rédaction du texte, disait l'Office dans sa proposition de modification du 26 octobre 1921, Pr. N° 1452, est

trop générale, car elle exclue de la loi sur les brevets même les inventions qui ne sont pas en relation directe avec les objets des monopoles d'Etat. Or, les intérêts fiscaux de l'Etat, qui justifient cette exception¹ à la brevetabilité, seront suffisamment protégés, sans que, pour cela, le développement de l'industrie subisse aucune entrave, si on n'excluait du droit au brevet que les inventions qui font l'objet même d'un monopole. En effet, l'intérêt de l'Etat ne sera pas lésé, si l'on brevetait par exemple une machine pour la fabrication des cigarettes, que les tiers emploieraient pour la satisfaction de leurs besoins personnels, en achetant le tabac et le papier à cigarettes fabriqués et vendus par l'Etat. De cette façon, cette branche d'industrie pourra se développer librement. D'ailleurs, si l'intérêt général exige que même ces inventions soient utilisées par l'Etat, l'Administration des monopoles peut se servir des dispositifs des §§ 15 et 20, qui règlent le droit d'usage de l'Etat sur ces inventions et leur expropriation pour cause d'utilité publique.

§ 3. — *Inventions des aliments et des médicaments.*

Ces inventions sont exclues du droit au brevet, d'une part par le désir d'éviter que le prix des substances, parfois les plus indispensables, pût être élevé sans limites à l'abri du monopole, d'autre part par la crainte que le brevet délivré pour les produits de ce genre ne devînt une arme puissante et funeste aux mains des charlatans.

Par aliments, il faut entendre toutes les substances que les hommes et les animaux consomment pour leur nourriture, toutes substances qui leur procurent une jouissance physique par leur consommation. L'exception, d'ailleurs, doit être appliquée restrictivement : elle ne concerne que « les aliments pour l'espèce humaine et pour les animaux », mais non pas les autres objets de consommation, tels que les parfums, l'essence, les cosmétiques, ou les combustibles, etc.

L'exception relative aux remèdes et aux désinfectants, au

contraire, s'interprète largement : peu importe qu'ils soient employés pour un usage interne ou externe ; peu importe qu'ils rentrent dans la thérapeutique, c'est-à-dire dans la partie de la médecine qui s'occupe du traitement des maladies, ou dans la prophylaxie, c'est-à-dire dans la partie de la médecine qui prescrit les précautions nécessaires pour prévenir les maladies. Mais il faut, pour que l'exception puisse s'appliquer, que, par leur usage externe ou interne, ces médicaments soient destinés à être consommés (par frictions, lotions, inhalations, etc.) ; ce qui exclue les pansements, les bandages, les instruments chirurgicaux ou médicaux, etc.

D'ailleurs, si la substance se prête à plusieurs usages, qu'elle puisse, par exemple, être employée en pharmacie et en même temps dans l'industrie, elle est brevetable relativement à ce dernier emploi. Mais le brevet délivré, cela va de soi, ne saurait faire obstacle à la libre fabrication du produit pour son utilisation médicale ou pharmaceutique.

Cependant, la loi apporte un tempérament à cette exception : si elle exclut les aliments et les médicaments, elle admet expressément que les procédés destinés à leur fabrication puissent être brevetés (le dernier alinéa du § 9). Comme les conditions exigées pour la brevetabilité de ces procédés ne diffèrent, ni au point de vue de la forme, ni au point de vue du fond, de celles qu'on exige pour l'attribution d'un brevet pour l'invention d'un procédé destiné à la fabrication des produits chimiques, nous les étudierons dans le § suivant de la présente section.

§ 4. — *Inventions des produits chimiques.*

En consacrant l'exclusion des produits chimiques du droit au brevet (§ 9, 4°), le législateur yougoslave n'a fait qu'imiter la loi allemande sur les brevets, dont c'est une des particularités et une des innovations de la réforme légale de 1877.

Comment peut-on justifier cette exception à la brevetabilité ? La doctrine allemande, MM. Witt et Kohler notamment,

a essayé d'abriter ce système d'exclusion derrière une théorie vraiment scientifique et juridique. Le premier soutient que le produit chimique est le fruit d'une découverte, parce qu'il est déterminé, dans sa constitution, par les lois de la nature, et que c'est parce qu'il est une découverte qu'il est exclu de la protection de la loi sur les brevets. Le second, en adoptant la thèse de Witt, y ajoute que le produit chimique est ou peut être un produit naturel, et, qu'en faisant concurrence à la nature, l'inventeur ne peut faire breveter que son procédé et non son produit (1).

Ces théories allemandes sont très ingénieuses et ne manquent pas d'une certaine apparence scientifique, mais elles ne nous paraissent pas convaincantes. L'exclusion des produits chimiques du droit au brevet se fonde, croyons-nous, en suivant en cela l'opinion d'un grand nombre d'auteurs, non pas sur des principes juridiques incontestables, mais sur des considérations d'utilité et d'opportunité.

Il y a d'abord l'intérêt de l'industrie chimique. Le brevet portant sur un produit nouveau crée, d'après les principes de la loi, au profit de son titulaire, un droit exclusif opposable aux inventeurs de procédés nouveaux pour l'obtenir; il barre donc la route aux améliorations, aux perfectionnements ultérieurs, qui permettraient de fabriquer ce produit dans des conditions plus avantageuses ou plus économiques. Or, le produit chimique se distingue essentiellement de tous autres produits, parce qu'il peut presque toujours se préparer par l'emploi de procédés variés et multiples. La confiscation au profit du premier inventeur du produit présente donc des inconvénients particuliers; et l'on peut dire que l'industrie chimique répugne par définition à ce genre de monopole : la protection qu'on lui infligerait ne pourrait qu'arrêter son activité et son essor.

On peut ajouter que le brevet pour un produit chimique est souvent un danger pour l'inventeur lui-même. Il n'est pas rare, en effet, que l'invention initiale soit encore imparfaite

(1) Bonnet, *Op. cité*, N° 216 et suiv.

et que l'inventeur soit incapable de la perfectionner, soit parce que ses efforts antérieurs ont épuisé son génie inventif, soit parce qu'il se contente du résultat obtenu, sans se soucier du progrès possible. Ce sont alors, le plus souvent, les tiers qui trouvent les améliorations et les perfectionnements du produit. Mais, s'ils se heurtent à un droit intangible du premier inventeur, ils négligeront ce champ d'activité ou bien ils s'exileront dans des pays plus hospitaliers. Et il en résultera que l'invention brevetée languira dans le pays qui l'a vu naître, tandis que les industries florissantes se créeront à l'étranger et feront, sur le marché mondial, une concurrence sérieuse, souvent même victorieuse, à la fabrication du premier inventeur.

C'est en s'inspirant de ces considérations d'utilité et d'opportunité, pour protéger les intérêts de l'industrie chimique du pays, dont la nature est toute particulière, que le législateur yougoslave a consacré l'exclusion des produits chimiques de la protection de la loi sur les brevets.

DU BREVET DE PROCÉDÉ ET DES PRODUITS OBTENUS DIRECTEMENT PAR LE PROCÉDÉ BREVETÉ. — Si la loi exclut du droit au brevet les produits chimiques, elle admet expressément qu'on délivre des brevets pour les procédés de leur fabrication. Le dernier alinéa du § 9 le dit dans les termes suivants : « Toutefois, le procédé employé pour la fabrication des objets énumérés ci-dessus sous le n° 4 pourra être breveté ». L'application illicite du procédé breveté pourra constituer une contrefaçon. Mais la mise dans le commerce ou en vente des produits obtenus par le procédé est-elle également illicite ? En d'autres termes, la protection accordée au procédé s'étend-elle sur ces produits, et sur quels produits, car un même procédé permet souvent d'obtenir une infinité de produits différents ?

Si la non-brevetabilité du produit chimique avait pour conséquence la liberté la plus absolue et le droit pour tous de vendre le produit obtenu par le procédé breveté, le brevet de procédé n'offrirait qu'une protection tout à fait illusoire.

Car les fabricants de l'étranger, surtout ceux de pays qui n'admettent pas de brevet pour le procédé de produits chimiques, pourraient exploiter librement le procédé dans leur pays et venir en Yougoslavie faire concurrence au breveté. Aussi la loi a-t-elle dévié à ce danger, en décidant, par le § 13, que l'effet du brevet de procédé s'étend également aux produits obtenus directement au moyen de ce procédé.

Ainsi, le titulaire d'un brevet pourra poursuivre la mise en vente d'un produit, si ce produit a été obtenu par son procédé breveté. Mais, étant donné qu'il est très difficile et souvent même impossible de reconnaître, par l'examen de la substance, le procédé employé pour sa fabrication, il arrivera que le prétendu contrefacteur alléguera souvent pour sa défense que le procédé qu'il a employé n'est pas le procédé breveté. Or, d'après les principes généraux, il appartiendrait au demandeur, c'est-à-dire au breveté, de prouver le fait de la contrefaçon, de prouver que le prétendu contrefacteur employait le procédé breveté, ce qui sera très malaisé à faire. La loi y a remédié, en établissant une présomption en faveur du breveté; son § 143, dernier alinéa, dispose : « S'il s'agit d'une invention consistant dans un procédé de fabrication d'une nouvelle matière, la présomption de la loi est que toute matière de même composition est, jusqu'à preuve du contraire, fabriquée d'après le procédé de fabrication breveté ». Par conséquent, il appartient au prévenu de la contrefaçon de prouver que le procédé au moyen duquel il a obtenu son produit est différent du procédé breveté.

QUE FAUT-IL ENTENDRE PAR « PRODUITS » ET « PROCÉDÉS CHIMIQUES ». — Remarquons que la loi ne se sert pas de l'expression « produits chimiques »; elle dit « les matières obtenues par des procédés chimiques », caractérisant ainsi les produits par des procédés qui ont permis de les obtenir. Les moyens chimiques s'opposent aux moyens physiques ou mécaniques : ces derniers se caractérisent en ce qu'ils ont pour effet de faire subir aux matières, auxquelles on les applique, des modifications dans leur forme et dans leurs

rapports, sans introduire aucun changement dans leur composition intime; l'essence du produit chimique consiste, au contraire, dans un changement apporté à la matière même du corps, soit par voie d'analyse, soit par la synthèse, soit par la dissociation ou par la combinaison. En cas de mélange des substances on considérera qu'il y a procédé chimique lorsque le mélange s'accompagnera d'une réaction.

CHAPITRE III

Du droit au brevet.

SECTION I

A qui le brevet est-il délivré ?

PRINCIPE. — Aux termes du § 11, al. 1^{er}, le droit à la délivrance d'un brevet appartient à l'inventeur ou, comme rien ne s'oppose à ce que celui-ci fasse part de son invention à un tiers et ne lui cède son droit de la faire breveter, à ses ayants-cause.

Mais, ce principe posé, une grande difficulté apparaît : comment savoir qui est le véritable auteur de l'invention ? Remarquons que cette question ne se pose pas, ne peut, par la force même des choses, se poser dans une législation qui a consacré le système du non-examen préalable, comme la loi française : la délivrance du brevet n'étant que l'enregistrement du dépôt, il n'y a lieu d'examiner ni la qualité de l'invention, ni les droits de l'impétrant, et le brevet sera délivré à quiconque le demande dans les formes déterminées par la loi. Il en est autrement dans une législation qui a adopté le système de l'examen préalable, comme c'est le cas de notre loi : nous avons vu qu'elle soumet l'invention déclarée à un examen rigoureux quant à la brevetabilité. Il semble que le

même contrôle puisse s'exercer également sur la qualité de l'impétrant, c'est-à-dire sur ses droits quant à l'invention et sur son droit au brevet, de façon à ce que toutes les contestations éventuelles relativement à ces droits puissent être tranchées dès avant la délivrance du brevet, lequel ne serait attribué qu'à l'auteur véritable de l'invention. Le législateur yougoslave n'est pas allé jusque-là : il a adopté un système différent, semblable à celui de la loi allemande.

En effet, le deuxième alinéa du § 11 décide que : « Jusqu'à preuve du contraire, le premier déposant est considéré comme l'auteur de l'invention ». Par cette disposition, la loi écarte tout examen d'office de la qualité de l'impétrant et, en même temps, attribue le droit au brevet au plus diligent. Le déposant est-il le premier inventeur ? Peu importe ; a-t-il même un droit sur l'invention ? La question n'est pas posée d'office. Du moment où il est établi qu'il a déposé sa demande le premier, le brevet lui sera attribué. C'est là une application de la maxime « *prior tempore, potior jure* » ; et la priorité se fixe non par l'ancienneté de l'invention, mais au moment du dépôt de la demande. C'est ce que, d'ailleurs, nous dit expressément le § 91, dans les termes suivants : « Le requérant acquiert un droit de priorité sur son invention au moment du dépôt régulier de sa demande. A partir de cette date, il jouit d'un droit de préférence sur toute invention identique faisant l'objet d'une demande en date postérieure ». Le législateur a pensé, en effet, que la difficulté serait trop grande de rechercher qui est l'auteur véritable de l'invention ; mais il a surtout voulu hâter, en l'encourageant par cette présomption, la déclaration de l'invention, pour satisfaire à l'intérêt de la société qui exige la prompte communication des inventions nouvelles, et combattre par là les dangers résultant du secret de fabrique.

Donc, en thèse générale, le droit au brevet est attribué par la loi à l'inventeur le plus diligent, sans examen de sa qualité. Cependant, il ne faut pas en conclure que le brevet sera toujours, quelles que soient les parties en cause, le prix de la course. Par les dispositions de ses §§ 11 et 91, la loi entend

exclure toute discussion sur la priorité de l'invention même : de deux inventeurs, ce n'est pas au plus ancien, c'est au plus diligent que le brevet sera attribué; l'autre est sacrifié, pas tout à fait cependant comme nous le verrons. Mais elle n'a nullement voulu par là faire attribuer le brevet à celui qui est sans droit sur l'invention et sanctionner ainsi l'usurpation, et elle a, nous le verrons bientôt, institué au profit de l'inventeur dépouillé certains moyens de recours qui lui permettrons de se faire restituer dans ses droits.

COMMENT S'ÉTABLIT LA PRIORITÉ DE LA DEMANDE ? — Nous venons de voir que l'obtention d'un brevet dépend surtout de la date du dépôt de la demande; dès lors, il importe grandement de savoir comment les demandes seront datées à leur arrivée à l'Office.

Aux termes du § 11 du Règlement, toutes les demandes de brevets, ainsi que les documents qui y sont annexés, seront pourvus à leur arrivée à l'Office, par les soins du bureau de réception, d'un numéro d'ordre et timbrés à leur date ; la mention de date indiquera non seulement le jour, mais aussi le moment exact, heure et minute, de la réception. Le numéro d'ordre et la mention du moment de l'arrivée feront foi, sauf la preuve contraire.

Dès que la priorité est établie, et elle le sera presque toujours grâce à ce § 11 du Règlement, la question du droit au brevet se trouve résolue : une avance d'une minute suffira.

LA PRIORITÉ DE L'UNE DES DEMANDES ÉTANT ÉTABLIE, QUEL EST LE SORT DES AUTRES ? — Il est réglé par le deuxième alinéa du § 11 : « Un dépôt de date postérieure ne donne pas droit au brevet si l'invention dont il s'agit a déjà fait l'objet d'une demande de brevet déposée auprès de l'autorité compétente et si cette demande a été publiée (§ 93) ». Il en résulte que, lorsque la priorité est acquise à une demande, toute demande ultérieure ayant pour objet la même invention sera rejetée. Mais elle ne le sera pas aussitôt : la loi exige, pour qu'on puisse lui opposer une fin de non-recevoir absolue, tirée de

sa tardiveté, que la première demande ait été publiée conformément au § 93, après que la Commission des demandes ait statué sur sa régularité et ait décidé que le brevet peut être délivré. En effet, de deux choses, l'une :

Ou bien la première demande a abouti et a été publiée conformément aux prescriptions du § 93. Le sort des autres demandes est fixé : elles n'ont plus droit au brevet et seront rejetées à la suite d'une opposition ou même d'office.

Ou bien la première demande n'a pas abouti à la publication, soit qu'elle ait été rejetée, soit qu'elle ait été retirée. Dans ce cas la demande ultérieure, dont l'examen était provisoirement ajourné, vient en ordre utile, c'est-à-dire avec la priorité de la date de son dépôt, et rien ne s'oppose plus à ce qu'elle soit reçue.

On voit bien quel intérêt il y a pour le déclarant, qui a bénéficié de la priorité, de conserver son rang. Si sa demande est rejetée, il va le perdre; mais va-t-il le perdre aussi si sa demande n'est pas absolument régulière et qu'elle nécessite des corrections ou rectifications, demandées par le rapporteur conformément au § 91 ou apportées spontanément par l'impétrant ? La réponse nous est fournie par le § 90, deuxième alinéa : « Si la demande présente des défauts et que celles-ci ont été corrigées en temps utile (§ 91), elle pourra être considérée par l'Office comme ayant été régulièrement effectuée à la date du premier dépôt, pourvu que les corrections n'aient pas modifié l'essence de l'invention. Mais si les corrections des défauts de la demande, faites en temps utile, entraînent une modification de l'essence de l'invention, le dépôt sera considéré comme régulièrement effectué au moment où les corrections ont été apportées à la demande et ce n'est qu'à partir de cette date qu'il jouira du droit de priorité ». Donc, la loi distingue : S'agit-il des simples corrections ou rectifications, qui ne modifient en rien l'essence de l'invention, laquelle reste la même malgré les changements qu'elle a subis, la demande conservera son rang primitif, son ancienne priorité; le législateur a pensé, en effet, qu'il serait excessif de faire dépendre le

sort d'une invention de l'observation de toutes les prescriptions de la loi ou de l'Office, si nombreuses et souvent infiniment minutieuses. S'agit-il, au contraire, des corrections qui ont modifié l'objet, l'essence de l'invention, la demande perd son rang primitif : le législateur a considéré qu'il y avait là, au fond, une nouvelle invention, et il a fixé la priorité de la demande, conformément à l'esprit de son système, au moment où les corrections ont été reçues par l'Office.

La question de savoir si les corrections sont de nature à modifier ou non l'essence de l'invention est une question de fait qu'il appartient de trancher à la Commission compétente de l'Office, c'est-à-dire à sa Commission des demandes des brevets, à charge d'appel devant la Commission des recours.

SECTION II

De la dépendance entre deux inventions.

Nous venons d'examiner le cas où le conflit se produisait entre deux demandes portant sur des inventions absolument identiques. Mais il se peut que les inventions déclarées ne coïncident qu'en partie seulement. Ce cas, plus fréquent que le précédent, est réglé par le troisième alinéa du § 11, dans les termes suivants : « Néanmoins, le déposant en date postérieure a droit au brevet, mais uniquement dans la mesure et pour celles des parties de son invention qui ne sont pas contenues dans un brevet antérieur ou dans une demande de brevet déjà publiée ». Par conséquent, dans cette hypothèse, la demande ultérieure sera rejetée pour partie, admise pour partie, de façon à ce que le brevet qui sera délivré ne porte que sur les parties vraiment originales de l'invention. Mais, ici se pose une autre question, celle de la dépendance des brevets.

On dit qu'une invention est dépendante d'une autre, lorsque son exploitation n'est possible que par l'utilisation totale ou partielle de l'autre, lorsqu'elle ne peut s'appliquer qu'en empiétant sur la première invention. L'autorisation du brevet principal sera toujours nécessaire au titulaire du brevet dépendant, pour que ce dernier puisse jouir de son invention; cela ne fait aucun doute. Mais quelle autorité sera-t-elle compétente pour apprécier les deux inventions et comment tranchera-t-elle la question de leur dépendance ? En France, seuls les tribunaux sont compétents (1). En Allemagne, la question est controversée : certains auteurs font rentrer la déclaration de la dépendance dans la mission de l'Office des brevets, les autres la placent dans les attributions exclusives des tribunaux, en invoquant, les uns et les autres, d'excellents arguments à l'appui de leurs thèses; la jurisprudence de *Reichsgericht*, après avoir suivi pendant un certain temps la première opinion, paraît être définitivement fixée dans le sens de l'incompétence de l'Office des brevets (2). La loi yougoslave, au contraire, tranche la question en faveur de la compétence de l'Office, comme l'avait déjà fait le législateur autrichien (§ 30 de la loi autrichienne sur les brevets du 11 janvier 1897). Elle distingue suivant que la question de la dépendance de deux inventions se trouve soulevée avant ou après la délivrance du brevet dépendant.

LA QUESTION DE LA DÉPENDANCE DE DEUX INVENTIONS EST SOULEVÉE AVANT LA DÉLIVRANCE DU BREVET DÉPENDANT. — Ce cas est prévu et réglé par les deux derniers alinéas du § 11, ainsi conçus : « Si l'utilisation d'une invention faisant l'objet d'une demande de brevet suppose l'application totale ou partielle d'une invention déjà brevetée, le brevet demandé sera délivré comme brevet dépendant du brevet antérieur, qui devra être désigné d'une manière précise. Cette dépendance sera publiée lors de la délivrance du brevet et fera l'objet

(1) Pouillet, N° 165 *bis*.

(2) Bonnet, *Op. cit.*, N°s 337 et 338.

d'une mention dans le titre du brevet ». Il en résulte que lorsque la question de la dépendance de deux inventions est soulevée avant que le brevet dépendant ait été délivré, elle sera tranchée par la Commission des demandes des brevets au cours de la procédure de l'examen préalable.

La dépendance sera prononcée sur l'opposition du titulaire du brevet principal, du brevet antérieur : le § 94 de la loi nous le dit expressément. Mais pourra-t-elle être prononcée d'office ? Nous ne le pensons pas, d'abord parce qu'aucun intérêt public n'est engagé dans la question, et ensuite et surtout parce que, par un argument d'analogie tiré du § 35, telle nous paraît être l'intention du législateur. Aux termes du § 94, le droit de faire opposition pour faire constater la dépendance de l'invention n'appartient qu'au titulaire actuel du brevet principal, c'est-à-dire au titulaire inscrit ; et l'opposition ne peut se fonder que sur le fait que l'utilisation de l'invention déposée suppose l'application, au moins partielle, de l'invention brevetée antérieurement.

Si l'opposant a triomphé dans son opposition, le brevet demandé ne sera délivré que comme dépendant du brevet antérieur. La loi exige que la désignation de ce dernier se fasse d'une façon très précise dans le titre du brevet dépendant ; et, afin que les tiers en soient avertis, cette circonstance fera l'objet d'une mention spéciale lors de la publication de la délivrance du brevet et dans le registre des brevets tenu par l'Office.

LA QUESTION DE LA DÉPENDANCE EST SOULEVÉE APRÈS LA DÉLIVRANCE DU BREVET DÉPENDANT. ACTION EN DÉCLARATION DE LA DÉPENDANCE. — Il se peut que le titulaire du brevet principal n'ait pas formé d'opposition, pour quelque raison que ce soit, et que le brevet ait été délivré comme pur et simple. Ce cas fait l'objet du § 35 : « Le titulaire d'un brevet délivré antérieurement peut demander que l'Office déclare qu'un brevet postérieur, qui totalement ou partiellement ne peut être exploité qu'avec l'utilisation de son brevet, est dépendant de son brevet antérieur. L'Office statuera sur une

telle demande conformément à la procédure prévue pour les contestations des brevets (§ 117) ». Par conséquent, dans le cas où le brevet dépendant a été délivré comme pur et simple, le titulaire du brevet principal peut faire prononcer la dépendance après coup : la loi lui donne à cet effet une action spéciale, action en déclaration de la dépendance. Cette action sera exercée devant la Commission des annulations, qui statuera conformément aux règles qui régissent la procédure en contestation, que nous avons étudiées plus haut. La loi n'ayant fixé aucun délai, il faut en conclure que cette action peut utilement être exercée pendant toute la durée du brevet principal, brevet antérieur.

Remarquons, que cette action en déclaration de la dépendance ne peut être exercée que par le titulaire actuel du brevet; aucune autre personne n'a qualité pour le faire, et, à plus forte raison, la dépendance ne peut être prononcée d'office : la loi, en effet, est formelle à cet égard.

Si le titulaire du brevet principal a triomphé dans son action, la décision définitive de l'Office constatant la dépendance sera publiée au Bulletin de l'Office et, comme dans le cas précédent, mention en sera faite dans le registre des brevets.

SECTION III

De l'usurpation de l'invention.

Nous avons vu que, pour régler l'attribution du droit au brevet, la loi s'attache non pas à l'ancienneté de l'invention, mais à la priorité de la déclaration. Ce système s'applique sans injustice essentielle tant qu'il s'agit de deux inventeurs originaux, c'est-à-dire de deux inventeurs dont les inventions ne se doivent rien l'une à l'autre : leurs droits sont, en somme, égaux jusqu'à la déclaration, sauf la question d'an-

cienneté que la loi écarte à dessein, comme nous l'avons dit plus haut; et il n'est que juste que la préférence soit à celui qui réalise le premier les conditions et par là les intentions de la loi. Mais il en est autrement dans le cas où l'inventeur véritable, le seul inventeur, est devancé par un usurpateur, un spoliateur ou un voleur : ici, l'application du système légal de préférence attachée à la priorité de la déclaration serait souverainement injuste, car elle conduirait à l'attribution du brevet à un déclarant qui est sans aucun droit sur l'invention. Aussi, la loi yougoslave a-t-elle écarté les conséquences injustes de son système, en instituant au profit de l'inventeur dépouillé, par ses §§ 12 et 34, deux moyens de recours; le véritable inventeur pourra : *a*) par son opposition, empêcher la délivrance d'un brevet à celui qui lui a dérobé le secret de son invention; *b*) par une action, faire révoquer le brevet à l'usurpateur et se faire subroger dans les droits attribués à celui-ci.

§ 1. — *Du droit d'opposition.*

Le § 12 institue au profit de l'inventeur dépouillé un droit d'opposition à la délivrance du brevet, dans ces termes : « Le déposant ne pourra obtenir le brevet : s'il n'est pas l'auteur de l'invention déposée, son héritier ou son ayant-cause, ou si le contenu essentiel de sa demande a été emprunté aux descriptions, dessins, modèles, instruments ou dispositions d'une autre personne ou à un procédé employé par elle et si la personne lésée fait opposition ». Donc, le premier moyen de recours offert à l'inventeur dépouillé est le droit de faire opposition à la délivrance du brevet à l'usurpateur.

CARACTÈRES DE L'USURPATION. — L'opposition formée par l'inventeur dépouillé doit se fonder expressément, aux termes du § 94, sur le moyen tiré de l'usurpation. Il résulte du texte du § 12 qu'il y a usurpation toutes les fois que le déposant est sans droit sur l'invention qui fait l'objet de sa

demande, soit parce qu'il n'en est pas l'auteur ou son ayant-cause, soit parce qu'il n'est pas considéré comme tel par la loi (par ex. ouvrier à gage, associé, fonctionnaire, etc.), soit enfin parce que le contenu essentiel de l'invention déposée a été emprunté aux descriptions, dessins, etc., ou aux procédés d'un tiers. Peu importe comment l'usurpation a été consommée, ni comment l'invention de l'opposant a pu être connue; et il n'y a même pas lieu de rechercher s'il y a eu ou non fraude : l'emprunt même de bonne foi n'en est pas moins une usurpation. En thèse générale donc, il y a usurpation toutes les fois que le déclarant est sans droit sur l'invention déposée ou n'a pas sur elle un droit exclusif.

Bien entendu, c'est à l'opposant qu'il appartient de prouver le fait de l'usurpation qu'il invoque; celle-ci, d'ailleurs, étant un fait, il pourra le faire par tous les moyens, même par de simples présomptions.

A QUI APPARTIENT LE DROIT D'OPPOSITION ? — Aux termes du § 94, seuls ont droit de former l'opposition l'inventeur dépouillé ou celui qui est considéré comme tel par la loi et leurs ayants-cause, ainsi que le tiers qui est propriétaire des dessins, descriptions, etc., ou du procédé auxquels l'emprunt illicite a été fait par l'usurpateur. La disposition du § 94 est restrictive; il en résulte qu'aucune autre personne n'a qualité pour former d'opposition, même si elle a un intérêt à le faire, comme, par exemple, le créancier-gagiste ou le dépositaire; à plus forte raison le rejet ne peut être prononcé d'office.

FAVEUR ACCORDÉE A L'INVENTEUR DÉPOUILLÉ QUI A TRIOMPHÉ DANS SON OPPOSITION. — Lorsque la Commission des demandes a reconnu le bien fondé du fait invoqué par l'opposant, la demande du brevet sera rejetée. Mais le rejet ne serait souvent qu'une réparation vaine et illusoire : le dépôt de la demande rejetée, il est vrai, ne fait pas, par lui-même, obstacle à la délivrance d'un brevet au profit d'une nouvelle demande; mais dans l'intervalle auraient pu se produire des antériorités ou une publicité destructives de la nouveauté,

de sorte que l'inventeur, après avoir triomphé dans son opposition, risquerait de ne pas pouvoir être restitué dans ses droits. Le législateur a écarté ce danger et a permis à l'intéressé de s'en garantir, grâce à la disposition suivante : « Si, dans les cas prévus sous les n^{os} 4 et 5 du § 94, l'opposition aboutit au retrait ou au rejet de la demande de brevet, l'opposant pourra, en déposant une demande de brevet dans les trente jours qui suivent la notification de la décision, demander que la date du dépôt de la demande retirée ou rejetée soit prise pour date du dépôt de sa demande » (§ 98). Par conséquent, si l'opposant qui a triomphé dans son opposition dépose une demande de brevet dans le délai fixé, sa demande obtiendra la priorité qui avait été attribuée à la demande retirée ou rejetée. Par le bénéfice de cette fiction légale, les faits survenus depuis la déclaration faite par l'usurpateur, et qui pourraient rendre l'invention non-brevetable, seront considérés comme non venus et les droits acquis dans l'intervalle au profit des tiers ne seront pas opposables à l'inventeur.

§ 2. — *De l'action en révocation.*

Il se peut que l'inventeur dépouillé n'ait pas ou n'ait pas pu, pour quelque raison que cela soit, former utilement d'opposition à la délivrance du brevet pour l'invention, qui lui a été dérobée. Comme ce motif de rejet de la demande ne peut être pris en considération, au cours de l'examen préalable, que sur la dénonciation, sur l'opposition de la partie lésée, l'Office a dû délivrer à l'impétrant le brevet qu'il a demandé pour l'invention à laquelle il n'avait aucun droit. Mais la délivrance du brevet au profit de l'usurpateur ne dépouille pas le véritable inventeur, victime d'une spoliation, de ses droits sur le brevet : il pourra intenter au breveté une action pour se faire subroger dans tous les droits attachés au brevet injustement délivré à l'usurpateur. La loi lui donne à cet effet, par son § 34, une action spéciale, action en révocation.

C'est là une innovation du droit yougoslave, tout au moins par rapport aux législations française et allemande, car l'Autriche a déjà réalisé cette réforme (§ 29 de la loi sur les brevets du 11 janvier 1897). En droit allemand, en effet, ce moyen ne se rencontre pas : celui qui a été lésé dans sa qualité d'inventeur peut simplement demander l'annulation du brevet (§ 10, 3° de la loi allemande); toutefois, la jurisprudence admet que, si les circonstances le permettent, il peut demander indirectement, au moyen d'une action *ex delicto* et *ex contracto*, et dans sa réclamation en dommages-intérêts, le transfert du brevet en son nom. En droit français, au contraire, la jurisprudence admet, dans le silence de la loi, l'action en revendication, par application du droit commun : lorsqu'un brevet est pris en fraude des droits de l'inventeur, celui-ci a le droit de le revendiquer, de faire substituer son nom à celui du premier titulaire, de se faire, en un mot, subroger dans les droits qui y sont attachés (1).

MOYENS SUR LESQUELS PEUT SE FONDER L'ACTION EN RÉVOCATION DU BREVET. — L'action en révocation peut être fondée sur les mêmes motifs que l'opposition, c'est-à-dire sur le moyen tiré de l'usurpation. En effet, le § 34, al. 1^{er} dispose : « Le brevet sera révoqué s'il est prouvé : 1° que le titulaire du brevet n'est pas l'auteur de l'invention, son héritier ou son ayant-cause ou qu'il n'est pas considéré comme l'inventeur en vertu de la présente loi (§ 12); 2° que le contenu essentiel de la demande du brevet a été emprunté aux descriptions, dessins, modèles, instruments ou dispositions d'un tiers sans son autorisation ou à un procédé de fabrication employé par lui ».

QUI PEUT DEMANDER LA RÉVOCATION ? — Aux termes du § 34, troisième alinéa, la révocation ne peut être demandée que par les mêmes personnes qui pouvaient former l'opposition, c'est-à-dire par l'inventeur ou celui qui est considéré

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 619.

par la loi comme tel et leurs ayants-cause, et par le tiers propriétaire des dessins, modèles, etc., ou du procédé de fabrication auxquels l'emprunt illicite a été fait. Aucune autre personne n'a qualité à le faire, même si elle y a intérêt, comme le créancier-gagiste ou le dépositaire; la disposition du troisième alinéa du § 34 est, en effet, restrictive.

PRESCRIPTION DE L'ACTION. — « L'action en révocation, nous dit le § 34, al. 4, se prescrit à l'égard du breveté de bonne foi par un laps de temps de trois ans à partir de l'inscription dans le registre des brevets effectué en sa faveur; autrement, la révocation peut être demandée pendant toute la durée du brevet. » Cette mesure se justifie aisément : en admettant la révocation, le législateur a voulu protéger l'inventeur contre l'usurpateur et châtier la fraude; il est donc juste que l'action en révocation puisse être exercée contre l'auteur de l'usurpation pendant toute la durée du brevet. Mais si les droits de l'inventeur doivent être respectés, ceux des tiers, cessionnaires du brevet ou autres ayants-cause doivent également l'être : on a cru concilier, dans une certaine mesure tout au moins, ces intérêts opposés, en limitant la durée de l'action en révocation du brevet contre les cessionnaires de bonne foi à trois ans, à compter du jour où le brevet est transcrit à leurs noms dans le registre des brevets.

JURIDICTION COMPÉTENTE. PROCÉDURE. — L'autorité compétente pour statuer sur la révocation est, nous le savons, la Commission des annulations de l'Office (§ 69, al. 4), à charge d'appel devant la Commission de cassation (§ 72, al. 1^{er}).

La procédure à suivre est la procédure des contestations, réglementée par la loi dans les §§ 117 et suivants, que nous avons déjà examinée dans la première partie de notre étude.

EFFETS DU JUGEMENT PRONONÇANT LA RÉVOCATION. — « Le requérant qui obtient gain de cause peut demander, dans les trente jours qui suivent la signification du jugement défini-

tif prononçant la révocation, que le brevet soit enregistré en son nom; s'il ne demande pas ce transfert dans ce délai, il sera réputé comme ayant renoncé au brevet, et, dans ce cas, le brevet cessera de produire ses effets même à son égard » (§ 34, al. 5).

Ce texte nous montre le caractère complexe de l'action en révocation : c'est avant tout une action en annulation, qui aboutit en principe à la nullité du brevet attaqué, mais qui peut, accidentellement et si l'inventeur spolié le désire, aboutir à la subrogation de celui-ci dans tous les droits qui appartenaient jusque-là à l'usurpateur. En un mot, c'est une action en nullité, qui peut devenir quelquefois une action en revendication du brevet.

C'est, en principe, une action en annulation du brevet. Il ne faut pas oublier, en effet, que le brevet délivré à l'usurpateur n'a qu'une existence apparente, et que cette apparence étant détruite par la décision de révocation, il est établi que le droit attribué au titulaire du brevet révoqué ne lui revenait pas légalement. L'action en révocation n'est donc autre chose que l'action en annulation fondée sur le moyen tiré de l'usurpation de l'invention. Et comme en cas d'annulation, la révocation, bien qu'elle ne soit prononcée qu'à la demande d'un simple particulier, profite à tout le monde : la décision de révocation a l'effet absolu, à l'égard de tout le monde, et le brevet est considéré comme n'ayant jamais existé, il est donc anéanti rétroactivement. Il en résulte que tous les effets qu'il a pu produire dans le passé sont rétroactivement effacés; c'est ainsi que tous les contrats que le titulaire du brevet a passés seront résiliés de plein droit, que les prévenus de contrefaçon seront acquittés, etc.

Très souvent, l'annulation du brevet donnera au demandeur l'entière satisfaction, notamment dans l'hypothèse du n° 1^{er} du § 34, al. 1^{er} : dans ce cas, en effet, si le brevet subsistait au profit du demandeur, il risquerait de succomber dans une action en nullité par défaut de nouveauté, résultant de la divulgation par utilisation publique; le demandeur aura

tout intérêt à se contenter de l'annulation, qui lui permettra de poursuivre librement l'exploitation de son entreprise industrielle. Mais il en est autrement dans l'autre hypothèse (n° 1°), prévue par le § 34, al. 1^{er} : ici, l'auteur véritable de l'invention serait injustement dépouillé d'un droit incontestable, puisque le brevet ne présente plus aucun vice, si on ne lui permettait pas de se faire subroger dans les droits attribués à l'usurpateur. C'est ce que la loi lui permet de faire, par l'al. 5 du § 34 : dans un délai de trente jours à partir de la notification du jugement, devenu définitif, qui lui a été faite par l'Office, le demandeur triomphant peut requérir de l'Office que le brevet révoqué soit enregistré à son nom, en un mot qu'il soit subrogé dans tous les droits qui y sont attachés. Ce n'est que s'il ne demande pas ce transfert dans le délai légal que le brevet sera considéré comme nul et cessera de produire ses effets à l'égard de tout le monde; mais s'il le demande, le brevet subsiste et continue à produire, au profit du nouveau titulaire, tous ses effets légaux.

DE LA RÉVOCATION PARTIELLE. — La révocation, comme l'annulation, peut n'être que partielle. C'est ce que la loi nous dit expressément dans le § 34, al. 2 ainsi conçu : « Si ce qui est mentionné ci-dessus sous les n°s 1 et 2 se réalise en partie seulement, le brevet ne sera révoqué que partiellement ». Il va de soi que l'invention critiquée doit être susceptible de division : si les éléments qui la composent sont si intimement unis qu'on ne puisse en éliminer aucun, sans miner le brevet, la révocation sera prononcée pour le tout ou le brevet sera intégralement maintenu. En outre, pour que la révocation partielle soit possible, il faut que la partie valable constitue encore une invention brevetable.

En cas de révocation partielle, l'autorité compétente, la Commission des annulations, modifiera le brevet, soit par l'élimination d'une partie des revendications, soit, si cela n'est pas matériellement possible, par leur nouvelle rédaction, mais sans qu'aucun élément nouveau puisse être introduit. En même temps, elle délivrera au demandeur un brevet, qui

sera rédigé conformément aux résultats du procès, et qui, croyons-nous, doit avoir la date du brevet révoqué.

Rappelons, pour terminer, que la révocation, qu'elle soit partielle ou totale, doit être portée à la connaissance du public, conformément aux prescriptions de la loi, par la publication dans le Bulletin Officiel de l'Office et par une mention faite dans le registre des brevets.

SECTION IV

De l'invention faite par un employé à gages.

A qui appartient l'invention faite par une personne qui est au service, aux gages d'un patron, et, partant, à qui le droit au brevet sera-t-il attribué ? Est-ce à l'employé, l'auteur de l'invention ? Est-ce au patron, à l'employeur ?

Cette question est trop complexe de par sa nature même pour qu'elle puisse comporter une réponse absolue ; c'est, avant tout, une question de fait dont la solution dépend de circonstances de la cause et de conventions particulières. C'est ainsi précisément que la loi l'a comprise, dans les deuxième et troisième alinéas du § 12, ainsi rédigés : « Les ouvriers, les employés et les fonctionnaires sont considérés comme propriétaires des inventions faites par eux pendant leur service, s'il n'est pas stipulé autrement par le contrat ou par le règlement. Mais, s'ils ont été engagés expressément pour travailler à de telles inventions, ils n'ont droit au brevet qu'avec l'autorisation de l'employeur. »

La loi fait donc une première distinction, suivant que la question a été réglée ou non par les conventions particulières ou par des règlements de service. S'il a été stipulé formellement entre le patron et son employé que le droit au brevet pour les inventions que ce dernier pourra faire au cours de

son engagement, appartiendra au patron, pas de difficulté possible ; cette stipulation fait la loi des parties et doit être exécutée, quelques dures qu'en puissent être, dans la suite, les conséquences pour l'inventeur. Toutefois, nous le verrons, le dernier alinéa du § 12 apporte une restriction à cette règle, en ce qui concerne la rémunération spéciale qui est due à l'employé, l'auteur de l'invention.

La question devient, au contraire, plus délicate, en cas de silence des parties, en l'absence de toute convention, expresse ou tacite. La loi l'a tranchée en faisant une nouvelle distinction, suivant que l'employé a été engagé ou non « exprès pour travailler à de telles inventions », en d'autres termes, suivant que l'invention rentrait ou non dans le cadre des travaux et des obligations professionnelles de l'employé. Dans le premier cas, dans le cas où l'invention rentre dans la mission qui a été confiée à l'employé, le droit à la délivrance du brevet appartiendra au patron ; c'est lui qui, en vérité, est l'inventeur, puisque c'est généralement en suivant ses instructions que l'employé a été amené à faire l'invention, laquelle, en définitive, n'est que le résultat et la conséquence directe du travail auquel il était préposé. Si, au contraire, l'invention ne rentre pas dans la mission de l'employé, s'il n'a pas été engagé « exprès pour travailler à de telles inventions », il aura seul droit à la délivrance du brevet ; le patron n'y aura aucun droit, n'aura rien à dire, rien à réclamer, alors même que ce serait aux heures du travail ou grâce aux instruments et aux facilités que lui donnaient ses fonctions, que l'employé a réalisé son invention.

La situation et les droits réciproques des parties sont les mêmes, quelle que soit la personne du préposé (ouvrier, employé ou fonctionnaire), quelle que soit la qualité du patron (particulier, personne morale, l'Etat). Le brevet sera attribué directement au patron, car le droit aura pris naissance dans sa personne ; légalement, c'est lui qui est l'inventeur, et il sera considéré et traité comme tel. Par conséquent, si l'employé a demandé ou même obtenu le brevet, alors qu'aux termes du § 12, il n'y avait aucun droit, il sera

considéré comme l'usurpateur. Le patron aura contre lui les mêmes moyens de recours qui sont reconnus par la loi à tout inventeur dépouillé, et que nous avons examinés plus haut, à savoir, d'une part, le droit d'opposition à la délivrance du brevet, et, d'autre part, l'action en révocation, qui lui permettront de se faire restituer dans ses droits.

DRIT DE L'EMPLOYÉ A GAGES A UNE RÉMUNÉRATION ÉQUITABLE. — Nous avons dit plus haut que, lorsque, par une clause ou par la loi, le droit au brevet est attribué à l'employeur, cette stipulation oblige les parties et doit être exécutée, quelques dures qu'en puissent être les conséquences pour l'inventeur véritable. Rigoureusement, celui-ci n'aurait droit à aucune récompense spéciale de la part de l'employeur, alors même que l'invention aurait une valeur considérable ; tous les bénéfices iraient à l'employeur, et l'employé se trouverait réduit à son salaire, souvent trop maigre. Il est vrai que l'employé peut stipuler une rémunération spéciale, pour le cas d'une invention importante ; mais il est vrai aussi, et surtout, que cette possibilité n'est que théorique, et que, pratiquement, l'employé se trouve forcé d'accepter les conditions telles qu'elles lui sont dictées par le patron, lequel se gardera bien de prévoir une récompense importante. Le législateur yougoslave y a remédié par le dernier alinéa du § 12, ainsi conçu : « Sont dénués de tout effet juridique les dispositions des contrats de louage de service, par lesquelles les ouvriers ou les employés d'une entreprise industrielle sont privés du bénéfice résultant d'une invention faite par eux au cours de leur service ou qui ne leur reconnaissent qu'un bénéfice insuffisant. Une rémunération équitable devra, dans tous les cas, être attribuée au véritable inventeur. » Grâce à cette disposition, l'employé pourra toujours réclamer une récompense spéciale, qui correspondra à la valeur et à l'importance de l'invention qu'il a réalisée. En cas de désaccord, le montant en sera déterminé par les tribunaux de droit commun, qui sont aussi seuls compétents pour prononcer la nullité des clauses contraires au § 12.

Ajoutons, pour compléter l'interprétation du texte, que ce droit à une rémunération spéciale n'est reconnu qu'aux employés des entreprises privées, et que les fonctionnaires de l'Etat n'en bénéficient pas. L'ancien texte du § 12, tel qu'il se trouvait rédigé dans l'ordonnance royale du 15 novembre 1920, mentionnait expressément les fonctionnaires de l'Etat comme bénéficiant de cette disposition légale. Ces mots « fonctionnaires de l'Etat » furent supprimés par la Commission législative de la Constituante statuant en vertu de l'art. 130 de la Constitution du Royaume. Il est difficile d'expliquer et de justifier cette mesure du législateur, qui n'est que la consécration officielle d'une iniquité, car on ne voit vraiment pas pour quelles raisons faut-il traiter différemment les fonctionnaires publics, qui se trouvent, vis-à-vis de leur employeur, l'Etat, dans la même situation que les employés des entreprises privées vis-à-vis de leurs patrons.

CHAPITRE IV

Droits dérivant du brevet.

SECTION I.

Nature et étendue de ces droits.

Les droits du breveté sont déterminés par les §§ 8 et 13 de la loi. Le § 8 nous dit : « Le brevet est le droit acquis de la manière déterminée par la présente loi, en vertu duquel son titulaire est autorisé pour un temps limité à employer et utiliser professionnellement d'une façon exclusive une invention nouvelle faite dans le domaine de l'industrie ou des métiers, et de mettre dans le commerce et en vente les objets fabriqués d'après cette invention ». Le § 13 complète cette disposition dans ces termes : « Si le brevet est délivré pour un procédé de fabrication, son effet s'étend également aux produits directement obtenus par ce procédé ».

La loi reconnaît donc au breveté un droit exclusif d'exploitation de l'invention. Ce droit présente un double aspect : par cela même qu'il est reconnu à un seul, il est retiré à tous les autres ; le droit de prohibition est le corollaire du droit d'exploitation, et le breveté les réunit entre ses mains. Certaines législations ne font pas apparaître clairement cette double physionomie du droit du breveté ; tel est le cas de la loi française, qui reconnaît d'abord à l'inventeur un droit exclusif d'exploitation (art. 1^{er}) et ne trace ses limites qu'en

définissant les atteintes dont il peut être l'objet (art. 40 et 41). La loi yougoslave, au contraire, s'inspirant de la méthode plus rationnelle et plus juridique employée par les législateurs allemand et autrichien, délimite, par ses dispositions précitées, le domaine réservé au breveté en même temps qu'elle lui reconnaît son droit, marquant ainsi que la limite de son exploitation exclusive est aussi celle de l'exploitation illicite de la part des tiers, c'est-à-dire de la contrefaçon.

Nous étudierons plus loin les moyens de répression de l'exploitation illicite ; ici, nous n'examinerons que l'étendue du droit d'exploitation du breveté, ce qui nous permettra de connaître les conditions matérielles de la contrefaçon.

ETENDUE DU DROIT EXCLUSIF D'EXPLOITATION. — Le droit du breveté, comme nous venons de le dire, est essentiellement un droit d'exploitation. La loi, il est vrai, ne le désigne pas ainsi, elle énumère certaines formes d'activité économique (emploi et utilisation professionnels, vente, commerce) sous lesquelles se manifeste l'exploitation ; mais les limites ainsi déterminées sont assez étendues pour qu'on puisse dire que ce droit d'exploitation est complet et ne laisse échapper aucune forme, aucun mode d'utilisation de l'invention par où puissent s'amoindrir son étendue et sa portée.

La loi, cependant, apporte une restriction importante aux droits conférés par le brevet : il se borne à l'exploitation professionnelle. Bien que les termes « u vidu zanimanja », professionnellement, dont se sert la loi, ne soient pas très précis, il nous paraît incontestable que la loi ait voulu désigner par là toute exploitation qui rentre dans le cadre d'une activité professionnelle, qui est la manifestation d'une activité continue, tendant à réaliser un bénéfice, sans qu'il soit, d'ailleurs, nécessaire que les bénéfices aient été réalisés. Il n'est pas douteux que telle a été l'intention du législateur : en effet, le § 8 de notre loi n'est que la traduction pure et simple du § 8 de la loi autrichienne sur les brevets ; or, le texte autrichien contient le mot *betriebsmässig*, qui a exactement le sens que nous attribuons au mot « professionnellement ».

En limitant ainsi les prérogatives conférées par le brevet, la loi montre qu'elle entend distinguer entre l'exploitation professionnelle de l'invention et son exploitation non professionnelle, et les soumettre à des régimes différents. L'exploitation professionnelle, c'est-à-dire l'exploitation en vue d'une spéculation, d'un bénéfice à réaliser, d'un trafic, est seule exclusivement réservée au breveté ; faite par un tiers, elle constitue une atteinte au brevet et est, à ce titre, répréhensible. Au contraire, l'exploitation non professionnelle, c'est-à-dire toute exploitation qui a pour but non un trafic, non une spéculation, mais quelque agrément, quelque utilité pour la personne, reste parfaitement libre et est licite de la part des tiers. Par conséquent, l'emploi et l'utilisation personnels ou domestiques ou scientifiques d'une invention de la part des tiers ne portent aucune atteinte au brevet et sont parfaitement licites. La détermination du caractère de l'exploitation est, avant tout, une question de fait, que le juge tranchera en s'inspirant des circonstances de la cause.

Ainsi comprise, l'exploitation industrielle de l'objet d'une invention brevetée comporte : le droit exclusif de le fabriquer, et cela non seulement dans son ensemble, mais même par pièces détachées, le droit exclusif de le vendre ou de le mettre dans le commerce, et, enfin, le droit exclusif de l'employer et de l'utiliser dans une entreprise.

De la fabrication. — La fabrication industrielle est prohibée et cela par elle-même, indépendamment de tout usage de l'objet fabriqué. Tant que le brevet est en vigueur, la fabrication de son objet est illicite ; il importerait peu que l'usage auquel un objet serait destiné fut licite, par exemple la fabrication à la veille de l'expiration du brevet, la vente des objets devant être faite après l'expiration.

Lorsque le brevet porte sur un objet corporel, le droit exclusif de le fabriquer est absolu et comporte l'interdiction de le produire, même par d'autres procédés.

S'il est interdit aux tiers de fabriquer l'objet breveté dans son ensemble, il ne leur est pas permis davantage d'emprunter à l'invention des parties prises isolément pour recomposer

et reconstruire à l'étranger, en dehors des limites de la protection du brevet, l'objet de l'invention ainsi fabriqué par pièces, par exemple une machine ou un appareil.

La fabrication sera également illicite, même si l'on a apporté des modifications à l'invention brevetée, si ces modifications rentrent encore dans le cadre de l'invention.

De la mise dans le commerce ou en vente. — La mise dans le commerce de l'objet de l'invention brevetée est aussi exclusivement réservée au brevet. Elle comprend tous les actes, moyens, procédés par lesquels l'invention entre dans le commerce pour y devenir un objet de transactions.

Il en est de même de la mise en vente, comme l'exposition dans un magasin ou à l'étalage, et qui n'est d'ailleurs qu'une des modalités de la mise dans le commerce, qui comprend, en outre, l'échange, le louage, l'offre faite verbalement ou par écrit, relative à la vente du produit ou à la concession des licences pour un procédé, par voies d'annonces, d'affiches ou de circulaires. Les manipulations qui accompagnent ou qui précèdent la mise en vente ou dans le commerce, comme l'expédition, le transport, sont des opérations soumises à la même règle.

Tous ces actes rentrent dans l'exploitation réservée au breveté, qu'ils se rattachent ou non à une fabrication illicite de l'objet breveté.

Si, à l'aide des éléments ainsi définis, nous recomposons le droit d'exploitation industrielle du breveté, nous sommes amenés à reconnaître, comme l'a fort bien dit M. Bonnet (1), que ce droit est complet et ne laisse échapper aucune forme, aucun mode d'utilisation de l'invention par où puissent s'amoindrir son étendue et sa portée. Cette observation est exacte encore à un autre point de vue : ce droit s'impose au respect de tous, sauf ce que nous dirons des droits acquis au possesseur antérieur ; il existe *erga omnes* : il a le caractère d'un droit absolu.

(1) Bonnet, *Op. cit.*, N° 364.

TERRITORIALITÉ DU BREVET. — Les effets du brevet s'arrêtent aux frontières de la Yougoslavie ; ce n'est là que l'application du principe du droit public international. Le principe de la territorialité s'applique rigoureusement en notre matière : le droit absolu du breveté s'exerce sur toute l'étendue du territoire du Royaume, à l'encontre de tous, nationaux et étrangers ; au delà des frontières, au contraire, les nationaux eux-mêmes en sont affranchis et jouissent de toutes les facultés de la libre concurrence.

Mais, si la production est libre à l'étranger, il ne s'ensuit pas qu'on puisse librement importer dans le territoire de la Yougoslavie : dès que l'importation revêt un caractère commercial, elle porte atteinte au droit du breveté, et le fabricant importateur serait personnellement en faute, alors même que la transmission de la propriété devrait être considérée comme s'étant effectuée à l'étranger. Pourtant, l'introduction d'un objet destiné à un usage personnel sera licite, car elle ne porte pas atteinte au droit du breveté, étant donné qu'il n'y a pas ici d'exploitation industrielle.

ÉTENDUE DU DROIT DU BREVETÉ QUANT AUX PRODUITS OBTENUS PAR SON PROCÉDÉ BREVETÉ. — Nous avons vu, en étudiant la brevetabilité des inventions, que la loi refuse le brevet pour certains produits, tels que les aliments, les remèdes et les matières obtenues par des procédés chimiques (§ 9, 4°) ; seuls les procédés employés pour la fabrication de ces produits peuvent être brevetés (§ 9, dernier alinéa). L'application de cette restriction légale, si on n'y apportait pas de correctif, serait de nature à préjudicier gravement aux industries intéressées : celles-ci, en effet, seraient désarmées contre la concurrence faite à leurs produits par l'importation des pays étrangers, qui, souvent, n'admettent pas de brevets même pour les procédés. La loi a remédié à ce danger, par son § 13, ainsi conçu : « Si le brevet est délivré pour un procédé de fabrication, son effet s'étend également aux produits directement obtenus par ce procédé ». Sans doute, le bénéfice de

cette disposition peut être invoqué également au profit des produits fabriqués par des procédés mécaniques. Mais, comme le produit mécanique est susceptible d'être breveté et qu'alors le droit de l'inventeur s'opposera à la fabrication par n'importe quel procédé, l'intérêt de cette disposition n'est pas grand dans le domaine de la mécanique. Au contraire, ce sont les industries dont les produits ne sont pas brevetables, c'est-à-dire les industries chimique, alimentaire et pharmaceutique, qui sont appelées à bénéficier de cette extension donnée à l'effet des brevets pris pour des procédés : grâce à cette disposition, les produits non brevetables sont incontestablement couverts par la protection accordée au procédé par lequel on les obtient.

Tout ce que nous avons dit du droit du breveté relativement à la fabrication, à la mise en vente et à l'utilisation de l'invention brevetée s'appliquera donc aux produits obtenus par un procédé breveté. Toutefois, le § 13 apporte une restriction à l'étendue de cette protection : elle ne peut être invoquée que si le produit est directement obtenu par le procédé, s'il y a un rapport direct et étroit entre eux, que l'objet fabriqué apparaisse comme une création directe de ce procédé.

SECTION II.

Droit de l'inventeur avant la délivrance du brevet.

DROIT DE L'INVENTEUR AVANT LE DÉPÔT. — C'est par le brevet seulement que l'inventeur acquiert définitivement le droit exclusif d'exploitation. Mais, ce n'est pas à dire que l'invention puisse être considérée, avant son dépôt en vue de l'obtention du brevet, comme une *res communis omnium*. Nous avons vu, en effet, qu'elle constitue au profit de l'inventeur un droit

préexistant à la consécration officielle par l'Etat et qu'elle est, par elle-même et avant toute demande de brevet, une source de droits pour lui. Ce droit de l'inventeur, il est vrai, est très précaire, puisqu'il est lié très étroitement à la conservation du secret de l'invention ; mais, tant que l'inventeur a su préserver son secret, il est assuré, en vertu de son droit propre, d'une protection légale pour la défense des intérêts attachés à son invention.

PROTECTION PROVISOIRE APRÈS LE DÉPÔT DE LA DEMANDE. POINT DE DÉPART. — Le droit exclusif d'exploitation n'appartient qu'à celui qui peut se prévaloir d'un brevet, nous l'avons déjà dit. Mais lui appartient-il seulement alors que le brevet lui a été délivré, ou peut-il, au contraire, s'en prévaloir avant, et à partir de quel moment ? C'est le troisième alinéa du § 93 qui nous répond à cette question dans les termes suivants : « A partir de la publication de la demande dans le Bulletin de l'Office, les effets légaux du brevet se produisent provisoirement au profit du requérant, et avis en sera donné lors de la publication. » Ce jour a été intentionnellement choisi comme point de départ de la protection provisoire : en effet, il est la date de la naissance du brevet. Nous verrons plus tard que, au point de vue de la durée du brevet, il faut considérer comme point de départ du délai de quinze années, le jour de la publication de la demande dans le Bulletin de l'Office (§ 19). En choisissant également cette date comme point de départ de la protection provisoire, le législateur a voulu faire concorder celle-ci avec la durée du brevet. De cette façon, l'inventeur jouira pendant toute la période de quinze années de la protection légale effective.

LA PROTECTION PROVISOIRE EST CONDITIONNELLE. CONDITION RÉÉSOLUTOIRE OU SUSPENSIVE ? — La protection provisoire est conditionnelle : son effet se trouvera consacré par la délivrance du brevet ; il sera rétroactivement anéanti par le rejet ou le retrait de la demande. C'est ce que nous dit le § 102 : « Si la

demande, après sa publication (§ 93), est retirée, ou si, dans le délai déterminé, les frais de la publication et de l'impression de l'exposé d'invention ne sont pas payés, le requérant perd tous les droits qu'il a acquis par sa demande et les effets de la protection provisoire disparaissent (§ 93, al. 3). La décision à cet égard sera prise par la Commission des demandes et publiée d'office par le Bulletin de l'Office ». Quel est le caractère de cette condition de l'obtention du brevet ? Est-ce une condition résolutoire, ou bien est-ce une condition suspensive ? La question a une grande importance, car l'étendue de la protection provisoire en dépend. En effet, si la condition est résolutoire, le requérant jouira de tous les droits attachés au brevet, y compris celui de faire condamner le contrefacteur. Si, au contraire, la condition est suspensive, le requérant pourra faire tous les actes tendant à assurer la conservation de ses droits et, partant, intenter des poursuites contre le contrefacteur ; mais, comme il s'agirait ici des droits incertains, il ne pourra obtenir un jugement contre lui tant que la protection resterait provisoire. Cette dernière solution est adoptée implicitement par notre loi, dans son § 148.al. 4, ainsi conçu : « La procédure pénale pourra être entamée même pour réprimer la violation d'une invention pour laquelle le brevet n'est pas encore délivré, mais qui jouit provisoirement des effets légaux du brevet, conformément au § 93 de la loi. Mais le jugement ne sera prononcé que lorsque le brevet aura été délivré ».

SECTION III.

Restrictions aux effets du brevet.

En étudiant la nature et l'étendue des droits résultant du brevet, nous avons vu que le droit exclusif d'exploitation du brevet est limité, d'une part, en ce qu'il ne comprend que l'exploitation professionnelle, et, d'autre part, en ce qu'il s'arrête aux frontières de l'Etat. Mais, à côté de ces restrictions

permanentes et absolues, résultant de la définition légale ou des principes du droit international, il en est d'autres qui sont personnelles, ou accidentelles, ou partielles. Les §§ 14 à 17 de la loi prévoient, en effet, trois exceptions de ce genre à l'effet absolu du brevet : la première est relative à ce que l'on appelle possession antérieure et personnelle, la seconde a trait à l'utilisation par l'Etat des inventions intéressant la défense nationale ou pouvant être employées pour la fabrication des produits monopolisés, la troisième est relative aux moyens de transport international.

A ces trois restrictions, que nous nous proposons d'étudier dans la présente section, dans l'ordre adopté par la loi, on peut en ajouter deux autres d'ordre différent : c'est, d'une part, l'expropriation du breveté pour cause d'utilité publique; c'est, d'autre part, la concession des licences obligatoires. Nous examinerons ces deux restrictions ultérieurement, en étudiant les droits dont un brevet est susceptible d'être l'objet.

§ 1.— *De la possession antérieure et personnelle de l'invention.*

Afin d'assurer le respect des droits acquis, la loi institue, par son § 14, une restriction importante à l'effet absolu du brevet au profit de celui qu'on appelle un possesseur antérieur de l'invention, c'est-à-dire de celui qui, antérieurement à la demande de brevet, était en possession de l'invention et l'exploitait secrètement. Remarquons que le fait de cette possession ne rend pas l'invention non brevetable pour défaut de nouveauté : il lui manque, en effet, ce caractère de publicité exigée par la loi (§ 10). Le brevet délivré sera donc inattaquable de ce chef ; mais le possesseur antérieur de l'invention ne sera pas déchu du bénéfice de son exploitation : « Le brevet, nous dit le § 14, al. 1^{er}, ne peut pas porter atteinte aux droits de celui qui, de bonne foi, mais d'une manière non publique, utilisait dans notre pays, sans brevet, la même invention au moment du dépôt de la demande ou avait pris

toutes les mesures nécessaires pour l'exploitation de son invention ». La loi respecte donc, par cette disposition, les droits acquis sur l'invention, non par une découverte antérieure, mais par une exploitation entreprise dans le pays antérieurement à la demande du brevet.

QUELS SONT LES FAITS QUI ÉTABLISSENT LA POSSESSION ? — D'après le texte même du § 14, il faut que celui qui veut se prévaloir de la possession personnelle et antérieure justifie qu'il exploitait déjà l'invention au moment de la demande de brevet ou tout au moins qu'il avait pris toutes les mesures, qu'il avait fait tous les préparatifs nécessaires en vue de son exploitation. La loi n'a pas voulu exiger une exploitation en activité ; cela eût été excessif et souvent injuste, car l'inventeur pauvre serait sacrifié, l'établissement d'une exploitation dépendant en grande partie des ressources dont on dispose. Mais elle exige, du moins, pour qu'il y ait une possession antérieure, que toutes les mesures nécessaires en vue de l'exploitation aient été prises, c'est-à-dire que les préparatifs faits, les travaux entrepris ou le degré d'avancement de l'exploitation ne permettent pas de douter de l'intention de l'inventeur de parvenir à une exploitation immédiate, sérieuse et réelle de son invention. C'est là, évidemment, une question de fait que le juge tranchera en tenant compte de la nature de l'invention et des circonstances de la cause.

CONDITIONS DE LA POSSESSION. — Pour qu'une personne puisse se prévaloir de la possession antérieure et personnelle, il faut, aux termes du § 14, que les conditions suivantes se trouvent réalisées :

Il faut, d'abord, que l'exploitation ait été secrète, non publique, comme le dit la loi. L'exploitation publique est destructive de la nouveauté de l'invention, aux termes du § 10, nous le savons, et la sanction en est la nullité du brevet (§ 33).

Il faut, ensuite, que l'exploitation se soit produite dans le pays, en Yougoslavie : faite à l'étranger, elle ne sera pas prise en considération, pas plus que l'utilisation de l'invention à

l'étranger n'est pas destructive de sa nouveauté (§ 10, al. 2).

Il faut, en troisième lieu, qu'il y ait identité de l'invention brevetée avec celle qu'on prétend avoir utilisé antérieurement. Cette identité ne doit pas nécessairement être totale ; mais si elle est seulement partielle, il va de soi qu'il n'y aura lieu d'envisager que la partie commune de deux inventions.

Il faut enfin que celui qui se prétend être le possesseur antérieur soit de bonne foi par rapport au breveté, c'est-à-dire que les deux inventions soient étrangères l'une de l'autre, que l'invention antérieurement pratiquée soit indépendante de l'invention brevetée. Par conséquent, la possession sera de mauvaise foi toutes les fois qu'elle a sa source dans l'emprunt illicite et même dolosif fait au breveté lui-même, avant sa demande du brevet. Il en résulte que le bénéfice de la possession antérieure et personnelle sera refusé non seulement à celui auquel l'inventeur a confié son secret, ou qui a exploité l'invention pour son compte ou qui lui a dérobé son secret, mais aussi à l'inventeur lui-même qui a cédé son invention et à ses ayants cause. Bien entendu, la bonne foi étant présumée, c'est au breveté qu'incombe la charge de prouver la mauvaise foi de son adversaire.

DROITS DU POSSESSEUR. NATURE ET ÉTENDUE DE CES DROITS.

— Il résulte du texte du § 14 que le droit exclusif d'exploitation du breveté se trouve limité par la possession antérieure et personnelle de l'invention et que le possesseur antérieur pourra, malgré le brevet, continuer l'exploitation commencée ou entreprendre l'exploitation déjà préparée. Le possesseur fera valoir son droit soit par une exception, s'il s'agit de repousser l'action en contrefaçon ou toute autre action dirigée contre lui par le breveté, soit par une action, s'il s'agit de forcer le breveté à le reconnaître. Cette action lui est donnée par les deux derniers alinéas du § 14, ainsi conçus : « Le premier exploitant (le possesseur antérieur) pourra exiger que le titulaire du brevet lui délivre un acte de reconnaissance de son droit. Si le titulaire du brevet se refuse de lui délivrer cet acte ou lui conteste son droit même, le premier exploitant obtiendra cette reconnaissance par une déci-

sion de l'Office pour la protection de la propriété industrielle, rendue, sur sa demande, conformément à la procédure prévue pour la contestation des brevets. Ce droit, une fois reconnu, sera inscrit dans le registre des brevets à la demande de l'intéressé ».

L'étendue exacte du droit reconnu au possesseur antérieur de l'invention est délimitée par le § 14 lui-même, al. 2, ainsi conçu: « Celui-ci (le possesseur antérieur) a le droit de continuer à exécuter, à employer ou à utiliser l'invention, pour les besoins de son industrie, dans ses ateliers ou dans les ateliers appartenant à des tiers ». L'interprétation de cette disposition n'est pas douteuse: le droit d'exploitation reconnu au bénéficiaire du § 14 est illimité. Le possesseur pourra donc non seulement continuer l'exploitation dans les limites de son industrie au moment où le brevet a été demandé, mais aussi donner à ses affaires une plus grande extension, en agrandissant cette industrie par la création de nouveaux établissements ou en l'accroissant par la fabrication dans des établissements appartenant à des tiers, à la condition, toutefois, que cette fabrication soit faite pour les besoins de son industrie. Une conséquence de ce droit d'exploitation sera de faire échapper les produits de l'industrie autorisée à tous les effets du brevet: la production étant licite, la vente des objets fabriqués le sera également, ainsi que leur usage industriel par des tiers.

Le droit du possesseur présente une particularité importante, celle d'être personnel. Cela ne veut pas dire qu'il ne puisse passer aux héritiers ou absolument être cédé; mais s'il peut être transmis, il ne le pourra qu'avec l'industrie elle-même. En effet, le troisième alinéa du § 14 porte: « Ce droit ne peut être transmis qu'avec l'établissement lui-même ». Dans cette mesure donc, le possesseur peut transmettre le droit qui lui appartient. Mais ce qu'il ne peut pas faire, sauf la licence tacite résultant de la mise dans le commerce de ses produits, c'est de conférer à des tiers un droit d'exploitation qui pourrait s'exercer concurremment avec son exploitation personnelle; il ne peut transmettre son droit qu'intégralement, avec son industrie.

2 . — *Exception relative aux inventions intéressant la défense nationale ou pouvant être employées pour la fabrication des produits monopolisés.*

Lorsque le droit exclusif d'exploitation reconnu au breveté se heurte exceptionnellement à l'intérêt général, lorsque cet intérêt exige que le droit privatif disparaisse ou qu'il soit attribué à l'Etat, ce conflit sera tranché par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, dont l'exercice et les conditions sont déterminés par le § 20, que nous étudierons plus loin. Mais il se peut que l'intérêt général, tout en ne s'opposant à ce que le breveté continue à exploiter privativement, exige que l'Etat puisse exploiter une invention qui pourrait être utilisée pour la défense nationale ou pour la fabrication des produits monopolisés. Le droit de l'inventeur étant absolu, l'Etat ne pourrait le faire qu'en obtenant une concession de licence ou en procédant à une expropriation, qui pourraient être trop coûteuses. Aussi, le législateur a-t-il cru utile, dans l'intérêt général, de limiter le droit exclusif de l'inventeur, en permettant à l'Etat, sous des conditions déterminées, d'exploiter de telles inventions concurremment avec le breveté. Cette nouvelle restriction à l'effet absolu du brevet est consacré par les §§ 15 et 16, dont le premier concerne les inventions intéressant la défense nationale, et le second celles qui peuvent être employées pour la fabrication des produits monopolisés.

Le § 15 dispose: « Le Ministre de la Guerre et de la Marine, avec l'approbation du Ministre du Commerce et de l'Industrie, peut immédiatement et à côté du breveté ou du déposant faire usage, dans l'intérêt public, dans les ateliers de l'Etat ou dans les entreprises et ateliers privés qui travaillent pour le compte de l'Etat, des inventions faisant l'objet d'un brevet ou d'une demande de brevet qui se rapportent à la fabrication des armes de guerre, de munitions, des explosifs, aux fortifications, aux navires de guerre, et à la défense nationale en général. De ce fait, toutefois, les droits du bre-

veté ou du déposant ne subiront aucune autre atteinte ». La décision du Ministre du Commerce et de l'Industrie sera communiquée à l'Office, pour être inscrite dans le registre des brevets et publiée dans le Bulletin de l'Office (al. 2 du § 15).

Cette restriction à l'effet absolu du brevet n'est pas une spoliation, car la loi assure à l'inventeur une indemnité. En effet, le § 15, al. 3 dispose: « L'Etat payera au breveté ou au déposant une indemnité équitable, dont le montant en cas de désaccord sera fixé par les tribunaux civils compétents ». Cette indemnité n'est pas préalable, de sorte que l'Etat peut employer l'invention dès que la décision du Ministre de la Guerre a été approuvée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et communiquée à l'Office. En effet, le § 15, dernier alinéa dit: « En aucun cas, les négociations ou les contestations relatives à ces indemnités ne pourront empêcher le Ministre de la Guerre et de la Marine de faire usage de son droit ».

Il en est tout autrement dans le cas où il s'agit d'une invention pouvant être utilisée pour la fabrication des produits monopolisés: ici, l'Etat ne doit aucune indemnité à l'inventeur, mais il ne peut profiter de la faculté que lui donne la loi que lorsque l'Office aura autorisé l'usage de l'invention par une décision, rendue conformément à la procédure des contestations. Le § 16, al. 1 et 3 nous disent, à cet égard, que: « Si un brevet a déjà été délivré pour une invention qui peut être employée pour la fabrication d'objets soumis au monopole, l'Etat peut utiliser cette invention sans aucune indemnité », mais que « l'Office pour la protection de la propriété statuera, à la requête de l'administration des monopoles d'Etat, conformément aux dispositions légales régissant les actions en contestations des brevets (§§ 117 et suivants) ».

§ 3. — *Exception relative aux moyens de transport.*

Pour affranchir les relations internationales de la gêne qui pourrait résulter, au point de vue des communications, de

l'application rigoureuse des principes qui régissent notre matière, la loi institue une exception, qui est une nouvelle restriction à l'effet absolu du brevet: les moyens de transport employés temporairement pour les besoins de la circulation échappent aux effets des brevets, alors même que leur usage constituerait une atteinte aux droits d'un breveté. Aux termes du § 17, en effet: « L'effet du brevet ne s'étend pas aux moyens de transport qui n'entrent que temporairement dans le pays pour les besoins de la circulation ».

Cette restriction à l'effet absolu du brevet peut être invoquée au profit de tous les moyens de transport, qu'il s'agisse du transport terrestre, aérien ou maritime; la loi, en effet, ne fait aucune distinction. Mais il résulte du texte même du § 17 que son effet est directement limité à l'usage accidentel ou occasionnel, en Yougoslavie, de ces moyens de transport, et qu'il ne s'étend point à leur usage régulier et habituel sur le territoire ou dans un port yougoslaves, lequel reste prohibé.

SECTION IV.

Droits dont un brevet est susceptible de faire l'objet.

Le droit immatériel qui appartient au breveté sur son invention n'est point attaché à la personne: droit mobilier et incorporel, il peut faire l'objet de tous les droits dont une chose mobilière et incorporelle est susceptible. Par conséquent, il peut être cédé à titre gratuit ou à titre onéreux, transmis par succession ou par acte de dernière volonté; il peut être donné en nantissement, et faire l'objet d'une saisie de la part des créanciers. Le breveté peut en disposer comme il dispose de toute autre propriété mobilière et incorporelle et sous les mêmes conditions de capacité.

Très souvent, ce sera le seul moyen pour l'inventeur de profiter de sa découverte. L'inventeur, en effet, s'il sait créer, le plus souvent ne sait pas exploiter, l'esprit d'invention

étant presque toujours exclusif de cet esprit des affaires industrielles pour l'exploitation d'une invention. Cette exploitation, d'autre part, nécessite des capitaux considérables et ceux-là même qui découvrirent les plus grandes inventions furent et restèrent pauvres, n'ayant même pas quelquefois l'argent nécessaire pour payer les annuités d'un brevet. Aussi, les inventeurs se voient, le plus souvent, en présence des difficultés d'exploitation, contraints d'aliéner leur brevet, trop heureux encore si un capitaliste leur en offre un prix raisonnable, ou tout au moins de le donner en nantissement ou de s'associer un capitaliste, pour se procurer des capitaux nécessaires pour l'exploitation. Il importait donc que la loi, en reconnaissant à l'inventeur son droit, lui permît d'en disposer. C'est ce que la loi yougoslave a fait, dans ses §§ 23 à 28, qui réglementent la transmission du droit résultant d'un brevet et de celui résultant d'une demande de brevet (§ 23), le nantissement de ces droits (§ 24), ainsi que la concession des licences (§ 25 et suivants).

Remarquons que la loi ne réglemente que la transmission du droit résultant d'un brevet et de celui résultant d'une demande de brevet ; elle ne s'occupe point de la cession d'une invention avant toute demande de brevet. Cela est compréhensible, étant donné que l'invention ne constitue en ce moment qu'une idée dont la possession est tellement intime, tellement liée à l'individu qui l'a conçue, que le législateur ne peut en réglementer la transmission. Toutefois, malgré le silence de la loi, les principes généraux du droit ne permettent pas de douter que l'invention puisse, même avant toute déclaration, faire l'objet d'un contrat de cession à titre onéreux ou à titre gratuit.

§ 1. — *Cession proprement dite.*

MODES DE TRANSMISSION DES BREVETS. — La loi, dans son § 23, al. 1 et 2, détermine les conditions dans lesquelles le breveté et l'impétrant pourront disposer de leurs droits :

« Le droit résultant de la demande d'un brevet et celui résultant d'un brevet délivré passent aux héritiers. Les deux droits peuvent, en totalité ou en parts idéales, être transmis aux tiers par acte juridique, jugement ou disposition de dernière volonté ».

Il en résulte qu'il n'y a pas lieu de distinguer, en ce qui concerne leur transmission et leur cession, entre le brevet définitivement délivré et le brevet simplement demandé ou provisoirement accordé. Ces droits sont également transmissibles à cause de mort, soit en vertu de la loi, aux héritiers du titulaire, s'il est mort intestat, soit par testament ou autre acte de dernière volonté, à l'héritier institué ou au légataire. Ils sont également cessibles entre vifs, à titre onéreux ou gratuit, par les modes et dans les formes du droit commun (vente, échange, donation, etc.), et sous les conditions de capacité déterminées par les lois civiles.

FORMALITÉ DE L'INSCRIPTION AU REGISTRE DES BREVETS. — Toutes les mutations, dont le brevet peut être l'objet, qu'elles soient à cause de mort ou entre vifs, à titre gratuit ou à titre onéreux, sont soumises à une formalité particulière : l'inscription au registre des brevets, tenu par l'Office, est exigée par la loi pour la perfection de l'acte. En effet, aux termes du § 28, al. 1^{er} : « Le droit du brevet, le droit de gage et les autres droits réels relatifs aux droits du brevet s'acquièrent par l'inscription au registre des brevets et sont opposables aux tiers à partir de ce moment ». Ainsi, en ce qui concerne les conditions de forme de la cession des brevets, notre loi diffère et du système de la loi française et de celui de la loi allemande. En droit français, trois conditions de forme doivent être réunies pour la validité de l'acte de cession : « La cession totale ou partielle d'un brevet, dit l'art. 20 de la loi du 5 juillet 1844, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, ne pourra être faite que par acte notarié, et après paiement de la totalité de la taxe déterminée par l'article 4. Aucune cession ne sera valable, à l'égard des tiers, qu'après avoir été enregistrée au secrétariat de la préfecture du départe-

tement dans lequel l'acte a été passé ». Ces formalités ne sont exigées, d'ailleurs, que pour la cession des brevets par acte entre vifs ; la transmission des brevets à cause de mort n'est soumise à aucune condition spéciale de forme. En droit allemand, au contraire, les mutations des brevets ne sont soumises à aucune formalité particulière ; la mention sur le rôle, exigée par la loi, n'est pas requise pour la validité ou la perfection de l'acte ; les principes du droit civil, déposés dans les §§ 398 et suivants du Code civil, relatifs à la cession des créances et des autres droits, tels que ceux qui nous occupent, trouvent ici leur application (1). Le législateur yougoslave n'a adopté aucun de ces deux systèmes, opposés et extrêmes, parce que les deux présentent de très graves inconvénients. D'une part, en effet, la loi française impose des formalités qui entravent et rendent fort difficile la transmission des brevets (2) ; d'autre part, la loi allemande, en assimilant le brevet aux autres droits mobiliers, n'assure pas, dans une mesure suffisante, la sécurité des transactions en matière de brevets, parce que celles-ci ne reçoivent très souvent aucune publicité, la mention au rôle n'étant exigée ni pour la validité, ni pour la perfection de l'acte. Or, la publicité est une condition indispensable pour la sécurité des transactions en matière des brevets. En effet, il n'est pas de la transmission d'un brevet comme d'une chose mobilière ordinaire, et, s'il importe peu au public qu'une personne transmette à une autre la propriété d'un meuble quelconque, il importe, au contraire, en cas de mutations dans la propriété des brevets, que le public industriel en soit averti et il est nécessaire de porter ces mutations à sa connaissance : celui-ci, en effet, est intéressé à apprendre quels sont les ayants droit actuels du brevet vis-à-vis desquels il doit

(1) Bonnet, *Op. cit.*, Nos 369 et 309 et suivants.

(2) Ces formalités sont généralement très critiquées par la doctrine. D'ailleurs, un projet de loi, déposé par M. Briand sur les bureaux de la Chambre le 18 février 1909, modifie l'article de la loi du 5 juillet 1844. D'une part, il institue la formalité de l'inscription à l'Office de toute mutation de la propriété et la jouissance des brevets ; d'autre part, il supprime le paiement anticipé de la totalité des annuités et la nécessité de l'acte notarié.

se mettre en règle en cas de fabrication semblable et dont il a à vérifier la situation pour connaître les nullités ou les déchéances éventuelles qui pourraient frapper le brevet. En faisant dépendre la perfection de l'acte de l'accomplissement de la formalité de l'inscription, le législateur yougoslave a trouvé le moyen le plus rationnel pour assurer la sécurité des transactions en matière des brevets, sans les entraver des formalités inutiles et gênantes.

En effet, le § 28, al. 1^{er} dispose : « Le droit du brevet, le droit de gage et les autres droits réels relatifs au brevet s'acquièrent par l'inscription au registre des brevets et sont opposables aux tiers, à partir de ce moment. » Ainsi, en droit yougoslave, l'inscription de l'acte dans le registre des brevets est indispensable, non seulement pour que la cession devienne opposable aux tiers, mais aussi pour la validité même de l'acte de cession, pour la validité de la cession elle-même. Tant que l'acte de cession n'a pas été inscrit dans le registre des brevets, il n'y a pas de cession, l'inscription est donc une condition de validité, de perfection de l'acte de cession. Il en résulte que, jusqu'à l'inscription, le titulaire inscrit est considéré comme le véritable titulaire du brevet et qu'il pourra continuer d'exercer valablement tous les droits qui appartiennent au breveté ; il pourra céder valablement le brevet, conférer un droit de gage, accorder des licences ; ses créanciers pourront saisir le brevet ; c'est également lui seul qui pourra poursuivre les contrefacteurs. Tous ces actes passés par lui seront opposables au cessionnaire qui aurait négligé de s'assurer l'inscription, sans qu'il y ait à s'occuper de la bonne ou de la mauvaise foi des tiers qui ont traité avec le titulaire inscrit et fait effectuer l'inscription à leur nom : le cessionnaire, en effet, tant que l'inscription de l'acte de cession n'est pas opérée, est considéré par la loi comme un tiers, comme un étranger au brevet ; tout ce qu'il peut faire, c'est de réclamer, conformément aux principes généraux du droit, des dommages-intérêts au titulaire inscrit du brevet avec qui il a traité.

D'ailleurs, pour protéger les intéressés contre les lenteurs

éventuelles et quelquefois inévitables de l'Office, la loi décide, dans le quatrième alinéa du § 28, que : « Le rang des droits mentionnés plus haut est déterminé par l'ordre dans lequel les demandes d'enregistrement parviennent à l'Office, à condition qu'elles aboutissent à l'inscription dans le registre ».

« L'inscription de la transmission dans le registre des brevets, nous dit le § 23, al. 3, est opérée par l'Office pour la protection de la propriété industrielle, sur la base des jugements exécutoires ou sur la requête écrite du titulaire du brevet, son héritier ou son ayant-cause ». Cette requête, ajoute le même paragraphe, « doit être accompagnée des documents ayant un caractère public ou des documents privés légalisés, jugés nécessaires ». L'Office exige, en cas de mutation par contrat, soit l'original ou l'expédition de l'acte, s'il a été fait dans la forme authentique, soit son original, légalisé par l'autorité compétente à cet effet, ou sa copie légalisée, si l'acte a été passé sous seing privé ; en cas de mutation qui résulterait d'un jugement, d'un testament ou d'une succession *ab intestat*, le titre joint doit être soit en original, soit en expédition, soit par extrait certifié.

Avant d'ordonner l'inscription, l'Office examinera la régularité de la demande et la validité des actes sur lesquels se fonde la demande d'inscription au registre. Le § 23, al. 5, nous dit expressément : « L'Office pour la protection de la propriété industrielle examinera la forme et le contenu de la demande, ainsi que les titres fournis à l'appui de la demande ». Cet examen sera fait par la Commission des demandes des brevets (§ 68, al. 1^{er}), conformément à la procédure déterminée par le § 71 de la loi.

CESSION PARTIELLE. INDIVISIBILITÉ DU BREVET. — Il résulte du texte du § 23 que les droits du brevet peuvent être transmis ou cédés, soit pour le tout, soit pour partie seulement. Est-ce à dire que le brevet soit lui-même divisible ? Sans doute, il est susceptible d'une copropriété indivise (§ 18) ; mais, en réalité, il est indivisible, car il répugne, par sa nature immatérielle, à toute division réelle. L'unité du brevet

est consacrée par la loi d'une façon expresse, notamment par le § 23, al. 2, qui dit que les droits du brevet « peuvent, en totalité ou en parts *idéales*, être transmis » etc. Ainsi, le brevet ne pourrait être partagé réellement entre deux titulaires, soit quant à la portée de l'invention, soit territorialement. Mais il peut être divisé, démembré, quant à l'exercice des droits qui en découlent, de telle façon que, malgré ces démembrements, le droit du brevet reste fixé sur la tête du breveté, qui sera le seul titulaire du droit, seul qualifié pour agir en vertu du titre ou répondre aux actions qui le concernent, et seul inscrit au registre des brevets (1).

C'est ce qui se produit en cas de cessions partielles, qui peuvent se présenter sous une infinie variété de formes : tantôt, en effet, le breveté cède le droit d'exploitation intégralement, en ne se réservant que la propriété du brevet ; tantôt il cède ce droit, mais pour un certain périmètre, pour une localité ou une région déterminée, ou pour une certaine période de temps ; tantôt il ne cède qu'une partie seulement des droits rentrant dans l'exploitation, par exemple le droit de vente ou de fabrication. Dans toutes ces hypothèses, le cessionnaire est mis à la place du titulaire pour l'exercice de tous les droits et actions qui dépendent du droit qui lui a été cédé. C'est ainsi qu'il agira contre les contrefacteurs, dans la mesure où ils empiètent sur son droit, qu'il pourra concéder des licences, etc. Mais le cédant aura seul le droit de renoncer au brevet et qualité pour défendre aux actions en nullité ou en déchéance ou pour représenter le brevet vis-à-vis de l'Office.

EFFETS DE LA CESSION. DE LA GARANTIE. — Si la cession est totale, son effet est de transférer au cessionnaire tous les droits qui, auparavant, appartenaient au titulaire du brevet : le cessionnaire est mis aux lieu et place du cédant, qui devient, par rapport au brevet, un étranger, un tiers. Toutefois, la cession, même totale, laisse au titulaire originaire du

(1) Il en est de même en droit allemand. Voir à cet égard Bonnet, *Op. cit.*, N° 399.

brevet le droit de réclamer pour lui le mérite de l'invention et, par conséquent, les récompenses honorifiques qui y peuvent être attachées. En cas de cession partielle, les droits qui en résultent sont les mêmes que ceux résultant de la cession totale, seulement avec moins d'étendue ; ils sont alors limités par l'acte de cession lui-même, qui les définit et qui les explique.

En ce qui concerne les obligations réciproques du cédant et du cessionnaire, elles sont déterminées par la nature juridique du contrat de cession (vente, échange, donation, etc) : il y a lieu d'appliquer purement et simplement les principes du droit commun. La seule question qui présente des difficultés est celle de l'étendue de l'obligation de garantie en cas de cession à titre onéreux. C'est là une question très controversée. D'après une première théorie, soutenue notamment par M. Pouillet (1), le contrat de cession est essentiellement une vente, mais une vente qui porte sur un objet, le brevet, dont la valeur n'est jamais certaine, dont le caractère singulier est d'être soumis à d'incessantes éventualités, d'être toujours sujet à critique. Par suite, le contrat de cession revêt toujours un caractère aléatoire, pour lequel la non-garantie est la règle, au moins en ce qui concerne les causes de nullité et de déchéance non assimilables à des défauts cachés. Il en résulte qu'il faut distinguer les vices apparents et les vices cachés, et n'admettre l'obligation de garantie que pour ces derniers, tels que, par exemple, le défaut de qualité en la personne du breveté, l'impossibilité ou seulement l'extrême difficulté d'une application industrielle. D'après une seconde théorie (2), il y a lieu d'appliquer à la cession du brevet les règles du droit commun. Par conséquent, la garantie portera sur la nouveauté de l'invention, dans le sens du § 10 de la loi, et sur la validité du brevet en général ; elle comprendra aussi l'indépendance du brevet au regard de tout brevet antérieur. Mais le breveté n'est pas garant de l'efficacité de l'invention, de ses résultats plus ou moins fruc-

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 246 et suivants.

(2) Kohler, *Handbuch*, p. 170 et suiv.

tueux, de son caractère lucratif ; le succès, en effet, dépend de trop de circonstances pour qu'il en réponde. La jurisprudence de l'Office n'a pas encore eu l'occasion de se prononcer. Mais les parties n'hésiteront pas, en pratique, de régler la question par une clause expresse, en limitant ou en supprimant l'obligation de garantie, sans que, bien entendu, la clause de non-garantie puisse avoir pour résultat d'exempter le cédant de la responsabilité résultant de ses faits personnels : dans ce cas, il y a lieu de s'en tenir à l'intention des parties, la convention librement consentie valant, en effet, loi entre les contractants.

En ce qui concerne les effets de la garantie, il y a lieu d'appliquer les règles du droit commun, c'est-à-dire que le cessionnaire peut exercer soit la résolution, soit la résiliation du contrat, soit une diminution du prix, suivant les circonstances.

§ 2. — *Licences.*

a) LICENCE FACULTATIVE

FORMES ET CARACTÈRES GÉNÉRAUX. — La licence, qui est un contrat d'une nature spéciale, particulier à la matière des brevets, rend des services très importants ; car elle fournit le moyen pratique pour l'inventeur de tirer parti de son brevet, s'il ne peut ou ne veut l'exploiter lui-même, sans abandonner aucun de ses droits sur la propriété de l'invention ; elle permet aussi d'assurer l'exploitation la plus large et la plus complète des inventions d'un intérêt général.

La licence est un contrat par lequel le breveté concède à un tiers la jouissance de son brevet, mais conserve tous ses droits. C'est donc une autorisation d'exploiter concédée, non pas à titre exclusif, mais purement et simplement, moyennant une indemnité payable en une fois ou plus généralement annuelle et proportionnelle à l'étendue de l'exploitation réalisée. De là, droit pour le breveté de continuer l'exploitation de son invention, de concéder d'autres licences, puisqu'il demeure

seul propriétaire du brevet. Tel est, d'ailleurs, le caractère distinctif fondamental entre la cession et la licence. Lorsqu'un breveté cède son brevet, il se dépouille en faveur d'un tiers de tout ou partie de la propriété du brevet ; lorsqu'au contraire il concède une licence, il se réserve entièrement la propriété du brevet et ne confère au licencié que la liberté d'exploiter la découverte. Dans la cession donc, c'est la propriété du brevet qui est transférée, le breveté abandonnant tous ses droits ; dans la licence, au contraire, le droit de propriété continue à demeurer sur la tête du breveté, qui peut encore exploiter lui-même ou faire de nouvelles concessions de licences ou même de nouvelles cessions.

La licence peut être totale ou partielle, donnée pour le tout ou en partie, sur toute l'étendue du territoire yougoslave ou limitée à une région seulement, pour toute la durée du brevet ou pour un temps plus ou moins long, etc. ; en un mot, les parties sont libres d'insérer dans leurs contrats toutes les modalités qu'ils jugent utiles. C'est ce qui résulte du texte du § 25, al. 2 : « Le titulaire du brevet peut autoriser des tiers à faire usage de son invention, en totalité ou en partie, dans tout le territoire du Royaume ou dans certaines de ses parties, avec des restrictions plus ou moins grandes, comme il sera convenu. »

Le contrat de licence est soumis à l'accomplissement de la formalité d'inscription dans le registre des brevets, comme le contrat de cession, ou de nantissement, etc. Mais la sanction n'est pas la même. En effet, l'inscription ici n'est pas une condition de perfection de l'acte ; elle est simplement une condition pour que le droit soit opposable aux tiers. C'est ce qui résulte du § 28, al. 2, ainsi conçu : « Les licences produisent leurs effets à l'égard des tiers à partir de leur inscription au registre des brevets, et entre les parties, à partir du jour du contrat ou de décision devenue exécutoire par laquelle l'Office a accordé une licence. » Cette inscription sera faite à la demande de l'intéressé, qui est tenu d'adresser à l'Office une requête, accompagnée d'une copie légalisée de l'acte sur lequel se fonde la demande. Mais, la Commission des demandes des brevets examinera au préalable la régu-

larité de la demande et la validité du contrat de licence.

En ce qui concerne les obligations réciproques des parties, il y a lieu d'appliquer les règles du contrat de louage, auquel on assimile généralement le contrat de licence. Le breveté est donc tenu de l'obligation de garantie. Remarquons que la validité du brevet a moins d'importance pour le licencié qu'elle n'en a pour le cessionnaire, de sorte que, pour régler la situation des parties en cas d'annulation du brevet, on devra tenir compte de la période d'existence et d'exploitation du brevet, qui aura été, somme toute, une période de jouissance plus ou moins étendue. Aussi, l'annulation prononcée n'obligera-t-elle pas le breveté, croyons-nous, au remboursement des redevances payées pendant la jouissance.

LA LICENCE EST ATTACHÉE A LA PERSONNE. — En effet, c'est à raison de ses qualités personnelles que le breveté a consenti à céder au licencié l'exploitation de son brevet ; par conséquent, un licencié ne peut pas céder son droit, car on ne conçoit pas de sous-licencié ou de cessionnaire de licence, qui a pour motifs principaux la capacité et la solvabilité du licencié. Si la licence ne peut être transmise par son porteur à un tiers inconnu du breveté, elle est transmissible aux héritiers de son bénéficiaire, elle peut même être concédée avec le fonds de commerce auquel elle est attachée. C'est ce que la loi exprime fort bien dans son § 27, ainsi conçu : « La licence est liée à l'entreprise et ne peut faire l'objet d'une transmission entre vifs sans le consentement du titulaire du brevet que si elle est cédée avec l'entreprise à laquelle elle est accordée; en cas de mort, elle ne passe aux héritiers que si ceux-ci continuent l'entreprise jouissant de la licence. »

b) LICENCE TACITE

Il existe une variété de licence que le licencié lui-même et aussi le possesseur antérieur lui-même, pourtant incapable en principe de concéder de licence, peuvent accorder : c'est la licence tacite. Elle présente deux caractères : elle est con-

férée sans convention expresse, par une interprétation rationnelle de la volonté des parties ; elle peut l'être par le licencié et même par le possesseur antérieur, qui sont incapables de concéder une licence expresse.

La licence tacite joue un rôle important dans la pratique ; en effet, chaque fois que le titulaire d'un brevet, le cessionnaire partiel ou le porteur d'une licence vendent à un tiers un objet, en vertu de leur droit d'exploitation, ils lui confèrent, par cela même, un droit d'usage sur cet objet ; c'est une licence d'usage qui se trouve donc tacitement concédée au profit de l'acquéreur et de ses ayants droit. Il y a là une présomption qui affranchit l'objet breveté, entre les mains de tout détenteur, de l'effet du brevet.

Remarquons que lorsqu'il s'agit d'une machine, la licence tacite d'usage comprend non seulement le droit de fabriquer industriellement, mais aussi de vendre librement les produits fabriqués.

c) LICENCE OBLIGATOIRE

Le principe de la licence obligatoire fait actuellement l'objet de très vives controverses et discussions. Certes, tout le monde repousse la théorie de licence obligatoire absolue, qui consiste à accorder à quiconque, de prime abord, le droit d'obliger l'inventeur à lui laisser exploiter son invention moyennant rémunération, et qui, ainsi conçue, équivaut de fait à la suppression du droit de l'inventeur. Mais la licence obligatoire n'est pas indésirable lorsqu'elle est admise avec tempérament. En effet, en reconnaissant à l'inventeur son droit exclusif d'exploitation, il faut également admettre que la société a intérêt à cette exploitation et qu'elle ne doit pas être victime de l'égoïsme ou du mauvais vouloir du breveté. C'est ce qui se produirait s'il était permis à l'inventeur, ayant fait une découverte importante et utile à la société, après l'avoir fait breveter, de rester dans l'inaction pendant toute la durée du brevet et de refuser obstinément d'en accorder des licences d'exploitation. C'est ce qui se produirait également au cas

où un perfectionnement d'une importance considérable est apporté à une invention brevetée et qu'il a lui-même été breveté : en pareil cas, le titulaire du brevet de perfectionnement ne pourrait exploiter son invention que s'il obtient une licence du titulaire du brevet principal, lequel est, en principe, libre de la lui accorder ou refuser. Le remède à cette situation fâcheuse serait l'institution de la licence obligatoire, qui, ainsi, peut être envisagée à deux points de vue différents : d'une part, comme sanction du défaut d'exploitation d'une invention brevetée ; d'autre part, comme un remède contre le mauvais vouloir du titulaire du brevet principal qui refuse toute concession de licence au titulaire d'un brevet de perfectionnement protégeant une invention d'une grande importance sociale. Licence obligatoire comme sanction du défaut d'exploitation, qui a fait l'objet de vives discussions dans les divers congrès de propriété industrielle, n'a encore été consacrée législativement dans aucun pays (1) : le législateur yougoslave, de son côté, a édicté contre le défaut d'exploitation la même sanction que toutes les autres législations étrangères, à savoir la déchéance, le retrait du brevet, que nous étudierons ultérieurement en détail. Au contraire, il a consacré, par le § 26 de la loi, le principe de licence obligatoire en cas de deux inventions brevetées dépendantes l'une de l'autre, en imitant en cela l'exemple de la législation autrichienne.

En effet, le tiers qui perfectionne une invention brevetée a le droit, nous le verrons, de prendre un brevet, mais il n'aura pas celui de l'exploiter séparément, car le lien qui unit les deux inventions est si intime qu'en exploitant le perfectionnement, le tiers porterait atteinte au domaine réservé exclusivement au breveté principal. Et la même défense est faite au breveté principal, qui, lui, ne pourra pas se servir des perfectionnements trouvés par le tiers, puisque le brevet de perfectionnement est un titre aussi respectable et de même nature que le brevet principal. Si donc le premier in-

(1) Voir : F. Pénillet, *Extension objective et territoriale des brevets d'invention* (thèse de doctorat, 1910), p. 32 et suiv., p. 143 et suiv.

venteur veut exploiter sa découverte perfectionnée, il doit s'adresser au second, et réciproquement, le second inventeur ne peut tenir que du premier le sujet auquel il veut appliquer son nouveau genre de perfection : une entente préalable est donc nécessaire entre eux. Mais si l'intérêt général exige que des accords de ce genre se fassent, l'intérêt particulier, souvent, s'y opposera. Aussi, le législateur yougoslave, considérant qu'il est désirable que l'entente se fasse entre le breveté principal et le perfectionneur, a rendu obligatoires des accords que l'égoïsme des particuliers seul empêche de réaliser, en instituant la licence obligatoire, dans les termes suivants : « Le titulaire d'un brevet portant sur une invention qui ne peut être exploitée sans l'utilisation d'une autre invention brevetée antérieurement, a le droit d'exiger l'autorisation de faire usage de l'invention antérieure, s'il s'est écoulé trois ans depuis le jour où le brevet antérieur a été publié (§ 100) et si son invention, de date postérieure, présente une importance considérable pour l'industrie » (§ 26, al. 1^{er}).

Il résulte de ce texte que deux conditions doivent être réunies pour qu'on puisse obtenir une licence forcée, obligatoire : d'une part, il faut qu'un délai de trois ans se soit écoulé depuis la publication de la demande du brevet principal, c'est-à-dire depuis le jour où le brevet jouit, provisoirement du moins, de la protection légale, afin que le breveté principal puisse être en mesure d'entreprendre et de développer son exploitation. D'autre part, il faut que le perfectionnement breveté « présente une importance considérable pour l'industrie », qu'il soit réellement utile à l'intérêt général. Cette seconde condition est très raisonnable, car sans cela beaucoup de gens seraient à l'affût des inventions nouvelles pour y apporter un perfectionnement à peu près insignifiant (chose toujours facile), se feraient délivrer une licence et trouveraient ainsi un moyen bien commode de profiter, à peu de frais, du travail et de la science de l'inventeur primitif (1).

(1) Pénillet, *Op. cit.*, p. 36.

La demande de licence obligatoire doit être adressée à l'Office pour la protection de la propriété industrielle, dont la Commission des annulations est seule compétente d'en connaître, à charge d'appel devant la Commission de cassation (§ 69, al. 4). La Commission appréciera l'importance du perfectionnement, décidera souverainement s'il y a lieu d'accorder la licence demandée, « fixera les conditions à remplir et la garantie à fournir, en tenant compte des circonstances et du caractère de l'invention » (§ 26, al. 3), conformément à la procédure des contestations, dont nous avons étudié plus haut les règles.

Le bénéficiaire de la licence obligatoire doit au titulaire une indemnité préalable ; le § 26, al. 4, le dit expressément : « La licence ne peut être exercée avant le paiement de l'indemnité. » Le montant de l'indemnité, en cas de désaccord entre les intéressés, sera déterminé par le tribunal civil compétent (§ 26, al. 4).

Remarquons, pour terminer, que le titulaire du brevet principal, qui a été forcé d'accorder la licence obligatoire, peut exiger, de son côté, le droit d'exploiter le perfectionnement. Mais à une condition : il faut qu'il y ait une connexité, un lien de dépendance réels entre son invention et le perfectionnement breveté. En effet, le § 26, al. 2, dispose : « Si le titulaire du second brevet obtient une licence pour une invention brevetée antérieurement, le titulaire du premier brevet aura le droit d'exiger de son côté une licence l'autorisant à faire usage de l'invention du second breveté, à condition qu'il y ait une connexité réelle entre les deux inventions. »

Rappelons enfin que, d'après le § 28, al. 2, la licence n'est opposable aux tiers qu'à partir de son inscription dans le registre des brevets de l'Office, mais que, entre parties, elle produit ses effets à partir du jour où la décision de l'Office est devenue définitive.

§ 3. — *Nantissement, expropriation pour cause d'utilité publique, saisie.*

Le brevet et le droit résultant d'une demande de brevet, droits mobiliers incorporels, peuvent faire l'objet d'un nantissement, d'une expropriation pour cause d'utilité publique, d'une saisie, pour ne mentionner que les actes principaux.

DU NANTISSEMENT. — « Le droit résultant du brevet et celui qui résulte d'une demande de brevet peuvent faire l'objet d'un droit de gage », nous dit le § 24. D'après le § 28, le droit de gage n'est acquis au créancier-gagiste qu'à partir de l'inscription de l'acte dans le registre des brevets ; avant l'accomplissement de cette formalité, non seulement le droit de gage n'est pas opposable aux tiers, mais, à proprement parler, il n'y a pas de gage. Il en résulte que les droits sur le brevet, concédés par le breveté aux tiers ultérieurement au contrat de gage et inscrits dans le registre, seront opposables au créancier-gagiste antérieur dont le droit n'est pas enregistré, sauf le droit pour lui d'intenter au breveté une action en dommages-intérêts, d'après les principes généraux du droit.

SAISIE DU BREVET. — Il va de soi que le brevet et le droit résultant d'une demande de brevet sont soumis au droit de gage général qui appartient aux créanciers sur le patrimoine de leurs débiteurs ; par conséquent, ils peuvent être saisis par eux.

La procédure de saisie est régie par les principes généraux relatifs à l'exécution forcée. Sur la demande d'un créancier, le tribunal compétent enjoint au titulaire du droit de s'abstenir d'en disposer ; cette injonction lui est notifiée par le créancier, qui la notifie également à l'Office, lequel est tenu d'en faire mention dans le registre des brevets : cette inscription de la notification rend la saisie opposable aux tiers. Le gage sera ensuite réalisé par un jugement ordonnant soit la

vente, soit les concessions de licences, si le titulaire du droit établit que le prix qui sera payé pour les licences suffira pour désintéresser tous les créanciers. L'adjudicataire, en cas de vente ou de licence, obtiendra la transcription de son droit dans le registre des brevets sur la présentation du procès-verbal d'adjudication.

DE L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — Lorsque le droit exclusif d'exploitation reconnu au breveté se heurte exceptionnellement à l'intérêt général, le conflit ne peut être réglé que par l'expropriation, qui est la voie normale de contraindre le titulaire de droits à la cession totale ou partielle de ses droits. La loi en pose le principe dans son § 20, al. 1^{er}, ainsi conçu : « Si l'intérêt de la défense nationale, de l'ordre public, ou tout autre intérêt impérieux de l'Etat exigent qu'une invention déjà brevetée ou qui fait seulement l'objet d'une demande de brevet, soit utilisée par l'Etat, en totalité ou en partie, mais exclusivement, ou mise à la disposition du public, l'Etat aura le droit d'exproprier le titulaire du brevet pour exploiter l'invention lui-même ou la mettre à la disposition du public ».

La déclaration d'expropriation sera motivée par les besoins de l'armée ou par tout autre intérêt public, par exemple, par une disette ou une épidémie. L'invention, par conséquent, ou bien tombera dans le domaine public, de sorte que tout le monde pourrait librement l'utiliser, ou bien continuera à faire l'objet d'un droit privatif au profit de l'Etat. L'expropriation pour cause d'utilité publique peut donc, soit mettre fin au brevet, soit l'attribuer à l'Etat, ou plutôt à une Administration d'Etat.

La déclaration d'expropriation émane du Conseil des Ministres, sur la proposition du ministre compétent et après avis de l'Office. La décision du Conseil des ministres est définitive, n'est susceptible d'aucune voie de recours. Elle sera communiquée à l'Office, qui la transcrira dans le registre des brevets, immédiatement, s'il s'agit d'un brevet déjà délivré, lors de la délivrance du brevet, s'il s'agit d'une invention

faisant l'objet d'une demande de brevet. En outre, elle sera publiée dans le prochain numéro du *Bulletin Officiel de l'Office*, afin que le public en soit averti.

L'expropriation n'est pas une spoliation, car la loi assure à l'inventeur et à ceux qui ont des droits sur le brevet, qui ont été inscrits dans le registre, une « indemnité équitable, dont le montant, en cas de désaccord, sera fixé par les tribunaux civils compétents » (§ 15, al. 3).

L'indemnité n'est pas préalable. En effet, le dernier* alinéa du § 15, auquel renvoie le § 20, al. 3, dispose : « En aucun cas, les négociations ou les contestations relatives à ces indemnités ne pourront empêcher le ministre de la Guerre et de la Marine de faire usage de son droit ».

SECTION V.

Durée des brevets.

« La durée du brevet est de quinze ans au maximum. Ce délai commence à courir à partir de la publication de la demande dans le *Bulletin* de l'Office pour la protection de la propriété industrielle. » (§ 19, al. 1^{er}.) C'est là une différence avec le droit français. En effet, aux termes de l'article 4 de la loi française, la durée des brevets est variable, avec un maximum de quinze années ; c'est l'inventeur lui-même qui, dans sa demande, en fixe le terme à cinq, dix ou quinze ans. En droit yougoslave, au contraire, comme en droit allemand et autrichien, la durée des brevets est fixée par la loi elle-même à quinze ans, et cela d'une façon uniforme et invariable. En adoptant ce délai maximum, notre loi n' a fait que consacrer la solution admise à cet égard par la majorité des législations étrangères. Ce maximum, d'ailleurs, correspond en fait à la durée extrême d'une existence de brevet ; les statistiques des divers pays nous montrent, en effet, qu'il représente, en réalité, le terme d'une longévité presque exceptionnelle.

Cela se comprend facilement étant donné que l'invention

tend irrésistiblement à échapper à la domination de l'individu pour entrer dans le service de la collectivité. En effet, il est dans la mission et dans la destination de l'invention de se répandre de plus en plus dans le monde, jusqu'à devenir le patrimoine commun.

Ce délai commence à courir du jour de la publication de la demande dans le *Bulletin de l'Office*. Comme, aux termes du § 17, al. 3 du règlement du 17 novembre 1920, qui règle la computation des délais, le jour de l'événement n'est pas compris dans le délai, il en résulte que le dernier jour d'existence du brevet correspondra, par sa date, au jour qui suit l'expiration de la quinzième année ; c'est ce que, d'ailleurs, le dernier alinéa du § 31 nous dit expressément.

Remarquons que le jour de la publication de la demande, qui marque le point de départ du délai de quinze ans et qui est donc la date de naissance du brevet, est aussi le point de départ de la protection provisoire résultant du § 93, al. 3. Par conséquent, en droit yougoslave, le breveté jouit de la protection légale effective pendant toute la durée du brevet, et cela dès sa naissance.

PROLONGATION DE LA DURÉE DES BREVETS. — Il peut arriver que l'échéance du délai légal soit prématurée et qu'une prolongation paraisse juste et nécessaire pour permettre au breveté d'obtenir la récompense équitable de ses travaux et des sacrifices qu'il a consentis. La loi n'a pas prévu cette hypothèse et n'a organisé aucune procédure spéciale pour obtenir la prolongation d'un brevet. Il faut en conclure que le terme légal de l'existence d'un brevet ne pourrait être prorogé, le cas échéant, que par une loi spéciale, à laquelle il appartiendrait, du reste, de prévoir et de trancher les questions auxquelles son application pourrait donner lieu.

EXTINCTION DES BREVETS. — La durée de quinze ans assignée aux brevets par la loi n'est qu'une durée maxima. Les brevets, en effet, n'atteignent pas nécessairement, ni même très fréquemment, le terme légal de leur existence ; ils peu-

vent s'éteindre plus tôt : la réduction de la durée légale est un fait tout à fait normal. Aux termes du § 31, le brevet s'éteint avant l'expiration du délai de quinze ans : 1° Si l'annuité n'a pas été payée en temps utile ; 2° si le titulaire y a renoncé ; 3° s'il a été l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique, et 4° si sa nullité, son retrait ou sa révocation ont été prononcés par une décision de l'Office. Nous n'étudierons ici que les causes d'extinction proprement dite, c'est-à-dire le défaut de paiement de l'annuité et le désistement.

a) LE DÉFAUT DE PAIEMENT DE L'ANNUITÉ. — « Le brevet s'éteint à l'expiration de la période pour laquelle les annuités et les taxes additionnelles ont été perçues » (§ 31, 1°) (1).

L'extinction du brevet pour cause de défaut de paiement de l'annuité se produit de plein droit, automatiquement, sans donner lieu à aucune procédure ou à aucune décision de la part de l'Office. C'est le seul fait du non paiement en temps utile qui décide de l'extinction, sans qu'il y ait lieu d'apprécier les circonstances de fait qui peuvent justifier le défaut de paiement : aucun cas d'excuse ou même de force majeure ne sera pris en considération. Toutefois, si le défaut de paiement en temps utile résultait de la faute d'un employé de l'Office, l'extinction ne saurait être définitive.

Remarquons, pour terminer, que cette cause d'extinction ne peut se produire qu'à partir de la seconde année d'existence du brevet ; la loi édicte une sanction spéciale pour le non paiement de la première annuité. En effet, aux termes du § 155, al. 4 : « L'annuité pour la première année doit être payée au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication de la demande dans le *Bulletin de l'Office* (§ 93). Si, dans ce délai, le paiement n'a pas été effectué, la demande est considérée comme retirée ».

(1) En étudiant les attributions fiscales de l'Office, nous avons examiné les modalités de paiement des annuités ; nous n'y reviendrons pas ici.

b) LE DÉSISTEMENT. — « Le brevet s'éteint quand le titulaire renonce à son droit. Mais s'il ne renonce qu'à certaines parties du brevet, le brevet reste en vigueur pour les autres parties si elles sont propres à former l'objet d'un brevet » (§ 31, 3°).

La renonciation ou le désistement est le mode le plus naturel pour le breveté de mettre fin à son brevet. Le titulaire du brevet, il est vrai, peut arriver au même résultat par le non paiement de l'annuité. Mais le désistement exprès présente une grande utilité dans certains cas. Ainsi, lorsque le brevet fait l'objet d'une action en nullité, le breveté, s'il ne veut pas y défendre, peut renoncer immédiatement, sans être forcé d'attendre la prochaine échéance de l'annuité. Sans doute, sa renonciation n'arrête pas la poursuite, qui peut être continuée, si le demandeur veut une mesure qui rétroagit. Mais il peut avoir intérêt à se contenter seulement de l'extinction du brevet ; la renonciation du breveté lui donnerait satisfaction et l'amènerait à retirer sa demande en nullité.

La renonciation ne peut émaner que du titulaire du brevet. Comme, aux termes du § 68, al. 1^{er}, la Commission des demandes doit statuer sur la renonciation, l'inscription de la renonciation au registre des brevets (§ 80, al. 1^{er}), ne sera effectuée que si la renonciation émane du véritable titulaire du brevet, c'est-à-dire du titulaire inscrit.

Il faut que le désistement, pour produire son effet, soit pur et simple, sans réserve, et absolu, c'est-à-dire donné à l'égard de tous. Mais il n'est pas nécessaire qu'il porte sur le brevet tout entier; la loi admet expressément (§ 31, 3°) la renonciation partielle au brevet. Dans ce cas, le brevet sera éteint en partie, et restera en vigueur pour le reste, si toutefois ce qui reste est de nature à former l'objet d'un brevet.

MENTION DE L'EXTINCTION AU REGISTRE DES BREVETS. — Aux termes du § 80, l'extinction du brevet, qu'elle ait pour cause le désistement du titulaire ou le défaut de paiement de l'annuité, doit être inscrite au registre des brevets et publiée au *Bulletin de l'Office*. En cas de désistement, ces formalités ne

seront accomplies que sur une décision de la Commission des demandes, appelée à examiner la régularité de la renonciation; en cas de défaut de paiement de l'annuité, elles seront faites d'office, sur l'ordre du chef de la Section des demandes de brevets.

Ces formalités sont instituées dans l'intérêt des tiers, afin de les prévenir et de leur faciliter la preuve de l'extinction. Leur accomplissement est donc sans influence en ce qui concerne le moment de l'extinction : aux termes du dernier alinéa du § 31, en effet, le brevet sera éteint, en cas de défaut de paiement de l'annuité, « le jour qui suit l'expiration de la dernière année de nullité du brevet », en cas de désistement du titulaire, « le lendemain du jour où la déclaration de renonciation a été remise à l'Office ».

EFFETS DE L'EXTINCTION. — L'extinction n'a pas d'effet rétroactif ; elle met fin au brevet pour l'avenir, mais le laisse subsister dans le passé, avec tous les effets qu'il a pu produire. Il en résulte que les actions qui ont pu naître pendant l'existence du brevet ne s'éteignent pas et que le brevet reste soumis, même après son extinction, à l'annulation.

CHAPITRE V

Du brevet additionnel.

SECTION I.

Objet du brevet additionnel.

LE BREVET ADDITIONNEL PROTÈGE LES PERFECTIONNEMENTS INVENTÉS PAR LE TITULAIRE D'UN BREVET.— Le droit de l'inventeur primitif de compléter son œuvre et de recueillir le bénéfice du perfectionnement apporté à son invention est incontestable. L'inventeur, en s'efforçant de réaliser tous les perfectionnements désirables à son invention, travaille sur des éléments qui lui sont propres, développe une idée qui est sienne : on ne saurait donc lui refuser la protection du brevet pour couvrir son perfectionnement.

Et, non seulement on ne saurait lui refuser le droit à un brevet, mais la nouvelle obligation de payer une annuité, dont le montant augmente progressivement (V. le § 155 de la loi), ne semble-t-elle trop rigoureuse ? En effet, le perfectionnement qu'il apporte au lendemain de la délivrance de son brevet, l'inventeur aurait pu le trouver la veille de la publication de sa demande, le comprendre alors dans sa description et éviter ainsi les frais d'un second brevet. Ce perfectionnement est le plus souvent un détail qui saute aux yeux, mais qui lui a échappé : le forcer dans tous les cas à demander un nouveau

brevet et à en supporter les charges serait, à la fois, méconnaître le droit de l'inventeur, contrarier, au lieu de favoriser, le développement du progrès de l'industrie. Car, l'invention sort rarement définitive du cerveau de l'inventeur ; elle est essentiellement progressive : après des essais, des tâtonnements multiples, l'inventeur reconnaîtra tout à coup qu'une légère modification assurera un meilleur fonctionnement qu'un simple changement dans les organes, qu'une simple addition d'un élément, donneront un résultat supérieur à celui primitivement obtenu. Si la loi obligeait l'inventeur à protéger ce perfectionnement, ce changement ou cette addition par un brevet, en le soumettant au paiement de nouvelles annuités, elle méconnaîtrait, en pressurant l'inventeur, le caractère essentiel de l'invention.

Une forme spéciale de protection de perfectionnement paraît donc être nécessaire : toutes les législations modernes sur les brevets d'invention l'ont organisée, en instituant en faveur de l'inventeur breveté le certificat d'addition (dans la législation française) ou le brevet d'addition (dans la législation allemande). On ne pouvait pas rouvrir la procédure, irrémédiablement close par une résolution définitive, pour incorporer dans le brevet cette addition ou ce perfectionnement ; mais on pouvait fictivement rouvrir le brevet et y introduire l'innovation sous la forme d'un certificat d'addition, d'un brevet additionnel, qui assure au titulaire d'un brevet principal l'avantage de soumettre une invention nouvelle au droit exclusif que son brevet lui garantit, sans qu'il ait à assumer les charges des annuités d'un autre brevet. Le brevet additionnel, en effet, est dispensé des taxes légales annuelles, n'étant assujetti qu'au paiement d'une taxe de 100 dinars une fois pour toutes (§ 155, avant-dernier alinéa). C'est, d'ailleurs, à cette faveur purement fiscale que se réduisent les avantages conférés par la loi à l'inventeur breveté pour les perfectionnements auxquels son invention donnera naissance : en effet, notre loi, comme les lois allemande et autrichienne, ne lui reconnaît nul droit de préférence, à l'encontre de tout autre inventeur, droit de préférence analogue à celui qui lui est

reconnu, pendant un an à partir du dépôt de sa demande, par l'article 18 de la loi française de 1844.

Le brevet additionnel est institué et défini par le § 11, al. 4 de notre loi, dans les termes suivants : « Si le titulaire d'un brevet ou le déposant d'une demande de brevet, ainsi que leurs ayants-cause, apportent à l'invention une amélioration ou un perfectionnement, ils ont la faculté de demander, pour l'amélioration ou le perfectionnement dont il s'agit, au lieu d'un brevet indépendant, un brevet additionnel dépendant de leur brevet principal ». Ainsi, il résulte de cette disposition que l'intéressé peut choisir librement la forme de protection qu'il préfère, brevet additionnel ou brevet indépendant. Car, en instituant le brevet additionnel, le législateur a simplement voulu favoriser l'inventeur et lui assurer une protection moins onéreuse ; il n'a nullement eu l'intention de l'obliger à demander une forme de protection qui pourrait lui être désavantageuse. L'intéressé est donc libre de choisir entre le brevet additionnel et le brevet indépendant, d'opter pour le régime de protection légale qui lui convient le mieux : le brevet additionnel, dispensé des annuités, le fera bénéficier d'un régime de faveur qui a son inconvénient dans le terme assigné à sa durée, nécessairement limitée à celle du brevet dont il s'agit. Si l'expiration en est prochaine, l'inventeur sollicitera pour son perfectionnement un brevet ordinaire, soumis aux mêmes conditions, à la même loi que tout autre brevet.

PERFECTIONNEMENTS INVENTÉS PAR UN TIERS : DÉPENDANCE DU BREVET DE PERFECTIONNEMENT. — La loi, en instituant un régime de faveur au profit du titulaire du brevet, n'a pas voulu exclure les tiers du droit qu'ils ont de s'intéresser à la découverte. Elle a reconnu nécessaire d'accorder protection aux perfectionnements pouvant être imaginés par ces tiers, qui, sans être doués du génie de l'invention, arrivent bien souvent à réaliser des perfectionnements dont l'utilité pratique dépasse parfois la valeur de l'invention à laquelle ils se rattachent. Ecarter ces tiers pendant toute la durée du monopole de l'inventeur eût été méconnaître la valeur des résultats et

des efforts de ces gens de métier dont l'initiative est souvent si féconde et qui viennent à leur tour enrichir l'industrie de perfectionnements que n'eussent point trouvés les inventeurs. Car, le perfectionnement, qui est une modification de détail, une œuvre de pratique et d'expérience, échappe trop souvent à l'imagination de l'inventeur, dont l'esprit s'assouplit difficilement à corriger une imperfection que la plupart des fois il ne veut point voir. L'importance même du perfectionnement, sa valeur économique, ont donc nécessairement amené le législateur, en consacrant les droits de l'inventeur, à admettre la libre concurrence des perfectionneurs. En accordant une protection au perfectionnement, la loi l'accorde à tous : dans un esprit de justice, elle reconnaît le droit intellectuel du perfectionneur, dans un but d'utilité sociale, elle le protège par un brevet et harmonise la réglementation de cette protection dans ses conflits avec le droit d'invention et l'intérêt public.

Car, si la loi accorde au perfectionneur d'une invention, brevetée au profit d'un tiers, le droit d'obtenir un brevet pour garantir le perfectionnement qu'il a découvert, il ne faut pas en conclure qu'il pourra exploiter librement l'invention perfectionnée. Aucune disposition expresse de la loi n'était nécessaire sur ce point : l'application des principes généraux suffit à garantir le premier inventeur breveté contre la concurrence faite à l'abri d'un brevet de perfectionnement. Le perfectionnement, en effet, — et c'est là le second aspect sous lequel on peut envisager ce genre d'inventions, — lorsqu'il a pour objet une invention brevetée au profit d'un tiers, crée entre les deux brevets un lieu de dépendance : pour le titulaire du brevet principal, le perfectionnement formera la matière d'un brevet additionnel ; pour tout autre, le brevet qui pourra le protéger sera un brevet dépendant. Le droit d'exploitation du tiers perfectionneur se trouvera, par conséquent, paralysé jusqu'au moment où l'invention brevetée tombera dans le domaine public par l'expiration du terme de la durée légale, par une déclaration de nullité ou de déchéance, ou par la renonciation du titulaire.

Mais la réciproque est également vraie : le droit d'explo-

tation de l'inventeur primitif ne s'étendra point au perfectionnement, lequel fait exclusivement partie du patrimoine du perfectionneur breveté. Le domaine ainsi réservé ne peut être exploité que de leur consentement mutuel. Telle est la situation fatale à laquelle conduit le rapport de dépendance : situation fâcheuse pour l'une et l'autre partie et pour l'intérêt général, qui exige la mise en valeur de toutes les inventions. Le législateur yougoslave, désireux de voir réunir dans les mêmes mains des droits faits pour se compléter et non pour se neutraliser, a essayé d'établir une entente de bon voisinage entre ces deux propriétaires, dont la discorde stériliserait les biens, en instituant, suivant l'exemple qui lui a été donné par le législateur autrichien, une licence obligatoire, dont nous avons étudié plus haut les modalités et le fonctionnement.

Remarquons, pour terminer, que les deux notions, celles de perfectionnement et de dépendance, ne sont pas tout à fait adéquates par leur objet. Car, si tout brevet de perfectionnement constitue un brevet dépendant, le brevet dépendant n'est pas nécessairement ni toujours un brevet de perfectionnement : ce dernier n'est qu'une espèce d'un genre plus étendu.

SECTION II.

Conditions de la délivrance d'un brevet additionnel.

Il résulte clairement du texte de l'al. 4 du § 11 précité que, pour qu'un brevet additionnel puisse être délivré, il faut que les conditions suivantes se trouvent remplies : 1° qu'un brevet existe ; 2° que la demande de brevet additionnel ait pour objet une invention qui est un perfectionnement ou quelque autre développement de l'invention brevetée ; 3° qu'il ait été demandé par le titulaire du brevet antérieur, et 4° que l'impétrant ait sollicité expressément un titre de ce genre, dans les formes prescrites par la loi.

EXISTENCE D'UN BREVET PRINCIPAL. — La délivrance d'un brevet additionnel suppose l'existence d'un brevet principal auquel il puisse se rattacher. Le brevet additionnel, en effet, n'est qu'un brevet annexe, une addition au brevet principal, un complément de celui-ci, sur lequel il se greffe et dont il devient l'accessoire. Une idée accessoire s'est traduite par une invention accessoire se rattachant d'une façon intime à l'invention principale, un titre accessoire la constatera et la rattachera au brevet qui constate et protège l'invention première.

D'ailleurs, les termes du § 11 n'exigent pas que le brevet soit déjà délivré pour que le brevet additionnel puisse être demandé : il suffit que le brevet principal ait été simplement demandé. La loi n'a pas voulu obliger l'inventeur d'attendre la fin d'une procédure, souvent longue, pour faire le dépôt de son perfectionnement, car, pour profiter de la faveur de la loi, il risquerait de perdre le bénéfice de sa découverte, en se laissant devancer par un tiers. Mais jamais la demande de brevet additionnel ne pourra être définitivement accueillie, ni même publiée, avant la demande principale. Si cette dernière est rejetée, la délivrance d'un brevet additionnel est impossible ; c'est à l'impétrant, et à lui seul, qu'il appartient alors de décider s'il veut modifier l'objet de sa demande et solliciter un brevet ordinaire pour son perfectionnement.

RELATION ENTRE LE PERFECTIONNEMENT ET L'INVENTION BREVETÉE. — Remarquons, d'abord, que le perfectionnement que l'on désire protéger par un brevet additionnel doit nécessairement constituer une invention brevetable à tous égards. Ce serait, en effet, commettre une très grave erreur et méconnaître l'esprit de cette institution particulière que de considérer, avec certains auteurs, que le législateur a entendu être moins difficile ici sur les conditions de la brevetabilité en général, et que, si simple que soit le changement, si naturelle que soit l'addition, si peu important que soit le perfectionnement, le breveté peut se faire protéger par un brevet additionnel (1). Celui-ci n'est, à aucun degré, un brevet d'une

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 162.

catégorie inférieure : c'est un brevet comme tout autre, dont la particularité est simplement d'être exempt des annuités. Que la demande de l'inventeur porte sur un brevet additionnel ou sur un brevet indépendant, l'examen de l'autorité compétente sera, à ce point de vue, également rigoureux, et il devra se fonder sur les mêmes principes. La notion d'invention n'est pas et ne peut être variable, elle est une dans la loi.

Mais, pour que le perfectionnement, invention brevetable à tous égards, puisse être protégé par un brevet additionnel, il faut qu'il existe un lien de connexité, une relation très étroite entre lui et l'invention principale. Cette condition est des plus malaisées à définir ; d'ailleurs, la recherche approfondie des éléments d'où résultent ce lien de connexité et cette relation particulière entre le perfectionnement et l'invention mère ne peut trouver une base assurée que dans une étude technologique de la question, qui sort du cadre de notre travail. Deux principes nous paraissent, toutefois, certains et de nature à guider très utilement l'autorité compétente dans son appréciation : c'est, d'une part, que l'objet du brevet additionnel doit être tel qu'il eût pu être compris dans la demande du brevet principal, sans violer la règle de l'unité de l'objet ; c'est, d'autre part, que l'invention nouvelle doit se présenter comme un accessoire de l'invention principale, doit tirer son caractère propre de cette dernière, sans qu'il y ait lieu de tenir compte de ce que sa valeur industrielle soit supérieure.

D'ailleurs, sur ce point, la décision de l'Office, statuant sur la délivrance du brevet additionnel, est souveraine : la loi yougoslave, en effet, ne fait pas du défaut de relation une cause d'annulation. Au contraire, en droit français ce défaut est une cause de nullité du certificat d'addition, aux termes de l'article 30, dernier alinéa de la loi de 1884 : cela se comprend facilement, puisque dans un régime de non examen la nullité est la sanction nécessaire de l'inobservation des règles fondamentales de la loi. Il en est autrement dans un régime d'examen préalable, comme en Yougoslavie : là, l'autorité compétente est appelée à examiner si le rapport de rela-

tion exigée existe réellement. On ne voit pas, dès lors, pourquoi les tiers seraient admis à critiquer sur ce point des décisions qui ne leur font pas grief ; la forme de protection que l'intéressé a pu adopter à tort présentait pour lui l'avantage d'être économique ; pour le public, le brevet additionnel ne se distingue d'un brevet ordinaire que par sa moindre durée, et seul le fisc pourrait se plaindre.

L'IMPÉTRANT DOIT ÊTRE TITULAIRE DU BREVET PRINCIPAL. — Il résulte du texte du § 11 que le brevet additionnel ne peut être délivré qu'au titulaire du brevet principal : l'identité de la personne du titulaire du brevet principal avec celle de l'impétrant est donc la troisième condition requise pour la délivrance du brevet additionnel. Le système de la loi yougoslave, emprunté à la législation allemande, diffère donc profondément de celui de la loi française : en droit français, en effet, le droit de prendre un certificat d'addition appartient également à tous les ayants-droit du breveté, aux cessionnaires partiels aussi bien qu'aux simples licenciés. Il va de soi que le droit au brevet additionnel pourra être valablement cédé avec le brevet principal, et, dans ce cas, la délivrance en serait effectuée au nom de l'acquéreur ; la loi le dit expressément dans le § 11. Il importe peu, en effet, que l'impétrant soit propriétaire originaire ou dérivé de l'invention pour laquelle il sollicite un brevet additionnel : il faut et il suffit qu'il soit titulaire du brevet principal au moment de la délivrance du brevet additionnel. Il en résulte que ni le créancier-gagiste, ni l'usufruitier, ni, à plus forte raison, un simple porteur de licence ne pourraient être assimilés au titulaire et admis à solliciter, en leur nom, un brevet additionnel.

Conformément au principe de la loi inscrit dans le § 28, al. 1^{er}, seul le titulaire inscrit dans le registre des brevets de l'Office est considéré par la loi comme le véritable titulaire du brevet : lui seul peut donc obtenir un brevet additionnel ; s'ils sont plusieurs, leur concours est nécessaire pour valider la demande. Il appartient à la Commission compétente de l'Office d'examiner la qualité de l'impétrant et de ne délivrer

le brevet additionnel que s'il est régulièrement inscrit. Mais si, par erreur, il a été délivré à un autre qu'au titulaire inscrit du brevet principal, le brevet additionnel sera inattaquable de ce chef : la loi n'ayant rien dit, on ne pourra pas prononcer la nullité du brevet additionnel, puisque les nullités ne se suppléent pas .

FORMES DE LA DEMANDE ET TAXES. — Comme pour le brevet ordinaire, une manifestation de volonté est nécessaire pour faire naître le droit exclusif de l'inventeur sur son perfectionnement. L'inventeur doit donc solliciter de l'Office la délivrance d'un titre, en observant les conditions de forme prescrites par la loi et les règlements pour la délivrance des brevets en général. La seule particularité est qu'il faut qu'il spécifie qu'il s'agit d'un brevet additionnel et qu'il dédaigne exactement le brevet principal qui protège l'invention mère à laquelle le perfectionnement se rattache : il a le droit de choisir, en effet, et, dans le doute, l'Office lui délivrerait un brevet indépendant, c'est-à-dire le titre normal et ordinaire, le brevet additionnel ayant un caractère exceptionnel.

La procédure à laquelle la demande de brevet additionnel est soumise est la même que pour les demandes de brevet ordinaire; le lecteur voudra bien se reporter au chapitre spécial que nous lui consacrerons ultérieurement dans notre travail.

En ce qui concerne les taxes, elles sont déterminées par l'avant-dernier alinéa du § 155 de la loi, ainsi conçu : « Pour le brevet additionnel, pour toute sa durée, qui ne peut pas dépasser celle du brevet principal, il sera payé, outre la taxe du dépôt, une taxe de 100 dinars payable une fois pour toutes ». Ainsi donc, la demande d'un brevet additionnel doit être accompagnée de la taxe du dépôt, qui est, aux termes du § 155, al. 2, de 50 dinars, et de la taxe de 100 dinars, seule à laquelle est soumis le brevet additionnel. En effet, par une faveur exceptionnelle qui constitue pour le brevet additionnel un avantage propre et caractéristique, la loi exonère

ce titre de toutes les annuités auxquelles un brevet ordinaire est soumis après sa délivrance : tant que le brevet principal dure, tant que le brevet additionnel est un brevet additionnel, les annuités du brevet principal sont seules exigibles.

SECTION III.

Régime particulier du brevet additionnel.

DE LA SOLIDARITÉ DU BREVET ADDITIONNEL AVEC LE BREVET PRINCIPAL. PRINCIPE. LIMITES. — Le brevet additionnel, en complétant et en perfectionnant le brevet principal, indique combien est féconde l'idée de l'invention. Son existence est toute dépendante, il achève le brevet principal : il est une manifestation nouvelle d'une production intellectuelle, mais c'est une manifestation d'effort continu vers un même but et le perfectionnement consiste en une ramification de l'invention primitive. La conséquence logique du rapport ainsi établi entre ces deux titres est que l'existence du brevet additionnel est étroitement liée à celle du brevet principal dont il dépend ; par une loi de la nature, par définition, peut-on dire, il prend fin en même temps que le brevet principal. (§ 19, al. 2). Délivré pour la durée du brevet principal, il atteint son terme normal à l'expiration de ce titre : le brevet additionnel est donc solidaire du brevet principal auquel il se rattache.

Cette solidarité, dont le principe est consacré par toutes les législations régissant notre matière, est fort différemment comprise dans les divers pays. Aussi, nous paraît-il utile d'exposer d'abord, en grandes lignes, deux conceptions types, celles des lois française et allemande ; nous verrons ensuite comment cette solidarité a été comprise dans la législation yougoslave.

En droit français, l'idée de la solidarité d'existence du certificat d'addition avec le brevet est admise d'une façon très rigoureuse. Du jour où le certificat est pris, certificat et brevet vivent d'une même vie. Dès que le brevet prend fin, le certi-

ficat prendra fin également, sans distinguer si le brevet s'éteint par l'expiration de son terme, par une déclaration de nullité ou de déchéance, par une renonciation, expresse ou tacite, de son titulaire. Comme l'a exprimé M. Pouillet, dans une forme pittoresque, « le brevet, c'est l'arbre ; le certificat d'addition, c'est la branche ; mort l'arbre, morte la branche (1) ».

En droit allemand, la solidarité du brevet d'addition, *Zusatzpatent*, avec le brevet principal, *Hauptpatent*, est moins rigoureusement et bien mieux comprise. Le brevet d'addition dépend du brevet principal quant à l'origine même de son existence. Tant que vit le brevet principal, le brevet d'addition en est solidaire et l'article 7 § 1 de la loi sur les brevets décide que le brevet d'addition prendra fin avec le brevet délivré pour l'invention mère. Toutefois, — et c'est là une innovation de la loi allemande digne de remarque — l'annulation du brevet principal est sans effet sur le brevet d'addition, qui subsiste en se transformant en brevet indépendant, soumis comme tel aux taxes légales. Cette disposition est très équitable. La faveur d'un brevet d'addition au profit du breveté primitif consiste surtout dans la modicité de la taxe. Du moment qu'un brevet principal a été pris, l'inventeur ne s'est pas refusé au sacrifice du paiement des annuités ; il mérite une protection de faveur pour le perfectionnement qu'il peut apporter à son invention, et le brevet d'addition lui en donne le moyen. Ce brevet d'addition protège un perfectionnement qui doit dériver de l'idée mère de l'invention ; mais ce perfectionnement, devant consister en une véritable invention et non en une simple modification, peut avoir toute l'importance pratique d'une invention, voire même être plus utile que la précédente. Pourquoi dès lors le faire tomber dans le domaine public en cas de nullité du brevet principal ? L'inventeur n'a reculé devant aucun sacrifice pour protéger son invention, il s'est de plus efforcé de la compléter par un perfectionnement, une addition ou tout autre développement, qui est une invention véritable, et pour laquelle il aurait pu

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 154.

prendre un brevet, au lieu d'un brevet d'addition. Il est donc équitable et logique de décider, comme l'a fait la loi allemande, qu'en cas de déclaration de nullité du brevet principal, le brevet d'addition se transforme en brevet indépendant.

Le législateur yougoslave, en suivant en cela l'exemple qui lui a été donné par les lois autrichienne (art. 14) et hongroise (art. 7), a poussé plus loin ce raisonnement. En effet, après avoir posé, dans le § 19, al. 2, première phrase, le principe que le brevet additionnel est solidaire, quant à son existence, du brevet principal, en décidant que « le brevet additionnel prend fin en même temps que le brevet principal », en d'autres termes qu'il ne peut pas avoir une durée plus longue que celle du brevet auquel il est attaché, la loi pose, dans la seconde phrase du même alinéa du § 19, la règle suivante : « Toutefois, un brevet additionnel peut être maintenu en vigueur comme brevet indépendant si le brevet principal a été annulé ou retiré ou si son titulaire y a renoncé ». Ainsi donc, en droit yougoslave, le brevet additionnel a une existence liée à celle du brevet principal : il s'éteint en même temps que le brevet principal qui arrive à son terme légal, il dure donc autant que le brevet duquel il dépend. Mais si le brevet principal vient à s'éteindre par suite d'une déclaration de nullité ou de déchéance, ou par une renonciation, expresse ou tacite, de son titulaire, le brevet additionnel peut continuer à subsister, sur une simple demande adressée à l'Office pour la protection de la propriété industrielle de la part de l'intéressé. Bien entendu, il ne saurait alors conserver son caractère, ni continuer à bénéficier de l'exemption fiscale qui ne se justifierait plus : aussi, est-ce avec logique que la loi a décidé que le brevet additionnel se transformera alors en brevet indépendant, soumis aux taxes légales. Restait à régler une question délicate : le brevet additionnel, tant que le brevet principal existe, n'a pas, au point de vue de sa durée et de l'échéance des annuités, une date propre ; il suit, nous le savons, la date du brevet. En devenant indépendant, il ne s'affranchit évidemment pas du terme fixé, lors de la délivrance, pour son expiration, qui se produira donc au bout de quinze ans à compter

de la date du brevet principal ; la loi le dit, d'ailleurs, expressément, dans la dernière phrase de l'alinéa 2 du § 19, ainsi conçue : « En pareil cas, la durée de ce brevet ne peut excéder celle que le brevet principal aurait pu avoir ». En ce qui concerne la date d'exigibilité des annuités et le calcul du taux de ces annuités, le dernier alinéa du § 19 tranche la difficulté de la manière suivante : « En ce qui concerne le paiement des annuités pour le brevet additionnel, devenu indépendant, le brevet additionnel prend la place du brevet principal ».

INDÉPENDANCE DU BREVET PRINCIPAL DU BREVET ADDITIONNEL. DE L'EXISTENCE PROPRE DU BREVET ADDITIONNEL. — La solidarité du brevet additionnel avec le brevet principal n'entraîne pas par voie de réciprocité celle du brevet principal avec le brevet additionnel. L'indépendance du brevet principal vis-à-vis du brevet additionnel existe, que ce dernier vive ou périsse. En se greffant sur le brevet principal, le brevet additionnel n'en garde pas moins, sans avoir d'autonomie véritable, un caractère de personnalité distincte. Il est ainsi soumis à toutes les causes de nullité et cas de déchéance d'un brevet ordinaire, le titulaire peut y renoncer. Mais de quelque façon qu'elle se produise, son extinction ne rejaillit pas sur le brevet principal, dont la vitalité et l'existence sont absolument indépendantes de celles du brevet additionnel.

PROPRIÉTÉ DU BREVET ADDITIONNEL. — La condition d'identité de personne entre le breveté et le titulaire du brevet additionnel, qui, nous l'avons vu plus haut, s'impose pour la délivrance de ce dernier titre, subsiste-t-elle pendant leur durée et a-t-elle pour effet de créer une sorte d'indivisibilité dans la propriété de l'un et de l'autre? La réponse à cette question dépend uniquement de la conception que l'on a du brevet additionnel ou du certificat d'addition. En droit français, le certificat d'addition est considéré comme étant une annexe, un véritable accessoire du brevet principal. La conséquence de ce caractère accessoire du certificat d'addition est que, d'une part, par application de la règle « *accessorium*

sequitur principale », le certificat d'addition passe nécessairement, sauf stipulation contraire, aux cessionnaires du brevet principal; que, d'autre part, la faculté de le prendre appartenant à tous les ayants-droit du breveté, aux cessionnaires partiels aussi bien qu'aux simples licenciés, le certificat d'addition profite à tous ces ayants-droit. En droit allemand, au contraire, où le brevet d'addition, tout en ne pouvant protéger qu'un perfectionnement ou quelque autre développement du brevet, ne peut cependant pas être considéré comme un véritable accessoire du brevet principal, la question est résolue d'une façon différente. En ce qui concerne les effets de la cession, il y a controverse: pour certains auteurs, le brevet et le brevet d'addition ne sont pas liés, ils peuvent être aliénés séparément et transférés à des titulaires différents (1); dans une autre opinion, les deux titres doivent nécessairement être réunis dans les mêmes mains, l'un ne pouvant être cédé sans l'autre (2). En ce qui concerne les bénéficiaires du brevet d'addition, on admet unanimement qu'il ne profite pas aux ayants-droit, cessionnaires ou licenciés, du brevet: il est la propriété particulière du titulaire, qui n'est pas tenu d'en faire jouir ses cessionnaires, à moins qu'il ne s'y soit expressément obligé.

Que décider pour le droit yougoslave? La loi ne dit rien; la jurisprudence n'a pas encore été appelée à se prononcer, et il est difficile de prévoir avec certitude ce qu'elle va décider. Remarquons que la conception du brevet additionnel en droit yougoslave est analogue à celle de la loi allemande, qui a servi de modèle; par conséquent, la solution allemande de la question nous paraît s'imposer. Aussi, croyons-nous, en ce qui concerne la question de savoir si la cession du brevet principal entraîne de plein droit et nécessairement celle du brevet additionnel, il faudrait admettre l'affirmative: l'esprit de la loi et le but de l'institution exigent que les deux titres soient réunis dans les mêmes mains; l'intéressé ne peut

(1) Seligsohn, *Patentgesetz*, Berlin, 1891, p. 142.

(2) Kohler, *Handbuch*, p. 334.

pas se plaindre, il n'avait qu'à prendre un brevet indépendant au lieu d'un brevet additionnel. En ce qui concerne les bénéficiaires du brevet additionnel, nous croyons, avec la loi allemande, que seul le titulaire du brevet principal en est propriétaire et qu'il n'est nullement tenu d'en faire jouir ses cessionnaires partiels ou ses licenciés, à moins, bien entendu, qu'il ne s'y soit expressément obligé.

CHAPITRE VI

Demande et délivrance des brevets.

SECTION I.

Demande des brevets.

§ I. — *Caractère juridique de la demande ; Capacité de l'impétrant.*

CARACTÈRE JURIDIQUE DE LA DEMANDE. — Nous avons souvent rappelé que, dans la théorie du droit immatériel, la demande et la délivrance du brevet n'ont pas pour objet la concession d'un privilège, mais la consécration et la reconnaissance d'un droit : il faut les considérer comme les actes de police judiciaire nécessaires pour développer un droit embryonnaire. La demande de brevet est donc un acte de police judiciaire qui met en mouvement l'action de l'autorité compétente et est le point de départ nécessaire de la procédure de la juridiction gracieuse qui aboutit à la délivrance du brevet.

CAPACITÉ REQUISE DE L'IMPÉTRANT. — La capacité requise pour demander un brevet est la même que pour en obtenir un, c'est la capacité générale pour acquérir des droits. A cet égard, il y a donc lieu d'appliquer les règles du droit commun concernant la capacité des personnes ; nous n'insisterons pas là-dessus, étant donné la très grande diversité des lois

régissant cette matière, l'unification de la législation civile pour toute la Yougoslavie n'ayant pas encore été effectuée.

En ce qui concerne le failli, il n'est pas non incapable, hoc sensu; il peut demander et obtenir, après la déclaration de faillite, un brevet qui ne tombera pas dans la masse; car l'invention qu'il aurait faite, même antérieurement, ne pouvait jusqu'alors faire l'objet que d'un droit attaché à la personne, ne rentrant pas dans le gage des créanciers. Si, au contraire, la demande a précédé l'ouverture de la faillite, le brevet appartiendra à la masse, mais il n'en devra pas moins être délivré au nom du failli.

Les personnes morales, celles du droit privé aussi bien que celles du droit public, y compris l'Etat, peuvent se faire délivrer des brevets. Elles déclarent directement en leur propre nom les inventions faites, pour leur compte, par leurs préposés ou fonctionnaires. Pour les sociétés, ce sont les gérants ou les directeurs qui feront la demande; pour les personnes morales du droit public, c'est le chef administratif (maire, par exemple). Pour l'Etat, la demande de brevet sera faite par le ministre compétent, par exemple par le Ministre de l'Agriculture et des Eaux, celui des Mines et Forêts, de la Guerre et de la Marine, etc., ou bien le directeur ou le président d'un organe administratif autonome, comme, par exemple, le directeur des Monopoles d'Etat, le directeur de la Poudrerie de l'Etat, etc.

La demande peut être formée par un mandataire muni d'une procuration spéciale ou générale. Rappelons que, dans certains cas, l'intervention d'un représentant est exigée: toutes personnes, les nationaux aussi bien que les étrangers, domiciliées à l'étranger doivent toujours constituer un mandataire (§ 75, al. 1^{er}). L'inobservation de cette condition de validité de la demande sera le rejet, sauf la faculté donnée à l'impétrant de se mettre en règle avec la loi après coup, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet par le rapporteur ou la Commission des demandes (§ 91, al. 2).

§ 2. — *Formalités.*

- FORMALITÉS. — « Quiconque désire obtenir un brevet, nous dit le § 85, al. 1^{er}, doit présenter une demande, soit directement, soit par la poste, à l'Office pour la protection de la propriété industrielle, par écrit et dans la forme prescrite. » Aucun autre mode de déclaration d'une invention ne pourrait remplacer cette forme légale de demande: une déclaration faite verbalement à l'Office ou reçue en forme de procès-verbal par une autre autorité du pays, ne produirait pas les effets d'une demande de brevet. La demande doit être rédigée en langue officielle, c'est-à-dire en serbo-croate ou en slovène: rédigée en langue étrangère, elle ne sera pas prise en considération (§ 80 du Règlement); mais l'impétrant pourra employer les termes techniques empruntés à une langue étrangère, s'ils sont généralement admis. Toute demande de brevet doit comprendre: 1° une requête tendant à la délivrance d'un brevet pour un objet exactement désigné (§ 87) et 2° une description de l'invention, accompagnée des dessins, avec une ou plusieurs revendications du droit privatif de l'inventeur (§§ 88 et 89). L'impétrant pourra, en outre, être tenu de joindre des modèles et des échantillons.

La demande doit être ferme, c'est-à-dire ne doit contenir ni restrictions, ni conditions, ni réserves. L'inobservation de cette condition ne constitue qu'un empêchement prohibitif à la délivrance: l'impétrant sera requis, au cours de la procédure d'examen préalable, de réparer le vice; ce n'est que s'il se refuse de le faire que la demande sera rejetée en entier. Qu'arrivera-t-il si l'Office a, par inadvertance, délivré le brevet demandé dans ces conditions? Il est certain que le brevet ne pourra pas être annulé, car il n'y a pas de nullités en dehors de celles édictées par la loi: on devra donc, en pareil cas, se borner à réputer purement et simplement non écrites les réserves, les conditions ou les restrictions, et apprécier le brevet comme s'il ne les contenait pas.

CHACQUE DEMANDE NE DOIT COMPORTER QU'UN SEUL OBJET PRINCIPAL. — « En règle générale, dit le § 86, il doit être présenté une demande spéciale pour chaque invention » ; en d'autres termes, la demande doit être limitée à un seul objet principal. Mais l'unité d'objet doit s'entendre de l'unité technique de l'invention et non de l'unité absolue ou de l'unité juridique. Par conséquent, l'unité sera respectée, alors même que le brevet devrait contenir plusieurs revendications et que le droit du breveté devrait porter sur plusieurs objets distincts, à la condition que ces revendications et ces objets se rattachent à une même idée d'invention technique. C'est ce que nous dit exactement la dernière phrase du § 86, ainsi conçue : « Deux ou plusieurs inventions ne peuvent être réunies dans une même demande que si ces inventions se rapportent au même objet, comme partie intégrante ou comme moyens efficaces. » Ainsi, l'inventeur pourra réunir, dans une seule demande, des perfectionnements multiples de son invention ; il pourra breveter à la fois un produit nouveau et le procédé pour l'obtenir, les éléments et la combinaison de ces éléments ; il pourra même réunir dans une seule demande plusieurs procédés différents pour l'obtention d'un produit, si ce produit fait aussi l'objet de la demande.

La condition de l'unité d'objet dans la demande s'impose à la fois par des raisons d'ordre fiscal et par des considérations d'utilité. En effet, si la loi avait permis que l'on puisse comprendre dans une même demande plusieurs inventions différentes, d'une part le fisc serait lésé, car on ne payerait qu'une seule taxe de demande et les annuités d'un brevet seulement, alors que, d'après le système actuel, on en doit plusieurs ; et, d'autre part, la recherche des inventions déjà brevetées serait devenue presque impossible pour le public, puisqu'il aurait fallu lire les brevets d'un bout à l'autre, pour être certain de connaître tout leur contenu, sans compter que l'examen des demandes des brevets par l'autorité compétente serait rendu fort difficile. Aussi, la complexité d'inventions dans une demande ne constitue-t-elle qu'un empêchement prohibitif à la délivrance ; lorsqu'elle se retrouve

encore dans le brevet, elle n'est pas une cause de nullité. C'est dans l'examen préalable que le vice de complexité sera réparé: l'impétrant sera appelé à diviser sa demande; s'il se refuse à le faire, elle sera rejetée pour le tout. Mais, dans le délai qui lui aura été fixé, il pourra former des demandes distinctes pour les diverses inventions contenues dans la première, et elles bénéficieront toutes de la date de la demande primitive (§ 91, al. 2).

PIÈCES DONT SE COMPOSE LA DEMANDE. — Les pièces dont se compose toute demande de brevet (requête et description, avec revendication) sont définies, en grandes lignes, par les §§ 87, 88 et 89 de la loi; mais toutes les formalités relatives à leur rédaction font l'objet de prescriptions détaillées, édictées par les §§ 41 et suivants du Règlement du 17 novembre 1920.

1° LA REQUÊTE. — La requête est la demande proprement dite d'un brevet pour une invention désignée sommairement et avec précision. Aux termes du § 87, elle doit contenir : a) l'indication des nom, prénoms, profession et domicile de l'impétrant, ainsi que ceux du représentant, si c'est lui qui fait le dépôt de la demande; b) la demande tendant à l'obtention d'un brevet; c) l'indication succincte de l'invention pour laquelle le brevet est demandé; d) la déclaration par laquelle le requérant s'engage de payer à l'Office tous les frais d'impression faits pour les avis et publications prescrits par la loi. D'autres indications pourront être mentionnées dans la requête, par exemple, pour demander l'ajournement de la publication (§ 93, al. 5). Enfin, la requête doit être signée par l'impétrant ou par son mandataire. De toutes ces exigences, la seule qui soit délicate est celle relative à la rédaction de « l'indication succincte de l'invention ». Cette indication — qui sera publiée, lors de la publication préalable de la demande, et qui constituera ultérieurement le titre même du brevet — doit être la désignation aussi exacte et aussi brève que possible de l'invention contenue dans la

demande, de façon à permettre de prévoir les revendications et à fournir à tous intéressés une première donnée suffisante sur la portée de la demande.

2° LA DESCRIPTION. — « En même temps que la requête, la description de l'invention, faite conformément aux prescriptions de la présente loi (§ 89), doit être déposée en deux exemplaires munis de la signature du requérant ou de son mandataire » (§ 88, al. 2). Le § 89, 1°, détermine les conditions que doit réunir la description : « Elle doit être assez claire et assez complète pour que les personnes expertes en la matière puissent, d'après elle, reproduire ou utiliser l'invention, sans avoir besoin d'autres explications » ; en d'autres termes, la description doit être claire et loyale : claire, c'est-à-dire de nature à faire comprendre les moyens du breveté, sinon par le premier venu, du moins par un homme du métier ; loyale, c'est-à-dire qu'elle doit donner les vrais moyens de l'inventeur. En somme, la description ne sera suffisante et ne répondra aux conditions de loyauté et de clarté exigées par la loi que si elle permet à des tiers, experts en la matière, après en avoir pris connaissance, d'exécuter l'invention.

La loyauté et la clarté dans l'exposé de l'invention est une des charges du droit privatif que l'inventeur prétend exercer. En effet, si la loi garantit à l'inventeur la jouissance exclusive de son invention, c'est à la condition que celui-ci lui dévoile son secret, afin qu'à l'expiration du brevet le domaine public puisse pleinement en jouir. L'intérêt général serait gravement lésé par une révélation insuffisante, obscure ou ambiguë des véritables moyens de l'inventeur, puisque, par l'obscurité dans sa rédaction ou par une réticence calculée, le breveté priverait la société des avantages qu'il lui a promis et dont elle doit jouir pleinement à l'expiration du privilège.

La description doit être déposée en deux exemplaires, munis de la signature du requérant ou de son mandataire. Tout ce qui concerne sa forme et sa rédaction a été très minutieusement réglementé par le Règlement du 17 novem-

bre 1920, §§ 47, 48, 51, 52, 53, qui imposent aux demandeurs de brevets : le format du papier, la qualité d'encre, une marge, la manière dont il faut indiquer la température, le poids et les mesures, etc.

L'invention, avons-nous dit, doit être loyalement et clairement décrite. L'inobservation de cette condition a pour sanction le rejet de la demande : elle ne constitue qu'un empêchement prohibitif à la délivrance, mais ne vicierait pas le brevet délivré. L'inventeur n'en porterait pas moins la peine de sa dissimulation volontaire ou même de sa simple négligence : d'une part, sa sécurité est compromise, car il risquerait de succomber dans des procès en annulation, où une description ambiguë ne lui sera d'aucun secours ; d'autre part, la poursuite de la contrefaçon sera pleine de difficultés, car il lui sera difficile de prouver la mauvaise foi ou la faute des contrefacteurs. D'ailleurs, ces vices pourront être réparés au cours de la procédure d'examen préalable, soit spontanément sur la propre initiative de l'impétrant (§ 89, al. 4), soit sur l'invitation du rapporteur.

3° LA REVENDICATION. — La description doit s'achever par l'énoncé des revendications de l'inventeur. La loi en pose le principe dans les termes suivants : « Ce qui est nouveau dans l'invention et ce que le requérant désire protéger doit être expressément relevé dans une ou plusieurs revendications groupées à la fin de la description » (§ 89, 2°).

Le législateur yougoslave a fait de la revendication la pièce capitale de la demande du brevet. C'est dans la revendication que la demande se précise, se concentre ; c'est par elle que l'inventeur fixe l'objet et la portée du droit exclusif dont il sollicite la reconnaissance à son profit, en faisant connaître, en déterminant, en définissant l'invention sur laquelle doit porter le brevet. En cela, le législateur yougoslave n'a fait qu'imiter l'exemple d'un grand nombre de législations étrangères, notamment des législations anglaise, allemande, autrichienne, belge, etc., qui, toutes, exigent que l'inventeur formule l'objet de l'invention sur laquelle il entend exercer son

droit privatif, à la différence de la loi française sur les brevets, qui n'a pas consacré, législativement, cette exigence.

L'obligation qui incombe à l'inventeur d'énoncer les revendications se justifie aussi bien par l'intérêt des tiers, du public en général, que par celui de l'inventeur lui-même. Les tiers, les industriels et les fabricants, qui ont un grand intérêt à connaître exactement l'objet du droit de brevet, seraient, en l'absence des revendications, très souvent singulièrement embarrassés pour apprécier la véritable portée d'un brevet. Grâce à cette obligation, le domaine de l'invenreur se trouve bien délimité, bien circonscrit : son droit sera mieux assuré, parce que la portée de l'invention sera exactement déterminée et que le brevet aura ainsi une base très solide ; il sera, également, moins attaqué, car la revendication, en renseignant le public sur la portée véritable du brevet, aura pour effet de le mettre en état de mauvaise foi en cas de contrefaçon. On ne pourra pas objecter que l'exigence de la revendication serait un piège à la naïveté des inventeurs, souvent éblouis par le résultat qu'ils poursuivent, plaçant leur invention où elle n'est pas, ne la voyant pas où elle est : en effet, grâce à l'institution de l'examen préalable, l'inventeur est mis à même de réparer les erreurs, de restreindre la portée qu'il a primitivement assignée à son invention, de modifier, même complètement, non seulement la rédaction des revendications, mais même leur objet.

Si l'on compare la revendication à la description, on peut les assimiler, l'une au dispositif, l'autre aux motifs d'un jugement (1). La description annonce, explique et commente la revendication, dans laquelle elle s'achève et qui est sa conclusion logique. La description peut donc, sans inconvénients, mentionner des éléments déjà connus de l'invention et sur lesquels l'inventeur n'entend émettre aucune prétention ; souvent même, la description serait inintelligible, si elle se bornait à énoncer la partie brevetable de l'invention. La revendication, au contraire, ne doit renfermer que ce qui peut être breveté,

(1) Kohler, *Handbuch*, p. 345.

que ce qu'on entend faire breveter. Il faut donc, dans une formule appropriée, réunir seuls les éléments de l'invention, établir sa définition concise et rigoureusement exacte, qui permette de la distinguer de toute autre et de reconnaître la contrefaçon.

La revendication, comme le dit justement le § 89, 2°, de la loi, ne doit contenir que l'énonciation de « ce qui est nouveau et ce que l'inventeur désire protéger ». L'inventeur doit donc, avant de formuler ses revendications, rechercher ce qui constitue réellement son invention, et ne solliciter le brevet que pour ce qui est proprement l'essence de son invention, pour ce qui est le fond immuable et caractéristique, le noyau intérieur de sa conception originale. Ce sera pour lui, souvent, une tâche très hardie, car, pour bien formuler, il faut réunir l'intelligence des choses techniques et la faculté d'abstraction juridique et logique. La collaboration des agents de brevets et des spécialistes et techniciens lui sera d'une aide très utile. Il appartiendra, d'ailleurs, à l'Office, à ses membres techniciens, de le guider, car une de ses missions essentielles, dans la procédure de délivrance, est d'obtenir la rédaction irréprochable des revendications. A cet effet, le rapporteur, chargé d'examiner la demande de brevet, émettra les préavis qu'il jugera utiles, en suggérant à l'inventeur des modifications à apporter, en lui faisant part des empêchements éventuels et en lui proposant des remèdes.

4° LES DESSINS. — « La description doit contenir des dessins nécessaires à l'intelligence de la description et tracés d'une manière durable » (§ 89, al. 3). Les dessins doivent être en deux exemplaires, comme la description. Le Règlement du 17 novembre 1920 (§§ 48, 49 et 50) impose à l'impétrant des prescriptions minutieuses ; une uniformité était nécessaire pour faciliter la reproduction de tous les documents, en vue de la publication ordonnée par la loi.

La non conformité des dessins et descriptions avec le contenu des revendications n'est pas une cause de nullité. La portée du brevet doit être déterminée par le texte des reven-

dications, sans que les autres documents de la demande puissent limiter l'étendue du droit du breveté, si ces revendications sont claires et formelles. Pourtant, le défaut de concordance peut parfois justifier l'annulation du brevet : si, en effet, la revendication porte sur une invention qui est différente de celle qui fait l'objet des description et dessins, elle a été admise à tort, et le brevet protège ainsi une invention qui n'a pas été déclarée. La partie des revendications qui excède la sphère de l'invention déclarée est nulle, et le brevet sera annulé totalement ou pour partie, car on ne peut considérer comme constituant l'invention de l'impétrant que ce qu'il a régulièrement fait connaître dans sa demande de brevet.

5° MODÈLES ET ÉCHANTILLONS. — Outre les dessins, la loi prévoit le dépôt des modèles et échantillons (§ 89, 3°). Ce dépôt a été minutieusement réglementé par le § 53 du Règlement du 17 novembre 1920. En principe, il ne sera fait que sur la demande de l'Office, lorsqu'il est nécessaire ou seulement utile pour l'intelligence ou pour l'examen de l'invention déclarée (§ 53, al. 1^{er} du Règlement). Toutefois, ce dépôt est obligatoire dans le cas où « il s'agira d'un procédé pour la fabrication des couleurs dérivées du goudron » (§ 53, al. 2 et 3 du Règlement) ; il est, au contraire, prohibé toutes les fois qu'il s'agit des matières explosibles ou facilement inflammables (§ 53, al. 5 du Règlement). Les modèles et échantillons ne sont exigés qu'en un seul exemplaire ; en les déposant, l'inventeur doit déclarer s'ils doivent lui être restitués ou s'ils peuvent être détruits, pour le cas où l'Office n'en aurait pas besoin.

PAIEMENT DE LA TAXE. — « La requête doit être pourvue de la taxe du dépôt » (§ 88, al. 1^{er}), qui est de 50 dinars (§ 155), pour les frais de la procédure. Cette taxe sera acquittée en timbres de quittance, qui seront collés sur la requête même ; elle doit donc être payée au moment même de la demande, et mention sera faite sur la requête de l'accomplissement de cette

formalité. Si la requête n'est pas pourvue de la taxe du dépôt, elle sera considérée comme nulle et non avenue, conformément aux dispositions de la loi serbe du 31 mars 1911 sur les taxes, applicable en notre matière (§ 155, al. 1^{er}). Toutefois, en vertu de l'alinéa 3 du § 159, l'Office peut exceptionnellement prendre en considération une demande dépourvue de la taxe du dépôt, en adressant un avertissement à l'intéressé et en l'invitant de s'acquitter dans le délai déterminé ; « si le requérant paie ou complète, dans le délai fixé, la taxe qui lui est réclamée, la requête sera considérée comme ayant été en temps utile et régulièrement présentée ; sinon, elle sera remise aux archives, sans aucun autre examen » (§ 159, al. 4).

IMPORTANCE DE LA DATE DU DÉPÔT DE LA DEMANDE ; EFFETS QUI Y SONT ATTACHÉS. QUID SI LA DEMANDE EST IRRÉGULIÈRE ? — Nous avons déjà vu que le dépôt d'une demande de brevet produit, au profit de l'inventeur, plusieurs effets importants : il lui assure un droit de priorité pour la délivrance du brevet, à l'encontre d'un demandeur ultérieur ; il garantit la nouveauté de son invention contre toute divulgation dans l'avenir ; il fixe définitivement les droits acquis aux possesseurs antérieurs et s'oppose à toute acquisition nouvelle. La date même du dépôt présente ainsi une importance capitale pour l'inventeur ; sa valeur peut dépendre d'une question de jours ou même d'heures : une invention qui était nouvelle le matin peut être publique le soir ; deux inventeurs rivaux peuvent se présenter à quelques minutes d'intervalle. Mais, pour que le dépôt d'une demande produise ces effets, il faut que la demande soit valable ; si elle est rejetée, l'inventeur perdra tous ses droits. Faut-il, en outre, qu'elle soit conforme à toutes les prescriptions qui règlent les formalités de la demande, qu'elle soit, au moment du dépôt, absolument régulière et définitive ? Ou bien le bénéfice sera-t-il acquis par le dépôt, sauf le droit pour l'inventeur de compléter, corriger, rectifier sa demande dans la forme et même dans le fond ?

La question est tranchée d'une façon précise et claire

par l'al. 2 du § 90, ainsi conçu : « Si la demande présente des défauts et que celles-ci ont été corrigées en temps utile, elle pourra être considérée par l'Office comme ayant été régulièrement effectuée à la date du premier dépôt, pourvu que les corrections n'aient pas modifié l'essence de l'invention. Mais si les corrections des défauts de la demande, faites en temps utile, entraînent une modification de l'essence de l'invention, le dépôt sera considéré comme régulièrement effectué au moment où les corrections ont été apportées à la demande et ce n'est qu'à partir de cette date qu'il jouira du droit de priorité. » Donc, l'impétrant pourra apporter des modifications à sa demande, soit spontanément, avant la publication préalable, soit, à la demande du rapporteur, dans le délai qu'il lui fixera. Mais il ne conservera pas toujours le bénéfice de la date de son dépôt : il résulte du texte précité que la loi distingue, à cet égard, suivant que les modifications changent ou non l'essence même de l'invention. S'agit-il des modifications qui sont de nature à modifier l'essence de l'invention, c'est-à-dire l'invention ou ses éléments caractéristiques, tels qu'ils résultent de la description, des revendications et des dessins, l'impétrant ne conservera pas son rang primitif ; le législateur a pensé, avec raison, qu'il y avait là une nouvelle invention, et lui a assigné le rang, conformément à l'esprit de la loi, au moment où ces modifications, apportées à la demande, sont parvenues à l'Office. S'agit-il, au contraire, des modifications de forme, des modifications qui laissent intacte l'essence de l'invention, elles sont permises et ne préjudicieront pas aux droits de l'impétrant, dont la demande conservera son rang primitif. Tel sera le cas non seulement des modifications qui ont pour objet de réparer des erreurs, des omissions, de corriger des vices de forme, de mettre toutes les pièces de la demande en règle avec les prescriptions de la loi et de l'Office, mais aussi de celles qui ont pour objet de corriger les erreurs matérielles dans la description ou d'y substituer à certains éléments des éléments semblables ou équivalents, et même de celles qui tendent à réparer le vice de la complexité de la demande primi-

tive en la divisant en plusieurs demandes distinctes ou à transformer une demande de brevet additionnel en une demande de brevet, si l'objet ne présente pas la relation requise.

SECTION II.

Procédure d'examen préalable jusqu'à la publication de la demande.

§ 1. — *Examen préliminaire.*

FORMALITÉS LORS DU DÉPÔT DE LA DEMANDE. — Nous avons vu que, lorsqu'une demande de brevet est déposée à l'Office, elle est immédiatement pourvue d'un numéro d'ordre et de sa date, indiquant jour, heure et minute de sa réception par l'Office ; la même mention est répétée sur toutes les pièces contenues dans la demande. Puis, la demande est inscrite à son rang, dans un registre spécial. Un employé du bureau de réception, chargé de déterminer la classe dans laquelle rentre l'invention, mentionnera le numéro de la classe sur la demande. Le dossier sera alors remis au chef de la Section des demandes de brevets, qui le transmettra à un membre de la Section, désigné par lui d'avance pour la classe d'inventions dont il s'agit. Le bureau de réception se bornera donc à transmettre le dossier qui lui est parvenu au rapporteur compétent, par l'intermédiaire du chef de la Section des demandes des brevets, après l'avoir enregistré.

LE RAPPORTEUR. — D'après le principe général de la loi, l'examen préalable de la demande n'est pas immédiatement confié à la Commission des demandes ; l'examen et la décision de la Commission sont toujours précédés d'un examen par un rapporteur. Le § 91, al. 1^{er}, le dit dans les termes suivants : « La régularité de chaque demande est examinée par un membre de la section des demandes des brevets, auquel

elle est renvoyée (le rapporteur) ». Cet examen préliminaire, bien qu'il ne puisse aboutir directement ni à la délivrance, ni au rejet, n'en constitue pas moins une instance indépendante : les attributions données au rapporteur sont assez étendues pour assurer à l'inventeur les garanties d'un examen sérieux et approfondi.

MISSION DU RAPPORTEUR. PRÉAVIS. — Son examen doit porter à la fois sur les formalités de la demande et sur les conditions de brevetabilité de l'invention. D'une part, le rapporteur recherchera si la demande répond à toutes les conditions de forme prescrites par la loi et les règlements, si la requête est régulière, si la description est complète et suffisante, si les revendications sont claires et précises, s'il n'y a pas de vice de complexité, etc. D'autre part, il examinera si l'invention répond aux conditions de brevetabilité exigées par la loi, c'est-à-dire si elle est susceptible d'une utilisation industrielle, si elle ne rentre dans aucune des exceptions du § 9 ; mais il n'examinera point la nouveauté de l'invention (§ 91, al. 4), nous le savons. Si toutes les conditions exigées se trouvent remplies, il n'y a qu'à transmettre le dossier à la Commission, sans autre formalité ; le rôle du rapporteur est terminé.

Si, au contraire, l'examen a fait reconnaître les vices de forme ou s'il résulte de cet examen, au besoin après audition d'experts, que l'invention n'est pas brevetable, le rapporteur communiquera à l'impétrant ses observations, par une notification faite à sa personne ou à la personne de son représentant inscrit, en lui faisant connaître à la fois les conditions de forme et de fond qui ne se trouveraient pas remplies ; il lui fixe un délai pour régulariser sa demande ou pour répondre aux critiques touchant l'invention elle-même. Le § 91, al. 2 et 3, le dit clairement : « Si la demande n'est pas régulière ou ne répond pas aux prescriptions de la présente loi, le requérant sera invité par un ordre écrit du rapporteur à compléter ou à corriger sa demande dans un délai qui lui sera fixé. S'il résulte de l'examen, au besoin après audition d'experts, que l'invention n'est pas brevetable (§§ 8 et 9), le

rapporteur en informera le requérant, en lui exposant ses raisons et en l'invitant à répliquer dans le délai qu'il lui fixera ».

Lorsqu'il émet un préavis, le rapporteur est tenu de faire connaître à l'inventeur les motifs sur lesquels il se fonde, c'est-à-dire les faits qu'il invoque, et non pas seulement les raisons juridiques, par l'indication des textes de la loi. Cela est nécessaire pour que l'inventeur soit en mesure de répondre utilement, de discuter les critiques dont sa demande est l'objet.

L'inventeur pourra présenter ses explications dans des notes écrites, auxquelles le rapporteur répliquera s'il y a lieu ; mais il pourra, s'il le préfère, solliciter une audience et présenter ses explications oralement (§ 22 du règlement) : dans ce cas, il y aura lieu de rédiger un procès-verbal, sauf dans le cas où il s'agit d'une simple correction effectuée sur la demande même, auquel cas il suffit que l'intéressé signe la correction qu'il a apportée à sa demande (§ 23 du règlement).

Le rapporteur a le droit d'entendre des témoins et des experts et de prendre toutes les mesures d'instruction. Dans certains cas, il en est même tenu, notamment, d'après le § 24 du règlement, s'il s'agit d'une invention dont l'objet est monopolisé par l'Etat ou qui se rapporte à la fabrication des armes, munitions, etc.

Le préavis n'est pas une décision proprement dite, susceptible de recours, c'est simplement la notification à l'intéressé des objections soulevées par le rapporteur, faite en termes impératifs, avec l'indication d'un délai pour y répondre. Cela résulte du § 71, al. 1^{er}, qui dispose : « Les ordonnances du rapporteur ne peuvent faire l'objet d'aucun recours spécial, mais les parties peuvent demander au président de la Commission qu'il modifie les ordonnances préliminaires du rapporteur. Si cette requête n'aboutit pas, les parties peuvent demander à l'audience que la question soit tranchée comme une question préjudicielle ». Si, dans le délai qui lui a été imparti, l'impétrant ne répond pas, la sanction n'est pas, comme en droit allemand, une présomption absolue de retrait de la de-

mande : il résulte du texte du § 91, al. 5, que si, dans le délai imparti, l'impétrant ne répond pas ou ne satisfait pas à l'avis donné, le rapporteur transmettra le dossier tel quel à la Commission, seule compétente pour statuer sur la réception ou le rejet de la demande.

FIN DE LA MISSION DU RAPPORTEUR. — Le rapporteur, après avoir suffisamment instruit l'affaire, ou lorsque le délai imparti a expiré sans que l'impétrant y ait répondu, transmettra le dossier à la Commission des demandes ; son rôle est ainsi terminé. C'est ce qui résulte du § 91, al. 5, ainsi conçu : « Après réception des compléments, corrections ou répliques demandés, ou après l'expiration du délai fixé pour les compléments, corrections ou répliques, la Commission des demandes de brevets rendra sa décision ».

§ 2 . *Examen par la Commission des demandes.*

MISSION DE LA COMMISSION DES DEMANDES. — Le rôle de la Commission des demandes consiste à statuer sur la demande de brevet qui lui est transmise par le rapporteur ; sa décision doit aboutir soit au rejet de la demande, soit à sa publication et, ultérieurement, à la délivrance du brevet. L'examen préliminaire entrepris par le rapporteur a facilité la tâche et préparé l'examen qu'il appartient à la Commission de faire ; toutefois, elle n'est nullement liée par les avis du rapporteur. Sa mission sera donc la même, soit que la demande lui parvienne accompagnée d'un préavis, soit qu'aucune objection n'ait été faite à l'inventeur au cours de l'examen préliminaire.

L'examen de la Commission porte à nouveau sur les formalités de la demande de brevet et sur les conditions de brevetabilité de l'invention : cet examen donc sera à la fois intégral et indépendant du précédent. Par conséquent, des vices de forme peuvent être opposés, qui n'avaient pas été signalés précédemment ; la brevetabilité de l'invention peut être contestée pour des motifs que le rapporteur n'avait pas soulevés.

Mais, « si la demande doit être rejetée pour un motif qui n'a pas été porté à la connaissance du requérant lors de l'examen préliminaire de la régularité de la demande, la Commission des demandes, avant de statuer, est tenue de lui donner l'occasion de répliquer dans un délai qu'elle lui fixera » (§ 92, al. 2). Par cette disposition, le législateur a voulu éviter que le rejet d'une demande pût être prononcé sur des faits et des preuves dont l'intéressé eût peut-être démontré l'inanité s'il avait eu l'occasion de les discuter ; l'impétrant sera donc invité à se prononcer sur ces faits nouveaux et la Commission ne statuera sur la demande « qu'après réception de la réplique ou après expiration du délai fixé » (§ 92, al. 3).

DÉCISION DE LA COMMISSION REJETANT LA DEMANDE. — Si la demande complétée ou corrigée ne satisfait pas aux prescriptions de la présente loi, ou si l'invention n'est pas brevetable aux termes des §§ 8 et 9 et du quatrième alinéa du § 91, ou si le requérant ne fait pas dans le délai fixé les frais de la publication, la Commission des demandes de brevets doit rejeter la demande » (§ 92, al. 1^{er}).

Le rejet peut-il être partiel ? Il est incontestable que le rejet peut être partiel, s'il s'agit d'un vice de forme qui n'affecte qu'une partie de la demande ; par exemple, si une revendication secondaire est entachée d'un vice d'obscurité ou d'ambiguïté. En pareil cas, seule la revendication viciée sera rejetée, à moins que l'invention ne paraisse indivisible ou que l'inventeur ne se refuse à la voir diviser. Mais le refus peut-il être partiel, lorsqu'il arrive que l'invention ne soit brevetable qu'en partie seulement ? La question n'est pas tranchée par la loi, et, en pratique, l'Office procède de la façon suivante : la Commission avertit l'impétrant que sa demande ne peut être accueillie intégralement, pour telle ou telle raison, et l'invite à la restreindre, dans un délai déterminé, à la partie de son objet qui paraît brevetable, s'il veut éviter qu'elle soit rejetée pour le tout. A l'expiration du délai, si l'impétrant ne s'est pas conformé à cet avis, le rejet est prononcé pour le tout.

La décision de la Commission sera rendue au nom de l'Office, avec l'indication de la Commission et des membres qui en ont fait partie ; elle doit être motivée, rédigée par écrit et notifiée à l'impétrant ou à son mandataire. Cette notification est importante, car elle fait courir le délai de trente jours donné à l'impétrant pour attaquer la décision rendue devant la Commission des recours (§ 99, al. 1^{er}).

DÉCISION DE LA COMMISSION ORDONNANT LA PUBLICATION DE LA DEMANDE. — « Si la Commission estime que la demande a été faite régulièrement et que le brevet peut être régulièrement délivré, elle ordonnera la publication de la demande » (§ 93, al. 1^{er}). C'est là, en effet, l'autre solution qui peut intervenir à cette période de l'examen préalable : ou le rejet de la demande, ou sa publication, préliminaire obligatoire de la délivrance d'un brevet. Toutefois, le § 101 établit une exception, prévoit le cas où la décision de la délivrance sera rendue immédiatement, sans publication préalable.

La décision relative à la publication n'est pas motivée ; elle n'est pas susceptible de recours. Personne n'aurait, d'ailleurs intérêt à former un pourvoi, étant donné que l'inventeur reçoit la satisfaction et que les tiers ont la voie d'opposition pour faire obstacle à la délivrance du brevet.

EXCEPTION RÉSULTANT DU § 101 : DÉCISION DE LA COMMISSION SUR LA DÉLIVRANCE DES BREVETS SANS AUCUNE PUBLICITÉ. — Nous avons dit plus haut qu'en principe, à cette période de l'examen préalable, la Commission peut ou bien rejeter la demande ou bien ordonner sa publication préalable. Toutefois, la loi admet une exception à cette règle dans son § 101. La clarté et la précision de ce texte écartent toute difficulté d'application ; aussi, nous bornerons-nous à le citer, en remarquant que c'est le seul cas où la Commission statue immédiatement sur la délivrance du brevet. Ce § 101 est ainsi conçu : « Quand il s'agit d'une demande de brevet déposée au nom de l'Etat par un ministre, dans l'intérêt de l'armée, de la défense nationale ou en vue d'un autre intérêt général, ou

quand il s'agit d'une invention pour laquelle un brevet est demandé et qui a fait l'objet d'une expropriation au profit de l'Etat (§ 20), le brevet sera, par exception, sur la requête du ministre, délivré immédiatement, sans aucune publication, à la condition que l'invention réponde à toutes les autres exigences légales de forme et de fond et que la demande soit régulière. Dans ce cas, la demande de brevet ne sera ni exposée, ni publiée, le brevet ne sera pas inscrit dans le registre des brevets et il n'en sera pas publié d'exposé. Pour ces brevets, il sera créé un registre spécial des brevets secrets appartenant à l'Etat, qui sera gardé et tenu personnellement par le président de l'Office. Le président ne permettra la consultation de ce registre qu'aux personnes munies d'une autorisation spécialement donnée à cet effet par le ministre qui a demandé ce brevet au nom de l'Etat. La durée des brevets secrets appartenant à l'Etat commence à courir le jour de leur délivrance ».

SECTION III.

Publication de la demande.

FORMES DE LA PUBLICATION. — Lorsque la Commission a ordonné la publication de la demande, sa décision s'exécute à la fois, comme nous l'avons dit, par la publicité donnée à la demande et par l'exposition publique à l'Office de tous les documents et les pièces qui la composent ou qui y sont annexés. Dans la première partie de notre travail, nous avons examiné les attributions de l'Office concernant la publicité et les moyens multiples par lesquels elle se réalise ; nous nous bornerons à les rappeler, en citant le texte du § 93, dont les alinéas 2, 3 et 4 sont ainsi conçus : « La publication de la demande a lieu, aux frais du requérant, dans le Bulletin de l'Office, et doit indiquer les nom et prénoms, profession et domicile du requérant, l'objet de l'invention et les revendications contenues dans la description (§ 89, al. 2), ainsi que la

date et le moment exact du dépôt de la demande. A partir du moment de la publication dans le Bulletin les effets légaux du brevet se produisent provisoirement au profit du requérant, et l'avis en sera donné dans la publication. Le jour même de la publication, la demande, avec toutes ses annexes, sera exposée à l'Office pendant deux mois, de façon à ce que chacun puisse en prendre connaissance ».

Toutefois, il est nécessaire de restreindre cette communication des pièces dans des justes limites : il faut que les oppositions puissent se produire en connaissance de cause, mais tout usage illicite de ces documents présenterait de graves inconvénients, surtout leur publication prématurée. Aussi, la loi a-t-elle décidé que « la description et les dessins ainsi exposés et publiés dans le Bulletin de l'Office ne pourront être ni réimprimés ni reproduits sans autorisation de l'impétrant » (§ 93, al. 4). Et le § 32 du Règlement vient régler minutieusement cette communication. En vertu de son texte, il est interdit, en principe, de prendre copie des descriptions et des dessins, dont toute personne peut prendre connaissance ; les intéressés doivent se borner à jeter sur le papier quelques notes ou des esquisses au crayon, sans jamais faire usage de la sténographie ou de la photographie. Les pièces rédigées en contravention seraient confisquées. Cependant, dans des cas exceptionnels et en justifiant des motifs, l'intéressé peut obtenir du fonctionnaire chargé de la garde de la salle de l'exposition, l'autorisation de prendre copie de la description ou du dessin ; mais il devra prendre l'engagement de ne faire usage de ces copies qu'en vue d'une opposition, et de ne pas en donner connaissance à des tiers.

SURSIS A LA PUBLICATION. — « A la demande du requérant, l'Office peut ajourner de six mois au plus la publication de l'invention dans le Bulletin et son exposition. L'ajournement de trois mois au plus doit toujours être accordé par l'Office » (§ 93, al. 5 et 6). Cette disposition a pour but de permettre aux inventeurs de sauvegarder leurs intérêts pour la demande de brevet dans les pays étrangers : en effet, si, dans certains

pays, la publication de la demande n'est pas destructive de la nouveauté de l'invention, elle peut produire cet effet au regard de certaines autres législatures étrangères. Grâce à cette faculté, l'inventeur pourra d'abord s'assurer en Yougoslavie de la brevetabilité de l'invention, et ne réclamer de brevet à l'étranger que lorsqu'il est presque certain que son invention soit brevetable.

L'ajournement de la publication est de droit, s'il est demandé pour un délai de trois mois au maximum. Au delà de trois mois, la demande d'ajournement doit être motivée, et la durée en sera fixée par la Commission, selon son appréciation, sans qu'il puisse, toutefois, dépasser le délai de six mois. Le délai court à partir de la décision qui ordonne l'ajournement de la publication ; mais la demande devra être formée soit au moment du dépôt, soit, en tous cas, avant que la décision sur la publication ait été rendue.

SECTION IV

De l'opposition.

§ 1. — *Objet et utilité de cette institution.*

La publication de la demande a pour objet de provoquer l'intervention des tiers dans l'instance en délivrance : c'est proprement un appel aux oppositions. Les intéressés, inventeurs ou industriels, le public en général, interviendront en formant opposition à la délivrance du brevet.

En instituant cette procédure, le législateur yougoslave, qui n'a fait qu'imiter l'exemple des lois allemande et autrichienne sur les brevets, a voulu placer les résultats de l'expertise administrative sous le contrôle du public et surtout l'inviter à collaborer à la discussion des prétentions des inventeurs : nous avons vu, en effet, qu'aux termes de la loi l'examen de la nouveauté de l'invention déclarée sera fait

en collaboration du public et de l'administration. De cette façon, on donnera aux brevets délivrés la garantie qui résulte d'un débat largement ouvert à tout le monde et d'une enquête publique ; on réduira au minimum les risques d'annulation et on augmentera ainsi le crédit des brevets délivrés. L'importance pratique de cette institution est donc considérable : la loi a assuré son efficacité en organisant une publicité suffisante pour renseigner le public industriel et le mettre dans la possibilité de remplir la mission qui lui est dévolue dans l'instance en délivrance des brevets.

Nous ne pensons pas que cette institution doive être combattue, comme certains auteurs l'ont fait, pour cette raison qu'elle retarde la délivrance des brevets. Les lenteurs que cette procédure entraîne ne causent pas un sérieux dommage, puisque l'inventeur jouit, dès la publication, d'une protection provisoire. En échange, cette procédure présente de grands avantages, parce qu'elle permet de trancher, à peu de frais et vite, les litiges qui donneraient lieu, après la délivrance du brevet, à des procès longs et coûteux.

§ 2. — *Procédure d'opposition.*

DÉLAI POUR FAIRE OPPOSITION. — Aux termes du § 94, al. 1^{er}, le délai pour former opposition est de deux mois à partir de la publication et de l'exposition de la demande, c'est-à-dire à partir du jour où le numéro du Bulletin de l'Office, dans lequel l'insertion y relative se trouve publiée, a été mis en vente à Belgrade, et où les documents qui forment la demande ont été exposés. Pour la computation du délai de deux mois, il faut appliquer le § 17, al. 4 du Règlement : le dernier jour du délai sera donc celui qui correspondra, par sa date, à celui de la publication et de l'exposition, et, si le quantième correspondant fait défaut, ce sera le dernier jour du mois. L'opposition sera réputée reçue par l'Office, aux termes du § 142, al. 2, au moment où elle a été remise à la poste contre récépissé.

FORMES DE L'OPPOSITION. — L'opposition doit être faite par écrit et motivée, et doit être déposée en deux exemplaires, l'un d'eux étant destiné à l'impétrant (§ 94, al. 2). L'indication des motifs sur lesquels l'opposition se fonde doit être assez explicite pour permettre de reconnaître quel est le moyen invoqué. Une opposition non motivée sera considérée comme nulle et non avenue, ne sera pas prise en considération. Mais, cela va de soi, les moyens invoqués par l'opposant peuvent toujours être retenus d'office par la Commission compétente et feront alors l'objet d'un examen et d'une discussion avec l'inventeur, sans que l'opposant soit appelé à y prendre part. En outre, aux termes du § 158, al. 2, l'opposition doit être pourvue d'une taxe de 25 dinars, sous peine d'irrecevabilité.

L'opposition peut être totale ou partielle ; dans ce dernier cas, elle tend au rejet de certaines des revendications seulement ou porte sur une partie de l'invention. La Commission, bien entendu, n'est jamais liée par les conclusions de l'opposant, puisque son examen même est indépendant de toute opposition.

MOYENS QUI PEUVENT FONDER UNE OPPOSITION. — « L'opposition ne peut être fondée, nous dit le § 94, al. 3, que sur les affirmations suivantes, basées sur des faits précis : 1° que l'objet de la demande n'est pas brevetable (§§ 8 à 10) ; 2° que l'invention concorde dans son essence avec une invention faisant l'objet d'une demande de brevet ou d'un brevet antérieur ; 3° que le brevet demandé est dépendant d'un autre brevet (§ 11) ; 4° que le requérant n'est pas l'auteur de l'invention ou qu'il ne l'a pas acquise par un moyen légal (§ 12) ; 5° que le contenu essentiel de la demande contestée a été emprunté aux descriptions, dessins, modèles, instruments ou dispositions d'un tiers ou à un procédé de fabrication employé par lui, sans son autorisation ». Ainsi, les moyens qui peuvent fonder une opposition à la délivrance d'un brevet sont l'inobservation de l'une ou de l'autre des conditions légales de brevetabilité, l'existence d'un brevet antérieur portant sur

la même invention et le défaut de droit dans la personne de l'impétrant ; donc, ce sont les mêmes motifs que ceux qui peuvent fonder une action en annulation ou en révocation du brevet. En outre, la loi admet un motif de plus pour pouvoir former une opposition : c'est celui tiré de la dépendance de l'invention déclarée d'une invention déjà brevetée. L'énumération de la loi est limitative ; par conséquent, aucun autre motif ne peut servir de base pour une opposition, et notamment l'inobservation des conditions de forme.

QUI PEUT FAIRE L'OPPOSITION ? — En règle générale, l'opposition peut être librement formée par tout intéressé ; bien plus, l'opposant n'est pas tenu de justifier d'un intérêt direct et immédiat, ni même d'un intérêt quelconque à obtenir le rejet de la demande. Le principe est donc le même qu'en matière d'annulation, où l'action a, nous le verrons, le caractère d'une action populaire. Cependant, la loi fait une exception à ce principe pour les cas où les moyens invoqués sont tirés de la dépendance de l'invention déclarée ou du défaut de droit dans la personne de l'impétrant, c'est-à-dire dans les cas prévus sous 3°, 4° et 5° du § 94, al. 3 : dans ces cas, seuls ont droit de former l'opposition le titulaire du brevet principal (3°), l'auteur de l'invention ou son ayant-cause (4°), et la personne lésée (5°) (§ 94, al. 4). Cette règle se justifie naturellement par cette considération que l'intéressé est seul qualifié pour se plaindre d'un emprunt qui son consentement rendrait licite.

INSTRUCTION DE L'AFFAIRE PAR LE RAPPORTEUR. — La procédure d'opposition, une fois introduite par la requête de l'intéressé, le dossier est remis au rapporteur, conformément au principe général écrit dans le § 71, al. 1^{er}, afin qu'il prépare la décision de la Commission. A cet effet, un exemplaire de l'opposition sera communiqué, par notification, à l'impétrant, qui sera tenu de donner sa réponse par écrit, en deux exemplaires, dans un délai de trente jours (§ 94, al. 5). Ce délai, qui court à partir de la notification de l'oppo-

sition, ne peut, en principe, être prorogé ; toutefois, exceptionnellement et pour des raisons graves, un supplément de délai peut être donné par une décision de la Commission. Parfois, la discussion se poursuit contradictoirement entre les intéressés, par un échange de notes écrites ou même oralement, devant le rapporteur. En effet, le § 95, al. 2 dispose : « Si, pour plus de clarté, il est nécessaire d'élucider et de préciser un point ou d'obtenir une explication, le rapporteur désigné demandera aux parties des explications écrites, qu'il transmettra à la partie adverse, pour qu'elle y réponde et fasse ses observations éventuelles dans le délai qu'il fixera, jusqu'à ce que toutes les questions litigieuses soient suffisamment éclaircies de part et d'autre. En cas de besoin, le rapporteur peut citer les parties à comparaître devant lui, afin de vérifier leurs dires, entendre les témoins et les experts ou les personnes compétentes en la matière, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'affaire puisse être portée devant la Commission des demandes éclaircie le plus possible ».

Lorsque l'affaire a été suffisamment instruite, le rapporteur transmettra le dossier à la Commission des demandes appelée à statuer.

SECTION V.

Décision sur l'opposition et sur la délivrance du brevet.

Le dossier, avec tous les documents qui le composent, sera examiné par la Commission des demandes, « en l'absence des parties ou de leurs mandataires » (§ 96, al. 1^{er}). Si l'affaire ne lui paraît pas suffisamment éclaircie, la Commission peut ordonner un supplément d'instruction et d'examen. Dans ce but, elle peut renvoyer l'affaire au rapporteur, en lui communiquant ses observations et en l'invitant à prendre les mesures qu'elle lui indique, propres à éclaircir l'affaire ; ou

bien, elle peut fixer une audience, à laquelle seront entendus les intéressés et, s'il y a lieu, les témoins et les experts. En pratique, les parties sont très rarement appelées à comparaître devant la Commission : ses audiences sont, en effet, trop chargées pour que la procédure orale puisse y être admise facilement.

Lorsque l'affaire est suffisamment étudiée, la Commission rend sa décision ; il est statué à la fois sur l'opposition et sur le sort de la demande de brevet. La sentence ne sera prononcée qu'à l'expiration du délai d'opposition : la Commission statuera ainsi, par une seule décision, sur toutes les oppositions dont la demande aura été l'objet.

La décision prononcera ou la délivrance du brevet ou le rejet de la demande ; si l'opposition ne portait que sur une partie des revendications ou qu'elle n'a été admise que partiellement, le brevet ne sera délivré qu'avec certaines restrictions sur le contenu de la demande. Nous avons vu, d'ailleurs, que le rejet total ou partiel de la demande peut être prononcé même d'office, sans qu'aucune opposition se soit produite.

LA DÉCISION DOIT ÊTRE MOTIVÉE. — Conformément au principe général écrit dans le § 71, al 1^{er}, la décision sur la délivrance doit être motivée ; mais, suivant qu'elle sera rendue sur une opposition ou sans opposition, les motifs seront plus ou moins étendus. Si la demande de brevet est définitivement et intégralement accueillie, sans qu'il y ait eu d'opposition, il n'y a pas lieu de motiver longuement la décision ; il suffit de mentionner sur la demande que la délivrance est accordée ; en pareil cas, en effet, la décision n'est pas susceptible de recours (§ 99, al. 1^{er}, *a contrario*). Au contraire, lorsque la Commission statue à la fois sur la délivrance du brevet et sur le mérite d'une opposition, ou si elle rejette ou limite la demande, même sans opposition, un recours peut être formé, soit par l'impétrant, soit par l'opposant (§ 99, al. 1^{er}) : en pareil cas, il y a lieu de motiver la décision d'une façon détaillée et complète. La Commission discutera, dans les motifs, non par des formules abstraites et de style, mais d'une

façon concrète et logique, par une discussion approfondie, les faits, les allégations, les moyens invoqués contre l'invention.

EXPÉDITION, NOTIFICATION DE LA DÉCISION ET LES FRAIS. — Conformément au principe général écrit dans le § 71, al. 5, la décision de la Commission, rendue au nom de l'Office, doit être expédiée par écrit et notifiée par les soins de l'Office à l'impétrant et à toutes les parties en cause, notamment à tous les opposants. Le retrait de la demande par l'impétrant doit être également porté à la connaissance des opposants, tout au moins lorsque l'opposition se fondait sur les 4° et 5° du § 94, al. 3, c'est-à-dire sur le défaut de droit dans la personne de l'impétrant ou sur un emprunt illicite. Cette notification est très importante, car elle fait courir le délai de trente jours pendant lequel l'opposant pourra former sa demande de brevet et réclamer le bénéfice de la priorité acquise à la demande de l'usurpateur (§ 98).

La Commission en statuant sur le fond, doit également statuer sur les frais et les dépenses. Le § 97 décide : « En statuant sur le fond de l'affaire, la Commission des demandes décidera, d'après son appréciation et sa conviction, laquelle des deux parties, et dans quelle mesure, supportera les frais de procédure, et examinera la question de savoir si une des parties doit rembourser les frais que l'autre a faits. Dans les frais, seront comprises les rémunérations à payer aux membres temporaires ayant participé à la décision ».

La décision de la Commission des demandes est susceptible de recours devant la Commission des recours, conformément au principe général écrit dans le § 69, al. 1^{er}, dans le délai de trente jours à partir de la notification.

SECTION IV.

Publication de la décision définitive et formalités qui la suivent.

FORMES DE LA PUBLICITÉ. — La décision de la Commission qui intervient après appel aux oppositions doit être publiée dans tous les cas ; en effet, que l'invention provisoirement protégée soit définitivement accordée ou que, au contraire, la demande d'abord accueillie ait été ensuite rejetée ou retirée, il faut que le public en soit informé. C'est ce que décide la loi expressément, dans ses §§ 100 et 102, al. 2. Donc, la décision de la Commission ordonnant la délivrance du brevet ou rejetant la demande où constatant son retrait, doit être publiée par le Bulletin officiel de l'Office. En cas de délivrance, l'insertion indiquera l'objet du brevet par le titre, sa classe, son numéro, les noms du breveté et de son représentant, le point de départ du brevet. En cas de rejet ou de retrait, elle n'indiquera que les noms de l'impétrant et de son mandataire, mais doit rappeler la date de la publication préalable de la demande dans le Bulletin.

Aux termes du § 100, cette publicité ne sera effectuée que lorsque la décision de la Commission est devenue définitive. Or, la décision n'est immédiatement définitive que si elle conclut à la délivrance du brevet, dans les termes de la demande et en l'absence de toute opposition ; en pareil cas, la publicité sera effectuée sans délai. Si, au contraire, une opposition avait été formée, ou si, même sans opposition, la demande avait été rejetée entièrement ou par partie, la décision est susceptible de recours et ne devient définitive qu'à l'expiration du délai de trente jours (§ 89, al. 1^{er}) ; c'est à ce moment seulement que la publicité pourra s'effectuer. Il va de soi que, lorsqu'un pourvoi aura été formé, la publicité ne pourra être effectuée qu'à l'issue de l'instance introduite.

INSCRIPTION AU REGISTRE DES BREVETS. — Conformément à la règle écrite dans le § 80, le brevet délivré doit être inscrit au registre des brevets. Cette inscription sera effectuée d'office, dès que la décision de la Commission qui accorde le brevet devient définitive (§ 100, al. 1^{er}). Rappelons que le registre doit indiquer : les nom, prénoms, profession et domicile du breveté et ceux de son mandataire, l'objet du brevet (son titre), le numéro d'ordre, le point de départ de la protection légale, c'est-à-dire la date de la publication préalable de la demande, la priorité dont jouit le brevet, c'est-à-dire la date exacte du dépôt de la demande.

EXPÉDITION ET REMISE DU TITRE. — « En outre, l'Office doit délivrer au breveté un titre spécial du brevet » (§ 100, al. 2). Ce titre se compose de deux parties : une feuille double, qui sert de couverture, portant, à la première page, le nom du breveté, le numéro et l'objet du brevet, son point de départ ; dans la couverture se trouve encarté le brevet proprement dit (*patentni spis*), comprenant la description de l'invention, suivie des revendications, et les dessins annexés à la description. Le titre ainsi constitué, dûment certifié et muni du sceau de l'Office, est délivré au breveté.

Le texte du brevet n'est autre chose que la description et les revendications, telles qu'elles ont été fixées par l'Office, d'accord avec l'impétrant, au cours de l'examen préalable. Le brevet ne peut donc comprendre que ce qui a été publié : tout changement qui aurait pour effet d'élargir le domaine de l'invention ou d'y introduire un élément nouveau, devra être considéré comme inexistant.

Le titre remis au breveté n'est qu'un moyen de preuve ; ce n'est pas lui qui crée le droit de brevet, mais la décision de l'Office. Il en résulte, d'une part, que la jouissance et l'exercice des droits dérivant du brevet ne sont pas liés à la possession du titre, et que, d'autre part, l'étendue des droits du breveté ne dépend pas de sa rédaction. C'est la décision elle-même qui détermine la portée du brevet ; aussi, est-ce à son texte qu'il faut s'attacher en cas de divergence. S'il y a une

erreur, la rectification pourra en être ordonnée, à la requête de tout intéressé, par voie de simple décision de la Commission des demandes ; l'action en annulation ne serait pas recevable pour cette cause.

REPRODUCTION DU TEXTE ET DES DESSINS DU BREVET : EXPOSÉS D'INVENTION (PATETNI SPISI). — En même temps qu'il délivre le titre du brevet, l'Office en fait reproduire le texte et met les documents à la disposition du public. L'exposition permanente des documents au siège de l'Office et la mise en vente des exposés d'invention (patetni spisi) réalisent une publicité qui a un double but : d'une part, elle divulgue complètement les nouvelles inventions, et constitue ainsi, pour l'industrie, un enseignement et un stimulant ; d'autre part, elle permet aux intéressés d'apprécier l'étendue des droits du breveté et d'éviter ainsi les peines de la contrefaçon.

La publicité donnée de cette façon à l'invention brevetée doit être considérée pour l'inventeur comme une des charges de son droit privatif. Aussi, ne peut-il ni s'opposer à la reproduction de son brevet, ni en empêcher la mise en vente et la communication au public.

CHAPITRE VI

Nullité et déchéance des brevets.

SECTION I.

Nullité des brevets.

Dans un régime de non-examen préalable, comme en France, la nullité des brevets est la seule sanction de l'inobservation des conditions requises par la loi pour leur validité. Le brevet, en effet, étant délivré à quiconque le demande dans la forme prescrite par la loi, n'est qu'un titre constatant simplement une prétention. Les brevets donc, comme le dit expressément la loi française, sont délivrés aux risques et périls du demandeur, et sans garantie, soit de la réalité, de la nouveauté ou du mérite de l'invention, soit de la fidélité ou de l'exactitude de la description. Aussi, chacun a-t-il le droit de les attaquer, s'ils ne réunissent pas les conditions de forme ou de fond prescrites par la loi (art. 30 de la loi française).

On peut supposer que la délivrance, après examen préalable, confère au breveté la garantie de l'Etat, en assurant au brevet une existence et une valeur intangibles. Il n'en est rien, et les brevets délivrés en Yougoslavie, comme, d'ailleurs, dans tous les pays à examen préalable, ne sont pas inattaquables ; ils sont exposés à l'annulation, qui peut être demandée par

toute personne ou, du moins, par tout intéressé. La loi yougoslave, en effet, par son § 33, prononce la nullité des brevets si l'invention n'est pas brevetable ou si elle est déjà l'objet d'un brevet délivré antérieurement.

Ce système est parfaitement logique, si l'on admet, comme nous l'avons fait en suivant l'opinion de la majorité d'auteurs, que la délivrance du brevet n'est que la reconnaissance, la confirmation du droit de l'inventeur : ce n'est, en effet, ni l'examen préalable, ni le brevet qui créent le droit de l'inventeur ; si donc l'invention elle-même ne le fondait pas légitimement, s'il n'existait pas avant l'examen et la délivrance, il n'existera pas davantage après que le brevet aura été délivré. Ce titre n'est qu'un titre vin, s'il ne recouvre pas un droit préexistant ; et le brevet délivré ne sera qu'un brevet apparent.

Sans doute, ce brevet apparent n'est pas inexistant ; il existe, au contraire, du jour où il a été délivré, même à tort ; mais il est nul, annulable. Ce n'est pas une apparence négligeable, dont on puisse se contenter de nier la réalité ; il faut la détruire, car elle peut être un danger, puisqu'il n'est pas toujours facile de distinguer et de reconnaître son véritable caractère et qu'il y aurait là un moyen d'intimidation ou de séduction à l'égard du public ignorant ou confiant. Le moyen donné par la loi, c'est l'action en nullité qui s'attaque, non point à l'acte de délivrance, c'est-à-dire à la décision de la Commission des demandes, mais au brevet lui-même, ou plutôt au droit de l'inventeur.

CAUSES DE NULLITÉ. — La nullité d'un brevet ne peut être prononcée que pour des causes d'ordre juridique énumérées limitativement par le § 33, sans que des considérations d'opportunité ou d'intérêt général puissent exercer aucune influence. « Le brevet sera annulé, nous dit le § 33, quand il est prouvé : 1° que l'invention n'était pas brevetable aux termes des §§ 8, 9 et 10 ; 2° que l'invention brevetée fait l'objet d'un brevet obtenu antérieurement. » Donc, deux causes de nullité :

1° L'invention n'est pas brevetable aux termes des §§ 8, 9 et 10 de la loi. L'examen de la juridiction d'annulation portera de nouveau sur toutes les conditions de brevetabilité. Il faudra donc, pour que l'invention résiste à l'épreuve, qu'elle soit brevetable, c'est-à-dire : a) qu'elle soit une invention ; b) qu'elle soit une invention nouvelle, dans le sens du § 10 ; c) qu'elle soit susceptible d'une utilisation industrielle ; d) enfin, qu'elle ne rentre dans aucune des exceptions prévues par le § 9 de la loi.

Il va de soi que, pour apprécier une invention à ces divers points de vue, le juge doit la replacer dans son cadre et dans son milieu, doit se reporter à l'époque de la demande de brevet. Cela ne sera pas toujours très facile, et cet examen *a posteriori* n'est pas sans présenter de graves dangers pour le breveté, étant donné que la difficulté de reconnaître les caractères d'invention augmente par le temps écoulé et que les progrès de l'industrie ont pu dépasser l'étape à laquelle l'invention se rattache. Aussi, certaines législations, notamment celle de l'Allemagne, ont-elles limité à cinq ans la durée de l'action en nullité fondée sur ce moyen. Notre loi n'a pas imité, à cet égard, le législateur allemand, et il faut le regretter à coup sûr. Il faut en conclure que ce moyen de nullité doit être admis *in infinitum*, comme toutes les autres actions en nullité du droit commun.

2° L'invention fait l'objet d'un brevet antérieurement délivré. Dans certains cas, ce moyen de nullité fera double emploi avec celui tiré du défaut de nouveauté, à savoir lorsque le brevet antérieur, et ce sera le cas général, aura été régulièrement publié. Dans cette hypothèse, les intéressés auront le choix entre les deux moyens ; la plupart du temps, toutefois, ils accorderont la préférence à cette cause de nullité, la preuve étant beaucoup plus facile à faire. A plus forte raison seront-ils forcés d'y recourir, et c'est là la raison d'être de cette disposition légale, lorsque le brevet antérieur, pour une raison quelconque, n'aura pas été régulièrement publié, auquel cas ils ne pourront pas invoquer le défaut de nouveauté par suite d'une publication de l'invention.

L'annulation devra-t-elle être prononcée dès lors qu'il est établi qu'un brevet avait été délivré antérieurement pour la même invention, ou faudra-t-il, en outre, que le brevet antérieur subsiste encore à ce moment ? La question n'est pas tranchée par la loi ; toutefois, nous n'hésitons pas à adopter la seconde opinion. D'abord, parce qu'elle peut se prévaloir d'un argument de texte. Ensuite, parce que la délivrance d'un brevet pour une invention déterminée ne met pas toujours obstacle à la délivrance d'un nouveau brevet pour le même objet : en effet, si, la plupart du temps, la nouvelle demande sera rejetée, ce n'est pas parce que l'invention fait l'objet d'un brevet antérieur, mais parce qu'elle n'est pas nouvelle, dans le sens du § 10, le brevet antérieur ayant été publié. Si, par exception, le brevet antérieur n'a pas été publié, l'invention sera nouvelle (§ 10, 1°), et le brevet devra être délivré, la loi n'ayant pas dit que le brevet antérieur mettait par lui-même un obstacle à la délivrance d'un nouveau brevet portant sur la même invention. Par conséquent, un brevet ne pourra être annulé pour cette cause que si le brevet antérieur subsiste encore au moment de l'action en annulation.

Cette énumération des cas de nullité est strictement limitative ; il n'y en a pas d'autres, ni pour les brevets, ni pour les brevets additionnels. Ainsi, le défaut de relation entre le brevet additionnel et le brevet principal ne constitue pas une cause de nullité. Il en est de même de toutes les conditions de forme prescrites par la loi pour la validité de la demande et dont l'inobservation doit en entraîner le rejet, comme, par exemple, la condition de l'unité d'objet, de la loyauté et de la sincérité de la description, etc. : il y a là tout un ensemble de questions qui se trouvent définitivement réglées par la délivrance du brevet, sans qu'on puisse y revenir.

Remarquons que le § 33 ne mentionne pas, parmi les causes de nullité, le cas où le contenu essentiel de la déclaration a été emprunté aux descriptions, dessins, modèles, instruments ou dispositions d'un tiers ou à un procédé employé par lui sans son consentement, ainsi que le cas où le titulaire du brevet

n'est pas l'auteur de l'invention ou son ayant-cause ou n'est pas considéré comme tel par la loi, aux termes du § 12. Ces cas, le défaut de qualité en la personne du titulaire du brevet et l'emprunt illicite à un tiers, à la différence de ce qui est admis en droit allemand, ne sont pas des causes de nullité du brevet. Cela ne veut pas dire que le brevet est inattaquable de ce chef. Nous avons vu, en effet, en étudiant la question du droit au brevet, que les intéressés, mais les intéressés seuls, ont une action spéciale, action en révocation, dont l'exercice est réglé par le § 34. Rappelons que, lorsque le demandeur a triomphé dans son action, le brevet ne disparaît pas toujours et nécessairement ; en effet, aux termes du § 34, al. 5, le demandeur triomphant peut se faire subroger dans les droits du titulaire dépossédé, s'il en fait la demande dans les trente jours qui suivent la notification de la décision ; ce n'est que si ce délai s'est écoulé, sans qu'il n'ait rien demandé, que le brevet disparaît rétroactivement.

QUI PEUT DEMANDER LA NULLITÉ ? — L'action en nullité a, dans le système généralement admis, le caractère d'une action populaire. La nullité du brevet ne peut être prononcée d'office, il faut qu'elle soit demandée, mais le droit de la demander appartient à tout le monde (§ 117).

Ainsi, notre loi, en imitant l'exemple de la loi allemande, abandonne à l'initiative privée l'exercice d'une action qui concerne pourtant l'intérêt général. C'est qu'elle a estimé que l'intérêt général ne pouvait être mieux sauvegardé que par la vigilance des intérêts particuliers. Faut-il aller jusqu'à admettre, avec la majorité des auteurs allemands (1), que le demandeur en annulation se présente comme le mandataire et le défenseur de la collectivité, que l'intérêt particulier qui le fait agir, et dont la preuve n'est jamais requise, n'est que le mobile, mais non la source de son action ? Aussi, l'existence d'un intérêt justifiant la demande devrait-elle toujours être présumée, et pourrait-on demander l'annulation d'un

(1) Robilski, *Théorie und Praxis*, p. 157. — Seligsohn, *Patentgesetz*, p. 290. — Contrà, Kohler, *Handbuch*, p. 370.

brevet irréalisable ou chimérique, quand même son titulaire n'émètrait aucune prétention pouvant gêner ou porter préjudice à qui que ce soit. Bien que l'action d'un caractère aussi général ne saurait être admise sans inconvénients, il nous paraît résulter incontestablement du § 117, al. 2, que la loi la considère comme une action populaire. En effet, elle consacre expressément une conséquence normale et logique de ce caractère populaire de l'action en nullité dans le § 117, al. 2, ainsi conçu : « Toutefois, si, dans une phase quelconque de la procédure, le demandeur dans un litige concernant l'annulation ou le retrait d'un brevet se désiste, l'Office peut, s'il estime avoir pour cela des motifs suffisants, alors même que le défendeur accepte ce désistement, poursuivre d'office la procédure commencée et rendre sa décision ». Ainsi, toute personne a le droit d'intenter l'action en annulation du brevet, sans jamais être tenue de justifier d'un intérêt pour agir.

CONTRE QUI LA DEMANDE DOIT-ELLE ÊTRE FORMÉE ? — Le défendeur à l'action en nullité, ce sera naturellement le titulaire actuel du brevet, c'est-à-dire celui au nom de qui le brevet est inscrit dans le registre des brevets. S'ils sont plusieurs, il faudra les mettre tous en cause, car la nullité prononcée contre un seul ne sera pas opposable aux autres. D'ailleurs, on peut mettre valablement en cause le représentant constitué, dont le nom se trouve inscrit au registre des brevets, et cela suffit.

L'EXCEPTION DE LA CHOSE JUGÉE EN MATIÈRE DE NULLITÉ. — En ce qui concerne les effets d'une décision définitive rejetant une demande en annulation d'un brevet, il y a lieu d'appliquer les règles du droit commun. Par conséquent, la décision favorable au breveté n'a que l'autorité relative de chose jugée, c'est-à-dire n'a d'autorité qu'entre les parties ou leurs ayants-cause. Et l'exception de la chose jugée devra être opposée au perdant, même d'office, s'il forme une nouvelle demande en annulation, fondée sur le même moyen, c'est-à-dire sur la

même cause. Mais la décision rejetant la demande en annulation n'a aucune autorité à l'égard de ceux qui n'ont pas été parties au procès ou qui ne sont pas leurs ayants-cause : ceux-ci ont le droit d'attaquer le brevet en présentant à nouveau le moyen déjà repoussé.

Toutefois, la loi apporte un tempérament à cette règle par son § 133, en décidant que même la décision rejetant la demande en annulation peut avoir autorité absolue, à l'égard de tout le monde. Voici le texte de ce paragraphe, qui ne donne lieu à aucune difficulté d'interprétation : « A la requête du titulaire du brevet peuvent être inscrits dans le registre des brevets les jugements définitifs rendus par la Commission des annulations ou par la Commission de cassation, par lesquels il est décidé, en cas d'une action en annulation, 1° qu'un fait déterminé n'empêche pas l'invention d'être brevetable (§§ 8, 9 et 10), 2° qu'une invention déterminée n'est pas identique à l'objet d'un brevet délivré ». Puis, après avoir posé la même règle pour l'action en retrait, le paragraphe continue : « Un jugement ainsi inscrit aura l'autorité de chose jugée même à l'égard des tiers. Les actions qui seraient intentées par la suite sur la base des mêmes faits et mêmes preuves seront d'office déclarées par la Commission non recevables ». Grâce à cette faculté, le breveté peut échapper à des attaques incessantes auxquelles il ne manquerait pas, certes, d'être exposé.

Mais dans quel cas dira-t-on que la cause est la même ? D'après une opinion restrictive, suivie par la jurisprudence de l'Office des brevets allemand, la décision qui a statué sur le moyen pris du défaut de nouveauté s'opposera à la recevabilité d'une demande nouvelle fondée sur l'absence de la condition d'utilisation industrielle ; ces deux moyens sont, dit-on, tirés d'une même cause de nullité, et ne sont que deux aspects différents du défaut de brevetabilité (1). D'après une autre opinion, au contraire, les diverses causes de nullité réunies dans le N° 1 du § 33 constituent autant de moyens distincts,

(1) Reichsgericht, *Patentblatt*, 1889, p. 105.

car il n'y a aucune identité entre le défaut de nouveauté ou exception à la brevetabilité et l'absence d'utilisation industrielle ou du caractère d'invention. Dans ce système, on devra donc distinguer, dans le N° 1, quatre causes différentes de nullité (il n'y a pas d'invention, défaut de nouveauté, absence d'utilisation industrielle, exclusion par le § 9), qui pourront être proposées successivement, sans se heurter à l'exception de chose jugée. Mais on ne saurait aller plus loin et subdivier encore chacun de ces moyens. Les deux opinions sont soutenables. L'Office n'a pas encore eu l'occasion de se prononcer, et il est difficile de prévoir dans quel sens il le fera.

PORTÉE ET CONSÉQUENCE DE DÉCISION PRONONÇANT LA NULLITÉ. — Si le rejet de la demande en annulation n'a d'effet qu'entre les parties, la déclaration de nullité, au contraire, bien qu'elle ne soit pronocée qu'à la demande d'un simple particulier, profite à tout le monde, au public en général. La décision annule le brevet à l'égard de tout le monde, elle a donc l'effet absolu, et le brevet est considéré comme n'ayant jamais existé. Il ne faut pas oublier, en effet, que le brevet annulable n'a qu'une existence apparente, et que cette apparence étant détruite par la décision de nullité, il est établi que le droit attribué à l'impétrant ne lui revenait pas légalement. Le brevet est donc anéanti *ab initio*, la déclaration de nullité rétroagit. La loi le dit expressément, dans le § 33, al. 3, qui dispose : « La décision définitive de l'annulation d'un brevet rétroagit jusqu'au jour où a été fait le dépôt de la demande de brevet annulé ». Par conséquent, et cela est logique, tous les effets que le brevet annulé a pu produire dans le passé sont rétroactivement effacés. Il en résulte que tous les contrats que le titulaire du brevet annulé a passés seront résiliés de plein droit, que les prévenus de contrefaçon seront acquittés, etc..

Toutefois, la deuxième phrase du troisième alinéa du § 33 admet, au profit des tiers, une exception à cette règle, dans les termes suivants : « Toutefois, si un brevet a été annulé parce que l'invention brevetée faisait l'objet d'un brevet obtenu

antérieurement, la décision définitive de l'annulation du brevet ne rétroagit pas sur une licence que le titulaire du brevet annulé aurait régulièrement accordée et qu'un tiers aurait acquise de bonne foi, à condition qu'une année se soit écoulée depuis le jour où la licence a été inscrite dans le registre des brevets et que le registre des brevets ne contienne aucune annotation d'un litige qui eût pu aboutir à la radiation de la licence (§ 30) ».

DE L'ANNULATION PARTIELLE. — L'annulation du brevet peut être totale ou partielle. La nullité n'est que partielle, nous dit le § 33, al. 2, que « si les causes d'annulation ne sont prouvées que pour une partie seulement du brevet ». Encore, faut-il que l'invention attaquée soit susceptible de division : si les éléments qui la composent dépendent si étroitement les uns des autres et sont si intimement unis qu'on ne puisse en éliminer aucun sans ruiner le brevet, l'annulation sera prononcée pour le tout, ou le brevet sera intégralement maintenu. En outre, il faut que la partie valable constitue une invention brevetable, pour que l'annulation partielle soit possible.

L'annulation partielle se fera par la radiation de l'une ou de quelques-unes des revendications, le plus souvent. Mais si cela est impossible, il appartient au juge de nullité de les rédiger à nouveau, de manière à ne comprendre dans la formule définitive que la partie valable du brevet attaqué. Dans tous les cas, le brevet ainsi limité par une annulation partielle doit n'être qu'une réduction de l'ancien brevet : il contiendra moins, mais non autre chose ; aucun élément nouveau, même équivalent ne pourra être introduit dans l'invention brevetée.

JURIDICTION COMPÉTENTE. — L'autorité compétente pour statuer sur l'annulation est, nous l'avons vu, la Commission des annulations de l'Office (§ 64, al. 4), à charge d'appel devant la Commission de cassation (§ 72, al. 1^{er}). Le choix de l'Office comme juge unique des questions de nullité se recommandait par des raisons d'utilité, sur lesquelles il est inutile d'insister ; en effet, aucune autorité n'est plus compétente ni

mieux placée pour connaître de ces questions, trop complexes et souvent insuffisamment connues par les juges des tribunaux de droit commun.

La procédure à suivre est la procédure réglée par la loi dans les §§ 117 et suivants, chapitre V, intitulée : « Procédure en cas de contestation des brevets, dessins, modèles et marques ». Nous avons examiné cette procédure dans la première partie de notre étude et nous croyons inutile d'y revenir.

Lorsque la question de nullité se pose à l'occasion d'un procès en contrefaçon devant un tribunal civil ou répressif, le défendeur pourra-t-il saisir le tribunal de droit commun d'une demande reconventionnelle tendant à l'annulation du brevet ? Ce tribunal pourra-t-il en connaître ou, au contraire, devra-t-il accueillir l'exception, mais surseoir à statuer sur le procès pendant, jusqu'à ce que l'Office ait statué sur la question préjudicielle de validité du brevet ? L'intention de la loi ne fait pas de doutes sur ce point : elle a voulu poser, en principe, la compétence exclusive de l'Office. Par conséquent, les tribunaux de droit commun sont incompétents pour statuer sur la question de nullité du brevet. Si donc la nullité est opposée, par voie d'exception, dans une instance engagée devant une autre juridiction, le tribunal saisi décidera s'il doit surseoir à statuer sur le litige jusqu'à la solution de la question de validité du brevet ; il ne saurait en connaître dans aucun cas. Il n'accueillera l'exception de renvoi que si la demande en nullité a été introduite ou si elle paraissait devoir triompher si on l'introduisait : dans ce dernier cas, il fixera un délai dans lequel la demande en annulation devra être introduite. La décision rendue par l'Office, sur la question de validité ou de nullité, lie les juridictions civile et répressive.

SECTION II.

Retrait (déchéance) des brevets.

DE L'OBLIGATION D'EXPLOITER. — Le droit exclusif d'exploitation reconnu au breveté sur son invention lui impose, à l'égard de la collectivité, un devoir, une obligation essentielle : c'est d'exploiter l'invention, dans l'intérêt général. En effet, en échange du droit exclusif qui lui est reconnu et garanti par la société, le breveté est tenu non seulement à divulguer son invention, afin que tout le monde puisse l'utiliser à l'expiration de son droit privatif, mais aussi de l'exploiter dans le pays le plus tôt possible, afin que l'industrie et la main-d'œuvre nationales puissent de suite en profiter et que le consommateur puisse immédiatement en jouir. L'inexécution de cette obligation aura pour sanction légale le retrait du brevet. Et cela se justifie aisément : de même que l'inventeur peut être exproprié de son droit sur le brevet, quand l'utilité publique le commande, de même il est juste et légitime qu'il en soit déclaré déchu, lorsque par un exercice abusif il aura contrarié l'intérêt général ; cet exercice abusif consistera précisément dans le non usage du droit exclusif d'exploitation, car le breveté qui n'exploite pas non seulement ne fait rien, mais nuit à qui veut faire.

Toutefois, à côté de l'intérêt social, il y a l'intérêt particulier du breveté. Il se peut que ses efforts restent infructueux ; il se peut que, malgré toute sa bonne volonté, il ne parvienne pas à surmonter les obstacles et à triompher de la routine, ou qu'il n'y parvienne qu'après un temps plus ou moins long. Il serait souverainement injuste de le frapper de déchéance si son inaction se justifie par des causes sérieuses et légitimes et s'il n'a fait preuve d'aucune mauvaise volonté ou de négligence évidente. Le législateur yougoslave a tenu compte de ces considérations, et il a essayé, dans la rédaction du § 32, qui règle la question du retrait des brevets, de concilier l'intérêt général de la collectivité avec l'intérêt particulier, non moins légitime, du breveté.

CARACTÈRE DU RETRAIT. — A la différence de l'extinction du brevet pour défaut de paiement des annuités, qui produit ses effets de plein droit, c'est-à-dire sans examen des circonstances, la déchéance pour défaut d'exploitation doit être prononcée et les faits qui la justifient doivent être appréciés par l'autorité compétente, l'Office, ou plutôt sa Commission des annulations. En effet, la loi emploie l'expression « peut être retiré ». Le législateur n'a pas voulu que la déchéance s'opère de plein droit, par le seul fait de la réunion des conditions déterminées ; il a posé le principe du retrait et précisé les causes qui pourraient le motiver, mais, pour l'application, il charge l'Office de décider s'il y a lieu, en fait, de retirer le brevet. L'alinéa 2 du § 32 dispose, en effet : « Avant de rendre sa décision, l'Office procédera à une enquête ». La décision sera donc prise après examen de la situation qui aura été dénoncée par le demandeur en retrait ; si le breveté a manqué à l'obligation d'exploiter, et s'il est en faute d'y avoir manqué, si l'intérêt général se trouve ainsi lésé, le retrait doit être prononcé. Car le jugement le prononce, il ne le constate pas, il ne le déclare pas ; le brevet n'est déchu que lorsqu'il a été judiciairement retiré, et les effets du retrait ne se produisent qu'à partir du jugement : tant que le brevet n'est pas retiré, il subsiste avec tous ses effets.

CAUSE DE RETRAIT : DÉFAUT D'EXPLOITATION. — Le brevet ne pourra être retiré que pour défaut d'exploitation de l'invention brevetée. Mais il ne faudrait pas entendre le défaut d'exploitation dans un sens absolu ; le § 32 exige de l'inventeur qu'il ait exploité le brevet dans le pays dans une mesure convenable, ou, du moins, qu'il ait fait tout ce qui était nécessaire pour assurer cette exploitation. La demande de retrait pourra donc être rejetée, alors même que le breveté n'y aurait pas répondu par le spectacle d'une industrie en pleine activité ; et, pourtant, il ne suffirait pas qu'il pût produire des contrats passés par lui avec des tiers, pour la mise en œuvre de l'exploitation, si aucun commencement d'exécution n'avait suivi. Quels sont donc le caractère et le degré d'exploitation

qui seront nécessaires pour faire rejeter la demande de retrait ?

CARACTÈRE DE L'EXPLOITATION. — Le vœu de la loi est que les brevets délivrés en Yougoslavie profitent au pays, et cela à plusieurs points de vue : le public, d'abord, a droit aux avantages qui peuvent résulter pour lui de l'exploitation de l'invention. Mais il ne suffirait pas que les besoins de la consommation nationale fussent assurés, si ce ne devait être que par l'importation des produits fabriqués à l'étranger. Car l'industrie yougoslave, les ouvriers yougoslaves ont également droit au bénéfice que peut présenter pour eux la création d'une industrie nouvelle dans le pays. Aussi, la loi a-t-elle exigé expressément que l'exploitation ait lieu dans le pays (§ 32, al. 1^{er}).

DEGRÉ D'EXPLOITATION. — En ce qui concerne le degré d'exploitation exigée de l'inventeur, le texte du § 32 est assez large pour que l'autorité compétente puisse exercer très librement son pouvoir d'appréciation. Il n'est pas nécessaire que l'exploitation ait déjà lieu, il suffira, en général, que le breveté ait fait ce qui est nécessaire pour assurer cette exploitation. Ainsi, il suffirait que l'usine ou la fabrique aient été construites et que l'exploitation fût sur le point de commencer. Mais le retrait pourra être prononcé si les travaux commencés sont ou paraissent être définitivement abandonnés. D'ailleurs, il importe peu que l'exploitation ait lieu par le breveté lui-même ou par des tiers, ses licenciés ou ses cessionnaires partiels. La loi, en effet, dit : « Si le breveté, son héritier ou son ayant-cause négligent d'exploiter », etc. (§ 32, al. 1^{er}). Il en résulte qu'on ne pourra pas tenir compte de l'exploitation faite par des tiers contre le gré du breveté et à son insu, par des contrefacteurs, par exemple : ceux-ci, en effet, ne sont pas les ayants-cause du breveté.

QUID SI LE DÉFAUT D'EXPLOITATION N'EST PAS IMPUTABLE AU BREVETÉ ; EXCUSES. — La déchéance pour défaut d'exploit-

tation, avons-nous dit, ne se produit pas de plein droit ; elle doit être prononcée. Et le principe qui domine en cette matière, c'est que le brevet ne doit être retiré que si le breveté est en faute de n'avoir pas exploité son invention, le législateur n'entendant punir que la mauvaise volonté et la négligence évidente. Or, le fait matériel de non exploitation peut trouver son excuse dans des causes sérieuses et légitimes, dans les circonstances qui justifient l'inventeur de toute faute grave. C'est ainsi que l'autorité compétente devra tenir compte au breveté de l'impossibilité d'exploiter résultant de sa maladie ou de son absence nécessaire et prolongée, du petit nombre des industries auxquelles l'invention s'adresse, des crises économiques, du refus de licence de la part du titulaire du brevet principal, en cas où le brevet attaqué est dépendant, à la condition que le titulaire du brevet attaqué ait pris ses dispositions en vue d'obtenir une licence obligatoire, conformément au § 26 de la loi, du manque des capitaux, alors que le breveté a fait des offres acceptables de licences, etc. Mais le breveté ne tirera aucune excuse de son ignorance de la loi et des dispositions qui l'obligent à exploiter, ni même de son erreur sur la portée véritable de son invention, alors même que cette erreur l'aurait engagé dans un procès en contrefaçon, dont la préoccupation a pu le détourner de l'exploitation de son invention.

L'INTÉRÊT GÉNÉRAL COMME CONDITION DE RETRAIT. — Il résulte du texte du § 32 que la loi pose condition formelle de retrait l'existence de l'intérêt général. Son absence pourra précisément être invoquée par le breveté en défaut, pour justifier d'une impossibilité matérielle dans l'exploitation. Par exemple, il peut se prévaloir du fait que le marché yougoslave n'offrait aucun débouché pour son invention, ou que l'industrie nationale n'a manifesté aucun intérêt pour son brevet, malgré ses offres de cession ou de licences avantageuses. Dans ces cas, le breveté n'est pas en faute, parce que l'intention de la loi ne pouvait être satisfaite, étant donné que la nature même des choses s'opposait à ce que le pays retirât de l'exploitation les avantages qu'on eût désiré lui assurer.

L'intérêt général exige que l'invention soit exploitée dans le pays dans une mesure suffisante, c'est-à-dire pour pouvoir satisfaire les besoins de la consommation nationale par la production dans le pays. L'importation est un argument en faveur du défaut d'exploitation, car, du moment où elle a lieu, c'est que le marché national offre un débouché, et, par conséquent, l'intérêt général exige l'exploitation dans le pays. Il faut même, croyons-nous, aller plus loin et dire que cet intérêt général exige l'exploitation dans le pays alors même que le marché national n'offre aucun débouché et que la fabrication ne doit se faire que pour l'exploitation à l'étranger. En effet, la loi exige l'exploitation « dans une mesure suffisante » dans l'intérêt général. Cet intérêt ne commande-t-il pas d'étendre la production nationale en vue de l'exportation des produits ?

DÉLAI POUR LE RETRAIT. — La déchéance ne saurait intervenir, aux termes du § 32, avant l'expiration du délai de trois années, à partir de la publication de la délivrance du brevet dans le Bulletin de l'Office. La concession de ce délai de faveur, jusqu'à l'expiration duquel l'impuissance de l'inventeur à tirer parti de son invention et même sa négligence à en profiter ne seront pas punies, se justifie suffisamment par les difficultés qui entourent généralement la création d'une entreprise nouvelle. Ce délai n'est pas un délai fatal qui est imparti au breveté pour assurer l'exploitation ; tant que la demande de retrait ne s'est pas produite, il n'est pas en retard, et les mesures qu'il prendra le couvriront encore, même après l'expiration des trois années. Avant cette échéance, le retrait peut sans doute être demandé, car la demande n'est pas irrecevable, mais il ne peut pas être valablement prononcé.

Toutefois, le § 32, al. 3, prévoit un cas particulier où le brevet peut être retiré plus tôt, mais pas avant l'expiration de trois années à partir de la demande de brevet. Cet alinéa dispose : « Cependant, le brevet peut être retiré avant l'expiration de ce délai (c'est-à-dire du délai de trois années à

compter de la publication de la délivrance) si le titulaire ou son ayant-cause continue, alors que l'invention est exploitée à l'étranger et que l'intérêt public exige que l'exploitation ait lieu dans le pays, à satisfaire les besoins de la consommation nationale exclusivement ou en majeure partie par l'importation de l'étranger, au lieu de l'exploiter dans le pays dans une mesure suffisante. Dans ce cas, l'Office, après une enquête, invitera le titulaire du brevet ou son ayant-cause à commencer à exploiter son invention dans le pays dans une mesure suffisante et lui fixera un délai, en l'avisant que son brevet sera retiré s'il ne commence pas son exploitation dans le délai qui lui est donné. Ce délai ne peut prendre fin avant l'expiration de trois ans à partir du jour du dépôt de la demande de brevet.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire du brevet ne prouve pas qu'il a commencé à exploiter son invention, le brevet sera retiré sans autre enquête et sera radié dans le registre des brevets. Si, dans le délai fixé, le titulaire du brevet allègue qu'il a commencé à exploiter son invention, l'Office décidera après enquête si le brevet sera retiré ou si un nouveau délai, qui ne pourra plus être prorogé, sera donné au titulaire du brevet. En cas de retrait, le brevet cesse de produire ses effets le premier jour qui suit l'expiration du délai fixé ».

DU RETRAIT PARTIEL. — La déchéance peut n'être que partielle, si le défaut d'exploitation ne concerne qu'une partie de l'invention. Il semble raisonnable, en effet, d'admettre, et les auteurs l'admettent généralement, ainsi que les jurisprudences de tous les pays, que le breveté n'est tenu d'exploiter que l'un des moyens qu'il a décrits, sans être astreint de les employer tous. Toutefois, comme l'a fait remarquer Pouillet (1), cette solution n'est juste que si les divers moyens indiqués au brevet non seulement concourent au même but et peuvent être indistinctement employés, mais encore ont ensemble une intime analogie ; s'il s'agit, au contraire, de

(1) Pouillet, *Br. d'inv.*, N° 515.

moyens ou de procédés qui diffèrent réellement entre eux, l'exploitation de l'un d'eux n'empêcherait pas que la déchéance fût encourue pour le défaut d'exploitation des autres, la déchéance ne sera alors que partielle.

En prononçant le retrait pour partie, l'autorité compétente, comme en cas d'annulation partielle, limitera le brevet, soit en indiquant celles des revendications qui cesseront de faire partie du brevet, soit, le cas échéant, en modifiant leur portée ou leur rédaction. Il va de soi que si l'invention, par la nature même, était indivisible et que le brevet ne pût être ainsi anéanti pour une partie et conservé pour l'autre, il y aurait lieu de prendre une mesure radicale, soit en faveur de la déchéance, soit par le rejet de la demande, suivant l'appréciation souveraine de l'autorité compétente.

EFFETS DU RETRAIT. — La déchéance, avons-nous dit, ne se produit pas de plein droit ; elle doit être prononcée, et ses effets ne se produisent qu'à partir du jugement, ou, comme le dit la loi, « le brevet cessera de produire ses effets à partir du moment où la décision de l'Office devient exécutoire ». (§ 32, al. 2, deuxième phrase.) Le jugement de retrait n'a donc, à la différence de l'annulation, aucun effet rétroactif : il met fin au brevet pour l'avenir et fait tomber l'invention dans le domaine public, mais le laisse subsister dans le passé avec tous les effets qu'il a pu produire. L'effet du retrait est absolu, il profite à tous et non pas seulement au demandeur à la requête de qui il a été prononcé ; c'est là une conséquence nécessaire du caractère constitutif et non déclaratif de cette sorte de jugement.

QUI PEUT DEMANDER LE RETRAIT ? CARACTÈRE DE L'ACTION DE RETRAIT. — Dans le système de notre loi, cette action a le même caractère que l'action en annulation : c'est donc proprement une action populaire (1). Le retrait peut, par consé-

(1) D^r Chouman. « Comment faut-il exploiter un brevet d'invention », *Bulletin de l'Office pour la protection de la propriété industrielle*, l'année 1923, p. 533.

quent, être demandé par tout le monde, en vertu d'un droit général, sans que le demandeur soit tenu de justifier d'un intérêt personnel et direct à l'exécution des obligations dont le retrait constitue la sanction. Ainsi, comme en cas d'annulation, notre loi abandonne à l'initiative privée l'exercice d'une action qui concerne pourtant l'intérêt général, estimant que ce dernier ne pourrait mieux être sauvegardé que par la vigilance des intérêts particuliers.

Il résulte de ce caractère populaire de l'action, et comme sa conséquence directe et logique, que si le retrait peut être demandé par tout particulier, la déchéance ne peut pas être prononcée d'office par l'autorité compétente, la loi le dit expressément dans le § 117, al. 1^{er}. Toutefois, comme en matière d'annulation, au cas où le demandeur se désiste et que le défenseur accepte ce désistement au cours de la procédure de retrait, l'Office peut poursuivre d'office la procédure commencée et rendre son jugement, s'il estime avoir pour cela des motifs suffisants, c'est-à-dire s'il a la conviction qu'il y a le défaut d'exploitation de nature à léser l'intérêt général.

PROCÉDURE DE RETRAIT. — En ce qui concerne l'autorité compétente pour connaître de la demande en retrait, la procédure à suivre, les formalités à remplir, etc., il y a lieu d'appliquer les règles suivies en matière d'annulation. La déchéance sera donc prononcée par la Commission des annulations à charge d'appel devant la Commission de cassation de l'Office, conformément à la procédure des contestations des divers droits de propriété industrielle, réglementée par la loi dans les §§ 117 et suivants.

TROISIÈME PARTIE

Dessins et modèles industriels



CHAPITRE I

Dessins et modèles déposables. ⁽¹⁾

SECTION I.

Du dessin et du modèle

§ 1. — *Du dessin et du modèle.*

DÉFINITION DE LA LOI. — Tandis que notre loi évite à dessein de dire ce qu'elle entend par invention, elle nous donne, au contraire, dans le § 36, al. 1 et 2, la définition du dessin et du modèle, dans ces termes :

« On entend par dessin toute image ou illustration qui peut servir de type et être reproduite sur un objet industriel.

« Le modèle est toute figure en relief qui représente un produit industriel ou qui est susceptible d'être appliquée à un produit industriel. »

(1) BIBLIOGRAPHIE :

Droit Français : CHABAUD, *La protection légale des dessins et modèles* (1913). — DUCREUX, *Traité théorique et pratique des dessins et modèles de fabrique* (1903). — FAUCHILLE, *Traité des dessins et modèles industriels* (1882). — PHILIPON, *Des dessins et modèles de fabrique* (1880). — POUILLET, *Traité théorique et pratique des dessins et modèles de fabrique* (5^e édit., 1910-1912).

Droit autrichien : OSCAR SCHANZE, *Das Recht der Erfindungen und Muster* (Leipzig, 1899). — Docteur PAUL SCHULZ, *Die Vorschriften betreffend den Schutz der Erfindungen, Marken und Muster* (Wien, 1898).

Droit allemand : Voir, à côté des ouvrages généraux sur les brevets d'invention de KOHLER, ROBOLSKI, SELIGSOHN : SCHANZE, *Das Recht des Erfindungen und der Muster* (1900). — SELIGSOHN, *Patengesetz und gesetz betreffend den Schutz vom gebrauchsmustern* (1901).

Avant d'analyser cette définition, il importe de dégager au préalable le caractère fondamental et général de la loi qui en ressort. Ce que vise le § 36, ce sont les créations qui s'apprécient en raison de l'impression qu'elles produisent sur l'œil et sur le goût, celles qui se distinguent par leurs lignes, leurs couleurs, leurs formes et généralement par un effet extérieur quelconque. Pour qualifier une œuvre de dessin ou modèle, la loi ne prend en considération que ses caractères extérieurs. Elle fait abstraction de ses qualités intrinsèques, des éléments de sa constitution intime, des procédés et des moyens employés pour l'obtenir, auxquels, nous le savons, la loi s'attache pour apprécier l'invention.

DES DESSINS ET DES FORMES PLASTIQUES. — Les expressions de la loi sont, en ce qui concerne les dessins et les formes plastiques, aussi générales que possible: la loi dit « toute image ou illustration », « toute figure en relief ». Elles comprennent aussi bien l'œuvre de génie que la création la plus modeste ou la plus informe, faite sans aucune prétention à un caractère artistique ou même à une existence indépendante et n'ayant pour objet que d'ajouter à un produit quelconqué un attrait qui détermine la préférence de l'acheteur.

Il faut donc comprendre par dessin tout dessin au sens normal du mot, c'est-à-dire tout assemblage de lignes et de couleurs, représentant des images ayant un sens déterminé, copiées dans la nature, ou une composition émanée de l'imagination du créateur. Peu importe qu'il soit à l'état d'esquisse, de projet, qu'il soit colorié ou non, utilisé ou non industriellement, destiné ou non, dans la pensée de son créateur, à être reproduit par une industrie quelconque. Son mérite, sa valeur esthétiques sont tout à fait indifférents: il faut, mais il suffit qu'il soit une création intellectuelle destinée à varier un produit industriel.

De même, il faut donner une interprétation aussi large que possible aux mots « toute figure en relief » définissant le modèle. La protection légale doit donc être acquise à toute maquette, à tout modelage en cire, en plâtre, en terre glaise,

aussi bien qu'aux moules et moulages; à toute œuvre de sculpture académique ou d'ornement, quels qu'en soient le mérite et l'importance artistiques.

DES OBJETS INDUSTRIELS SE DIFFÉRENCIANT DE LEURS SIMILAIRES PAR UNE CONFIGURATION DISTINCTE OU PAR DES EFFETS EXTÉRIEURS. — La protection du dessin et de la forme englobe donc toute création de délinéation, de moulage ou de modelage. Faut-il aller plus loin et décider que le champ d'application de notre loi s'étend non seulement aux délinéations, aux modelages ou aux moulages qui peuvent le plus difficilement se réclamer des noms des dessins ou formes plastiques, pris au sens technique et normal du mot, mais encore à des objets quelconques du moment que ceux-ci se distinguent par une physionomie propre et nouvelle? Les termes trop généraux du § 36 et le but de la loi nous permettent, croyons-nous, de répondre par l'affirmative. M. Prache, député français, rapporteur de la loi de 1909, a justifié cette thèse dans les termes suivants: « Dans l'industrie, le dessin n'est pas souvent destiné à être considéré isolément et en lui-même; on l'envisage dans sa relation avec l'objet auquel il s'applique. Aussi le mot « dessin » a-t-il pris une acception plus large que son sens usuel, dans le langage des fabricants. A leurs yeux, le dessin n'est pas seulement la représentation, par un moyen quelconque concret, de la forme ou de la couleur d'un objet réel ou imaginaire, c'est tout arrangement, toute combinaison de traits ou de couleurs, tout effet de tissage ou d'impression ».

« Ce n'est pas seulement une délinéation de contours et de figures; c'est aussi une disposition apparente, même étrangère à l'art du dessin, dont le but est d'orner, de décorer un objet, de varier son aspect et, par là, de lui donner une physionomie particulière qui en fasse une nouveauté commerciale. »

« De même les industriels entendent par « modèle nouveau » tout objet en relief qui se présente sous une forme, une silhouette nouvelle ou qui, simplement, porte sur ses

surfaces une décoration lui donnant un cachet d'originalité, que cette forme ou cette ornementation relèvent ou non des arts du dessin, de la sculpture industrielle » (1). Ainsi donc, le champ d'application de la protection légale s'étend même aux objets quelconques du moment où ceux-ci se distinguent des produits similaires par une physionomie propre et nouvelle, tels que les articles de modes, les jouets, etc.

Remarquons que la physionomie propre et nouvelle qui différencie un objet de ses similaires peut résulter non seulement d'une configuration distincte et reconnaissable, résultant des moyens tout à fait divers, tels que l'emploi des lignes, des couleurs, des dispositions et des entrecroisements de fils, ou la coordination de reliefs avec des creux ou celle de pleins avec des vides, etc., etc., mais aussi de simples effets que l'on doit considérer comme équivalents à la configuration distincte et reconnaissable, et qui en diffèrent par l'exclusion de la nécessité de contours précis. Reproduisons à cet égard les observations fort justes faites par M. Prache dans son rapport : « C'est souvent à de simples effets d'ornementation que les modèles créés dans beaucoup d'industries doivent leur caractère de nouveauté; un heureux assemblage de fleurs, de feuillages, de rubans, de plumes, des rapprochements et des combinaisons de métaux aux tons différents, des emplois et des juxtapositions de bois ou de pièces aux teintes variées, des oxydations, des émaillages, des flambages, des pailletages, des transparences, des nuances de coloration peuvent donner le jour à des produits originaux et nouveaux qui plaisent aux yeux ou flattent le goût, bien que la plupart du temps ils soient étrangers à l'art du dessinateur, du sculpteur ou du modelleur ornementiste. Et, puisqu'ils constituent des créations nouvelles, tous ces produits doivent être protégés ».

Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut que les effets soient extérieurs, c'est-à-dire apparents, il faut qu'ils sautent, pour ainsi dire, aux yeux de tous et, pour cela, qu'ils se manifestent

(1) Prache, Rapport à la Chambre des Députés. *Journal Officiel*, 1909.

à la surface extérieure de l'objet industriel; peu importe, du reste, que la cause qui les engendre soit ou non apparente, interne ou externe.

§ 2. — *Parallèle entre les dessins ou modèles déposables et les inventions brevetables.*

Les dessins ou modèles d'une part et les inventions d'autre part se ressemblent en ce sens que les uns et les autres sont des créations de l'esprit, des créations intellectuelles. Mais ils diffèrent profondément entre eux, et la loi les soumet à des régimes différents; il importe donc de les distinguer.

Ce que la loi protège comme dessin ou modèle, c'est tout ce qui séduit, plaît ou seulement se distingue de ses similaires par des lignes, des couleurs, des formes, des effets, c'est-à-dire par des caractères extérieurs qui ne se perçoivent et ne s'apprécient que par l'œil et par le goût.

Au contraire, le domaine de la protection légale des inventions est tout autre. Ce qu'il comprend, ce sont les moyens d'arriver à un but utile: résultat ou produit industriel, ce sont des produits considérés non plus au point de vue de leur physionomie externe, mais au point de vue de leur nature intime, de leurs qualités substantielles, de leur utilité et des avantages industriels qu'ils présentent.

Pour employer une formule plus lapidaire, on pourrait dire que la protection légale des dessins et modèles est relative aux inventions de la forme et celle des brevets aux inventions du fond. Citons un exemple donné par M. Allart dans les termes suivants: « Voici un papier de tenture orné de dessins représentant des fleurs, des feuillages ou de sujets de fantaisie; ce papier peut flatter l'œil par sa décoration plus ou moins heureuse, mais il remplit exactement le même but et procure le même avantage que tout autre papier du même genre décoré d'une façon différente: nous sommes bien ici en présence d'un dessin de fabrique. Supposons maintenant un papier de tenture qui, au moyen de couleurs et de reliefs

concordant ensemble d'une façon parfaite, donne une imitation exacte des étoffes tissées ou brodées; ce papier, comme les autres, sera bien destiné à recouvrir les murs des appartements, mais il pourra remplacer l'étoffe dont il reproduit l'aspect, et cette substitution réalisera une économie, c'est-à-dire un résultat industriel; c'est là précisément le signe caractéristique auquel se reconnaît le produit brevetable » (1).

La différence est très facile lorsque le dessin ou modèle est indépendant de toute invention ou lorsqu'il y a la juxtaposition d'un dessin ou modèle et d'une invention. Dans le premier cas, il y a un dessin ou un modèle dans le sens de la loi: il en est ainsi chaque fois que le dessin appliqué à un produit ou que la forme donnée à un objet n'auront pour but et pour effet que de concourir à l'ornementation et à l'apparence extérieure de ce produit ou de cet effet, tels que, par exemple, les dessins qui servent à la décoration des objets les plus divers, les motifs d'ornement, la forme donnée à un objet, etc. Au contraire, dans le cas où il y a juxtaposition d'un dessin ou modèle et d'une invention, il y a invention brevetable; c'est ce qui arrive lorsque l'inventeur d'un produit brevetable, au lieu de présenter ce produit sous une forme banale, l'agrément de une décoration spéciale ou lui donne une forme particulière. A plus forte raison, il en est de même lorsque la forme est l'élément constitutif de l'invention, si c'est à elle qu'est dû le résultat industriel.

Mais, en pratique, le créateur ne pourra pas toujours déterminer exactement le caractère de sa création, de sorte qu'il lui arrivera souvent de demander un brevet alors que sa création ne constitue qu'un dessin ou modèle déposable, ou inversement. Sa demande, en pareil cas, sera rejetée. Certes, le déposant pourra faire une nouvelle demande en conformité avec la décision de l'Office. Mais le rejet pourrait compromettre son droit, car les antériorités auraient pu se produire entre le dépôt de la première demande et celui de la

(1) Allart (Henri), *Des inventions brevetables*, p. 16.

seconde, qui pourraient être destructives de la nouveauté, le déposant ayant perdu son rang et sa priorité primitifs.

Le législateur yougoslave a remédié à ces inconvénients en instituant une faveur au profit du déposant. En effet, le § 107, al. 4 et 5, dispose: « Quand une chose a fait antérieurement l'objet d'une demande de brevet qui a été rejetée, parce qu'elle ne satisfaisait pas aux dispositions du § 8, si, dans les trente jours qui suivent le jour où la décision de rejet est devenue définitive, cette chose fait l'objet d'un dépôt de demande pour modèle, ce dépôt, s'il est régulier, sera considéré comme ayant été effectué au moment où a été déposé la demande de brevet ».

« Et inversement: si une chose a antérieurement fait l'objet de dépôt d'une demande de modèle, qui a été refusée parce qu'elle ne satisfaisait pas aux prescriptions du § 36, et si cette chose a fait ensuite l'objet d'un dépôt de demande de brevet dans le délai mentionné plus haut, le dépôt de demande de brevet sera considéré comme ayant été effectué au moment où a été déposée la demande de modèle. »

Ainsi, grâce à cette disposition légale, le déposant est complètement protégé: si, croyant avoir fait une invention brevetable, il a demandé un brevet et si sa demande a été rejetée parce qu'il n'y avait pas d'invention dans le sens de la loi, il lui suffira d'adresser, dans le délai de trente jours à partir de la notification de la décision qui lui a été faite, une demande d'enregistrement de dessin ou de modèle à l'Office, pour qu'il conserve son rang antérieur, la priorité de sa demande rejetée, pour que sa nouvelle demande soit considérée comme ayant été faite au moment du dépôt de la première. Et inversement.

SECTION II.

Conditions légales de déposabilité.

Il résulte des textes des § 36 et 38, que le dessin ou modèle, pour pouvoir être enregistré et, par conséquent, jouir de la protection légale spéciale, doit réunir deux conditions essentielles: d'une part, être susceptible d'une utilisation industrielle, d'autre part, être nouveau.

§ 1. — *Du caractère industriel du dessin ou du modèle.*

La première condition essentielle que doit présenter un dessin ou modèle pour être déposable, c'est qu'il soit susceptible d'une utilisation, d'un emploi dans le domaine de l'industrie ou des métiers, c'est-à-dire d'une application industrielle. Quand donc l'application, qui est la propriété d'être appliquée à des produits, serait-elle considérée comme industrielle? Les mots « produits industriels et des métiers », dont se sert la loi dans le § 36, nous montrent qu'il s'agit ici de l'industrie proprement dite telle que nous l'avons définie en étudiant les conditions légales de la brevetabilité des inventions, c'est-à-dire de l'industrie qui a pour objet l'élaboration ou la transformation mécanique, chimique ou manuelle des matières premières, auxquelles on doit assimiler les sémi-fabricats, matières premières de second degré, produits déjà élaborés mais non encore achevés et qui seront l'objet d'une nouvelle élaboration ou transformation avant d'être livrés à la consommation, comme produits fabriqués.

Remarquons que cette condition d'application ne doit pas être confondue avec celle de la réalisation possible, laquelle est une condition inhérente au dessin ou au modèle. En effet, une création, pour quelle puisse constituer un dessin ou un modèle, doit être réalisable, doit être susceptible d'une reproduction répétée; sinon il n'y a pas de dessin ou de modèle.

Mais tout dessin ou tout modèle n'est pas protégeable: il faut pour cela qu'il soit susceptible d'une utilisation industrielle, c'est-à-dire qu'il soit susceptible d'être appliqué sur des produits industriels ou des métiers ou de servir de modèle pour la fabrication de ces produits.

§ 3. — *De la nouveauté du dessin ou du modèle.*

La deuxième condition légale de déposabilité d'un dessin ou d'un modèle, c'est qu'il soit nouveau. La loi le dit expressément. Cette nouveauté doit-elle être absolue, c'est-à-dire faut-il que le dessin ou modèle pour être déposable soit sans exemple dans le passé, dans aucun pays et dans aucune industrie? Ou bien est-elle relative, c'est-à-dire doit-elle s'apprécier seulement par rapport à ce qui est vraiment connu dans le pays et dans l'industrie à laquelle on voudrait appliquer le dessin ou le modèle? La question est tranchée par le § 38, dans les termes suivants: « Le dessin ne sera pas réputé nouveau s'il a été, avant le dépôt de la demande, pour les mêmes objets: 1° décrit par des dessins et publié par les imprimés ou la polygraphie, de manière à pouvoir être imité; 2° utilisé, exposé ou présenté publiquement, dans le pays ou à l'étranger, de manière à pouvoir être imité; 3° protégé conformément aux lois antérieures comme privilège ou brevet, ou si un tiers a obtenu la protection du même dessin pour les mêmes objets, en vertu d'un dépôt effectué antérieurement, ou si le même dessin a fait l'objet d'une demande de brevet et si cette demande est publiée (§ 93) ».

L'interprétation de cette disposition ne fait pas de doute: l'énumération des cas de divulgation, qui seront exclusifs de la nouveauté, est limitative, le législateur ayant voulu donner ainsi un critérium rigoureux de la nouveauté. Par conséquent, la nouveauté du dessin ou modèle devra être reconnue dans tous les cas qui ne sont pas prévus par la disposition légale; le dessin ou modèle sera non déposable, au contraire, si la divulgation répond aux conditions requises.

Mais, cette nouveauté légale est une nouveauté essentiellement relative, en ce sens que les moyens de divulgation déterminés par le § 38 ne doivent s'apprécier que par rapport à l'industrie, à la catégorie de produits pour laquelle la protection du dessin ou modèle est requise, à laquelle le dessin ou modèle est destiné à s'appliquer. Les moyens de divulgation énumérés par la loi ne seront donc destructifs de la nouveauté que s'ils se trouvent réalisés par rapport à telle industrie, à telle catégorie de produits déterminée. Peu importe donc que le dessin ou modèle soit une création originale ou non, qu'il ait été emprunté à la nature ou qu'il soit composé des éléments connus ou non: il faut, mais il suffit, qu'il n'ait jamais été employé dans l'industrie pour laquelle on veut le protéger, qu'il soit destiné à y être appliqué pour la première fois. La loi le dit (§ 38, première phrase) dans ces termes: « Le dessin ne sera pas considéré comme nouveau s'il a été, avant le dépôt de la demande, pour les mêmes objets, décrit », etc... (suit l'énumération des moyens de divulgation).

A quel moment exactement le dessin ou le modèle doit-il être nouveau, présenter le caractère de la nouveauté légale? Le § 38 nous montre que c'est au moment du dépôt de la demande d'enregistrement qu'il faut se placer pour apprécier la nouveauté d'un dessin ou d'un modèle. En effet, la première phrase du premier alinéa de ce paragraphe est ainsi conçue: « Le dessin ne sera pas considéré comme nouveau s'il a été, avant le dépôt de la demande, pour les mêmes objets publié » etc...

a) DIVULGATION PAR IMPRIMÉS PUBLICS. — Comme pour les inventions, il faut entendre par imprimés non seulement les produits de l'imprimerie, mais tous les autres procédés de reproduction mécaniques ou chimiques, tels que la polygraphie, la photographie, etc... Cependant, on ne pourra pas assimiler à l'imprimé public un manuscrit, même s'il est mis à la disposition du public, dans les archives, par exemple, et à plus forte raison les lettres, écrites à la main ou à la machine.

Mais, pour que l'imprimé soit destructif de la nouveauté, il faut qu'il soit public, c'est-à-dire qu'il ait été publié de telle façon que les moyens employés étaient de nature à répandre la connaissance du dessin ou du modèle, sans qu'il y ait lieu de rechercher si, en fait, le public a connu ou non, alors qu'il a pu connaître.

La loi ne distingue pas si l'imprimé a paru à l'étranger ou en Yougoslavie; peu importe également la langue dans laquelle il a été rédigé, ou l'époque où la publication s'est produite.

Mais pour que l'imprimé public ainsi défini soit destructif de la nouveauté, il faut qu'il « permette d'imiter le dessin ou le modèle ». La description et les dessins qui y sont joints doivent donc donner la possibilité d'exécuter le dessin ou le modèle sinon au premier venu, du moins à l'homme du métier.

b) DIVULGATION PAR UTILISATION, EXPOSITION OU PRÉSENTATION DU DESSIN OU DU MODÈLE. — Les expressions de la loi embrassent non seulement la mise en œuvre quelconque du dessin ou du modèle, mais même son exposition ou sa présentation devant un public plus ou moins nombreux. Mais, pour que l'utilisation et les moyens qui lui sont assimilables soient destructifs de la nouveauté, il faut qu'ils aient été publics, en entendant le mot publicité dans son sens le plus large : faits même devant un petit nombre de personnes, ils sont destructifs de la nouveauté du moment où ils permettent de répandre connaissance du dessin ou modèle.

Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut que les moyens employés permettent l'exécution du dessin ou du modèle, permettent sinon au premier venu, du moins à un homme de métier de l'imiter.

Remarquons que ce moyen de divulgation est, en notre matière, plus large qu'en matière des brevets. En effet, tandis qu'en matière d'inventions l'utilisation publique n'est destructive de la nouveauté que si elle a eu lieu dans le pays, en Yougoslavie (§ 10, 2°), elle est destructive de la nouveauté

d'un dessin ou modèle toujours, qu'elle ait eu lieu en Yougoslavie ou à l'étranger; le § 98, 2° le dit expressément.

c) DIVULGATION RÉSULTANT D'UN PRIVILÈGE OU D'UN BREVET, D'UN ENREGISTREMENT COMME DESSIN OU MODÈLE DU MÊME DESSIN OU MODÈLE POUR LA MÊME CATÉGORIE DE PRODUITS, ET D'UNE DEMANDE DE BREVET PUBLIÉE. — Aux termes du § 38, 3°, le dessin ou le modèle ne sera pas déposable, parce qu'il ne sera pas réputé nouveau, s'il a été protégé comme brevet ou comme privilège, conformément aux lois antérieures, c'est-à-dire aux lois autrichiennes et hongroises. Cette disposition ne joue pas toujours le double emploi avec celle du § 38, 1°, puisque les privilèges pouvaient être secrets, que certaines inventions étaient dispensées de la publicité, et que la mise à la disposition du public des manuscrits ne peut pas être considérée comme imprimé dans les termes du § 38, 1°.

Il en est de même lorsque le dessin ou le modèle a joui ou jouit encore de la protection de la loi comme dessin ou modèle. La mention expresse était nécessaire ici, puisque la publication à laquelle le dessin ou modèle est soumis ne sera pas suffisante pour permettre de l'imiter, étant donné que l'on ne publie, nous le verrons, que l'indication succincte du dessin ou du modèle, son titre seulement. Au contraire, le silence de la loi en ce qui concerne les brevets s'explique facilement: l'invention étant publiée toujours sous forme d'exposés d'invention, la délivrance du brevet sera toujours destructive de la nouveauté, parce qu'il y aura toujours publication de l'invention par imprimés publics.

Enfin, on peut dire la même chose, faire le même raisonnement, lorsque le dessin ou le modèle fait l'objet d'une demande de brevet qui a été déjà publiée conformément au § 93 de la loi.

§ 3. — *Dessins et modèles non déposables.*

Le § 37 de la loi exclut certains dessins et modèles de la protection légale, bien qu'ils réunissent les conditions légales de déposabilité. Ce sont :

1° **DESSINS ET MODÈLES CONTRAIRES A L'ORDRE PUBLIC ET AUX BONNES MŒURS.** — Le § 37, 2° dispose : « Sont exclus de la protection les dessins dont la forme est immorale, ainsi que ceux qui sont contraires à l'ordre public ou qui tendent ostensiblement à induire le public en erreur ». L'exclusion de ces modèles et dessins est naturelle et conforme aux principes généraux du droit : il est évident, en effet, que la loi ne doit jamais protéger des fins illicites et immorales.

C'est à l'Office qu'il appartient d'apprécier si un dessin ou un modèle est immoral ou contraire aux lois, c'est-à-dire formellement prohibé par les lois. Le texte précité nous montre que la loi considère comme illicite et, partant, comme ne pouvant pas être protégés, les dessins et modèles qui sont de telle nature qu'ils tendent ostensiblement à induire le public en erreur et à abuser de sa crédulité ou de son ignorance.

2° **DESSINS ET MODÈLES QUI REPRÉSENTENT LA PERSONNE DU ROI OU D'UN MEMBRE DE LA MAISON ROYALE, AINSI QUE LES ARMOIRIES PUBLIQUES YOUGOSLAVES.** — Cette exclusion se justifie par des raisons de convenance. Aussi, n'est-elle pas absolue : en effet, aux termes du § 37, 3°, ces dessins ou modèles ne sont exclus de la protection de la loi que si le déposant n'a pas obtenu l'autorisation de s'en servir, nécessaire en vertu des lois et des règlements. Ils pourront donc être déposés et obtenir la protection de la loi, si le déposant a obtenu l'autorisation nécessaire, c'est-à-dire le permis de déposer délivré par le Ministre de l'Intérieur, s'il s'agit des armoiries publiques, de la Chancellerie royale, s'il s'agit de l'image du Roi ou d'un membre de la maison royale.

Remarquons, pour terminer, que cette exclusion ne s'applique qu'autant qu'il s'agit du Roi de la Yougoslavie ou d'un

membre de sa famille, ainsi que des armoiries publiques yougoslaves. Elle ne concerne nullement les dessins ou modèles représentant la personne des souverains ou des chefs des Etats étrangers ou les armoiries publiques étrangères, qui peuvent être déposés et enregistrés valablement.

3° DESSINS ET MODÈLES DESTINÉS A ÊTRE APPLIQUÉS OU A SERVIR POUR LA FABRICATION DES PRODUITS MONOPOLISÉS PAR L'ETAT. — Cette exclusion n'est pas absolue: si, en principe, les dessins et les modèles de cette catégorie ne sont pas déposables, ils peuvent être enregistrés et obtenir la protection légale lorsque c'est l'Administration des monopoles d'Etat qui les a déposés (§ 37, 4°). Elle est instituée dans un intérêt fiscal de l'Etat, pour permettre à l'Administration des monopoles de se servir et d'utiliser librement tous les dessins ou modèles, s'ils sont susceptibles d'une application à des produits faisant l'objet d'un monopole d'Etat.

SECTION III

Condition préalable de la protection légale : l'enregistrement du dessin ou modèle. Nature juridique du droit du créateur d'un dessin ou modèle.

NÉCESSITÉ DE L'ENREGISTREMENT. — Pour jouir d'un droit exclusif sur le dessin ou modèle, il ne suffit point au créateur de l'avoir créé, il faut encore qu'il le déclare, qu'il sollicite et obtienne la consécration officielle par l'Etat. La déclaration du dessin ou modèle a lieu dans la forme d'un dépôt, dont les conditions et les modalités sont déterminées par la loi, et aboutit à l'enregistrement et à la délivrance d'un titre le constatant. La situation du créateur d'un dessin ou modèle est, à ce point de vue, absolument analogue à celle de l'auteur d'une invention.

Cette condition de constatation officielle se justifie pour les dessins et modèles par les mêmes raisons d'utilité que pour le droit de l'inventeur. La nécessité d'un acte officiel constatant le dessin ou modèle nous apparaît ainsi à un triple point de vue : d'abord pour constater l'existence et marquer l'étendue et les limites du droit de dessin ou modèle, puisque, si la création du dessin ou modèle n'était pas proclamée et constatée avant sa divulgation, elle irait se confondre avec les créations antérieures et similaires, échappant ainsi à son auteur pour rentrer dans le service de la collectivité, rompant tout lien entre elle et son auteur ; ensuite, pour déterminer le titulaire du droit, car le créateur qui aura le premier créé le dessin ou modèle ne pourra bénéficier de son avance sur les créateurs ultérieurs du même dessin ou modèle et justifier ainsi son droit qu'en faisant immédiatement connaître sa création ; enfin, pour fixer le point de départ d'un droit essentiellement temporaire.

Cette condition de consécration officielle du droit du créateur d'un dessin ou modèle n'est pas incompatible avec son caractère du droit préexistant à l'enregistrement. Car l'enregistrement ne fait que confirmer un droit préexistant : son effet est déclaratif et non point attributif, puisqu'il ne peut créer un droit là où il n'y a pas de création. On a soutenu à tort que le législateur prétendait ignorer le droit préexistant de l'auteur d'un dessin ou modèle, en invoquant le texte de la loi réglant l'attribution de ce droit par la priorité de la déclaration et non point par la priorité de la création même. Cette thèse ne pourrait pas être sérieusement soutenue : la loi, en effet, en réglant l'attribution du droit par la priorité de la déclaration et non point par la priorité de la création, entend donner, entre deux créateurs véritables, la préférence au plus diligent ; mais elle n'entend nullement attribuer la protection là où il n'y a pas de création : elle institue, nous le verrons, au profit du véritable créateur un moyen de recours contre le spoliateur ou l'usurpateur du dessin ou modèle. L'enregistrement n'est donc que la consécration d'un droit préexistant qu'il confirmera et développera ; mais il ne saura nullement créer un

droit là où il n'y a pas de création. Nous verrons d'ailleurs, au cours de notre étude, de nombreuses conséquences de ce principe que l'enregistrement est simplement déclaratif d'un droit préexistant, mais non point attributif du droit qui n'existait pas auparavant.

QUELLE EST LA NATURE JURIDIQUE DU DROIT DE DESSIN OU DE MODÈLE ? — La question est très controversée. Pour nous la solution ne fait pas de doute : la création d'un dessin ou modèle n'étant au fond qu'une invention de la forme, la nature juridique du droit du créateur d'un dessin ou modèle est la même que celle du droit de l'inventeur. C'est donc un droit immatériel, d'après la théorie de M. Kohler, que nous avons acceptée sans réserves.

Le droit du créateur d'un dessin ou modèle est donc, par son objet, par sa destination, par sa fin même, un droit d'exploitation. Mais ce droit, comme celui de l'inventeur, ne porte pas sur l'objet corporel dans lequel la conception se réalise et se manifeste à nos yeux. La création, en effet, en quittant le monde des idées, fait son apparition dans le monde matériel sous une forme concrète. Mais cette manifestation matérielle de l'idée ne l'enserrera, ne l'enfermera jamais toute entière : non seulement que la création ne se confond pas avec elle, mais elle ne s'y résoud, ne s'y épuise point, car une idée ne s'incorpore point dans son expression. C'est donc sur l'idée, sur la conception que le créateur peut et doit exercer son droit, et non sur la forme périssable. Et c'est là le bien immatériel que l'on doit considérer comme l'objet véritable du droit du créateur d'un dessin ou modèle.

CHAPITRE II

Du droit au dessin ou modèle.

§ 1. — *A qui le droit de dessin ou modèle est-il attribué ?*

PRINCIPE. *PRIORITÉ DE LA DEMANDE.* — « Le droit à la protection d'un dessin, nous dit le § 39, alinéa 1^{er}, appartient à celui qui en est l'auteur, son héritier ou son ayant cause ». Donc, la protection légale d'un dessin ou d'un modèle est attribuée par la loi à celui qui l'a créé ou, comme rien ne s'oppose à ce que celui-ci fasse part de sa création à un tiers et ne lui cède son droit, à ses ayants cause.

Cette règle de principe posée, et étant donné l'institution de l'examen préalable, la loi allait-elle décider qu'il y aura lieu d'examiner la qualité de l'impétrant, c'est-à-dire ses droits quant au dessin ou au modèle et son droit à la protection, de façon à ce que toutes les contestations éventuelles relativement à ces droits puissent être tranchées avant l'enregistrement, qui ne serait ainsi effectué qu'au profit du véritable créateur ou son ayant cause ? Tel n'est pas le système de notre loi. Comme en matière des brevets, et pour les mêmes raisons, elle a écarté tout examen de la qualité de l'impétrant et a attribué le droit à la protection au créateur le plus diligent, à celui qui a déposé le premier le dessin ou le modèle.

En effet, le deuxième alinéa du § 39 dispose : « Le premier déposant d'un dessin est réputé en être l'auteur, jusqu'à la preuve du contraire ». Grâce à cette présomption légale, qui ne pourra être combattue, nous le verrons, que par une action en révocation (§ 47), le premier déposant est réputé être le créateur du dessin ou du modèle. C'est donc par la priorité du dépôt, et non pas par l'ancienneté de la création que la loi règle l'attribution du droit au dessin ou au modèle. L'impétrant est-il le premier créateur ? Peu importe. A-t-il même un droit sur le dessin ou le modèle ? Il n'y a pas lieu de s'en occuper. Du moment où il est établi qu'il a fait sa demande le premier, le droit au dessin ou au modèle lui sera attribué, et cela sans aucun examen de sa qualité.

Cependant, il ne faut pas en conclure que le droit au dessin ou au modèle sera toujours, quelles que soient les parties en cause, le prix de la course. Par son § 39, al. 2, la loi entend exclure toute discussion sur la priorité de la création même : de deux créateurs, ce n'est pas au plus ancien, c'est au plus diligent que ce droit sera attribué ; l'autre est sacrifié. Mais elle n'a nullement voulu sanctionner par là l'usurpation et accorder le droit au dessin et au modèle à l'usurpateur ; elle a, nous le verrons, institué au profit du créateur dépouillé un moyen de recours, l'action en révocation (§ 47), qui lui permettra de se faire restituer dans ses droits.

COMMENT S'ÉTABLIT LA PRIORITÉ DE LA DEMANDE ? — L'importance de la date de la demande est très grande, car c'est d'elle que dépend, comme nous venons de le voir, l'attribution du droit au dessin ou au modèle. Aussi, la loi a-t-elle pris soin de régler minutieusement les formalités qui doivent être accomplies par le Bureau de réception de l'Office au moment où la demande lui parvient. Ces formalités sont les mêmes que celles édictées par le § 11 du règlement du 17 novembre 1920 concernant les demandes de brevets ; nous renvoyons à ce qui a été dit plus haut à cet égard.

Dès que la priorité est établie, la question du droit au dessin ou au modèle est résolue : une avance d'une minute suffira.

LA PRIORITÉ DE L'UNE DES DEMANDES ÉTANT ÉTABLIE, QUEL EST LE SORT DES AUTRES PORTANT SUR LE MÊME OBJET ? — A la différence de ce que la loi a décidé en matière de brevets, une demande antérieure ne met pas obstacle à ce qu'une demande ultérieure portant sur le même objet suive son cours et aboutisse, après examen préalable, à l'enregistrement du dessin ou du modèle déposé ; en effet, aucune disposition analogue à celle du § 11 n'est édictée par la loi en ce qui concerne les dessins et les modèles. Cela se comprend aisément, puisque, d'une part, la loi n'admet pas d'opposition à l'enregistrement, et que, d'autre part, l'Office n'est pas tenu d'examiner d'office la nouveauté des dessins et des modèles déposés.

Le dessin ou modèle déposé ultérieurement sera donc enregistré, si, bien entendu, il réunit toutes les conditions nécessaires pour obtenir la protection légale. Mais ce dessin ou ce modèle pourra être annulé, pour défaut de nouveauté, conformément au § 46, 2°, et § 38, 3°, sur la demande de n'importe quelle personne : en effet, aux termes du § 38, 3°, un dessin ou modèle ne sera pas considéré comme nouveau s'il a été déjà protégé comme dessin ou modèle pour la même catégorie de produits.

On voit bien que l'impétrant, qui a bénéficié de la priorité, a un grand intérêt à conserver son rang. Il le conservera si sa demande est régulière au moment du dépôt et si la protection demandée est accordée. « Le déposant, nous dit le paragraphe 107, al. 1^{er}, acquiert le droit de priorité sur le dessin au moment du dépôt régulier de sa demande, si, à la suite, la protection est accordée ». Donc, si la demande est rejetée, l'impétrant perdra son rang ; mais va-t-il le perdre aussi si sa demande n'est pas absolument régulière au moment même du dépôt, et qu'elle nécessite des corrections ou des rectifications ? La solution de cette question est la même ici qu'en matière de brevets ; nous nous bornerons à citer le texte de la loi, en renvoyant pour son interprétation aux développements que nous avons fournis en étudiant les brevets. Le § 107, al. 2 et 3, qui tranche cette question, est ainsi conçu :

« Si la demande présente quelques défauts et que celles-ci sont corrigées en temps utile (c'est-à-dire dans le délai imparti par le rapporteur), elle sera considérée comme ayant été régulièrement effectuée à la date du dépôt, pourvu que ces corrections apportées ultérieurement n'aient pas modifié l'essence du dessin. Dans le cas où les corrections des défauts, faites en temps utile, entraînent une modification dans l'essence du dessin, le dépôt ne sera considéré comme régulièrement effectué qu'au moment où ces corrections sont parvenues à l'Office ».

§ 2. — *De l'usurpation du dessin ou modèle.*

L'action en révocation.

Le système adopté par notre loi, d'après lequel l'attribution du droit au dessin ou au modèle se règle non pas par l'ancienneté de la création, mais par la priorité de la demande, s'applique sans injustice essentielle tant qu'il s'agit de deux créateurs originaux, c'est-à-dire de deux personnes dont les dessins ou les modèles ne se doivent rien l'un à l'autre : leurs droits sont en somme égaux jusqu'au dépôt, sauf la question d'ancienneté que la loi écarte à dessein, de sorte qu'il n'est que juste que la préférence soit à celui qui remplit le premier les conditions de la loi. Il en est autrement dans le cas où le véritable et le seul créateur du dessin ou du modèle a été devancé par un usurpateur, un voleur ou un spoliateur : ici l'application du principe de préférence attachée à la priorité du dépôt serait trop injuste, car elle conduirait à assurer la protection au profit de celui qui n'a aucun droit au dessin ou au modèle et favoriserait ainsi la fraude. Aussi, la loi yougoslave a-t-elle empêché ces conséquences injustes du système qu'elle a adopté, en instituant au profit du créateur dépouillé, par son § 47, une action en révocation du dessin ou du modèle, grâce à laquelle le créateur lésé pourra se faire subroger dans les droits attribués à l'usurpateur.

Remarquons que l'action en révocation est le seul moyen de recours offert par la loi au véritable créateur du dessin ou du modèle contre le spoliateur ou l'usurpateur, pour se faire restituer les droits que celui-ci lui a dérobés. Notre loi, en effet, n'admet pas le droit d'opposition à l'enregistrement, la décision de la Commission des demandes devant soit ordonner l'enregistrement du dessin ou du modèle déposé, soit rejeter la demande, sans qu'il y ait lieu de procéder auparavant à une publication préalable de la demande, comme en matière de brevets.

MOYENS SUR LESQUELS PEUT SE FONDER L'ACTION EN RÉVOCATION. — « Le dessin sera révoqué quand il est prouvé : 1° que le titulaire du dessin n'est pas son auteur aux termes du § 39, ou qu'il n'a pas acquis le dessin d'une manière licite ; 2° que l'élément essentiel du dessin a été emprunté aux dessins, descriptions, modèles, instruments ou dispositions d'un tiers sans son autorisation. » (§ 47, al. 1^{er}.) Ainsi, le moyen sur lequel peut se fonder une action en révocation, c'est le fait d'usurpation. Il résulte du texte du § 47, al. 1^{er} précité, qu'il y a usurpation toutes les fois que le déposant est sans droit sur le dessin ou le modèle qui fait l'objet de sa demande, soit parce qu'il n'en est pas l'auteur ou son ayant cause, ou qu'il n'est pas considéré comme tel par la loi (par exemple, ouvrier à gages, associé, etc.), soit parce que le contenu essentiel du dessin ou du modèle a été emprunté aux descriptions, dessins, etc., d'un tiers ou à un procédé employé par un tiers, et cela sans qu'il y ait lieu de rechercher comment l'usurpation a été consommée, ni comment le dessin ou le modèle a pu être connu, ni s'il y a ou non fraude. Du moment où le déposant est sans droit sur le dessin ou le modèle ou n'a pas sur lui un droit exclusif, il y a usurpation suffisante pour fonder l'action en révocation.

QUI A QUALITÉ POUR EXERCER L'ACTION EN RÉVOCATION ? — En matière de dessins ou de modèles comme en matière de brevets, l'exercice de cette action appartient exclusivement au

créateur véritable du dessin ou du modèle, ou à celui qui est considéré comme tel par la loi et à leurs ayants-cause, ainsi qu'au tiers lésé auquel l'élément essentiel du dessin ou du modèle a été emprunté sans son autorisation. En effet, le § 47, al. 2, dispose : « Dans le premier cas, la révocation peut être demandée par l'auteur du dessin ou par celui qui en est réputé l'auteur aux termes du § 39, son héritier ou son ayant-cause ; dans le second cas, la révocation ne peut être demandée que par la personne lésée ».

Cette disposition légale doit s'interpréter restrictivement : aucune autre personne n'a qualité pour exercer cette action, même si elle y a intérêt, comme c'est le cas, par exemple, du créancier-gagiste ou du dépositaire. A plus forte raison, cela est inutile même de le faire remarquer, la révocation ne peut-elle être prononcée d'office.

PRESCRIPTION DE L'ACTION EN RÉVOCATION. — Comme en matière de brevets, et pour les mêmes raisons d'équité, l'action en révocation des dessins et des modèles se prescrit à l'égard du titulaire de bonne foi au bout de trois ans à partir de l'enregistrement du dessin ou du modèle en son nom ; sinon, elle peut être exercée pendant toute la durée de la protection légale. L'alinéa 3 du § 47 dispose, en effet : « L'action en révocation se prescrit à l'égard du titulaire de bonne foi par trois ans, à compter du jour de l'enregistrement du dessin en son nom ».

JURIDICTION COMPÉTENTE. PROCÉDURE. — L'action en révocation sera exercée devant la Commission des annulations (§ 69, al. 4), suivant la procédure des contestations, réglementée par le § 140, avec renvoi aux §§ 117 à 134 et 136 à 139, à charge d'appel devant la Commission de cassation. Cette procédure ayant été étudiée dans la première partie de notre étude, nous n'y reviendrons pas ici.

EFFETS DU JUGEMENT PRONONÇANT LA RÉVOCATION. — « Les dispositions du § 34 de la présente loi, nous dit le dernier

alinéa du § 47, s'appliquent également à la révocation d'un dessin. » Donc, les effets du jugement prononçant la révocation d'un dessin ou d'un modèle sont les mêmes que ceux que produit le jugement révoquant un brevet, c'est-à-dire que le jugement aboutira, soit à la disparition rétroactive du dessin ou du modèle, soit à la subrogation du demandeur triomphant dans les droits qui avaient été attribués auparavant au titulaire ayant succombé au procès.

Le demandeur triomphant peut exiger, et il le fera presque toujours dans l'hypothèse prévue sous le N° 1 du § 47, al. 1^{er}, dans le délai de 30 jours à partir de la notification du jugement définitif, que le dessin ou le modèle soit transcrit en son nom. En pareil cas, le dessin ou modèle continuera à jouir de la protection résultant de la loi au profit de son nouveau titulaire, qui se trouve ainsi subrogé dans tous les droits qui appartenaient auparavant à l'usurpateur. Cette subrogation produit un effet rétroactif : l'ancien titulaire est considéré comme n'ayant jamais eu aucun droit sur le dessin ou modèle, de sorte que tous les actes qu'il a pu passer, tous les droits qui ont pu naître de son chef relativement au dessin ou modèle révoqué sont rétroactivement anéantis. Toutefois, par application du § 34, al. 7, la licence régulièrement donnée par l'ancien titulaire et acquise de bonne foi par un tiers reste opposable au nouveau titulaire du droit de dessin ou de modèle, s'il s'est écoulé une année depuis son inscription dans le registre des dessins et des modèles, et s'il n'y a pas eu d'annotations du litige.

Si, au contraire, le demandeur triomphant n'a pas requis sa subrogation dans le délai légal, le dessin ou modèle disparaîtra rétroactivement. En pareil cas donc, l'action en révocation produira les mêmes effets qu'une action en nullité : le dessin ou modèle sera anéanti rétroactivement, à l'égard de tout le monde, *erga omnes*, sera considéré comme n'ayant jamais joui de la protection légale. La conséquence en est que tous les effets qu'il a pu produire dans le passé sont rétroactivement effacés, comme, par exemple, les contrats dont il a été l'objet, les contrefaçons auxquelles il a pu donner lieu, etc.

**§ 3. -- *Du dessin et du modèle
faits par un employé à gages.***

A qui appartient un dessin ou un modèle fait par une personne qui est au service, aux gages d'un patron et, partant, au profit de qui la protection légale sera-t-elle accordée ? Est-ce à l'employé, créateur du dessin ou du modèle ? Est-ce au patron, à l'employeur ?

La question est tranchée par le dernier alinéa du § 39 ainsi conçu : « Lorsqu'un nouveau dessin est inventé par un employé ou un ouvrier d'une entreprise, ce n'est pas l'employé ou l'ouvrier qui est considéré comme en étant le propriétaire, mais bien le patron de l'entreprise, à moins que le contraire n'ait été convenu entre les parties ». La loi fait donc une distinction suivant que la question a été réglée ou non par les conventions particulières. S'il a été stipulé formellement entre le patron et son employé que les dessins ou les modèles, que ce dernier pourra faire au cours de son engagement, appartiendront au patron, pas de difficulté possible : cette convention fait la loi des parties et doit être exécutée.

En cas de silence des parties, en l'absence de toute convention à cet égard, la loi décide que le dessin ou le modèle fait par l'employé appartient au patron, qui a ainsi seul le droit de demander et d'obtenir la protection légale. Toutefois, il ne faut pas exagérer la portée de cette règle, et il est nécessaire de distinguer : l'ouvrier a-t-il réalisé le dessin ou le modèle d'après les instructions qu'il a reçues du patron, ou même simplement à l'occasion des travaux auxquels il est proposé et aux heures de son service, le dessin ou le modèle appartiendra au patron. Au contraire, si l'employé a réalisé sa création en suivant sa propre inspiration et en dehors de son service habituel, le dessin ou le modèle lui appartiendra, et le patron n'y aura aucun droit. Ce dernier ne pourrait alors que lui demander compte du temps employé ou des instruments dont il s'est servi pour un travail qui n'était pas celui de l'établissement industriel.

Que décider si un industriel commande à un artiste un dessin ou un modèle ? A qui ce dessin ou ce modèle appartient-il ? La loi nous répond par l'alinéa 3 du § 39 : « Lorsque le dessin a été exécuté sur commande et contre rétribution, le commettant est considéré comme en étant propriétaire ».

CHAPITRE III

Des droits dérivant de l'enregistrement d'un dessin ou modèle.

SECTION I

Nature et étendue de ces droits.

DROIT EXCLUSIF D'EXPLOITATION. — Les droits qui appartiennent au titulaire d'un dessin ou d'un modèle enregistré, c'est-à-dire jouissant de la protection de la loi sur la propriété industrielle, sont déterminés par le § 41 : « Cet enregistrement confère au déposant le droit exclusif d'appliquer le dessin sur ses produits pour autant qu'ils rentrent dans la catégorie des marchandises protégées ou de fabriquer, employer ou mettre dans le commerce, des produits faits d'après ce dessin ».

La loi reconnaît donc au propriétaire d'un dessin ou d'un modèle enregistré le droit exclusif d'exploitation de ce dessin ou de ce modèle. Ce droit, comme celui qui est reconnu à l'inventeur, présente un double aspect : par cela même qu'il est reconnu à un seul, il est retiré à tous autres ; le droit de prohibition est le corollaire du droit d'exploitation, et le titulaire du droit les réunit entre ses mains. Notre loi fait bien apparaître cette double physionomie du droit en délimitant le droit exclusif reconnu au propriétaire en même temps qu'elle

lui reconnaît son droit, marquant ainsi que la limite de son exploitation exclusive est aussi celle de l'exploitation illicite de la part des tiers, c'est-à-dire de la contrefaçon.

La loi, il est vrai, ne désigne pas le droit qui appartient au propriétaire d'un dessin ou d'un modèle comme un droit exclusif d'exploitation : comme pour le droit de l'inventeur, elle énumère certaines formes d'activité économique (fabriquer, employer, mettre dans le commerce), sous lesquelles se manifeste l'exploitation ; mais les limites ainsi déterminées sont assez étendues pour qu'on puisse dire que ce droit est complet, exclusif et ne laisse échapper aucun mode d'utilisation du dessin ou du modèle par où puissent s'amoinrir son étendue et sa portée.

ETENDUE DU DROIT EXCLUSIF D'EXPLOITATION. — La loi cependant apporte une double restriction au droit exclusif d'exploitation conféré au propriétaire du dessin ou du modèle : d'une part, il se borne à l'exploitation industrielle, d'autre part, il ne s'étend qu'aux marchandises pour lesquelles le dessin ou le modèle a été déposé.

Il résulte du texte du § 36, qui nous donne la définition du dessin ou du modèle, que le droit exclusif d'exploitation est limité à l'exploitation industrielle. La restriction donc est la même qu'en ce qui concerne le droit reconnu au breveté. Et, comme en matière de brevets, il faut entendre par exploitation industrielle, toute exploitation qui rentre dans le cadre d'une activité professionnelle, d'une activité tendant à réaliser un bénéfice. Ainsi, par cette restriction la loi entend distinguer, d'une part, l'exploitation industrielle, qui est exclusivement réservée au titulaire du droit, et qui, faite par un tiers, constitue une contrefaçon punie par la loi, et, d'autre part, l'exploitation non industrielle, comme par exemple l'usage personnel, ou domestique, ou scientifique, qui reste parfaitement licite de la part des tiers.

La seconde restriction résulte du § 40, ainsi conçu : « La protection résultant d'un dessin ne s'étend qu'aux catégories des marchandises pour lesquelles le dessin est déposé ». Ainsi,

le droit exclusif d'exploitation ne porte pas sur toutes sortes de produits sans distinction: il est limité à la catégorie des produits, au genre des marchandises pour lesquels la protection légale a été accordée. Il y a donc lieu de distinguer: Le dessin ou le modèle est-il employé ou utilisé dans une industrie autre que celle pour laquelle la protection a été demandée et accordée, l'exploitation est libre et licite, et le déposant ne peut pas opposer son droit exclusif. S'agit-il, au contraire, d'une utilisation du dessin ou du modèle dans la même industrie que celle pour laquelle la protection est accordée, d'une application à des produits protégés, il y a atteinte aux droits du créateur, constituant une contrefaçon: le droit du déposant est alors absolu et peut être opposé à tout le monde.

Ainsi limité, d'une part, à l'exploitation industrielle, et, d'autre part, à la catégorie déterminée des marchandises, le droit exclusif d'exploitation reconnu par la loi au déposant d'un dessin ou d'un modèle est absolument identique au droit de l'inventeur et comporte les mêmes facultés au profit de son titulaire, sauf la restriction résultant du § 40, limitant ce droit à la catégorie déterminée des produits. Par conséquent, tant que le dessin ou le modèle est en vigueur, seul le titulaire peut l'appliquer à ses produits ou fabriquer les produits d'après lui: l'application ou la fabrication faite par les tiers est illicite, et constitue une contrefaçon, alors même que l'usage auquel le produit serait destiné fut licite, et sans distinguer si le dessin ou le modèle a été appliqué ou utilisé dans son ensemble ou par pièces détachées seulement, pour être ensuite reconstruit à l'étranger, en dehors des limites de la protection légale. Il en est de même de l'emploi industriel des produits revêtus du dessin ou fabriqués d'après le modèle. Enfin, le droit exclusif comporte la vente et la mise en vente des produits sur lesquels le dessin est appliqué ou qui sont fabriqués d'après le modèle, ce qui comprend tous les actes par lesquels la création entre dans le commerce, pour y devenir un objet de transactions, ainsi que toutes les manifestations qui accompagnent ou qui précèdent la mise en vente dans le commerce.

TERRITORIALITÉ DE LA PROTECTION RÉSULTANT DE L'ENREGISTREMENT. — Le dessin ou le modèle enregistré ne jouit de la protection légale que sur le territoire de la Yougoslavie. Ce principe, comme en matière de brevets, s'applique ici rigoureusement: sur le territoire yougoslave, le droit est opposable à tous, aux étrangers aussi bien qu'aux nationaux; en dehors de la Yougoslavie, au contraire, les nationaux eux-mêmes en sont affranchis et jouissent de toutes les facultés de la libre concurrence. Il n'y a là d'ailleurs que l'application pure et simple des principes du droit public international.

Mais, et cela va de soi, si la production est libre à l'étranger, l'importation en Yougoslavie ne l'est pas: dès qu'elle revêt un caractère commercial elle porte atteinte au droit exclusif du propriétaire du dessin ou du modèle et constitue une contrefaçon.

A PARTIR DE QUEL MOMENT LE CRÉATEUR D'UN DESSIN OU D'UN MODÈLE JOUIT-IL DE LA PROTECTION LÉGALE ? — En étudiant les brevets, nous avons vu que l'inventeur jouit de la protection légale effective non seulement à partir de la délivrance du brevet, mais à partir du moment où sa demande a été publiée dans le Bulletin officiel de l'Office. Cela se comprend aisément étant donné notre système légal de l'examen préalable avec appel aux oppositions par la publication de la demande: l'invention ayant subi l'épreuve d'un examen portant sur sa brevetabilité, rien ne s'oppose à ce qu'elle jouisse de suite de la protection de la loi, tout au moins d'une protection provisoire conditionnelle.

En matière de dessins et modèles, le système adopté par notre loi est différent. Nous verrons, en effet, que l'examen préalable de la demande ne comporte pas la publication préalable à l'enregistrement, et que la Commission est appelée à se prononcer immédiatement sur le rejet ou l'enregistrement du dessin ou du modèle déposé. En conséquence, le créateur ne devrait jouir de la protection légale qu'à partir de l'enregistrement du dessin ou du modèle. C'est ce que décide exactement la loi, dans son § 41, qui dispose: « Le droit de

dessin produit ses effets à partir de l'inscription faite dans le registre des dessins et modèles ». Ainsi, c'est à partir de l'enregistrement que le créateur d'un dessin ou d'un modèle jouit de la protection organisée par notre loi.

Mais, ce n'est pas à dire que le dessin ou le modèle doive être considéré, avant l'enregistrement, comme une *res communis omnium*. Le droit du créateur est préexistant à la consécration officielle par l'Etat, et il est, par lui-même et avant toute demande, une source des droits pour lui. Certes, le créateur ne jouit de la protection de la loi spéciale, avec les garanties qu'elle institue et les actions qu'elle organise, qu'à partir de l'enregistrement; mais son droit existe même avant, et il est protégé par les principes généraux du droit commun.

Ainsi, l'enregistrement d'un dessin ou d'un modèle est simplement déclaratif du droit, lequel existe même avant, mais il est attributif des avantages résultant de la loi spéciale.

SECTION II

Restrictions aux droits du titulaire d'un droit de dessin ou de modèle.

Nous venons de voir que le droit exclusif d'exploitation, attribué au déposant d'un dessin ou d'un modèle, est limité, d'une part, à l'exploitation industrielle, d'autre part, à la catégorie déterminée de marchandises pour laquelle la protection est accordée. Mais à côté de ces restrictions permanentes et absolues, résultant de la nature et de la définition du droit, il en est d'autres qui sont personnelles, ou accidentelles, ou partielles. Le § 48 décide, en effet, que les §§ 14, 16 et 17 s'appliqueront également par analogie en matière de dessins et de modèles. Par conséquent, comme celui du breveté, le droit exclusif d'exploitation réservé au déposant d'un

dessin ou d'un modèle comporte trois exceptions: la première est relative à ce que l'on peut appeler possession antérieure et personnelle, la seconde a trait à l'utilisation par l'Etat des dessins et modèles qui peuvent être employés pour la fabrication des produits monopolisés, la troisième est relative aux moyens de transport international.

**§ 1. — *Exceptions relatives aux moyens
de transport international et aux dessins et modèles
qui peuvent être employés pour la fabrication
des produits monopolisés.***

Ces deux exceptions au droit exclusif du déposant n'exigent pas de longs développements. En effet, les raisons qui ont déterminé le législateur à les admettre ici sont les mêmes que celles auxquelles il a obéi en les consacrant en matière de brevets; du reste, l'application des paragraphes 16 et 17 ne donne lieu à aucune difficulté. Aussi, nous bornerons-nous à rappeler brièvement ici ce que nous avons dit à cet égard en étudiant les brevets.

a) Les moyens de transport employés temporairement en Yougoslavie pour les besoins de la circulation échappent à l'effet absolu du droit du déposant d'un dessin ou d'un modèle, alors même que leur usage constituerait une atteinte à ce droit. Cette restriction peut être invoquée au profit de tous les moyens de transport, sans aucune distinction; mais elle est directement limitée à l'usage accidentel ou occasionnel de ces moyens, et ne s'étend point à leur usage habituel et régulier.

b) Lorsqu'un dessin ou un modèle, protégé pour une catégorie de produits non monopolisés, est susceptible d'être appliqué à des produits monopolisés par l'Etat ou à servir à leur fabrication, l'Etat peut en faire usage, et cela sans être tenu de payer aucune indemnité au déposant (§ 16, al. 1^{er}). Mais l'Etat, ou, plus exactement, l'Administration des monopoles

d'Etat, doit adresser à cet effet une demande à l'Office, qui statuera conformément à la procédure des contestations (§§ 117 et suivants), et ce n'est qu'à partir du moment où la décision de l'Office permettant cet usage est devenue définitive que l'Etat pourra utiliser le dessin ou le modèle dont il s'agit.

§ 2. — *De la possession antérieure et personnelle
du dessin ou modèle.*

Comme en matière de brevets, et afin d'assurer le respect des droits acquis au profit des tiers par une exploitation antérieure du dessin ou modèle déposé, la loi institue une exception à l'effet absolu du droit exclusif du déposant, en garantissant et en protégeant ce que l'on peut appeler la possession antérieure et personnelle. Le possesseur antérieur d'un dessin ou modèle déposé, c'est-à-dire celui qui, antérieurement à la demande d'enregistrement, était en sa possession et l'exploitait secrètement, pourra, malgré le droit absolu du déposant, continuer l'exploitation commencée ou entreprendre l'exploitation déjà préparée. En effet, ici également, son droit d'exploitation est illimité, en ce sens qu'il pourra non seulement continuer l'exploitation dans les limites de son industrie au moment où l'enregistrement a été demandé, mais aussi donner à ses affaires une plus grande extension, en agrandissant cette industrie par la création de nouveaux établissements ou par la fabrication, pour son compte, dans les établissements appartenant à des tiers.

Ce droit du possesseur antérieur d'un dessin ou modèle, comme celui du possesseur antérieur d'une invention brevetée, présente le même caractère, qui est d'être personnel, c'est-à-dire qu'il ne pourra être cédé qu'avec l'industrie elle-même à laquelle il se rattache. Le possesseur antérieur ne pourra donc pas conférer à des tiers un droit d'exploitation qui pourrait s'exercer concurremment avec son exploitation personnelle; il ne pourra transmettre son droit qu'intégralement avec son industrie.

Le possesseur antérieur pourra faire valoir son droit soit par une exception, s'il s'agit de repousser l'action en contrefaçon ou toute autre action dirigée contre lui par le déposant, soit par une action, s'il veut se faire reconnaître son droit par le déposant. Il a à cet effet, nous le savons, une action spéciale, résultant du § 14, al. 4, qu'il exercera devant l'Office, lequel statuera conformément à la procédure des contestations.

Le droit ainsi reconnu, ou reconnu volontairement par le déposant, sera inscrit dans le registre des dessins et modèles à la demande de l'intéressé, et, conformément aux principes généraux de la loi, fera l'objet d'une publication dans le Bulletin de l'Office.

Mais, pour que celui qui se prétend être possesseur antérieur d'un dessin ou d'un modèle puisse se faire reconnaître le bénéfice de la loi, il faut qu'il y ait possession antérieure et que cette possession réunisse toutes les conditions exigées par la loi.

Il faut d'abord qu'il y ait possession. Il y aura possession aux termes du § 14, lorsque l'intéressé justifie qu'il exploitait déjà le dessin ou le modèle au moment de la demande, ou, du moins, qu'il avait pris toutes les mesures nécessaires en vue d'exploitation, c'est-à-dire que les préparatifs faits, les travaux entrepris et le degré d'avancement de l'exploitation ne permettent pas de douter de son intention bien arrêtée de parvenir à une exploitation sérieuse, immédiate et réelle du dessin ou du modèle.

Il faut, en outre, que la possession ainsi comprise présente les mêmes caractères, réunisse les mêmes conditions que celle exigée du possesseur antérieur d'une invention. Il faut donc que l'exploitation ait été secrète, qu'elle ait eu lieu dans le pays, en Yougoslavie, qu'il y ait identité du dessin ou du modèle protégé avec celui qu'on prétend avoir utilisé antérieurement, identité qui, d'ailleurs, peut n'être que partielle, et, enfin, que le possesseur antérieur soit de bonne foi par rapport au déposant, c'est-à-dire que les deux dessins ou

modèles soient étrangers l'un à l'autre, que le dessin ou modèle antérieurement utilisé soit indépendant du dessin ou modèle enregistré.

SECTION III

Droits dont le droit de dessin ou de modèle est susceptible d'être l'objet.

Le droit de dessin ou de modèle, droit mobilier et incorporel comme le droit résultant du brevet, est susceptible d'être l'objet de tous les droits dont une chose mobilière incorporelle est susceptible. La loi le dit expressément dans son § 48 renvoyant au § 20, déterminant les conditions d'expropriation pour cause d'utilité publique, § 23, concernant le transfert, § 24, le droit de gage et les §§ 25 et 27 qui réglementent les concessions de licences.

TRANSMISSION PROPREMENT DITE DU DROIT DE DESSIN OU DE MODÈLE. — Comme le droit de l'inventeur, le droit de dessin ou modèle peut être transmis à cause de mort, soit en vertu de la loi aux héritiers, si le déposant est mort intestat, soit par testament ou un autre acte de dernière volonté, à l'héritier institué ou au légataire; il est également transmissible par acte entre vifs, à titre gratuit ou onéreux, par les modes et dans les formes du droit commun (vente, échange, donation, etc.) et sous les conditions de capacité déterminées par les lois civiles.

Ici aussi, la perfection de l'acte de transfert, qu'il s'agisse d'un transfert à cause de mort ou par acte entre vifs, est subordonnée à l'accomplissement de la formalité de l'inscription de l'acte dans le registre des dessins et modèles. La sanction est la même: tant que cette formalité n'est pas accomplie, non seulement le droit du nouveau titulaire n'est pas opposable aux tiers, mais il n'y a pas à proprement parler de trans-

fert. Il en résulte, d'une part; que le cessionnaire ne peut exercer avant la transcription de l'acte de transfert aucun des droits dérivant du droit de dessin ou modèle, notamment intenter les poursuites en contrefaçon, et, d'autre part, que les droits concédés aux tiers par le déposant ultérieurement à la cession non inscrite seront opposables au cessionnaire: celui-ci, en effet, tant qu'il n'a pas fait inscrire le transfert dans le registre des dessins et modèles, est considéré par la loi comme un tiers, comme un étranger au droit de dessin ou modèle.

L'inscription sera effectuée par l'Office, à la requête de l'intéressé, à laquelle doivent être joints l'expédition du jugement ou de l'acte authentique, ou la copie légalisée de l'acte sous seing privé. D'ailleurs, avant d'ordonner l'inscription, l'Office, ou plus exactement la Commission des demandes d'enregistrement des dessins et modèles, examinera la régularité de la demande et la validité des actes sur lesquels se fonde la demande d'inscription.

En ce qui concerne les effets de la cession, il y a lieu d'appliquer les règles applicables à la cession des brevets. Par conséquent, si la cession est totale, son effet est de transférer au cessionnaire tous les droits qui, auparavant, appartenaient au cédant: le cessionnaire est mis en lieu et place du cédant, qui devient un étranger, un tiers par rapport au droit de dessin ou de modèle; si la cession est partielle, les droits qui en résultent sont les mêmes, seulement avec moins d'étendue: ils sont alors limités par l'acte de cession lui-même qui les définit et qui les explique.

Les obligations réciproques des parties sont déterminées par la nature juridique du contrat de cession (vente, échange, donation, etc.) : il y a lieu d'y appliquer purement et simplement les principes généraux du droit commun. Par conséquent, en cas de cession à titre onéreux, il y a l'obligation de garantie à la charge du cédant. Et, comme en matière de brevets, la garantie portera sur la validité de l'enregistrement, c'est-à-dire sur l'existence du dessin ou modèle, sur la possibilité de son application industrielle, sur sa nouveauté; mais

elle ne portera pas sur les résultats plus ou moins fructueux de la création, sur son caractère lucratif. D'ailleurs, les parties sont libres d'étendre ou de restreindre l'obligation de garantie sans que, bien entendu, la clause de non-garantie puisse exempter le cédant de son fait personnel: dans ce cas il y a lieu de s'en tenir à l'intention des parties, la convention valant loi entre les contractants.

LICENCES. — Il résulte du texte du § 48, renvoyant aux §§ 25 et 27, que le droit de dessin ou modèle est susceptible de faire l'objet d'un contrat de licence, c'est-à-dire d'un contrat par lequel le titulaire concède à un tiers la jouissance de son dessin ou modèle, l'autorisation de l'exploiter, mais conserve tous ses droits.

La licence en matière des dessins ou modèles est essentiellement facultative; la loi, en effet, n'admet pas de licence obligatoire, comme l'a fait en matière des brevets par son § 26. La licence peut être concédée en tout ou en partie, pour toute la durée de la protection ou pour un certain temps, sur toute étendue de la Yougoslavie ou sur une partie de son territoire seulement. Les obligations réciproques des parties sont les mêmes qu'en matière de licences des brevets; nous n'y insisterons pas, renvoyant à ce que nous avons dit plus haut. Le contrat de licence est soumis à l'inscription dans le registre des dessins et modèles: à partir de l'accomplissement de cette formalité, la licence est opposable aux tiers, mais elle produit ses effets entre parties du moment où le contrat a été conclu. L'inscription sera faite à la requête de l'intéressé, à laquelle doit être jointe la copie légalisée du contrat de licence, après que la Commission des demandes de l'enregistrement des dessins et modèles aura statué sur la régularité de la demande et sur la validité de l'acte sur lequel se fonde la demande d'inscription.

La licence d'exploitation d'un dessin ou d'un modèle, comme celle d'un brevet, est attachée à la personne de son porteur. Elle ne peut donc être transmise par acte entre vifs qu'avec l'entreprise, avec le fonds de commerce auquel elle est attachée; elle ne passe aux héritiers, en cas de mort, que s'ils

continuent l'exploitation de l'entreprise jouissant de la licence.

DU NANTISSEMENT ET DE LA SAISIE DU DROIT DE DESSIN OU MODÈLE. — Comme le droit de l'inventeur, le droit de dessin ou modèle peut faire l'objet d'un nantissement. Le droit du créancier-gagiste est subordonné à l'accomplissement de la formalité de l'inscription de l'acte dans le registre des dessins et modèles: tant que cette inscription n'a pas été effectuée, non seulement le nantissement est inopposable aux tiers, mais il n'y a pas de nantissement à proprement parler. Par conséquent, les droits concédés aux tiers par le titulaire du droit de dessin ou de modèle ultérieurement au contrat de nantissement non transcrit dans le registre seront opposables au créancier-gagiste, sauf le droit pour lui d'intenter l'action en dommages-intérêts contre son débiteur, conformément aux principes généraux du droit.

Le droit de dessin ou modèle fait, naturellement, partie du gage général des créanciers. Il peut donc être saisi et vendu par eux, en suivant la même procédure que celle que nous avons décrite pour la saisie et vente des brevets.

L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE. — Le droit de dessin ou de modèle peut faire l'objet d'une expropriation, lorsque « l'intérêt de la défense nationale, de l'ordre public, du bien-être général ou tout autre intérêt impérieux de l'État » l'exigent (§ 20, al. 1^{er}).

L'expropriation sera prononcée par le Conseil des ministres, sur la proposition du ministre intéressé et après avis de l'Office. La décision sera communiquée à l'Office, qui en ordonnera l'inscription dans le registre des dessins et modèles et la publiera dans le prochain numéro de son Bulletin.

Le titulaire du droit de dessin ou de modèle, ainsi que ceux qui y ont un droit, et qui sont inscrits dans le registre des dessins et modèles, ont droit à « une indemnité équitable, dont le montant, en cas de désaccord, sera déterminé par les tribunaux civils compétents » (§ 15, al. 3).

L'expropriation a pour effet ou bien de mettre terme au droit de dessin ou modèle, en faisant tomber son objet dans le domaine public, ou bien de mettre l'Etat à la place du titulaire exproprié, suivant que l'intérêt général exige que le dessin ou le modèle soit « mis à la disposition du public » ou soit « en totalité ou en partie, mais exclusivement, utilisé par l'Etat ». C'est le Conseil des ministres qui en décidera, en ordonnant l'expropriation.

SECTION IV

La durée des dessins et des modèles.

Aux termes du § 43, la durée du droit de dessin ou modèle est fixée par la loi elle-même à 10 ans, et cela d'une façon uniforme et invariable. Mais ce n'est là qu'une durée maxima, car le droit de dessin ou modèle n'atteint pas nécessairement, ni même très fréquemment le terme légal de son existence; il s'éteint plus tôt, soit par la volonté, soit par la faute du titulaire, quand il n'est pas affecté, dès sa naissance, d'un vice de nature à abréger sa durée. En effet, d'après le § 44, le droit de dessin ou de modèle s'éteint avant l'expiration du délai de 10 ans: 1° si l'annuité n'a pas été payée en temps utile; 2° si le titulaire y a renoncé; 3° si la nullité, la révocation ou le retrait ont été prononcés par une décision de l'Office.

§ 1. — *Expiration du délai de 10 ans.*

« La durée du droit de dessin est de 10 ans au maximum, à compter du jour où le dessin est inscrit dans le registre des dessins et modèles tenu par l'Office pour la protection de la propriété industrielle » (§ 43).

C'est là une différence importante avec le droit français et le droit allemand. En droit français, en effet, aux termes de

l'article 7 de la loi du 14 juillet 1909, la protection d'un dessin est de 50 ans à partir de la date du dépôt. C'est là le maximum de la durée, qui se divise en trois périodes: la première, qui ne peut dépasser 5 ans, est celle où les objets déposés restent au dépôt local: secrétariat ou greffe du tribunal; la seconde, qui est de 20 années qui suivent l'expiration de la première, c'est celle où les objets déposés restent à l'Office national, auquel ils sont expédiés à l'expiration de la première période; la troisième période est de 25 ans après l'expiration des deux premières. C'est, d'ailleurs, le déposant lui-même qui fixe la durée de son droit, avant l'expiration de chacune des trois périodes ci-mentionnées. En droit allemand, au contraire, la durée des dessins et des modèles est fixée, pour ceux qui sont régis par la loi du 11 janvier 1876, à 15 années au maximum, à la condition de payer une taxe annuelle et progressive, pour ceux qui sont régis par la loi du 1^{er} juin 1891, à trois ans, mais qui peut être prolongée encore pour trois ans, en payant une nouvelle taxe. En droit autrichien, leur durée est fixée à 3 ans, sans qu'il puisse y avoir de prorogation possible.

Le législateur yougoslave, en tenant compte de la nature particulière des dessins et des modèles, de leur caractère passager, du fait qu'ils deviennent vite désuets, a fixé uniformément et invariablement leur durée à 10 ans au maximum.

Ce délai commence à courir à partir de l'enregistrement du dessin ou du modèle. Comme, d'après les règles concernant la computation des délais que nous avons exposées plus haut, le jour de l'événement n'est pas compris dans le délai, il en résulte que le dernier jour de l'existence d'un droit de dessin ou de modèle correspondra, par sa date, au jour qui suit l'expiration de la dixième année; le § 43, al. 3, le dit expressément.

La durée de la protection du dessin ou du modèle peut-elle être prorogée? C'est là, évidemment, un cas très rare, car il n'arrivera que très exceptionnellement qu'il paraisse juste et équitable d'accorder au déposant un supplément de protection. La loi, d'ailleurs, n'en dit rien. Il faut en conclure, cela

ne peut faire aucun doute, qu'il faudrait une loi spéciale pour assurer la protection légale d'un dessin ou d'un modèle au delà de 10 ans.

§ 2. — *Causes d'extinction proprement dite.*

Les causes d'extinction proprement dite, mettant fin au droit de dessin ou de modèle avant l'expiration du délai de 10 ans, sont le défaut de paiement de l'annuité et le désistement du déposant.

a) LE DÉFAUT DE PAIEMENT DE L'ANNUITÉ. — « Le droit de dessin s'éteint, nous dit le § 44, al. 1^{er}, à l'expiration de la période pour laquelle les annuités et les taxes supplémentaires ont été payées en temps utile. » La loi, en effet, impose par le § 156, al. 1^{er}, le paiement d'une taxe de 25 dinars pour chaque année de protection d'un dessin ou d'un modèle.

L'extinction du droit de dessin ou modèle pour défaut de paiement de l'annuité se produit de plein droit, automatiquement, sans donner lieu à aucune procédure ou à aucune décision de la part de l'Office. C'est le seul fait du non-paiement en temps utile qui décidera de l'extinction, sans qu'il y ait lieu d'apprécier les circonstances de fait qui peuvent justifier le défaut de paiement: aucun cas d'excuse ou même de force majeure ne sera pris en considération.

Cette cause d'extinction, remarquons-le, ne peut se produire qu'à partir de la deuxième année de la protection; la première annuité devant être payée au moment même du dépôt (§ 105, dernier alinéa), la sanction en est le rejet de la demande et le refus d'enregistrement.

b) LE DÉSISTEMENT. — « Le droit de dessin s'éteint nous dit le § 44, alinéa 1^{er}, 2^o, quand le titulaire du droit y renonce. » La renonciation ou le désistement est le mode le plus naturel pour le déposant de mettre fin à son droit. Il est vrai, il peut obtenir le même résultat par le non-paiement de l'annuité,

Mais le désistement exprès présente une utilité dans certains cas, notamment lorsque le droit de dessin ou modèle fait l'objet d'une action en nullité: le déposant qui ne veut pas y défendre, peut mettre fin à son droit en y renonçant, sans attendre la prochaine échéance de l'annuité, si, bien entendu, le demandeur a intérêt de se contenter d'une mesure qui ne rétroagit pas.

Le désistement, pour produire son effet, doit être pur et simple, sans réserve, et absolu, c'est-à-dire donné à l'égard de tout le monde. Il doit émaner du véritable titulaire du droit, c'est-à-dire du titulaire inscrit au rôle.

MENTION DE L'EXTINCTION AU REGISTRE DES DESSINS ET MODÈLES. — L'extinction du droit de dessin ou de modèle, qu'elle résulte du non-paiement de l'annuité ou du désistement, doit être inscrite au registre des dessins et modèles, et publiée par le Bulletin de l'Office. En cas de désistement, ces formalités ne seront accomplies que sur une décision de la Commission des demandes, chargée d'examiner la régularité de la renonciation (§ 68, al. 2); en cas de défaut de paiement de l'annuité, elles seront faites d'office, sur l'ordre du chef de la Section d'enregistrement.

Ces formalités ne sont que des mesures de publicité instituées pour prévenir les tiers et leur faciliter la preuve de l'extinction. Leur accomplissement est sans influence en ce qui concerne le moment exact de l'extinction, qui est déterminé par le § 44, dernier alinéa: aux termes de cet alinéa, le droit de dessins ou de modèle sera éteint en cas de non-paiement de l'annuité, « le jour qui suit la dernière année de validité du droit », en cas de désistement, « le lendemain du jour où la déclaration de renonciation a été remise à l'Office ».

§ 3. — *De la nullité et du retrait du droit de dessin ou de modèle.*

a) NULLITÉ.

L'enregistrement du dessin ou du modèle après examen préalable ne confère pas au déposant la garantie de l'Etat, en assurant à son droit une existence et une valeur intangibles: comme le droit du breveté, le droit du déposant d'un dessin ou modèle n'est pas inattaquable, il est exposé à l'annulation, qui peut être demandée par tout le monde pour des motifs déterminés par la loi.

Ce système de la loi est parfaitement logique, si l'on admet que l'enregistrement n'est que la consécration officielle d'un droit préexistant: en effet, ce n'est ni l'examen préalable, ni l'enregistrement qui créent le droit du déposant; si donc la création elle-même ne le fondait légitimement, s'il n'existait pas avant l'enregistrement, il n'existera pas davantage après. Le droit reconnu au déposant ne sera donc qu'un droit apparent.

Cependant, on ne peut pas nier l'existence de ce droit: ce droit, en effet, existe du moment où l'enregistrement a été effectué. Mais il est nul, annulable: il faut donc le détruire. Le moyen donné par la loi à cet effet, c'est l'action en nullité qui s'attaque, remarquons-le, non point à l'acte d'enregistrement, c'est-à-dire à la décision de la Commission des demandes, mais au droit de dessin ou de modèle lui-même, au droit du déposant.

CAUSES DE NULLITÉ. — « Le dessins sera annulé, nous dit le § 46: 1° quand l'objet qui le constitue ne peut pas être considéré comme un dessin aux termes du § 36; 2° quand le dessin est exclu de la protection, conformément aux §§ 37 et 38 ». Il en résulte que le droit du déposant ne peut être annulé que lorsque le dessin ou le modèle ne réunit pas toutes

les conditions de fond exigées par les §§ 36 et 37 de la loi; aucune autre cause ne peut fonder l'action en nullité.

L'examen de la juridiction d'annulation portera donc à nouveau sur toutes ces conditions. Par conséquent, il faudra, pour que le dessin ou modèle puisse résister à l'épreuve: a) qu'il y ait un dessin ou un modèle, b) qu'il soit susceptible d'une utilisation industrielle, c) qu'il soit nouveau dans les sens du § 38; d) enfin, qu'il ne rentre dans aucune des exceptions prévues par le § 37 de la loi.

Comme en cas de nullité d'un brevet, le juge doit se replacer dans le cadre et dans le milieu du dessin ou du modèle, dont il a à apprécier les caractères à ces divers points de vue, doit donc se reporter à l'époque de la demande d'enregistrement. Cet examen *a posteriori* n'est pas sans danger pour le déposant, puisque la difficulté de reconnaître les caractères du dessin ou du modèle augmente par le temps écoulé, et que les progrès de l'industrie ont pu dépasser l'étape à laquelle la création se rattache. Peut-être aurait-il été utile de limiter la durée de l'action en nullité. La loi n'ayant rien décidé, il faut en conclure que cette action est soumise, quant à sa durée, aux règles du droit commun qui régissent les actions en nullité.

QUI PEUT DEMANDER LA NULLITÉ ? CONTRE QUI L'ACTION SERA-T-ELLE FORMÉE ? — A cet égard l'action en nullité d'un droit de dessin ou modèle obéit aux mêmes règles et est régie par les mêmes principes que l'action en nullité d'un brevet. Il suffira de les rappeler brièvement, en renvoyant, pour plus de développements, à ce que nous avons dit plus haut.

L'action en nullité d'un droit de dessin ou de modèle a le caractère d'une action populaire. La nullité ne peut pas être prononcée d'office, il faut qu'elle soit demandée, mais le droit de la demander appartient à tout le monde. Et, d'après le système généralement admis, toute personne peut intenter l'action en nullité, sans jamais être tenue de justifier de l'existence d'un intérêt pour agir; en effet, le demandeur se présente comme le mandataire et le défenseur de la collec-

tivité, et l'intérêt particulier qui le fait agir, et dont la preuve n'est jamais requise, n'est que le mobile, mais non pas la source de son action. Il résulte, comme conséquence de ce caractère populaire de l'action, que l'Office peut poursuivre d'office l'action en nullité intentée et abandonnée par le particulier, s'il estime qu'il y a un intérêt suffisant pour cela.

Le défendeur à l'action en nullité sera le titulaire actuel du droit de dessin ou modèle, c'est-à-dire celui au nom duquel ce droit est inscrit dans le registre des dessins et des modèles. D'ailleurs, on peut mettre valablement en cause le représentant constitué, dont le nom est inscrit au registre.

EFFETS DE LA DÉCISION STATUANT SUR UNE DEMANDE DE NULLITÉ D'UN DROIT DE DESSIN OU MODÈLE. — Ces effets sont les mêmes que ceux d'une décision statuant sur une demande de nullité d'un brevet. Il y a donc lieu de distinguer suivant que la demande a été rejetée ou que la nullité a été prononcée.

Lorsque la décision rejette la demande de nullité, il y a lieu d'appliquer purement et simplement les règles du droit commun: la décision n'a que l'autorité relative de chose jugée, c'est-à-dire n'a d'autorité qu'entre les parties et leurs ayants-cause. et l'exception de la chose jugée devra être opposée au perdant, même d'office, s'il forme une nouvelle demande en annulation, fondée sur le même moyen, sur la même cause. Mais cette décision n'a aucune autorité à l'égard des tiers qui n'ont pas été parties au procès: ceux-ci ont le droit d'attaquer le droit du déposant en présentant de nouveau le moyen déjà repoussé. Nous avons vu que le § 135 apportait un tempérament à cette règle en matière de brevets, et que, dans certains cas et sous certaines conditions, le jugement favorable au breveté, c'est-à-dire rejetant l'action en nullité, pouvait produire ses effets à l'égard de tout le monde. La loi n'a pas consacré ce tempérament en notre matière: cela résulte clairement de la rédaction du § 140 excluant expressément en matière de dessins et modèles l'application du § 135.

Si la décision rejetant la demande de nullité n'a que l'autorité relative de chose jugée, celle qui prononce la nullité a un

effet absolu: elle anéantit le droit du déposant à l'égard de tout le monde, profite à tout le monde. Et le droit est anéanti *ab initio*, est considéré comme n'ayant jamais existé. La loi le dit dans ces termes: « L'annulation rétroagit, de sorte que le droit de dessin est considéré comme n'ayant jamais existé » (§ 46, dernier alinéa). Cela se comprend facilement, puisque le droit de dessin ou modèle annulable n'a qu'une existence apparente, et que cette apparence étant détruite par la décision de nullité, il est établi que le droit attribué au déposant ne lui revenait pas légalement. Le droit ayant été détruit *ab initio*, il en résulte que tous les effets qu'il a pu produire dans le passé sont anéantis, tels que les concessions de licence, les contrats d'exploitation, les cessions, les contre-façons, etc...

JURIDICTION COMPÉTENTE. PROCÉDURE. — Ici aussi il y a lieu d'appliquer les règles posées par la loi relativement à la nullité des brevets. L'autorité compétente pour prononcer la nullité d'un droit de dessin ou modèle sera donc la Commission des annulations, à charge d'appel devant la Commission de cassation de l'Office, qui statuent conformément aux règles de procédure établies par la loi (§ 140, avec renvoi aux §§ 117 à 134 et §§ 136 à 139).

La compétence de l'Office, en ce qui concerne la nullité d'un droit de dessin ou modèle est exclusive: aucune autre juridiction ne pourra en connaître. Par conséquent, lorsque la nullité est opposée, par voie d'exception, devant une autre juridiction, par exemple, en cas de poursuites en contrefaçon, le tribunal saisi décidera s'il y a lieu de surseoir à statuer sur le litige jusqu'à la solution de la question de la validité du droit, mais il ne pourra jamais en connaître.

b) RETRAIT (DÉCHÉANCE).

Comme en ce qui concerne les brevets, et pour les mêmes raisons, la loi impose au déposant d'un dessin ou d'un modèle l'obligation de l'exploiter dans l'intérêt général, sous peine de déchéance ou, comme dit la loi, du retrait du droit qui lui est reconnu.

Toutefois, à côté de l'intérêt général qui exige que le dessin ou modèle soit exploité, il y a l'intérêt particulier du déposant dont il faut tenir compte. Il se peut, en effet, que le déposant n'ait pas pu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, parvenir à l'exploitation de son dessin ou modèle : il serait trop injuste de frapper de déchéance le droit du déposant, lorsque son inaction se justifie par des causes sérieuses et légitimes. Aussi, le législateur yougoslave a-t-il essayé de concilier l'intérêt général de la collectivité avec l'intérêt particulier, non moins légitime, du déposant, en tempérant, dans son § 46, la rigueur de la déchéance.

CARACTÈRE DU RETRAIT. — La déchéance pour défaut d'exploitation ne se produit pas de plein droit, par le seul fait de la réunion des conditions déterminées par la loi, sans aucun examen des circonstances : elle doit être prononcée et les faits qui la justifient doivent être appréciés par l'autorité compétente. La loi le montre expressément, en employant les mots « peut être retiré ». Elle pose le principe du retrait et précise les causes qui pourraient le motiver, mais pour l'application, elle charge l'Office de décider s'il y a lieu, en fait, de prononcer le retrait. La décision ne sera donc prise qu'après examen de toutes les circonstances de la cause ; et ce n'est que si le déposant a manqué à l'obligation d'exploiter, et s'il est en faute d'y avoir manqué, si l'intérêt général se trouve ainsi lésé, que le retrait du droit sera prononcé. Car, le jugement le prononce, il ne le constate pas, il ne le déclare pas. Tant que le droit de dessin ou modèle n'est pas retiré, il subsiste et produit tous ses effets : la déchéance ne produit ses effets que lorsque le droit du déposant a été judiciairement retiré, elle ne rétroagit donc pas.

CAUSE DE RETRAIT : DÉFAUT D'EXPLOITATION. — Le droit de dessin ou modèle ne pourra être retiré que pour défaut d'exploitation du dessin ou modèle enregistré. Le § 45, al. 1^{er}, dispose à cet effet : « Le droit de dessin sera retiré : 1° quand le dessin n'est pas du tout exploité par le titulaire du droit ou

quand il ne l'est pas d'une manière suffisante dans le pays ; 2° quand le titulaire importe dans le pays des produits fabriqués à l'étranger d'après le même dessin, alors qu'ils peuvent être fabriqués dans le pays dans une mesure suffisante ». La rédaction de ce texte a l'air de dire qu'il y a deux causes différentes pouvant motiver le retrait. Au fond, la seconde cause n'est qu'une application, qu'un aspect de la première et l'unique cause de retrait, le défaut d'exploitation dans le pays dans une mesure suffisante, exigée par l'intérêt général.

Mais quand l'exploitation sera-t-elle considérée comme suffisante ? Le texte du § 45 est assez large pour que l'autorité compétente puisse exercer librement son pouvoir d'appréciation. Il n'est pas nécessaire que l'exploitation ait déjà lieu dans le pays, il suffira, en général, que le titulaire du droit ait fait ce qui est nécessaire pour assurer cette exploitation. Il importe d'ailleurs peu que l'exploitation soit faite par le titulaire du droit lui-même ou par ses ayants-cause, cessionnaires ou licenciés. Mais une exploitation faite par des tiers contre le gré du titulaire du droit et à son insu, par exemple celle qui est faite par des contrefacteurs, ne sera pas suffisante.

L'INTÉRÊT GÉNÉRAL COMME CONDITION DE RETRAIT. — Comme en ce qui concerne le retrait des brevets, la loi pose comme condition formelle de retrait d'un droit de dessin ou modèle l'existence de l'intérêt général. Cet intérêt exige, en effet, que le dessin ou modèle soit exploité dans le pays et dans une mesure suffisante, c'est-à-dire pour pouvoir satisfaire les besoins de la consommation nationale par la production dans le pays. L'importation des objets fabriqués d'après le dessin ou modèle est précisément un argument en faveur du défaut d'exploitation, car, du moment où elle a lieu, c'est que le marché national offre un débouché et que, par conséquent, l'intérêt général exige l'exploitation dans le pays. Et même, croyons-nous, cet intérêt général exige l'exploitation alors même que le marché national n'offre aucun débouché et que la fabrication ne doit se faire que pour l'exportation : car l'intérêt

général exige d'étendre la production nationale en vue de l'exportation des produits.

C'est précisément l'absence de l'intérêt général qui pourra être invoqué par le titulaire d'un droit de dessin ou de modèle, pour justifier de la non-exploitation. Par exemple, il pourra se prévaloir du fait que le marché yougoslave n'offrait aucun débouché, que l'industrie nationale n'avait manifesté aucun intérêt pour son dessin ou son modèle, malgré ses efforts et ses offres de licences ou de cessions. Ici, la non-exploitation n'a pas porté atteinte à l'intérêt général, étant donné que la nature même des choses s'opposait à ce que le pays retirât de l'exploitation les avantages qu'on eût désiré lui assurer.

En effet, le principe qui domine notre matière, c'est que le droit de dessin ou modèle ne doit être retiré que si son titulaire est en faute de n'avoir pas exploité, la loi n'entendant punir que la mauvaise foi et la négligence évidente. Or, le fait matériel de non-exploitation peut trouver son excuse dans des causes sérieuses et légitimes, dans les circonstances qui justifient le déposant de toute faute. C'est ainsi que l'autorité compétente devra tenir compte au déposant de l'impossibilité matérielle d'exploiter, résultant de sa maladie, de son absence prolongée et nécessaire, des crises politiques ou économiques, du manque des capitaux ou de peu d'intérêt de la part des industriels, malgré les offres de cessions ou de licences, avantageuses et acceptables.

DÉLAI POUR LE RETRAIT. — La déchéance ne saurait intervenir, aux termes du § 45, deuxième alinéa, avant l'expiration de la première année à partir de l'enregistrement du dessin ou modèle. La concession de ce délai de faveur, pendant lequel l'impuissance du déposant à tirer parti de son dessin ou de son modèle et même sa négligence à en profiter ne seront pas punies, se justifie suffisamment par les difficultés qui entourent la création d'une entreprise nouvelle ; le délai d'un an est d'ailleurs largement suffisant, étant donné la nature passagère du dessin ou modèle. Ce délai n'est pas un délai fatal, impartie au déposant pour assurer l'exploitation ; tant

que la demande de retrait ne s'est pas produite, il n'est pas en retard, et les mesures qu'il prendra le couvriront encore, même après l'expiration de l'année. Du reste, le retrait peut être demandé avant l'échéance, mais il ne pourra être prononcé que lorsque le délai s'est écoulé.

EFFETS DU RETRAIT. — La déchéance ne se produit pas de plein droit, elle doit être prononcée, et ses effets ne se produisent que du jugement définitif de l'Office. Le retrait n'a donc aucun effet rétroactif : il met fin au droit de dessin ou modèle pour l'avenir, en faisant tomber la création dans le domaine public, mais elle le laisse subsister dans le passé, avec tous les effets qu'il a pu produire. L'effet du retrait est absolu, il profite à tous et non pas seulement au demandeur. C'est là une conséquence nécessaire du caractère constitutif et non déclaratif de cette sorte de jugements.

QUI PEUT DEMANDER LE RETRAIT ? CONTRE QUI L'ACTION SERA-T-ELLE INTENTÉE ? — L'action en déchéance pour défaut d'exploitation du dessin ou modèle déposé présente le même caractère que l'action en annulation : c'est donc proprement une action populaire. Le retrait peut donc être demandé par toute personne, en vertu d'un droit général, sans qu'elle soit tenue de justifier d'un intérêt personnel et direct à l'exécution de l'obligation d'exploiter, dont le retrait constitue la sanction.

L'Office ne peut pas le prononcer d'office. Mais comme en matière d'annulation, lorsque le demandeur se désiste au cours de la procédure de retrait, l'Office peut poursuivre la procédure commencée et rendre le jugement d'office, s'il estime avoir pour cela des motifs suffisants.

L'action de retrait sera dirigé contre le titulaire actuel du droit de dessin ou de modèle, c'est-à-dire contre celui au nom duquel ce droit est inscrit dans le registre des dessins et modèles.

L'autorité compétente, comme pour le retrait des brevets, est la Commission des annulations de l'Office, à charge d'appel devant la Commission de Cassation, qui statueront conformément à la procédure des contestations (§ 140, avec renvoi aux §§ 117 à 134 et §§ 136 à 139).

CHAPITRE IV

Procédure en vue de l'enregistrement d'un dessin ou modèle.

SECTION I

L'examen préalable.

Nous avons vu que le créateur d'un dessin ou modèle ne jouit de la protection légale qu'à partir du moment où son dessin ou modèle a été enregistré par l'Office. Cette obligation d'enregistrement, condition essentielle et préalable à toute protection, se rencontre dans toutes les législations modernes : dans certaines, comme en France, sous la forme du dépôt obligatoire, dans d'autres, comme en Allemagne ou en Autriche, sous la forme d'enregistrement. Mais là où ces législations diffèrent, c'est la question de savoir si le dessin ou modèle, pour lequel la protection de la loi est demandée, sera soumis ou non à un examen préalable quant à sa déposabilité et quant à la régularité de la demande dont il est l'objet. A cet égard, comme en matière des brevets, on peut distinguer deux groupes de législations, les unes admettant le dépôt sans aucun examen préalable, les autres, au contraire, ne permettant l'enregistrement qu'après un examen préalable, d'une portée plus ou moins grande.

Dans un système légal à non-examen préalable, l'autorité

compétente est tenue de recevoir le dépôt sans aucun examen. Il en est ainsi en France. En effet, d'après la loi du 14 juillet 1909, les secrétaires des Conseils des prud'hommes ou, à leur défaut, les greffiers des tribunaux de commerce sont tenus d'accepter le dépôt dès que les formalités du dépôt prescrites par la loi se trouvent accomplies, sans qu'ils soient tenus de vérifier si le dessin ou modèle répond aux exigences légales quant à sa déposabilité. L'examen donc ne porte que sur les formes extérieures de la demande, et il s'arrête là. Il n'y a donc pas lieu de rechercher si l'objet de la demande constitue ou non un dessin ou un modèle, s'il est protégeable, s'il est nouveau, etc.

Il en est autrement dans un système de l'examen préalable, comme en Allemagne par exemple. Là, le dessin ou modèle avant l'enregistrement est soumis à un examen, qui porte non seulement sur la question de savoir si les formes extérieures du dépôt sont régulièrement accomplies, mais aussi sur la question de savoir si le dessin ou modèle répond aux conditions de fond exigées par la loi, s'il présente les caractères légaux de déposabilité.

Quel est le système de la loi yougoslave ? Le caractère général et fondamental de la législation yougoslave, c'est l'institution de l'examen préalable. Comme en matière de brevets, la protection légale d'un dessin ou modèle ne sera accordée, c'est-à-dire l'enregistrement du dessin ou modèle ne sera effectué qu'après un examen préalable quant aux formes de la demande et quant au fond de son objet. L'institution d'examen préalable en notre matière se justifie par les mêmes raisons que celle en matière des brevets ; nous ne nous y arrêterons pas. D'ailleurs, qu'on l'approuve ou non, il existe, il s'impose et il est fort probable que pendant une très longue période de temps il sera maintenu. Aussi, sans nous attarder à le justifier, nous passerons immédiatement à l'exposé de son fonctionnement en droit yougoslave.

L'OBJET DE L'EXAMEN PRÉALABLE. — Il résulte des diverses dispositions de la loi que l'examen préalable porte à la fois

sur la forme de la demande et sur la déposabilité du dessin ou modèle. Ainsi, l'Office, qui est l'autorité administrative chargée de recevoir le dépôt des dessins ou modèles et d'effectuer leur enregistrement, doit vérifier non seulement si les conditions matérielles, extérieures de la demande sont accomplies, si elle répond à toutes les conditions de forme prescrites par les lois et les règlements, mais aussi si elle répond aux exigences de la loi quant au fond, c'est-à-dire si le dessin ou modèle qui en est l'objet réunit toutes les conditions légales de déposabilité. Et l'enregistrement et, partant, la protection légale, ne seront accordés que si la demande et les pièces qui doivent y être jointes sont absolument régulières et si le dessin ou modèle est déposable aux termes de la loi. Cela résulte du § 108, al. 1^{er}, ainsi conçu : « Si le dépôt d'une demande de protection répond en tous points aux exigences des § 36 (qui détermine les conditions intrinsèques du dessin ou modèle et les conditions légales de déposabilité), § 37 (qui exclut de la protection certains dessins ou modèles), §§ 104 et 105 (qui déterminent les formalités de la demande, les conditions qu'elle doit réunir et les pièces qui doivent y être jointes), et si tous les frais d'impression de la publication ont été payés, la Commission des demandes accordera la protection, ordonnera l'enregistrement du dessin et délivrera un titre au déposant ».

Ainsi, l'examen préalable porte à la fois sur les conditions de forme de la demande et sur les conditions de fond, c'est-à-dire sur la question de savoir si le dessin ou modèle qui en est l'objet est ou non déposable d'après la loi. Mais, le § 108, al. 1^{er}, *in fine*, apporte une restriction, analogue à celle qui est établie en matière des brevets par le § 91, al. 4, et pour les mêmes raisons ; sa dernière phrase est ainsi conçue : « La nouveauté du dessin dans le sens du § 38 ne sera pas examinée d'office ». L'Office donc, ou plutôt sa Commission des demandes, n'examinera pas si le dessin ou modèle est nouveau dans les termes du § 38, c'est-à-dire s'il satisfait à la condition de la nouveauté légale. Mais, si l'Office connaît une divulgation destructive de la nouveauté du dessin

ou modèle déposé, pourra-t-il refuser l'enregistrement ou sera-t-il tenu de l'accorder quand même ? La loi ne dit rien. En effet, le § 108 précité ne contient pas de disposition analogue à celle du § 91, al. 4, qui décide que « si l'Office sait que l'invention n'est pas nouvelle, le rapporteur en informera le requérant, en l'invitant à répliquer » ; d'autre part, il n'existe aucune disposition analogue à celle du § 116, qui organise l'institution de l'avis préalable en matière des marques. Pour trancher la question, il faut rapprocher les textes du § 108, al. 1^{er}, *in fine*, et du § 37, 1^o, qui décide que « ne seront pas protégés les dessins qui ne sont pas nouveaux » : il résulte de ce rapprochement que la nouveauté ne sera pas examinée d'office, mais que, si l'Office sait que le dessin ou modèle n'est pas nouveau, l'enregistrement demandé pourra être, devra même être refusé. L'Office, le rapporteur ou la Commission, opposera au déposant le défaut de nouveauté, en l'invitant de répliquer dans un délai qu'il lui donnera ; et l'enregistrement sera refusé si la réplique du déposant n'a pas été satisfaisante.

CARACTÈRE DE L'EXAMEN PRÉALABLE ET LES PRINCIPES QUI LE RÉGISSENT. — A cet égard, il y a lieu d'appliquer les mêmes principes qu'en matière des brevets. L'examen doit donc être plutôt libéral et indulgent que sévère et rigoureux. Sur l'accomplissement des formalités légales, on admettra que l'enregistrement du dessin ou modèle suppose nécessairement que la demande a été jugée et reconnue régulière en la forme : ici, le fardeau de preuve incombe à l'impétrant et l'enregistrement ne sera accordé que s'il est prouvé que toutes les formalités ont été régulièrement remplies. Au contraire, en ce qui concerne les conditions légales de déposabilité, on admettra que l'enregistrement suppose nécessairement, mais uniquement que l'issue de l'examen n'a pas été défavorable au déposant : ici, le fardeau de preuve incombe à l'Office, et l'enregistrement ne sera accordé que s'il n'est pas établi que le dessin ou modèle n'est pas déposable aux termes de la loi, n'est pas susceptible de jouir de la protection légale, le doute profite donc au déposant.

Cette thèse, si elle ne résulte pas d'une disposition expresse, n'en résulte pas moins de l'esprit général de la loi, si bien mis en lumière à l'occasion de la réglementation de l'examen préalable des inventions.

SECTION II

Demande d'enregistrement du dessin ou du modèle.

§ 1. — *Caractère juridique de la demande.* *Capacité de l'impétrant.*

DU CARACTÈRE JURIDIQUE DE LA DEMANDE. — La demande d'enregistrement et l'enregistrement d'un dessin ou d'un modèle sont non pas la concession d'un privilège, mais la reconnaissance et la consécration d'un droit préexistant : il faut donc les considérer comme les actes de police judiciaire nécessaires pour développer un droit imparfait. La demande d'enregistrement d'un dessin ou d'un modèle est donc un acte de police judiciaire qui met en mouvement l'action de l'autorité compétente et qui est le point de départ nécessaire de la juridiction gracieuse qui aboutit à l'enregistrement du dessin ou modèle.

CAPACITÉ DE L'IMPÉTRANT. — Le déposant d'un dessin ou d'un modèle, comme le demandeur d'un brevet, doit avoir la capacité requise pour pouvoir acquérir des droits. A cet égard, il y a lieu d'appliquer les règles du droit commun sur la capacité des personnes.

Faut-il en outre que le déposant ait la qualité de commerçant ? Nous ne le croyons pas, bien qu'on ait soutenu le contraire. Car, si la loi exige la désignation dans la demande des produits auxquels le dessin ou modèle est destiné à

s'appliquer, ce n'est pas parce qu'elle veut dire par là que le déposant doit avoir la qualité de commerçant, mais parce que, n'accordant au dessin ou au modèle qu'une protection en quelque sorte relative, ne le protégeant que par rapport à telle ou telle catégorie déterminée de produits, elle veut établir d'une façon certaine l'étendue du droit de dessin ou modèle. A l'appui de notre thèse, on peut trouver un argument de texte du rapprochement des §§ 104 et 111 : en effet, tandis que le § 111 exige non seulement la désignation de la catégorie de produits auxquels la marque sera appliquée, mais aussi la désignation de l'entreprise commerciale du déposant, le § 104, au contraire, se borne simplement d'exiger la désignation des produits auxquels le dessin ou modèle est destiné à s'appliquer.

§ 2. — *Formes de la demande.*

DEMANDE D'ENREGISTREMENT. — « Quiconque désire s'assurer le droit exclusif à l'usage d'un dessin ou d'un modèle doit avant de mettre dans le commerce les produits auxquels le dessin est appliqué ou ceux qui sont fabriqués d'après le modèle, déposer son dessin ou son modèle, soit directement, soit par la poste, à l'Office pour la protection de la propriété industrielle, par écrit et dans la forme prescrite » (§ 103). Aucun autre mode de dépôt ne pourrait remplacer cette forme légale de demande : par exemple, un dépôt fait verbalement devant l'Office ou reçu en forme de procès-verbal par une autre autorité du pays ne peut produire jamais les effets d'une demande d'enregistrement adressée à l'Office dans la forme légale.

La demande doit être ferme, c'est-à-dire ne doit contenir ni restrictions, ni conditions, ni réserves. D'ailleurs, l'inobservation de cette condition ne constitue qu'un empêchement prohibitif : le déposant sera requis au cours de la procédure d'examen préalable de réparer le vice ; et ce n'est que s'il se refuse à le faire que sa demande sera rejetée.

Chaque demande, en principe, ne doit comporter qu'un seul dessin ou modèle. La loi, il est vrai, ne le dit pas expressément, mais cela résulte incontestablement de la rédaction du § 104. Le vice de la complexité de la demande pourra être réparé au cours de la procédure d'examen préalable : le déposant sera appelé de diviser sa demande dans le délai qui lui sera imparti ; et s'il ne le fait pas, sa demande sera rejetée. Mais s'il divise sa demande en plusieurs demandes distinctes, celles-ci jouiront du droit de priorité acquise à la demande primitive (§ 107, al. 2 et 3). Le vice résultant de la pluralité d'objets n'est donc qu'un empêchement prohibitif.

PIÈCES DONT SE COMPOSE LA DEMANDE. — Toute demande d'enregistrement d'un dessin ou d'un modèle doit comprendre, aux termes des §§ 104 et 105, une requête, deux échantillons de produits pour lesquels la protection est demandée, la description, en double, de ce qu'on veut protéger dans un dessin ou un modèle. En outre, on doit payer la taxe du dépôt et la première annuité.

LA REQUÊTE. — La requête est la demande proprement dite d'enregistrement d'un dessin ou modèle désigné sommairement et avec précision. Aux termes du § 104, elle doit contenir : 1° les nom et prénoms (firme), profession et domicile du déposant et ceux de son représentant, s'il en a constitué un ; 2° la déclaration sur le point de savoir si le dessin ou le modèle sera ouvert ou secret ; 3° la désignation de la catégorie de produits auxquels le dessin ou le modèle est destiné à s'appliquer et pour laquelle la protection est demandée ; 4° l'indication succincte du dessin ou modèle, c'est-à-dire la désignation aussi exacte et aussi brève que possible du dessin ou du modèle, susceptible à fournir une donnée suffisante sur la portée de la demande ; 5° l'indication de la durée que le déposant entend assigner à son droit ; 6° enfin, la déclaration du déposant qu'il payera tous les frais de la publication prévue par la loi. Naturellement, la requête devra être signée par le déposant ou par son mandataire, s'il y en a un.

LA DESCRIPTION DE CE QUE L'ON VEUT PROTÉGER COMME DESSIN OU MODÈLE. — Le § 105, 3° exige, « deux exemplaires de la description détaillée de ce que, dans les dessins, images ou produits annexés à la demande, doit être protégé comme dessin ou modèle ». La description doit être claire, c'est-à-dire de nature à faire comprendre les moyens du déposant, sinon par le premier venu, du moins par un homme du métier, et loyale, c'est-à-dire qu'elle doit donner les vrais moyens du déposant. Elle joue ici le rôle que jouent les revendications en matière des brevets : en effet, c'est par elle que le déposant fixe l'objet et la portée du droit exclusif dont il sollicite la reconnaissance à son profit ; le déposant doit donc, par cette description, faire connaître, déterminer, définir, dans une formule rédigée par lui, le dessin ou le modèle déposable sur lequel doit porter la protection légale.

La description doit être déposée en deux exemplaires, munis de la signature du déposant ou de son mandataire, d'après les prescriptions minutieusement réglées par les §§ 47 à 53 du règlement du 17 novembre 1920.

Si la description n'est pas fournie ou ne satisfait pas aux conditions légales, la demande sera rejetée. Mais, le déposant sera auparavant invité de se mettre en règle avec la loi, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet. L'inobservation de cette formalité ne constitue donc qu'un empêchement prohibitif, mettant simplement obstacle à l'enregistrement, mais ne le viciant pas s'il a été effectué par erreur ou par négligence de la part de l'Office. Le déposant n'en porterait pas moins la peine de sa négligence ou de sa dissimulation, car les poursuites en contrefaçon seront pleines de difficultés, la mauvaise foi du contrefacteur devenant difficile à prouver.

ECHANTILLONS DES PRODUITS MUNIS DU DESSIN OU FABRIQUÉS D'APRÈS LE MODÈLE. — Le § 105, 2° exige le dépôt « de deux exemplaires du produit industriel ou des métiers faits d'après le dessin qu'on veut protéger ou des dessins ou images qui reproduisent parfaitement et clairement le dessin ».

Aux termes du § 55 du règlement du 17 novembre 1920, ces échantillons seront fournis dans des caisses, dont la longueur ne peut dépasser 50 c/m, ni la hauteur et la largeur 40 c/m. Si l'échantillon dépasse ces limites ou si la caisse pèse plus de 10 kg., on ne déposera que l'image représentant le dessin ou le modèle. Mais cette image doit être faite de telle façon qu'elle reproduise parfaitement et clairement le dessin ou le modèle qui fait l'objet de la demande d'enregistrement.

L'accomplissement de cette formalité constitue un empêchement prohibitif à l'enregistrement, mais ne le vicie pas s'il a été effectué. D'ailleurs, le vice peut être réparé au cours de la procédure de l'examen préalable, dans le délai qui sera à cet effet imparti au déposant.

PAIEMENT DE LA TAXE ET DE LA PREMIÈRE ANNUITÉ. — « La requête devra être pourvue de la taxe du dépôt et de la première annuité » (§ 105, dernier alinéa). Aux termes du § 156, al. 1°, la taxe du dépôt est de 30 dinars, et l'annuité de 25 dinars. La taxe et la première annuité seront acquittées en timbres de quittance, qui seront collés sur la requête ; elles doivent donc être payées au moment même du dépôt de la demande. Si la requête n'est pas pourvue de la taxe, elle sera considérée comme nulle et non avenue. Toutefois, en vertu du § 159, al. 3, l'Office peut exceptionnellement prendre en considération une demande dépourvue de taxe, en adressant un avertissement à l'intéressé et en l'invitant de s'acquitter dans le délai déterminé, en payant en plus la taxe pour avertissement.

IMPORTANCE DE LA DATE DU DÉPÔT DE LA DEMANDE ; EFFETS QUI Y SONT ATTACHÉS. QUID SI LA DEMANDE EST IRRÉGULIÈRE ? — Nous avons eu l'occasion de voir que le dépôt d'une demande d'enregistrement d'un dessin ou d'un modèle produit au profit du déposant, plusieurs effets importants : il lui assure un droit de priorité pour l'enregistrement du dessin ou modèle à l'encontre d'un déposant ultérieur, il garantit la nouveauté de sa création contre toute divulgation dans

l'avenir, il fixe définitivement les droits du possesseur antérieur du dessin ou modèle et s'oppose à toute acquisition nouvelle. Mais pour que le dépôt produise ces effets, il faut que la demande soit valable. La loi le dit expressément dans le § 107, al. 1° : « Le déposant acquiert le droit de priorité sur le dessin au moment du dépôt de la demande régulière, si la protection est accordée à la suite de cette demande ». Ainsi, si la demande a été régulière et a abouti à l'enregistrement du dessin ou modèle, le déposant aura la priorité du moment du dépôt ; si, au contraire, la demande est rejetée, il va le perdre. Mais va-t-il le perdre si la demande n'a pas été absolument régulière au moment du dépôt, si elle a nécessité des corrections ou modifications ultérieures ?

Le législateur yougaslave a tranché la question de la même façon qu'en matière des brevets, en distinguant suivant que les modifications ont modifié ou non l'essence du dessin ou du modèle déposé. Voici le texte de la loi, § 107, al. 2 et 3, dont l'interprétation doit être la même que celle du § 90, applicable aux brevets : « Si la demande présente quelques défectuosités et que celles-ci sont corrigées en temps utile, elle sera considérée comme régulièrement effectuée à la date du dépôt, pourvu que les corrections apportées ultérieurement n'aient pas modifié l'essence du dessin. Dans le cas où la correction des défectuosités, faite en temps utile, entraîne une modification de l'essence du dessin, le dépôt sera considéré comme régulièrement effectué au moment où les corrections ont été apportées à la demande ».

SECTION IV

Procédure d'examen préalable.

§ 1. — *Examen préliminaire.*

FORMALITÉS LORS DU DÉPOT DE LA DEMANDE. — Lorsqu'une demande d'enregistrement d'un dessin ou d'un modèle est déposée à l'Office ou lui parvient par la poste, elle est immédiatement pourvue d'un numéro d'ordre et de sa date, indiquant jour, heure et minute de sa réception par l'Office (§ 11, al. 2 du règlement du 17 novembre 1920), puis, elle est inscrite à son rang dans le procès-verbal des dessins et modèles. Le dossier est alors remis au chef de la Section de l'enregistrement des dessins, modèles et marques, qui le transmet à un rapporteur.

LE RAPPORTEUR. SA MISSION. PRÉAVIS. — Conformément au principe général écrit dans le § 71, l'examen préalable de la demande n'est pas immédiatement confié à la Commission compétente ; l'examen et la décision de la Commission sont toujours précédés d'un examen par un membre de la Section, qui « rend toutes les ordonnances préliminaires, préparatoires de la décision » (§ 71, al. 1°).

L'examen du rapporteur doit porter à la fois sur les formalités matérielles de la demande et sur le dessin ou modèle lui-même. D'une part il recherchera si toutes les formalités prescrites sont accomplies conformément à la loi, si la requête est régulière, si toutes les pièces qui doivent être jointes à la demande sont fournies, si les taxes sont payées, etc. D'autre part, il examinera si le dessin ou modèle est déposable, c'est-à-dire s'il y a un dessin ou modèle, s'il est susceptible d'une application industrielle, s'il ne rentre dans aucune des exceptions prévues par le § 37 ; toutefois, il n'est pas tenu d'exa-

miner d'office si le dessin ou modèle est nouveau aux termes du § 38 de la loi. Si toutes les conditions exigées sont remplies, le rapporteur n'a qu'à transmettre le dossier à la Commission.

Mais si l'examen a fait reconnaître les vices de forme ou s'il résulte de cet examen que le dessin ou le modèle n'est pas déposable, le rapporteur communiquera au déposant ses observations, par une notification faite à sa personne, en lui faisant connaître les conditions de forme ou de fond qui ne se trouvent pas remplies et en lui fixant un délai pour répondre aux critiques et régulariser sa demande.

Le déposant présentera ses observations soit dans des notes écrites, soit oralement, auquel cas il y aura lieu de rédiger un procès-verbal, sauf lorsqu'il s'agit de simples corrections de forme qui peuvent se faire sur la demande même et qui seront signées par le déposant.

Lorsque le rapporteur a reçu les réponses, auxquelles il peut répliquer, s'il y a lieu, et ainsi de suite, et qu'il juge que l'affaire est suffisamment instruite pour que la Commission puisse statuer, ou si le délai imparti au déposant a expiré sans qu'il ait répondu, le rapporteur transmettra le dossier à la Commission de l'enregistrement. L'examen préliminaire se trouve ainsi terminé.

§ 2. — *Examen par la Commission des demandes de dessins et modèles et sa décision.*

MISSION DE LA COMMISSION. — Le rôle de la Commission consiste à statuer sur la demande, qui lui est transmise par le rapporteur. La tâche de la Commission est préparée et facilitée par l'examen préliminaire ; toutefois, elle n'est nullement liée par les avis du rapporteur. Sa mission sera donc la même, que la demande lui parvienne accompagnée ou non des préavis du rapporteur.

L'examen de la Commission porte à nouveau sur toutes les conditions de forme et de fond de la demande : son examen

sera donc à la fois intégral et indépendant du précédent. Par conséquent, la Commission pourra opposer des vices des formes qui n'avaient pas été signalés par le rapporteur ; le dessin lui-même pourra être contesté, comme ne répondant pas aux conditions de déposabilité, pour des motifs qui n'avaient pas été soulevés précédemment. Toutefois, aux termes du § 109, al. 1^{er}, si la Commission trouve que le dessin ou le modèle ne pourra pas être protégé pour des motifs qui n'étaient pas communiqués au déposant, elle l'en avisera, en lui donnant un délai pour y répondre ; ce n'est que lorsque la réponse aura été reçue ou que le délai aura expiré sans que le déposant ait répondu, que la Commission rendra sa décision.

DÉCISION. — Lorsque l'affaire est en état, la Commission statuera. Sa décision ou bien ordonnera l'enregistrement ou bien le refusera. La loi, en effet, à la différence de ce qui se passe en matière des brevets, n'organise aucune publication préalable pour provoquer les oppositions à l'enregistrement. Conformément au § 71, la décision de la Commission sera rendue au nom de l'Office, mais indiquera les noms des membres et la désignation de la Commission. Elle doit être rédigée par écrit et motivée. Mais les motifs seront exposés ou non d'un façon complète et longuement, suivant que la décision refuse ou ordonne l'enregistrement du dessin ou du modèle. Lorsque la décision refuse l'enregistrement, les motifs doivent être exposés d'une façon complète et sérieuse, puisqu'elle est susceptible d'une voie de recours (§ 109, al. 3). Lorsque la décision agréé la demande, il n'y a pas lieu de rédiger longuement les motifs, la décision n'étant susceptible d'aucune voie de recours.

DÉCISION REJETANT LA DEMANDE. — Si la Commission estime que l'enregistrement ne doit pas être accordé, que la protection doit être refusée, elle rejettera la demande (§ 104). Le rejet peut n'être que partiel ; en effet, lorsqu'il s'agit d'un dessin destiné à s'appliquer à des produits monopolisés ou

d'un modèle destiné à être utilisé pour leur fabrication en même temps qu'aux produits licites, ceux dont la vente est libre, la Commission refusera la protection et l'enregistrement pour les produits prohibés, et les accordera pour les autres.

La décision sera notifiée au déposant ou à son mandataire. Cela est important, car c'est à partir de cette notification que court le délai de trente jours qui appartient au déposant pour faire appel contre la décision de la Commission (§ 69, al. 1^{er}).

DÉCISION ORDONNANT L'ENREGISTREMENT DU DESSIN OU MODÈLE. — « Si le dépôt d'une demande de protection d'un dessin répond en tous points aux exigences des §§ 36, 37, 104 et 105, et si tous les frais d'impression de la publication ont été payés, la Commission des demandes accordera la protection, ordonnera l'enregistrement du dessin et délivrera un titre au déposant. La nouveauté du dessin, dans le sens du § 38, ne sera pas examinée d'office » (§ 108, al. 1^{er}). Ainsi donc si la demande répond à toutes les conditions de forme et de fond, sous réserve de l'examen de la nouveauté que l'Office n'est pas tenu de faire, la Commission accordera la protection du dessin ou modèle et ordonnera son enregistrement dans le registre des dessins et modèles.

§ 3. — *Formalités qui suivent la décision accordant la protection légale au dessin ou au modèle.*

ENREGISTREMENT DU DESSIN OU DU MODÈLE. — Le dessin ou le modèle auquel la protection légale a été accordée par la décision de la Commission sera inscrit dans le registre des dessins et modèles de l'Office. L'enregistrement sera effectué d'office, sur l'ordre du chef de la Section de l'enregistrement, le jour où la décision a été rendue. Rappelons que, aux termes du § 81, les mentions suivantes doivent être faites dans le registre : le numéro d'ordre, le jour de l'inscription, le dessin est-il ou non secret, la désignation de la catégorie de produits

pour laquelle la protection est accordée et le numéro de la décision de la Commission, la priorité, la durée que le déposant a assignée à son droit, les nom, prénoms, profession et domicile du déposant ou de son mandataire.

L'accomplissement de cette formalité présente une grande importance, car c'est à partir du moment où elle a eu lieu que le déposant jouit de la protection de notre loi, avec les garanties qu'elle institue et les actions qu'elle organise. Car, comme nous l'avons vu, si l'enregistrement est simplement déclaratif du droit de dessin ou de modèle, il est attributif des avantages spéciaux que notre loi attribue à son titulaire.

PUBLICATION DE L'ENREGISTREMENT. — Aux termes du § 108, al. 2, la décision de la Commission ordonnant l'enregistrement sera portée à la connaissance du public par une publication faite dans le Bulletin de l'Office. L'insertion indiquera : le numéro d'ordre, la date de l'enregistrement du dessin ou du modèle, les nom, prénoms, profession et domicile du déposant et ceux de son mandataire, la priorité dont jouit le déposant, le groupe de produits pour lesquels la protection a été accordée, et l'indication succincte du dessin ou du modèle, telle qu'elle a été rédigée dans la requête.

L'importance de cette publicité est considérable. C'est grâce à elle que le public intéressé, le monde industriel et commercial sera prévenu de l'existence d'un droit privatif : cela lui permettra de se garder contre les contrefaçons éventuelles ; mais, cela lui permettra également d'agir contre le droit qui vient d'être protégé, et d'invoquer contre lui, s'il y a lieu, par voie d'action en nullité, le défaut de nouveauté, laquelle, nous le savons, n'est pas examinée d'office par la Commission des demandes.

EXPÉDITION ET REMISE DU TITRE. — Aux termes du § 108, lorsque le dessin ou le modèle a été enregistré, conformément à la décision de la Commission, l'Office délivrera au déposant un titre attestant que le dessin ou le modèle jouit de la protection de la loi. Ce titre est fait d'une seule feuille, et comprend,

outre les numéros d'ordre et le nom du déposant, la date de l'enregistrement et l'indication succincte du dessin ou du modèle enregistré, « son contenu essentiel » comme le dit le § 108, al. 3 ; en outre, on y joindra la description du dessin ou du modèle, faite d'après le § 105, 3°, et un échantillon du produit, dont le dépôt est exigé par le § 105, 2°.

Comme le titre de brevet, le titre remis au titulaire d'un droit de dessin ou modèle n'est qu'un moyen de preuve ; ce n'est pas lui qui crée le droit à la protection légale, c'est la décision de la Commission et l'enregistrement du dessin ou modèle. Il en résulte que le droit de jouir d'un droit de dessin ou modèle n'est pas lié à la possession du titre et que l'étendue de la protection légale ne dépend pas de sa rédaction. En effet, c'est la décision de la Commission qui détermine la portée du droit de dessin ou modèle ; aussi, est-ce à son texte qu'il faut s'attacher en cas de divergence entre le titre, les mentions faites dans le registre et la décision. D'ailleurs, en cas d'erreur dans la rédaction du titre ou dans l'inscription au registre, la rectification peut en être obtenue, à la demande de tout intéressé, par une simple décision de la Commission des demandes.

QUATRIÈME PARTIE

**Marques de fabrique
et de commerce.**



QUATRIÈME PARTIE

Marques de fabrique et de commerce. ⁽¹⁾

Les raisons qui justifient le droit des fabricants et des commerçants sur les marques qu'ils ont créées, c'est-à-dire sur les signes qui permettent de distinguer les produits d'une industrie et les objets d'un commerce et servent ainsi à les individualiser, ne rencontrent pas d'adversaires, tant elles sont réelles et convaincantes.

L'intérêt personnel du créateur de la marque, l'intérêt du consommateur et celui de la société elle-même imposaient la protection légale.

En effet, il est juste que celui qui a réussi à fabriquer un produit, dans des conditions exceptionnelles, qui a mis à contribution toute son habileté, toute sa science pour le doter

(1) BIBLIOGRAPHIE :

Droit français : Pouillet, *Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale* (6^e édit., 1912). — Brun (J.-L.), *Les marques de fabrique et de commerce en droit français, droit comparé et droit international* (1897). — Laborde (A), *Traité théorique et pratique des marques de fabrique et de commerce* (1914).

Droit allemand : Kohler, *Das Recht des Markenschutzes mit Berücksichtigung ausländischer Gesetzgebungen*, etc. (1885). — Rhenius, *Gesetz zum Schutz der Waarenbezeichnungen vom 12 mai 1894*.

Droit autrichien : Docteur Joseph-Ludwig Brunstein, *Studien im vösterreichischen Markenrecht* (1895, Wien). — Docteur Carl Schima, *Ueber die neueste Entwicklung des Markenschutzwesens in Oesterreich* (Wien, 1893). — Docteur Paul Schulz, *Die Vorschriften betreffend den Schutz der Erfindungen, Marken und Muster* (1899).

des qualités les plus rares, exerce un droit privatif sur ce signe qui lui permet de le distinguer des produits de ses concurrents et de lui imprimer une individualité certaine. De même, on doit concéder les mêmes avantages au commerçant qui, n'achetant que des objets de choix, les frappe de sa marque, pour attester qu'il prend la responsabilité des marchandises qu'il débite et qu'il offre au public.

Mais, une législation qui protège les marques de fabrique ou de commerce ne sauvegarde pas seulement les intérêts particuliers des industriels et des commerçants, elle défend encore ceux du public tout entier. En effet, grâce à l'emploi de ces signes distinctifs, les consommateurs peuvent faire un choix éclairé entre les marchandises similaires et, une fois le triage opéré entre elles; ils s'épargnent de procéder à un nouvel examen lors de chacun de leurs achats. Il en est surtout ainsi de celles qui s'achètent enfermées dans des enveloppes, dans des paquets, dans des vases, etc., et que l'acheteur ne voit ni ne goûte en les achetant. Enfin l'ordre public est également intéressé à ce que la bonne foi ne soit pas exploitée, à ce que la loyauté préside aux transactions, à ce que chacun recueille les fruits de son travail et porte la responsabilité morale et matérielle de ses actes.

Ces raisons ont paru décisives aux yeux de tous. Aussi, toutes les législations modernes ont-elles organisé la protection des marques de fabrique et de commerce. Notre loi l'a fait dans ses §§ 49 à 65, 110 à 116, 141, 145 et suivants, et quelques autres.

Remarquons que la loi du 17 février 1922 présente un caractère mixte en ce sens qu'elle est protectrice des marques au double point de vue du vendeur et du consommateur. Elle s'est inspirée, en effet, de motifs d'intérêt privé et de motifs d'ordre public à la fois. Elle n'a pas voulu que la marque, le signe représentatif de la personnalité du fabricant ou du commerçant fût à la merci du premier venu à qui il plairait d'en frustrer celui qui l'a mise en valeur. Elle n'a pas voulu davantage que le public devînt la dupe, sinon de scharlatans, du moins des faussaires. Sans prétendre le mettre en tutelle, elle

a songé à le mettre en garde contre les menées frauduleuses et exercer en cette matière comme en toute autre son droit de police.

DÉFINITION DE LA MARQUE. — « Sont considérés comme marques de fabrique ou de commerce les signes particuliers qui servent à distinguer dans le commerce les produits industriels, agricoles ou des métiers d'autres produits de même nature » (§ 49, al. 1^{er}). Cette définition générale de la marque a l'avantage de faire ressortir son caractère principal qui est d'être une indication d'origine ou de provenance, et d'englober à la fois les marques de fabrique et les marques de commerce. On peut donc dire que la marque est un moyen matériel de garantir l'origine ou simplement la provenance de la marchandise aux tiers qui l'achètent, en quelque lieu et en quelque main qu'elle se trouve (1).

MARQUES DE FABRIQUE ET MARQUES DE COMMERCE. — Le texte du § 49, al. 1^{er}, mentionne la marque de fabrique et la marque de commerce. La marque de fabrique est spécialement la marque du fabricant, de celui qui crée, qui produit la marchandise. La marque de commerce est celle du débitant, de celui qui, recevant de l'industriel le produit fabriqué, le vend à son tour au consommateur. Il importe, en effet, au débitant tout autant qu'au producteur d'avoir une marque pour garantir ses produits. Il n'arrive que trop souvent que des débitants peu scrupuleux dénaturent des produits de la meilleure fabrication. La marque, utile à l'industriel pour révéler au public l'excellence de la fabrication, l'est donc non moins au débitant pour donner au public la garantie de sa loyauté et de sa probité commerciales. Marques de fabrique et marques de commerce procèdent ainsi d'un même principe : assurer à l'industriel et au débitant la garantie de leur réputation commerciale en la consacrant par un signe qui sera pour le consommateur le certificat de la bonne qualité de la marchandise.

(1) Un arrêt de la Cour de Paris du 16 janvier 1868, cité par Pouillet, *Traité des marques*, n° 4.

La dualité des marques en marques de fabrique et marques de commerce n'est qu'essentiellement subjective : au point de vue objectif, marques de fabrique et marques de commerce répondent à un même but et procèdent d'une même idée ; au point de vue juridique, il n'y a qu'une seule et même chose. C'est donc avec raison que notre loi ne distingue pas entre la marque de fabrique et la marque de commerce et leur assure la même protection, puisqu'il s'agit d'un même phénomène, l'emploi d'un signe dans le but d'individualiser une marchandise, nécessitant la même protection.

LA MARQUE NE DOIT PAS ÊTRE CONFONDUE AVEC L'ENSEIGNE OU LA RAISON DE COMMERCE. — Il est à peine besoin de faire observer que la marque, signe distinctif du produit sur lequel elle est apposée, ne doit pas être confondue avec l'enseigne, signe distinctif d'un établissement commercial ou, plus spécialement, d'un magasin. L'enseigne constitue une propriété d'une espèce particulière, protégée par les principes du droit commun. Remarquons que rien, dans la loi, ne s'oppose à ce qu'un commerçant ne prenne pour marque le signe qui lui sert d'enseigne ; apposé sur la devanture du magasin, ce signe est une enseigne ; apposé sur la marchandise, il constitue la marque.

Il faut se garder aussi de confondre la marque avec la raison de commerce ou, pour employer une expression usitée dans la législation yougoslave, la firme. Celle-ci a pour but, en effet, de faire connaître au public la personnalité de celui ou de ceux qui sont à la tête de l'exploitation et avec lesque's les tiers sont appelés à traiter. Elle est soumise, en droit yougoslave, à un régime spécial et réglementée par des lois particulières, dont l'étude sort du cadre du présent travail. Disons, toutefois, qu'il résulte clairement du paragraphe 44, que la raison de commerce ou la firme peut être déposée, par son titulaire, comme marque de fabrique ou de commerce, et être protégée comme telle par la loi du 17 février 1922 ; en pareil cas, les mots, qui composent la raison de commerce, lorsqu'ils sont apposés sur la marchandise, constituent une marque.

CHAPITRE PREMIER

Caractères distinctifs de la marque.

SECTION I

Caractères de la marque envisagée en elle-même.

§ 1. — *Ce qui constitue une marque.*

SIGNE DISTINCTIF. — La marque de fabrique ou de commerce, avons-nous dit, est un signe servant à individualiser un produit de telle fabrication ou un objet de tel commerce, à garantir l'origine ou simplement la provenance de la marchandise sur laquelle il est apposé. Or, pour que la marque puisse répondre à cette destination économique, il faut que le signe qui la constitue soit suffisamment distinctif en lui-même, suffisamment caractéristique par sa forme et par son aspect, en ce sens que, attaché à telle ou telle marchandise, il permette de reconnaître la maison d'où elle sort, la personne de celui qui la fabrique ou de celui qui la vend au public. Il faut donc que la marque soit distinctive en elle-même, abstraction faite de toute autre marque.

Ce caractère distinctif de la marque est mis en lumière et expressément formulé par la loi dans son § 49, al. 1^{er}, qui dispose que « sont considérés comme marque, les signes particuliers qui servent à distinguer dans le commerce les produits

industriels, agricoles et des métiers d'autres produits de même nature ». La loi, on le voit, se contente d'exiger, pour la validité de la marque, qu'elle soit un signe distinctif, elle exclue même par son § 55, 3° et 4° certains signes comme n'étant pas suffisamment caractéristiques en eux-mêmes, mais elle évite de préciser d'une façon expresse et formelle ce qu'elle entend par signe distinctif. Cette élasticité de la loi est intentionnelle ; elle permet au juge, plutôt que de tomber dans l'arbitraire, d'adapter le droit aux circonstances de fait. Car, en effet, la question d'appréciation du caractère distinctif est, avant tout, une question de fait, qu'il appartient à l'autorité compétente de trancher souverainement, en s'inspirant de toutes les circonstances de la cause. C'est ce que la loi dit expressément dans l'alinéa 3 du § 49 ainsi conçu : « Pour apprécier si un signe est susceptible de constituer une marque, on tiendra compte de toutes les circonstances de fait et notamment de la durée de l'usage qui a été fait de ce signe ».

C'est à l'Office, à sa Commission compétente, qu'il appartient d'apprécier si un signe, dénomination ou emblème, est ou non en lui-même suffisamment distinctif pour pouvoir constituer une marque. En effet, étant donné l'institution d'examen préalable, la Commission des demandes n'accordera la protection légale à la marque et n'ordonnera son enregistrement que si le signe qui la constitue est suffisamment distinctif en lui-même (§ 114) ; et si la marque est déjà enregistrée, c'est à la Commission des annulations d'apprécier si elle est distinctive ou non, à l'occasion d'une action en annulation (§ 64, al. 1^{er}).

TOUT SIGNE DISTINCTIF PEUT CONSTITUER UNE MARQUE. — Il résulte clairement du texte du § 49, qu'en règle générale, tout signe quelconque, du moment où il est suffisamment caractéristique pour distinguer les produits de telle industrie ou les objets de tel commerce, peut constituer une marque. Et cela non seulement tout signe « sensu stricto », mais encore les signes que vulgairement on ne comprend pas dans ces

termes, tels que la dénomination, l'enveloppe, la forme d'un produit, qui sont plutôt, selon la définition de Pouillet, des moyens matériels de garantir l'origine des produits que les signes proprements dits.

La loi française procède par voie d'énumération de ces signes. Le législateur yougoslave ne l'a pas imitée, considérant avec raison que procéder par voie d'énumération nécessairement incomplète, parce qu'on peut trouver toute espèce de forme nouvelle, c'est donner inévitablement lieu à des inconvénients pratiques et à des controverses interminables, étant donné que les énumérations offrent toujours un danger, celui de prétendre exclure ce qu'elles ne contiennent pas. Mais il n'a pas méconnu le fait que la spécification de certaines formes de marque peut présenter de l'utilité, car elle écarterait toute discussion sur la question de savoir si elles sont susceptibles de constituer une marque ; aussi, a-t-il énuméré, dans ses §§ 49, al. 2 et 54, à titre d'exemple, certaines d'entre elles, tels que les chiffres, lettres, noms, enseignes, raisons de commerce ou firmes. Le deuxième alinéa du § 49 dispose, en effet : « Ces signes peuvent être employés sous la forme d'emblèmes, timbres (sceaux), vignettes, reliefs, chiffres, lettres, inscriptions, illustrations spéciales, etc. ». La rédaction même de cet alinéa montre clairement que cette énumération est simplement énonciative, nous est donnée à titre d'exemple, qu'elle n'est nullement limitative et que, si la loi mentionne ces signes ordinairement usités ou dont l'application pourrait donner lieu à des difficultés, elle montre d'une façon trop évidente qu'elle n'entend point exclure les autres. Les industriels et les commerçants ont donc la liberté la plus absolue de prendre comme marque tel ou tel signe quelconque pourvu qu'il soit distinctif.

MARQUES EMBLÉMATIQUES ET MARQUES NOMINALES. — On distingue, généralement dans un intérêt de méthode et de précision, les marques nominales et les marques emblématiques. Les premières sont celles qui sont composées exclusivement de mots ; elles ont l'avantage d'être facilement retenues dans

la mémoire et d'individualiser, d'une façon précise, les produits de l'industriel, ainsi que d'occuper moins de place dans les annonces et de se prêter mieux à la publicité. Les marques emblématiques, au contraire, comprennent tous les signes autres que ceux qui sont composés de mots, tels que emblèmes, vignettes, portraits, etc. ; elles ont le mérite de parler aux yeux de tous et d'être comprises et retenues facilement, non seulement par les étrangers, mais aussi par les illettrés de tous les pays.

La distinction présente, en droit yougoslave, une importance pratique considérable au point de vue de l'étendue du droit de marque. En effet, le § 53 dispose : « Le droit exclusif de faire usage d'une marque, qui se compose d'un ou de plusieurs mots, embrasse non seulement l'usage de la marque en la forme sous laquelle elle a été déposée, mais encore celui qui peut en être fait dans d'autres formes reproduisant la marque protégée, en tout ou en partie, en caractères, couleurs et dimensions différentes ». Cela revient à dire que lorsque la marque n'est pas composée exclusivement de mots, c'est-à-dire lorsqu'elle est emblématique ou même mixte, le droit exclusif d'en faire usage ne porte que sur le signe tel qui a été déposé ; cela revient surtout à dire, plus généralement, que la propriété d'un emblème n'entraîne pas celle de la dénomination correspondante ; mais non pas réciproquement. Nous reviendrons d'ailleurs, avec plus de développements, sur cette question, en étudiant l'étendue du droit de marque.

Remarquons, pour terminer, que beaucoup de marques sont complexes, en ce sens qu'elles sont formées de différents signes, dont chacun suffirait à lui seul pour spécifier un produit, pour constituer une marque. Il est rare, en effet, qu'en faisant choix d'une marque un industriel ou un commerçant se borne à adopter soit un emblème ou un autre symbole quelconque, soit une dénomination. La plupart du temps la marque consiste dans une étiquette portant à la fois une dénomination, un emblème ou un signe conventionnel quelconque et le nom du producteur ou du débitant ; parfois même cette marque comprend, en plus, des empreintes placées sur une

ou plusieurs autres faces du produit ou de son enveloppe. La marque s'entend alors de l'ensemble de ces signes, et on doit l'apprécier non pas en la décomposant, dans ses éléments, mais dans son ensemble.

§ 2. — *Signes qui ne peuvent pas
constituer une marque.*

En principe, avons-nous dit plus haut, les industriels et les commerçants ont la liberté la plus absolue de choisir comme marque tel ou tel signe, du moment où il est suffisamment distinctif. Toutefois, pour des raisons diverses, le § 51 de la loi décide que certains signes, dénominations ou emblèmes, « sont exclus de l'enregistrement, et, par conséquent, ne peuvent pas être protégés comme marques ». Les uns sont exclus d'une façon absolue et ne peuvent jamais constituer une marque ; ce sont les marques descriptives, les marques déceptives, les dénominations vulgaires ou nécessaires et les marques contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. Les autres, au contraire, sont susceptibles de constituer une marque, mais ne peuvent être enregistrés et, partant, ne pourront jouir de la protection légale que si l'impétrant présente le permis de faire usage de ses signes, exigé par les lois et les règlements régissant leur emploi ; ce sont les marques représentant la personne du roi ou d'un membre de la maison royale et les marques représentant les armoiries de l'Etat ou d'autres armoiries publiques.

MARQUES DESCRIPTIVES. — « Sont exclus de l'enregistrement et, par conséquent, ne peuvent pas être protégés comme marques, nous dit le § 51, 3°, les signes, dénominations ou signes figuratifs, qui désignent d'une manière exclusive le lieu, le temps ou le mode de la fabrication de la marchandise, la qualité, le genre et la description de cette dernière où son prix, sa qualité ou son poids ». L'exclusion de ces signes, nombreux et variés, mais qui présentent un trait commun, celui d'être

descriptifs de la marchandise qu'ils seraient appelés à individualiser, et que l'on appelle généralement les *marques descriptives*, se justifie par des considérations d'utilité et d'opportunité ; elle n'est d'ailleurs, au fond, que l'application pure et simple du principe général dominant toute notre matière qui veut que la marque soit un signe suffisamment distinctif en lui-même.

Comment, en effet, admettre comme marques les signes qui ne présentent aucun caractère distinctif, tels que ceux qui sont composés uniquement d'un chiffre ou d'un ou plusieurs mots n'indiquant que le prix, le poids ou la quantité de la marchandise sur laquelle ils doivent être apposés ? Ces signes, d'un caractère trop banal, sont absolument incapables de désigner et de distinguer les produits d'une entreprise, et on ne pourrait pas concevoir qu'une personne puisse se les approprier, alors que tout le monde devrait pouvoir s'en servir. Il en est de même de dénominations tirées de la nature, de la qualité ou de la destination du produit, telles que « draps », « dentelles », « poudre de riz », ou bien « corset sans couture », « savon parfumé », ou bien « toile-ménage », « brosse à dent », « eau dentifrice », etc. Ces dénominations sont tirées du langage vulgaire, ce sont les expressions les plus vraies, les plus usuelles, les plus précises pour faire comprendre, avec le moins de mots possible, le mérite, la nature ou la destination de l'objet fabriqué. Empruntées à des choses du domaine public, elles ne sauraient pas plus être monopolisées que les produits auxquels elles s'appliquent. De même, comment admettre que les dénominations qui indiquent exclusivement le temps ou le mode de la fabrication de la marchandise puissent être appropriées par une seule personne, et défendre à tous autres de s'en servir ? Tout s'oppose, l'équité et le bon sens aussi bien que l'intérêt bien entendu du commerce, à ce que les mentions telles que « chaussures cousues à la main » ou « l'eau-de-vie de 1890 », pour ne citer que les espèces que l'Office a été appelé à trancher, puissent être réservées pour l'usage d'un seul industriel ou commerçant et défendues à tous les autres. Il en est également de même en

ce qui concerne les signes composés exclusivement des noms de la localité ou de la région où la fabrication a lieu. Le nom d'une localité est une propriété commune et indivise entre tous les habitants et il est impossible qu'un seul industriel ou commerçant puisse se l'approprier et en défendre l'usage à tous autres. Il serait inique, en effet, d'attribuer à une seule personne le droit exclusif de se servir du nom d'une localité ou d'une région, et d'empêcher par là les autres industriels ou commerçants, qui y ont un établissement réel et sérieux, de s'en servir pour faire connaître la situation de leurs établissements ou le lieu d'origine ou de fabrication de leurs produits.

L'exclusion de ces signes de la loi sur les marques se justifie donc par des raisons d'utilité et d'opportunité, et aussi par des considérations d'équité. Mais une exclusion expresse n'était même pas nécessaire. En effet, ces signes ne pourraient constituer des marques parce qu'ils ne sont pas suffisamment distinctifs en eux-mêmes, parce qu'ils sont trop courants, trop banals et vulgaires pour pouvoir être susceptibles de distinguer dans le commerce les produits d'une telle ou telle industrie ou les objets d'un tel ou tel commerce. Ils seraient exclus de l'enregistrement et, par conséquent, de la protection de la loi sur les marques, même en l'absence de toute disposition légale les excluant expressément, parce qu'ils ne sont point distinctifs en eux-mêmes ; la disposition du § 51, 3°, n'est donc qu'une application pure et simple des principes généraux régissant notre matière.

Ces considérations nous permettent de déterminer exactement l'étendue et la portée de la disposition légale du § 51, 3°. Ces signes ne sont exclus de l'enregistrement qu'autant qu'ils sont composés uniquement et exclusivement, « d'une façon exclusive », comme dit la loi, des indications désignant la nature, les qualités, la destination, le lieu d'origine, etc., de la marchandise sur laquelle ils devraient être opposés. Mais ces indications, ces dénominations et ces signes peuvent valablement constituer une marque lorsqu'ils sont combinés soit avec d'autres signes, soit de telle façon qu'ils se présentent

sous une forme distincte, spéciale, sous une physionomie particulière, en d'autres termes, lorsqu'ils présentent par leur aspect et leur forme un caractère d'originalité ou de fantaisie, qu'ils apparaissent avec un caractère distinctif. C'est là évidemment une question de fait, qu'il appartiendra à l'Office, seul compétent d'en connaître, de trancher souverainement, en s'inspirant, conformément à l'esprit du § 49, al. 3°, de toutes les circonstances de la cause.

MARQUES DÉCEPTIVES. — « Sont exclus de la protection et par conséquent ne peuvent pas être protégés comme marques, nous dit le § 51, 5°, *in fine*, les signes qui contiennent des inscriptions ou indications ne répondant pas à la vérité et de nature à induire le public en erreur ». Le législateur a voulu par là empêcher l'adoption des marques qui contiennent des indications ou des appellations mensongères ou d'une loyauté douteuse, et protéger ainsi les consommateurs, souvent naïfs et trop crédules, contre les charlatans et les commerçants et fabricants peu scrupuleux.

SIGNES NÉCESSAIRES OU VULGAIRES. — « Sont exclus de la protection et par conséquent ne peuvent pas être protégés comme marques, nous dit le § 51, 4°, les signes, dénominations ou emblèmes, qui sont d'un usage général dans le commerce pour désigner certaines catégories de produits ». Ainsi, par cette disposition, la loi exclut expressément les signes, dénominations ou signes figuratifs, qui sont vulgaires ou nécessaires.

La dénomination nécessaire, dit M. Pouillet (1), est celle qui tient à la nature même de la chose désignée, et qui s'y est si intimement incorporée qu'elle en est devenue le nom propre et véritable ; elle devient vulgaire quand, consacrée par l'usage, elle est entrée dans le langage. A la dénomination nécessaire ou vulgaire, on oppose la dénomination arbitraire ou de fantaisie. La dénomination arbitraire ou de fantaisie

(1) Pouillet, *Traité des marques*, n° 88.

est celle qui, créée ou non par le fabricant ou le commerçant, n'éveille pas forcément l'idée de l'objet auquel elle s'applique, qui ne ressort ni de la nature, ni du genre de l'objet, qui est indépendante en un mot du produit lui-même qui peut être reconnu et désigné sous un autre nom. Les dénominations arbitraires ou de fantaisie sont distinctives du fait même de leur originalité et, par conséquent, peuvent valablement constituer une marque, alors que les dénominations nécessaires ou vulgaires ne le sont pas en raison de leur banalité et ne peuvent pas constituer une marque. On peut dire la même chose des signes figuratifs, qui sont la plupart des fois arbitraires ou de fantaisie, mais parmi lesquels il peut en être de nécessaires ou de vulgaires, tels que, par exemple, une lyre, servant à désigner dans le commerce les instrumens de musique.

Cette distinction entre les signes vulgaires ou nécessaires et les signes arbitraires ou de fantaisie, qu'il s'agisse de dénominations ou des signes figuratifs, n'est pas toujours très facile à faire en pratique. C'est là une question très délicate et que l'on ne peut pas résoudre en thèse. C'est donc dans les faits particuliers de chaque espèce qu'il faut que l'Office cherche la solution en tenant compte de toutes les circonstances de la cause. Car, il arrive souvent qu'une dénomination ou un signe figuratif deviennent nécessaires, alors qu'ils étaient au début arbitraires ou de fantaisie. Il en sera, par exemple, ainsi lorsque, un inventeur ayant donné son nom ou une dénomination quelconque à un produit qu'il a fait breveter, ce nom ou cette dénomination, incorporés à l'objet par le fait même du brevet, en aient été, dès la première heure, et en soient restés, pendant sa durée, tellement inséparables qu'ils en soient la dénomination nécessaire, indispensable, qu'il ne soit pas possible, qu'il n'ait jamais été possible de le désigner autrement.

SIGNES CONTRAIRES A L'ORDRE PUBLIC ET AUX BONNES MŒURS.

— « Sont exclus de l'enregistrement et, par conséquent, ne peuvent pas constituer des marques, dit le § 51, 5°, les signes, dénominations ou emblèmes, qui ont un caractère immoral

ou contraire à l'ordre public. » Le principe de cette exclusion ne peut être qu'approuvé, mais son application ne va pas sans difficulté pour la détermination des signes présentant ce caractère. Comme l'a fait remarquer M. Pouillet (1), il n'est pas de domaine qui plus que celui de la morale et des convenances soit sujet à variations suivant les individus et les époques, et, en notre matière où les mots jouent un si grand rôle, suivant les pays et les langages. C'est à l'Office d'apprécier si un signe figuratif ou une dénomination présentent ou non un caractère attentatoire aux lois ou aux bonnes mœurs, en tenant, en cela, compte de toutes les circonstances de la cause, comme le prescrit d'ailleurs expressément l'alinéa trois du § 49.

SIGNE REPRÉSENTANT LA PERSONNE DU ROI OU D'UN MEMBRE DE LA MAISON ROYALE, DES ARMOIRIES DE L'ÉTAT OU D'AUTRES ARMOIRIES PUBLIQUES. — « Sont exclus de l'enregistrement, et, par conséquent, ne peuvent constituer une marque, décide le § 51, les signes : 1° qui représentent la personne du Roi ou d'un autre membre de la maison royale ; 2° qui représentent les armoiries d'Etat et d'autres armoiries publiques. »

Cette disposition légale a une portée restreinte, relative ; elle ne prohibe que l'emploi des images du Roi ou des membres de la maison royale de la Yougoslavie, ou des armoiries de l'Etat yougoslave et des autres armoiries publiques yougoslaves, telles que les armoiries régionales, des villes, etc. ; mais elle ne met pas obstacle à ce qu'une personne emploie comme marque l'image d'un souverain ou d'un chef du pouvoir exécutif d'un pays étranger, ainsi que les armoiries publiques étrangères.

D'ailleurs, ces signes ne sont pas exclus de la protection légale d'une façon absolue. En effet, le § 52 décide : « Les marques qui représentent la personne du Roi ou d'un autre membre de la maison royale, les armoiries de l'Etat ou toutes autres armoiries publiques, ou une distinction honorifique

(1) Pouillet, *Traité des marques*, n° 60.

(c'est-à-dire, une décoration yougoslave) ne peuvent être enregistrées que si le déposant présente le permis l'autorisant à faire usage de ces signes, nécessaire d'après les lois et prescriptions légales régissant leur emploi ». Cette autorisation est donnée soit par la chancellerie royale, s'il s'agit d'une autorisation de se servir de l'image du Roi ou d'un membre de la maison royale, soit par le ministère de l'Intérieur, s'il s'agit des armoiries de l'Etat ou des autres armoiries publiques.

Lorsque l'autorisation a été régulièrement obtenue, l'Office est tenu d'enregistrer la marque déposée, si, par ailleurs, la demande réunit toutes les autres conditions de forme et de fond exigées par la loi. L'autorisation, en effet, ne crée aucun droit particulier à l'enregistrement, elle a simplement pour effet d'enlever l'obstacle à l'enregistrement résultant du § 51, 1° et 2°. Par conséquent, si la même marque a été régulièrement enregistrée antérieurement pour la même catégorie de produits, le déposant antérieur pourra faire annuler la marque du déposant ultérieur, même muni d'une autorisation nécessaire et réglementaire.

§ 3. — *De la nouveauté des marques.*

En règle générale, tout signe quelconque peut constituer une marque, du moment où il est suffisamment distinctif. Mais la marque doit être distinctive non seulement au point de vue subjectif, c'est-à-dire en elle-même et abstraction faite de toute autre marque, mais aussi au point de vue objectif, c'est-à-dire qu'elle ne doit ressembler à aucune autre marque au point de pouvoir être confondue avec elle. C'est ce qu'on exprime généralement en disant que la marque doit être spéciale et nouvelle.

La nouveauté en matière des marques est cependant bien différente de la nouveauté exigée par la loi pour les brevets d'invention. Une invention n'est brevetable, en effet, qu'autant qu'elle est nouvelle d'une façon absolue, qu'autant qu'elle

représente une création originale et nouvelle dans le temps et dans l'espace.

En matière des marques, au contraire, la nouveauté est essentiellement relative, elle suppose que le signe, qui constitue la marque, ne sert pas, actuellement, comme marque de fabrique ou de commerce à un produit similaire. Cela résulte du but même de la marque, qui est d'être une indication d'origine ou de provenance du produit qui en est revêtu. Dans la marque de fabrique ou de commerce, en effet, ce que la loi garantit, ce n'est pas une invention de nouveaux dessins, une conception de forme nouvelle, mais le produit lui-même dont la marque indique l'origine ou la provenance. Dès lors, peu importe que le signe, qui la constitue, ait été jadis employé, si depuis il est tombé dans le domaine public ; peu importe encore qu'il soit même actuellement employé, s'il est mis en usage pour des produits différents ; peu importe même qu'il soit employé pour des produits similaires, si les éléments dont il se compose sont combinés d'une façon différente. La loi n'exige pas que les signes adoptés comme marques présentent en eux-mêmes un caractère de nouveauté ; ce qu'elle veut, c'est que leur application soit nouvelle, c'est-à-dire qu'ils ne soient pas déjà employés à distinguer les produits similaires d'une autre fabrique ou d'un autre commerce. La marque sera donc nouvelle dès l'instant qu'elle ne pourra pas être confondue avec une autre servant à désigner des produits similaires. Et, s'il est indispensable qu'elle ne puisse être confondue avec une autre, il suffit que cette confusion soit rendue impossible pour que la marque soit considérée comme nouvelle. De là, plusieurs conséquences.

D'abord, c'est qu'il est indifférent qu'une marque ait déjà été employée dans une autre industrie, dès l'instant qu'elle est adaptée pour la première fois à celle de l'impétrant. Deux produits d'industrie dissemblable, revêtus de la même marque, ne sauraient, en effet, créer aucune confusion quant à leur origine. Dès lors, deux marques identiques peuvent être employées pour des produits différents, puisqu'elles sont nouvelles dans chaque genre d'industrie où elles sont employées.

Cette règle est même expressément formulée par la loi, dans le § 56, al. 1^{er}, conçu en termes suivants : « Le droit à une marque n'empêche pas une autre personne de faire usage de la même marque pour désigner d'autres catégories de produits ».

Mais, il se peut que l'industrie à laquelle la marque a été d'abord appliquée soit assez rapprochée de celle où la nouvelle application aura lieu, de sorte que la confusion puisse devenir possible. Quand pourra-t-on dire que les deux industries sont connexes, que les produits de ces deux industries sont similaires ? C'est là une des questions les plus controversées en notre matière. Le critérium proposé par M. Fauchille (1) nous paraît le plus conforme à l'esprit et au but de la loi sur les marques, pour que nous n'hésitions pas à y souscrire pleinement. Cet auteur estime que l'on doit considérer comme similaires et par suite ne pouvant s'emprunter respectivement leurs marques, « non seulement les industries et les commerces dont les produits ou les objets sont analogues et autorisent la confusion, mais encore les industries ou les commerces qui, quoique différents dans leur production (par exemple fils de lin et fils de coton, épingles ou aiguilles), ont entre eux un lien suffisamment étroit pour que le public, apercevant sur leurs produits ou leurs objets une même marque, puisse croire raisonnablement qu'ils sont exercés par la même personne, par le propriétaire de la marque ». C'est, croyons-nous, le critérium dont doivent s'inspirer les autorités compétentes appelées à trancher la question de la connexité des industries ou des commerces utilisant la même marque. Car, en assurant la protection aux marques, le législateur a voulu protéger non pas tant le consommateur que le fabricant ou le commerçant. Or, si les produits revêtus d'une marque identique peuvent être pris pour étant fabriqués ou débités par tel fabricant ou tel commerçant, alors qu'ils le sont par un autre, la marque, au lieu de désigner l'origine ou la provenance des produits, servira à faire naître la confusion

(1) Fauchille, dans les *Annales de droit commercial et international*, 1890, II, 267.

entre les fabrications, ce qui est contraire à l'esprit et au but de la loi.

Une deuxième conséquence, c'est qu'il importe peu non seulement que la marque se compose d'éléments déjà connus, mais même qu'elle se compose d'éléments formant une autre marque protégée pour des produits similaires, dès l'instant que ces éléments sont combinés d'une façon différente, de sorte que la marque déposée ne puisse pas être confondue avec celle déjà enregistrée. Comme l'a dit fort bien Pouillet (1), peu importe que certains des éléments qui la composent soient entrés auparavant dans la composition d'une autre marque, et cela même dans la même industrie, si l'ensemble de ces éléments, groupés d'une autre façon, autrement arrangés, se distingue des marques déjà existantes. Ce qui importe, ce que la marque nouvelle ne puisse se confondre avec aucune autre applicable aux produits similaires. La loi, à cet égard, pose le critérium suivant : « Sera considéré comme semblable (et, partant, ne sera pas nouveau), tout signe qui, dans la circulation, peut facilement être considéré comme identique à la marque protégée, de manière à ce qu'un acheteur ordinaire de cette marchandise ne puisse apercevoir la différence qu'en faisant spécialement attention » (§ 63, al. 2).

Enfin, une dernière conséquence, c'est qu'une marque déjà employée, même dans la même industrie ou dans une industrie similaire, peut être protégée au profit d'une autre personne, si celui qui l'a déposée et s'en est servie le premier, l'a abandonnée, soit en cessant son industrie ou son commerce, soit en renonçant d'une manière non équivoque à s'en servir, c'est-à-dire, aux termes du § 62, 1^o et 2^o, en y renonçant expressément ou en ne payant pas l'annuité exigée par le § 156, al. 1^{er}. En ce cas, la marque est entrée dans le fonds commun d'où il appartient de nouveau à chacun de la faire sortir à son profit. Toutefois, la loi accorde à l'ancien titulaire de la marque abandonnée un droit de préférence de deux ans pour la reprendre, en la déposant en vue de l'enregistrement.

(1) Pouillet, *Traité des marques*, n^o 26.

En effet, la deuxième phrase du premier aliéna du § 63 dispose : « Les tiers ne peuvent déposer la même marque ou une marque semblable pour la même catégorie de produits qu'après l'expiration de deux années qui suivent l'extinction de la marque, si, pendant ce délai, l'ancien titulaire n'en a pas obtenu de nouveau la protection ».

SECTION II

Caractères de la marque envisagée par rapport au produit.

§ 1. — *De la dépendance de la marque.*

La question de savoir si la marque est dépendante du produit auquel elle s'applique ou si, au contraire, elle en est indépendante a été différemment résolue par les diverses législations. A cet égard, en effet, elles peuvent être rangées en deux catégories opposées : les unes ayant consacré le principe d'indépendance, les autres le principe de dépendance de la marque par rapport au produit auquel elle s'applique. La question présente une importance pratique considérable au point de vue de la transmission du droit de marque et au point de vue de la protection légale des marques destinées à s'appliquer à des produits illicites ou dont la vente est illicite.

En droit français, la marque est indépendante du produit qu'elle sert à désigner. Elle existe, en dehors du produit, comme signe distinctif de l'origine de la marchandise et ce signe constitue une propriété indépendante et en dehors du produit. Ce caractère d'indépendance de la marque est affirmé par une jurisprudence ferme et constante. « La marque, dit un arrêt de la Cour de Paris du 30 mai 1904, constitue une propriété distincte de l'objet sur lequel elle peut être appo-

sée. Le droit à la marque est indépendant de l'usage qu'on en peut faire et des produits auxquels elle s'applique ».

Puisque la marque a intrinsèquement une valeur, qu'elle constitue une propriété indépendante, il en résulte qu'elle est transmissible à elle seule, qu'elle peut être saisie et que celui à qui elle appartient en peut disposer, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, en tout ou en partie, isolément ou avec le fonds de commerce dont elle dépend et dont elle est l'accessoire (1). D'autre part, la marque étant indépendante de l'usage qu'on en peut faire et des produits auxquels elle s'applique, il en résulte qu'elle sera protégée quand même elle servirait à désigner, à caractériser les produits illicites ou dont la vente est illicite, comme, par exemple, les remèdes secrets ou les produits monopolisés.

Cette thèse d'indépendance de la marque n'est pas sans présenter de graves inconvénients pratiques. Aussi, la plupart des législations des grands Etats commerçant, notamment celles de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis, ont-elles admis à cet égard un principe tout à fait différent, à savoir le principe de dépendance de la marque par rapport au produit auquel elle s'applique. Dans un pareil système, la marque est attachée au produit auquel elle s'applique, elle s'incorpore avec lui. La conséquence en est que, d'une part, la marque est intransmissible à elle seule, qu'elle ne peut être cédée qu'avec l'établissement lui-même, dont elle désigne les produits ; et que, d'autre part, elle ne pourra pas jouir de la protection légale lorsqu'elle est destinée à s'appliquer à des produits contraires aux lois et aux bonnes mœurs.

C'est à ce second groupe de législation que la loi yougoslave s'est rangée, en consacrant par ses §§ 50 et 61, al. 1 et 2, la thèse de dépendance de la marque par rapport au produit auquel elle s'applique.

a) INTRANSMISIBILITÉ DE LA MARQUE SANS L'ÉTABLISSEMENT DONT ELLE DÉSIGNE LES PRODUITS. — « La marque est liée à

(1) Pouillet, *Traité des marques*, n° 172.

l'entreprise. Elle s'éteint avec l'entreprise, et ne peut être transmise à une autre personne qu'avec l'entreprise elle-même » (§ 61, al. 1 et 2). Ainsi, la marque est intransmissible à elle seule et indépendamment du fonds de commerce, qu'il s'agisse d'une cession totale ou d'une cession partielle, qu'il s'agisse de la cession d'un droit d'usage ou d'une licence de marque pour un temps ou une région déterminée. La cession de la marque est subordonnée à la cession du fonds de commerce, elle ne peut donc être transmise qu'avec l'entreprise dont elle sert à désigner les objets de fabrication ou de commerce, de telle sorte que le seul ayant-cause qui puisse employer la marque créée par un autre industriel ou commerçant est celui qui, par un mode juridique quelconque, a pris la direction de la fabrique de cet industriel ou du fonds de ce commerçant.

Il ne faut pas toutefois exagérer la portée du principe de l'incessibilité de la marque sans l'établissement. Inscrit dans la loi afin d'éviter la fraude et pour que la marque, signe distinctif de celui qui a fabriqué ou vendu le produit, soit toujours l'expression de la vérité, ce principe n'exige pas, comme conséquence nécessaire, qu'il y ait une vente du fonds de commerce dans son intégralité, pour que la cession d'une marque soit possible. Il suffit que le produit, qui porte la marque dont il s'agit, soit cédé. La marque pourra donc être cédée en dehors de l'universalité du fonds, mais avec le droit de fabriquer ou de vendre les choses qu'elle sert à caractériser.

On conçoit fort bien l'intransmissibilité de la marque. « La nature individuelle du droit à la marque, dit Kohler, a pour conséquence que la marque est en principe inaliénable. Comme signe distinctif de la personne qui a fabriqué la marchandise, comme caractéristique de la personnalité qui couvre la marchandise, la marque appartient à cette personnalité et ne peut appartenir qu'à elle. Elle lui est attachée comme son nom et sa raison de commerce ; elle lui est personnelle comme le monogramme l'est à l'artiste » (1). Mais si l'on se place main-

(1) Kohler, *Das Recht des Markenschutzes*, p. 229.

tenant au point de vue objectif, ce signe étant attaché à un objet, produit du commerce ou de l'industrie, on ne voit pas de raison pour empêcher la transmission du signe avec le produit. Tout au contraire, puisque la marque a pour but d'indiquer l'origine d'un produit, semble-t-il logique d'assurer la transmission de la marque avec le produit auquel elle s'incorpore, mais non indépendamment du produit. « Ainsi, dit Kohler, de même que pour les raisons de commerce on a fait une exception à la règle stricte du droit individuel en autorisant l'aliénation de la raison de commerce avec le fonds, on peut faire la même exception en matière de marque ; avec le fonds et la raison de commerce, la marque peut aussi tomber dans le patrimoine de l'acquéreur. La raison de cette double exception est la même : c'est la persistance de la personnalité du précédent titulaire qui survit pour ainsi dire dans l'organisation de son commerce ou de son industrie ». C'est pour cela qu'en notre droit la marque est transmissible avec le fonds de commerce, et n'est transmissible qu'avec lui.

Cette règle répond d'ailleurs au but que le législateur s'est proposé d'atteindre en protégeant les marques. Il ne faut pas oublier, en effet, que la loi ne reconnaît et ne protège le droit d'usage exclusif des marques qu'à la seule fin de permettre à l'industriel et au commerçant de distinguer les produits de leur fabrication ou de leur commerce des produits des autres fabricants et commerçants, dans le but d'assurer la sincérité et la loyauté des opérations commerciales. Or, on n'atteint pas ce résultat en accordant à celui qui a acquis l'usage exclusif d'une marque le droit de le céder indépendamment de l'établissement industriel ou commercial auquel se rattache la marque. C'est à un résultat absolument contraire que l'on aboutit : la marque cesse alors d'être l'expression de la vérité, puisqu'elle n'indique plus l'origine de la marchandise, elle devient ainsi un moyen de tromper le public par l'indication d'une fausse provenance. Il en est autrement lorsque la marque est cédée avec l'établissement lui-même : celui-ci ne change pas, et son changement de direction n'est qu'un accident comme le serait tout autre événement qui tiendrait un

chef d'établissement éloigné de ses affaires pendant un temps plus ou moins long. C'est à la clientèle, qui sera officiellement avisée de ce fait, d'apprécier si la marque doit continuer à jouir de sa confiance, mais personne ne sera fondé à se dire trompé par l'indication d'une fausse provenance.

b) LA MARQUE NE PEUT PAS ÊTRE APPOSÉE SUR DES PRODUITS ILLICITES. — L'application rigoureuse du principe de dépendance de la marque par rapport au produit conduirait nécessairement à refuser la protection légale à une marque destinée à s'appliquer à des produits illicites ou contraire aux bonnes mœurs. La loi yougoslave n'a pas formulé à cet égard une règle générale. Elle n'a fait que prévoir et régler un cas particulier, dans son § 50, ainsi conçu : « Ne sera pas accordée la protection légale à des marques qui sont destinées à désigner des articles monopolisés, sauf dans le cas où c'est l'Administration des monopoles d'Etat qui demande elle-même la protection de la marque ». Ainsi, par cette disposition, la loi exclut de l'enregistrement et refuse la protection légale à une marque qui serait destinée à s'appliquer à des produits qui font l'objet d'un monopole d'Etat. Faut-il interpréter cette disposition de la loi restrictivement et décider que la nature du produit sur lequel la marque doit être apposée ne peut faire obstacle à l'enregistrement dans aucun cas, sauf dans le cas où il s'agirait d'un produit monopolisé ? Ou bien, faut-il, au contraire, lui donner une interprétation plus large et admettre que, en excluant de la protection légale les marques destinées à s'appliquer à des produits monopolisés, le législateur a voulu simplement réglementer le cas le plus fréquent, le seul qui puisse raisonnablement se présenter en pratique, et qu'il a cru superflu d'exclure expressément de la protection légale les marques destinées à s'appliquer à des produits illicites ou contraire aux bonnes mœurs, tant cela lui paraissait devoir logiquement résulter du principe de dépendance de la marque consacré par la loi ? Nous admettons volontiers cette seconde thèse, et telle nous paraît être l'opinion de l'Office

lui-même (1) : en effet, étant donné que la marque dépend du produit auquel elle s'applique, qu'elle s'incorpore en quelque sorte avec lui, il est incontestable qu'elle ne pourra pas jouir de la protection de la loi lorsqu'elle est destinée à être apposée sur les produits illicites ou contraire aux bonnes mœurs et qu'en pareil cas l'Office est tenu de refuser l'enregistrement demandé.

§ 2. — *Du caractère facultatif de la marque.*

Principe. - Exceptions.

« L'usage de la marque enregistrée n'est pas obligatoire », nous dit le § 55 de la loi, qui consacre ainsi le principe que la marque est essentiellement facultative. Ce caractère facultatif de la marque, reconnu par toutes les législations modernes, et qui n'est d'ailleurs que la conséquence nécessaire du principe de la liberté du commerce et de l'industrie, est indispensable tout autant au consommateur qu'au commerçant et à l'industriel.

Rendre la marque obligatoire, obliger commerçants et industriels d'apposer une marque sur tous leurs produits, leur serait fort préjudiciable. En effet, comme le disait l'exposé des motifs de la loi française de 1857, il y a des cas nombreux où les fabricants les plus honnêtes sont obligés de livrer au commerce des produits défectueux ou de qualité inférieure. Ce sont les produits d'essai, les produits mal réussis, les produits d'un prix peu élevé destinés à la classe pauvre, la plus nombreuse. Si on oblige les commerçants et industriels à signer de tels produits, il est évident qu'ils le feraient avec des marques spécialement adoptées à cet effet, puisqu'ils ne voudraient pas revêtir d'une seule et même marque leurs produits les plus parfaits et leurs produits de qualité inférieure.

(1) Voir dans *La propriété industrielle*, revue du Bureau de Berne, du 31 juillet 1922, n° 7, l'article intitulé : « Les marques de fabrique et de commerce sur les objets monopolisés et l'article 7 de la Convention de l'Union ».

Ceci entraînerait donc la multiplicité indéfinie des marques, et le consommateur ne serait plus protégé, puisque la confusion serait inévitable et qu'il n'attacherait plus de valeur à la marque, tous les produits, bons ou mauvais, devant porter une marque. Ajoutons, en outre, qu'il est matériellement impossible d'apposer une marque sur certains produits, à raison de la nature du produit ou de sa forme, comme par exemple, le linge, les dentelles, les mouchoirs, etc.

Il n'est pas de principe sans exception, et le § 55 ajoute : « Toutefois, le ministre du Commerce et de l'Industrie peut ordonner que certains produits avant d'être mis dans le commerce soient pourvus d'une marque enregistrée ». Le Ministre du Commerce peut donc rendre obligatoire la marque pour certains produits, et cela par une simple ordonnance ministérielle. Il est, en effet, des produits qui, soit à raison de leur nature, soit à raison de garanties spéciales à donner au consommateur dans un but d'intérêt public ou de police, nécessitent un contrôle de la part de l'Etat. Tel est le cas des cartes à jouer, des armes à feu, des objets d'or et d'argent, etc. Nous ne nous arrêterons pas sur les dispositions légales qui régissent ces produits, dispositions diverses sur diverses parties du territoire yougoslave, et qui ne tarderont certainement pas à être remplacées par des ordonnances applicables sur tout le territoire de la Yougoslavie.

CHAPITRE II

Du droit à la marque.

La question de savoir à qui la propriété d'une marque sera-t-elle attribuée, comment on acquiert cette propriété, est très différemment tranchée par les diverses législations modernes. Trois systèmes, très différents entre eux, sont en présence à cet égard : suivant un premier système, dont la loi française peut être considérée comme type, le droit à la marque est fondée sur l'antériorité d'usage. C'est ce qu'on exprime en disant que le dépôt de la marque est déclaratif, c'est-à-dire qu'il constate simplement une propriété préexistante. Suivant un deuxième système, consacré notamment par la loi allemande, le droit à la marque est fondé exclusivement sur le dépôt de ladite marque. C'est ce qu'on exprime en disant que le dépôt est attributif, c'est-à-dire qu'il confère la propriété d'une marque, laquelle n'existait pas auparavant. Enfin, suivant un troisième système, système appelé mixte, adopté par la législation anglaise, l'enregistrement de la marque, simplement déclaratif à l'origine, devient attributif de la propriété de la marque à l'expiration d'un certain temps.

Nous examinerons successivement ces trois systèmes en les étudiant dans les législations où ils fonctionnent, puis, après avoir signalé leurs avantages et leurs inconvénients respectifs, nous passerons à l'examen de cette même question de l'acquisition des marques dans la loi yougoslave. De là, deux

sections : la première, l'étude des divers systèmes législatifs d'appropriation des marques ; la seconde, le système de la loi yougoslave de l'appropriation des marques.

NATURE JURIDIQUE DU DROIT DE MARQUE. — Avant d'aborder la question de son attribution, il nous paraît utile de déterminer la nature juridique du droit de marque. La qualification à donner à l'ensemble des droits du titulaire de marque est, en matière de marque, comme d'ailleurs en toutes branches de la propriété industrielle, un objet de discussion. La question se pose, en effet, de savoir si ces droits peuvent être considérés comme constitutifs d'une véritable propriété, ou s'ils ne créent qu'un état juridique particulier qui pourra être désigné par les mots « droit d'usage », « droit exclusif de se servir », « droit immatériel ». A cet égard, la doctrine et les jurisprudences sont divisées en deux groupes : d'après une première opinion, le droit de marque est un droit de propriété, d'après une opinion opposée, c'est un droit intellectuel, un droit immatériel.

Il ne nous paraît pas possible d'accepter la théorie courante, d'après laquelle le droit de marque est un droit de propriété. En effet, lorsqu'on envisage l'économie générale des législations sur les marques, on trouve des différences essentielles avec le régime ordinaire de la propriété. Le droit de propriété ordinaire est absolu ; le droit de marque est relatif, car, comme le remarque M. Pouillet, celui qui possède une marque n'en jouit privativement qu'à l'égard de certaines personnes, à l'égard de ses concurrents. Ensuite, tandis que l'acquisition et la conservation de la propriété ne dépendent d'aucun acte ou formalité, en matière de marques nous trouvons partout l'exigence de l'usage de la marque et de la formalité du dépôt, et souvent le renouvellement périodique de ce dernier. Enfin, tandis que la cession de la propriété est libre, la cession de la marque, en bien de pays, et notamment en Yougoslavie, ne peut avoir lieu sans la cession du fonds.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le droit de marque ne porte pas sur la chose, « res », la marque en tant que signe

figuratif, vignette, emblème ou étiquette, mais sur le signe distinctif en tant que ce signe individualise la marchandise. Ceci est indiscutable : sinon, on devrait admettre que l'acheteur d'un produit, sur lequel est apposée une marque, devenant à son tour propriétaire de la vignette, aurait le droit de l'apposer sur les produits de sa fabrication et de la céder. Comme l'a fait remarquer M. Labbe (Paul), le droit du titulaire de la marque ne porte donc pas plus sur la matière même de la marque que le droit de l'inventeur ne porte sur la machine qu'il a fait breveter, que le droit de l'auteur sur le livre qu'il a fait imprimer. De même que le droit de l'auteur existe en dehors du livre, le droit de l'inventeur en dehors de la machine brevetée, le droit du titulaire de la marque est indépendant de la représentation matérielle du signe distinctif et existe en dehors d'elle (1). Il porte non point sur cette représentation, mais sur la conception qu'elle réalise. L'objet du droit, donc, est d'une nature spéciale, c'est une production intellectuelle, quelque chose d'immatériel. Certes, on ne saurait assimiler l'esprit inventif du commerçant créateur d'une marque avec l'effet de production intellectuelle de l'inventeur qui obtient un résultat industriel nouveau avec des moyens connus ou un produit nouveau. Le plus souvent la marque naîtra des circonstances, elle sera le produit du hasard, du caprice, de la mode, du goût du jour, l'effort du commerçant pour la trouver ne peut pas être comparé à celui que doit faire l'inventeur ou l'auteur. Néanmoins, la marque atteste l'origine du produit, elle représente non pas tant tel produit, mais indique que tel produit sort de telle maison. A ce point de vue, la marque, accessoire de la marchandise, représente la réputation, la valeur acquise du commerçant ou de l'industriel, ce signe n'est plus qu'un symbole représentatif d'une valeur intellectuelle et de la probité commerciale du négociant. L'objet du droit porte donc non pas sur une chose matérielle, mais sur une chose purement immatérielle et

(1) Labbe (Paul), *Les caractères distinctifs des marques de fabrique et de commerce* (thèse de doctorat, Lille, 1909), p. 115.

intangible. L'objet du droit étant immatériel, il faut en conséquence le classer dans la catégorie des biens immatériels, au même titre que le droit de l'inventeur et le droit du créateur d'un dessin ou d'un modèle industriels (1).

SECTION I

Divers systèmes législatifs d'appropriation des marques.

§ 1. — *Système français du dépôt déclaratif.*

L'acquisition d'une marque, en droit français, résulte de son emploi, de son usage réel et sérieux ; la propriété en appartient donc au premier occupant. « Celui qui, le premier, s'empare d'une marque, dit M. Pouillet, se l'approprie légitimement et peut en interdire l'usage aux autres. Cette propriété d'une espèce toute particulière n'est d'ailleurs soumise à aucune formalité ; pour être retenue et conservée, elle n'exige aucun acte, aucune déclaration, aucun titre ; son existence est un fait, et ce fait, précisément parce qu'il est apparent, s'impose de lui-même à tous » (2).

Ainsi, la propriété de la marque s'acquiert uniquement par l'usage et non par le dépôt, et, par conséquent, la priorité d'usage doit toujours prévaloir contre la priorité du dépôt. Certes, la loi prévoit et réglemente le dépôt, mais il est entièrement étranger au droit à la marque, qui se crée et subsiste

(1) Remarquons que dans le chapitre présent, qui nous antènera logiquement à étudier le mode d'acquisition du droit de marque, nous nous servirons souvent des mots « propriété », « propriétaire » d'une marque. Il doit être bien entendu que nous ne voulons pas dire par là que nous considérons le droit d'une marque comme un droit de propriété, cette question étant tranchée plus haut, mais que nous voulons ainsi désigner le faisceau de droits que la loi confère ou reconnaît à ceux qui sont en situation de s'en prévaloir pour faciliter notre exposé et employer une terminologie qui, pour être enracinée dans nos habitudes, n'en est pas moins vicieuse.

(2) Pouillet, Traité des marques, n° 140. Voir également n° 135 à 171.

indépendamment de lui, il est donc simplement déclaratif de droit, c'est-à-dire ne fait que confirmer un droit préexistant. Il n'est d'ailleurs nullement obligatoire et peut être différé aussi longtemps qu'on le veut après la création et l'usage public de la marque. Par lui-même et seul, le dépôt ne peut rien ni pour la création ni pour la conservation de la marque; l'élément qu'il doit compléter toujours et qui le prime et anéantit parfois, c'est le fait d'usage. Seul créateur de la marque, le fait d'usage suffit également à la conserver.

Toutefois, le dépôt n'est pas une formalité inutile. En effet, le plus souvent le fait d'usage ne crée et ne conserve qu'un droit nu, que la loi reconnaît mais ne sanctionne pas, dépourvu avant le dépôt de tout caractère exclusif et de tout moyen d'action, tout au moins en tant que ces moyens tirent leur origine du droit de marque lui-même, le propriétaire de la marque pouvant se prévaloir de l'art. 1382 du Code civil. Le dépôt n'est pas alors simplement déclaratif des droits, il devient attributif des avantages de la loi sur les marques, avec les garanties spéciales qu'elle institue et les actions qu'elle organise.

Ce système du dépôt déclaratif, fondant le droit à la marque sur la priorité d'usage, a l'avantage d'être logique. Il est, en effet, tout à fait logique que celui, qui, le premier, s'empare d'un signe et en revêt les produits qu'il met en vente, soit propriétaire de ce signe du fait même de l'usage. Mais, à côté de cet avantage, quels inconvénients !

Ces inconvénients sont faciles à saisir : ils dérivent presque tous de la nature même du critérium sur lequel se fonde la propriété. Il va de soi qu'un fait d'usage ne présente pas du tout les mêmes garanties de date, de certitude, d'authenticité, qu'une formalité administrative créée exprès pour réunir ces avantages. Il est difficile à la fois de prouver et de constater l'usage, qui peut ne pas être continu, être local et dont le point de départ est souvent impossible à préciser. De là résulte un double désavantage, difficulté de preuve de la date d'appropriation qui pourra faire dans une contestation succomber le plus ancien usager, véritable propriétaire de la

marque, et impossibilité d'être renseigné d'une façon certaine sur les antériorités. Au cas assez fréquent où deux marques ont coexisté dans une même industrie sans qu'on s'en aperçoive immédiatement, le second usager ne sera prévenu que sa marque était déjà appropriée que par la poursuite du véritable titulaire, qui pourra lui causer un grave préjudice, et il ne pourra être statué sur l'attribution du droit qu'après un débat en justice. Ce système peut engendrer bien des ennuis en pratique. Il arrive souvent, en effet, qu'un petit industriel, ayant fait usage d'une marque qui vient à être ultérieurement déposée par un autre attende que le déposant ait lancé sa marque pour ensuite se montrer et réclamer des dommages-intérêts pour la concurrence déloyale à lui faite. Celui qui a déposé n'hésitera pas, la plupart du temps, à acheter très cher le silence de l'usager antérieur. Ainsi ce système peut aboutir à une iniquité, l'usage antérieur n'étant souvent qu'un moyen de spoliation et un instrument de chantage à l'égard d'un commerçant auquel on ne peut rien reprocher, puisqu'il a déposé la marque.

§ 2. — *Système allemand du dépôt attributif.*

Dans le droit allemand, le droit à la marque est rattaché à la formalité de l'enregistrement administratif, seul capable de créer la propriété du signe. Avant le dépôt, non seulement la protection de la loi est refusée à la marque, mais l'appropriation en est impossible. Le rôle de l'usage, quelles qu'aient été sa durée et sa publicité, est absolument nul, et la marque utilisée sans dépôt peut être valablement confisquée par un tiers, qui la déposera en son nom et acquerra de ce fait le droit exclusif de s'en servir, même à l'encontre de l'usager antérieur. La marque non enregistrée n'existe pas aux yeux de la loi, elle ne pourrait être protégée que comme dessin artistique dans le cas où la législation régissant la matière serait applicable. Le dépôt d'une marque, ou plutôt son enregistrement crée donc, en droit allemand, le droit à la marque, qui n'existe pas auparavant ; il est donc attributif.

Ce système du dépôt attributif évite complètement les inconvénients du système du dépôt déclaratif. Sous ce régime, plus de difficulté de preuve de la date exacte d'appropriation, plus d'impossibilité d'être renseigné d'une façon certaine sur les antériorités. Le rôle du juge, si délicat et si compliqué dans le système du dépôt déclaratif en ce qui concerne l'appréciation des preuves de la priorité d'usage, est ici réduit à sa plus simple expression : la question de la propriété d'une marque se trouve tranchée *ipso facto* par la date de l'enregistrement, il suffit d'une comparaison de dates sur le registre des dépôts en cours. L'industriel qui veut déposer une marque n'a qu'à vérifier uniquement si la marque n'a pas été précédemment enregistrée. Par conséquent, point d'abus, puisque non seulement le dépôt prévaut contre l'usage, mais que l'usage est inopérant à créer un droit quelconque au profit de l'usager antérieur.

Malgré ces avantages incontestables, ce système a été vivement combattu et a été l'objet de nombreuses critiques, en France en particulier. On lui a reproché surtout son caractère trop brutal. Avec lui, le droit à la marque devient, comme l'a dit Allart, « le prix de la course » : le créateur du signe qui, par son aspect, paraît devoir attirer la clientèle, ne peut, tant que le dépôt n'a pas été effectué, jouir d'aucune tranquillité. Il est à la merci d'une indiscretion et doit procéder avec une plus grande circonspection qu'en matière d'inventions brevetables, puisque l'examen le plus superficiel suffit à se rendre compte de l'aspect général et des particularités de la marque. Il apparaît bien que, rattacher le droit du titulaire à un fait purement extérieur comme le dépôt, en écartant tout autre facteur d'appropriation, constitue une violation de l'équité et une source d'abus et de fraude contre le possesseur de la marque qui aura hésité à la déposer. C'est en même temps une gêne pour le titulaire, mis dans l'impossibilité d'essayer sa marque avant d'en réclamer la protection à titre définitif, ce qui lui permettrait d'éviter des formalités et des dépenses inutiles au cas où la marque ne réussirait pas auprès du public.

La valeur de ces objections est réelle, mais encore ne faudrait-il pas en exagérer l'importance. C'est que, en effet, c'est dans la réalité des faits et non pas seulement en théorie qu'il faut apprécier la valeur d'une institution. Dans un pays où l'enregistrement a le caractère attributif, les industriels et les commerçants connaissent bien les exigences de la loi et il ne leur est pas difficile de s'y conformer ; le dépôt d'ailleurs n'est pas une formalité bien coûteuse, on peut toujours l'effectuer par précaution pour la marque qu'on craindrait de voir usurper par un tiers. Tout rôle étant dénié par la loi au fait d'usage, rien ne s'oppose en théorie, s'il n'y a pas fraude, à ce qu'un créateur plus diligent se voit attribuer la propriété du signe par le dépôt. Quant à la fraude, elle est moins à craindre qu'on ne pourrait le croire, car en fait et sauf cas exceptionnels on n'a pas grand intérêt à s'emparer d'une marque qui n'est pas encore lancée et n'a aucune notoriété dans le public.

§ 3. — *Système mixte de la législation anglaise.*

En présence des inconvénients pratiques du dépôt déclaratif, et sans vouloir un changement radical de la législation en faveur de l'enregistrement attributif, qui soulève des critiques véhémentes, on a recherché s'il n'y aurait pas un moyen de concilier le respect des intérêts légitimes des propriétaires des marques avec une incertitude moins grande dans le régime d'appropriation de celles-ci. L'objectif qu'on se proposait était double : tout en maintenant en principe le dépôt déclaratif, on voulait arriver dans l'intérêt des tiers à généraliser la publicité des marques par l'enregistrement, dans celui des fabricants à diminuer le nombre des procès d'antériorité. A cet effet, on a trouvé une combinaison de deux systèmes de dépôt, généralement dénommée *dépôt mixte*, et que la législation anglaise a adoptée la première.

En droit anglais, aux termes de l'art. 41 de la loi du 11 août 1905, le dépôt, simplement déclaratif à l'origine, devient at-

tributif à l'expiration d'un délai de sept ans à compter de l'enregistrement. Le dépôt est déclaratif à l'origine et le demeure pendant un délai de sept ans, au cours duquel tout se passe exactement comme si l'enregistrement était purement et simplement déclaratif, les procès d'antériorité sont possibles, et aboutiront au triomphe du premier usager. Mais si ce temps est rempli par une possession paisible de la marque employée publiquement et sans contestation, l'arrivée de son terme marque l'accomplissement d'une prescription acquisitive au profit du déposant, qui devient propriétaire définitif de la marque, sans contestation possible du chef de priorité d'usage ; le dépôt est devenu attributif. Dans ce système, on le voit, le caractère déclaratif du dépôt domine, l'enregistrement demeure facultatif et entre deux usagers dont aucun n'a déposé sa marque, le conflit se règle par la priorité d'usage. Ce n'est qu'après une période assez longue, sept ans à compter de l'enregistrement de la marque, que le dépôt pourra être victorieusement opposé à l'usage comme mode d'acquisition du signe.

SECTION II

Système yougoslave de l'appropriation des marques.

En présence des inconvénients pratiques résultant du dépôt déclaratif pur et simple, tel qu'il est consacré par la législation française et par la loi serbe de 1884, et étant donné la rigueur excessive, le caractère trop brutal du dépôt attributif, tel qu'il est organisé par la législation allemande, le législateur yougoslave a recherché le moyen de réunir les avantages des deux systèmes opposés et extrêmes, tout en écartant ou du moins en réduisant au minimum les inconvénients qu'ils présentent. Il a voulu maintenir comme conforme à l'équité et à la loyauté le principe que la propriété des marques s'acquiert par la priorité d'usage, d'occupation,

et inciter le plus possible les possesseurs des marques à en effectuer le dépôt, car tous ont intérêt à ce que le dépôt soit effectué sans retard, le possesseur, qui acquiert par là une protection spéciale et très avantageuse, aussi bien que les tiers, qui sont renseignés ainsi que la marque est déjà appropriée et qui ne risqueraient plus de l'adopter. Tel est exactement le but que s'était proposé et qu'a réalisé un projet de loi français du 28 janvier 1907, dont le législateur yougoslave s'est visiblement inspiré dans une très large mesure.

Les dispositions légales, qui nous permettraient de mettre en lumière le caractère du dépôt tel qu'il fonctionne en droit yougoslave, se trouvent éparses dans plusieurs paragraphes de la loi du 17 février 1922. Aussi est-il indispensable de les réunir ici, d'une façon un peu plus méthodique.

« Quiconque désire acquérir le droit exclusif à l'usage d'une marque, doit la déposer, soit directement, soit par la poste, à l'Office par la protection de la propriété industrielle, par écrit et dans la forme déterminée. » (§ 110.)

D'autre part, le deuxième alinéa du § 60 dispose : « Le droit de marque existe à partir de l'inscription de la marque dans le registre des marques ».

Mais, nous dit le § 65 : « Le droit de marque sera révoqué, quand une personne prouve qu'elle a employé la même marque pour la même catégorie de produits sans l'avoir enregistrée, si cette marque a été connue dans les milieux intéressés comme le signe distinctif des produits de son établissement déjà au moment de l'enregistrement de la marque attaquée, laquelle est identique ou semblable au signe distinctif de ses produits non encore enregistré comme marque. Le demandeur sera réfuté de sa prétention si le défendeur prouve qu'il a procédé à l'enregistrement de sa marque avec l'autorisation du demandeur ou que l'entreprise, en faveur de laquelle la marque a été enregistrée, a employé ce signe, avant l'enregistrement, pendant une période de temps aussi longue ou plus longue que le demandeur. L'action en révocation d'une telle marque doit être intentée au plus tard dans les deux ans à partir de l'enregistrement ».

Il résulte de ces dispositions, que la loi yougoslave a consacré le système du dépôt, ou plutôt de l'enregistrement mixte, système qu'on peut définir ainsi : L'enregistrement est à l'origine, pendant une période de deux ans, déclaratif de la propriété de la marque, mais attributif des actions et des avantages résultant de la loi sur la propriété industrielle ; au bout de deux ans, il devient attributif de la propriété exclusive de la marque.

Par conséquent, en ce qui concerne les effets de l'enregistrement d'une marque, il y a lieu de distinguer, d'une part, la période de deux ans à compter de l'enregistrement, d'autre part celle qui commence à l'expiration de la première. Mais avant d'en aborder l'examen, il nous paraît utile de préciser, en quelques mots, les droits qu'ont les usagers d'un signe avant tout dépôt.

SITUATION DES USAGERS D'UN SIGNE^e AVANT L'ENREGISTREMENT. — Tant qu'un signe n'a pas été enregistré comme marque, il ne jouit pas de la protection organisée par la loi du 17 février 1922 ; il n'est pas considéré comme marque au sens légal du mot. Mais il ne faut pas en conclure qu'il est complètement dépourvu de toute sanction. En effet, l'usage d'un signe, son existence est un fait qui s'impose à tous et que la loi ne peut pas méconnaître. Mais ce signe, faute de dépôt, ne sera protégé que par application des principes généraux du droit ; l'atteinte qui y sera portée ne constituera pas une contrefaçon, délit prévu et puni par la loi spéciale, mais une simple concurrence déloyale qui ne saurait être poursuivie qu'en vertu des dispositions du droit commun. Cette action, qu'on le veuille ou non, existe conformément aux principes généraux, et, en l'absence des textes formels, il est impossible de l'écarter.

§ 1. — *Les effets de l'enregistrement pendant les deux années qui le suivent. Action en révocation.*

Aux termes du § 110, celui qui veut s'assurer le droit exclusif de se servir d'un signe pour désigner les produits de son commerce ou de son industrie, doit le déposer à l'Office, en vue de l'enregistrement. Dès que l'enregistrement est effectué, le signe devient une marque au sens légal du mot, et il jouit à partir de ce moment (§ 60, al. 2) de la protection organisée par la loi sur la propriété industrielle. Le titulaire inscrit acquiert le droit exclusif de s'en servir, et l'atteinte qui y sera portée constituera une contrefaçon, punie par les §§ 145 et 148 de la loi. L'enregistrement de la marque est donc attributif des avantages de la loi spéciale, avec les garanties qu'elle institue et les actions qu'elle organise.

Mais, s'il est, dès le début, attributif des avantages de la loi spéciale, l'enregistrement est, pendant la période de deux ans qui le suivent, simplement déclaratif de la propriété de la marque. En d'autres termes, en accordant la protection spéciale à la marque, la loi n'entend que consacrer et fortifier un droit préexistant, et établir au profit du déposant une présomption de la priorité d'usage ; mais elle n'entend pas régler l'attribution du droit de marque au détriment de celui qui peut établir un usage plus long du signe enregistré. Ce dernier pourra contester le droit du titulaire inscrit par voie d'une action, *action en révocation de la marque*, que le § 65 met, à cet effet, à sa disposition.

En effet, d'après le § 65, l'usager antérieur d'un signe identique ou semblable au signe enregistré comme marque au profit d'un tiers peut contester le droit à celui-ci et le faire révoquer. Mais la loi a, avec raison, limité l'exercice de cette action en radiation à deux points de vue : D'une part, elle n'est recevable que pendant le délai de deux ans à partir de l'enregistrement de la marque ; le législateur a ainsi voulu obliger l'usager antérieur à agir le plus vite possible, et assurer par là la tranquillité et la sécurité du déposant de la mar-

que, en écartant à l'expiration de ce délai, peu court, toute contestation relativement à l'antériorité de l'usage. D'autre part, cette action n'est recevable que si l'usager antérieur, qui doit être de bonne foi, prouve que le signe dont il se servait « a été connu dans les milieux intéressés, au moment de l'enregistrement de la marque contestée, comme signe distinctif des produits de son établissement ». Il en résulte que l'exercice de cette action est subordonné à la réunion des conditions suivantes :

Il faut que l'action soit exercée dans le délai de deux ans à partir de l'enregistrement. Passé ce délai, l'action n'est plus recevable, et sera rejetée sans autre examen. La loi a cru que ce délai est largement suffisant pour permettre à l'intéressé d'agir, étant donné que l'enregistrement d'une marque est immédiatement porté à la connaissance du public, par la publication dans le Bulletin officiel de l'Office.

Il faut, en second lieu, que le signe, dont se sert l'usager antérieur, soit identique à la marque enregistrée, ou du moins qu'il lui soit semblable, dans le sens qu'attribue à ce mot le § 63, al. 2°, c'est-à-dire que cette ressemblance soit telle que les signes puissent facilement être confondus dans la circulation et que les acheteurs ordinaires de la marchandise ne puissent s'apercevoir de la différence qu'en faisant spécialement attention.

Il faut, en troisième lieu, que l'usager antérieur prouve, non seulement qu'il a fait usage de ce signe avant le déposant, qu'il a un usage plus long que celui de ce dernier, mais aussi que cet usage a été « connu dans les milieux intéressés », c'est-à-dire qu'il a été public, notoire et général, et non pas restreint à une localité ou même à une région.

Il faut, enfin, que le demandeur soit de bonne foi, c'est-à-dire qu'il n'agisse pas dans un but de fraude ou de chantage. Cette condition résulte du deuxième alinéa du § 65 qui dispose que « le demandeur sera refuté de sa prétention si le défendeur prouve qu'il a procédé à l'enregistrement de sa marque avec l'autorisation du demandeur ».

En ce qui concerne la question de la preuve de la priorité d'usage, le législateur yougoslave n'a pas imité le projet de loi français précité, qui introduit une innovation en exigeant une preuve littérale. Il en résulte, et étant donné que la priorité d'usage est un fait, que la preuve en peut être rapportée par tous les modes du droit commun, même par la preuve testimoniale et par des simples présomptions.

« Lorsque la décision qui prononce la révocation est devenue exécutoire, le demandeur a le droit de requérir l'enregistrement à son nom » (§ 65, al. 5) ; cela va de soi. Seulement, bien entendu, il ne jouit de la protection spéciale, résultant de la loi du 17 février 1922, qu'à partir de l'enregistrement de la marque, lequel produit à son égard, comme dans le cas précédent, tous les effets qui y sont attachés par la loi.

Lorsque l'usager antérieur a triomphé dans son action en révocation, la marque attaquée sera radiée dès que le jugement sera devenu définitif. Et cette radiation produit un effet rétroactif, « de sorte que, comme le dit le § 65, al. 4, le droit du titulaire inscrit est considéré comme n'ayant jamais existé » ; le droit exclusif de se servir de la marque déposée, attribué au titulaire ayant succombé dans le procès, disparaît donc rétroactivement, avec tous les effets qu'il a pu produire dans le passé.

§ 2. — *Les effets de l'enregistrement après l'expiration du délai de deux années.*

A l'expiration de la seconde année de l'enregistrement, si l'usager antérieur n'a pas introduit en justice une action en contestation ou s'il a perdu son procès, la propriété exclusive de la marque est acquise définitivement au déposant et il pourra l'opposer non seulement aux tiers, mais même à ceux qui rapporteraient la preuve d'un usage antérieur. L'enregistrement devient ainsi, à l'expiration du délai de deux années, attributif de la propriété de la marque au profit du déposant,

Désormais donc, l'usage de la marque est réservé exclusivement au déposant. L'usager antérieur n'y a aucun droit ; le législateur yougoslave n'est pas, en effet, allé jusqu'à lui reconnaître le bénéfice d'une possession personnelle, comme l'a fait le projet de loi français du 28 janvier 1907, dans son § 2, al. 4, ainsi conçu : « Le tiers qui justifie par la preuve littérale de la priorité d'usage et de l'emploi continu à titre de marque du signe distinctif ainsi déposé, a droit au bénéfice d'une possession personnelle et non susceptible d'extension directe ou indirecte. Il a la faculté, pour la sauvegarde de cette possession, d'intenter, s'il y a lieu, l'action en concurrence déloyale ou illicite ».



CHAPITRE III

Droits dérivant de l'enregistrement d'une marque.

SECTION I

Nature et étendue des droits du titulaire d'une marque enregistrée.

NATURE ET ÉTENDUE DU DROIT DU TITULAIRE D'UNE MARQUE ENREGISTRÉE. — Il résulte de la définition légale de la marque (§ 49. al. 1), ainsi que de son but et de sa destination qui est d'être une indication d'origine ou simplement de provenance de la marchandise sur laquelle elle est apposée, que la loi reconnaît et garantit au titulaire d'une marque enregistrée le droit exclusif de l'employer pour désigner dans le commerce les produits de sa fabrication ou les objets de son commerce.

Mais, ce droit d'usage n'est pas absolu, il est relatif, c'est-à-dire que le titulaire n'en jouit privativement qu'à l'égard de certaines personnes seulement, à l'égard de ses concurrents. En effet, un industriel ou un commerçant n'acquiert pas par l'enregistrement de sa marque le droit exclusif de s'en servir à l'exclusion de tous les autres commerçants ou industriels et pour désigner toutes sortes de produits. Son droit est moins étendu, plus restreint : il se borne à l'emploi, à l'usage du signe, protégé comme marque, seulement pour une ou plu-

sieurs catégories de marchandises limitativement déterminées et pour lesquelles la protection légale a été accordée. C'est ce que le § 56, al. 1, exprime dans ces termes : « Le droit à une marque n'empêche pas une autre personne de faire usage de la même marque pour désigner d'autres catégories de produits ». A cet effet, le § 111, al. 2, impose au déposant l'obligation de désigner, dans sa demande, d'une manière précise, le genre, la catégorie de produits auxquels la marque est destinée à s'appliquer, pour lesquels la protection légale est requise. Et l'Office n'ordonnera l'enregistrement de la marque qu'en spécifiant bien la catégorie des produits pour laquelle la protection légale est accordée. Ainsi donc, le droit d'usage reconnu au titulaire d'une marque est limité à des produits limitativement déterminés. Mais, de là, peuvent naître des questions très délicates à trancher, parce qu'il n'est pas toujours très aisé de marquer les limites exactes de deux industries ou de deux commerces, qui peuvent souvent avoir des produits similaires. C'est là une question de fait que l'Office est appelé à trancher souverainement, au besoin après avis des Chambres du Commerce, de l'industrie ou des métiers (§ 56, al. 2), en s'inspirant du critérium que nous avons emprunté à M. Fauchille et que nous avons exposé plus haut. L'Office doit donc considérer comme similaires non seulement les industries et les commerces dont les produits ou les objets sont analogues et autorisent la confusion, mais aussi les industries et les commerces qui, quoique différents dans leur production (par exemple, fils de coton et fils de laine, épingles et aiguilles) ont entre eux un lieu suffisamment étroit pour que le public, apercevant sur leurs produits ou leurs objets une même marque, puisse croire raisonnablement qu'ils sont exercés par la même personne, par le propriétaire de la marque.

Si le droit d'usage reconnu au titulaire d'une marque est limité, restreint à une ou plusieurs catégories déterminées de produits, il est, au contraire, illimité et absolu en ce qui les concerne. Seul le titulaire a le droit d'employer la marque enregistrée pour désigner ses produits pour lesquels la pro-

tection est accordée, et cela à l'exclusion de tous autres commerçants ou industriels fabriquant ou vendant des produits analogues ou similaires. Son droit, en effet, comme tous les autres droits de propriété industrielle, présente un double aspect : par cela même qu'il est reconnu à un seul, il est retiré à tous les autres ; le droit de prohibition est le corollaire du droit d'usage : le titulaire du droit les réunit entre ses mains. Certes, le législateur yougoslave ne fait pas très clairement apparaître cette double physionomie du droit ; mais elle apparaît bien lorsqu'on rapproche les textes des §§ 49 et 56 avec celui du § 145, modifié par la loi du 17 février 1922, déterminant les faits constitutifs de la contrefaçon.

Il résulte du texte de ce § 145 que le droit d'usage réservé au titulaire de la marque comporte le droit de l'apposer sur les produits destinés à la circulation, ou de mettre dans le commerce ou en vente les produits qui en sont pourvus, ou de s'en servir dans les affiches, réclames, annonces, etc. Seul le titulaire de la marque a le droit de l'apposer sur les produits protégés ; l'apposition faite par un tiers est prohibée, et cela par elle-même, indépendamment de tout usage de produit qui en est pourvu. Il en est de même de la mise dans le commerce et en vente : seul le titulaire de la marque a le droit de vendre ou, d'une façon générale, de mettre dans le commerce les produits, pour lesquels la protection est accordée, pourvus de la marque enregistrée ; faites par un tiers, la vente et la mise en vente de tels produits sont prohibées et constituent la contrefaçon. Enfin, seul le titulaire du droit peut se servir de la marque dans les affiches, annonces, etc., en un mot dans tous les moyens de publicité commerciale relativement à ces produits. Tous ces actes rentrent dans le droit exclusif d'usage reconnu au titulaire d'une marque enregistrée.

On voit donc que, dans les limites de la catégorie de produits pour laquelle la protection est accordée, le droit d'usage exclusif reconnu au titulaire d'une marque enregistrée est complet et ne laisse échapper aucune forme, aucun mode

d'emploi de la marque par où puissent s'amoindrir son étendue et sa portée.

ETENDUE DU DROIT DU TITULAIRE QUANT AU SIGNE QUI CONSTITUE LA MARQUE. — Sur quoi porte précisément le droit de marque ? Ou, pour préciser davantage, la propriété de l'emblème entraînera-t-elle celle de la dénomination correspondante, et réciproquement ? Le § 53 nous répond indirectement à cette question dans ces termes : « Le droit exclusif de faire l'usage d'une marque qui se compose d'un ou plusieurs mots embrasse non seulement l'usage de la marque en la forme sous laquelle elle a été déposée, mais encore celui qui peut en être fait dans d'autres formes reproduisant la marque protégée, en tout ou en partie, en caractères, couleurs et dimensions différentes ». La lecture attentive de ce texte nous conduit à dire que la loi pose comme principe que la marque n'est protégée que dans la forme en laquelle elle a été déposée, et que ce n'est que par exception à ce principe que les marques composées des mots jouissent de la protection légale même lorsqu'on les emploie en caractères, couleurs ou dimensions différentes. S'il en était autrement, si l'on admettait que la marque jouit de la protection légale non seulement dans la forme en laquelle elle a été déposée, mais aussi dans une forme modifiée, la disposition du § 53 serait, non seulement inutile et superflue, mais serait tout à fait incompréhensible. On est donc forcé de reconnaître, malgré les inconvénients pratiques, et les dangers que peut présenter cette thèse, que la loi yougoslave ne protège la marque, en principe, que dans la forme en laquelle elle a été enregistrée. Il en résulte, comme conséquence logique, que la propriété d'un emblème n'entraîne pas celle de la dénomination correspondante, même si l'emblème est de telle nature que le public soit conduit nécessairement à employer l'appellation correspondante pour désigner le produit, et inversement.

Il faut donc distinguer, pour savoir l'étendue de l'objet d'un droit de marque, suivant qu'il s'agit d'une marque nominale ou d'une marque emblématique ou mixte. S'agit-il d'une mar-

que nominale, c'est-à-dire d'une marque « qui se compose d'un ou de plusieurs mots », le droit du titulaire porte non seulement sur la marque dans la forme sous laquelle elle a été enregistrée, mais aussi sur chaque reproduction de celle-ci en caractères, couleurs ou dimensions différents. Ce qui est ici l'objet du droit, ce n'est pas la dénomination dans telle ou telle forme, c'est la dénomination elle-même, indépendamment de la forme en laquelle elle a été enregistrée. Au contraire, s'agit-il d'une marque emblématique ou mixte, le droit du titulaire ne porte que sur le signe tel qu'il a été enregistré : ce qui est ici l'objet du droit, c'est tel signe, composé d'un tel emblème ou d'un tel autre symbole et enregistré dans telle ou telle forme déterminée, et non pas cet emblème ou cet autre symbole lui-même.

TERRITORIALITÉ DE LA MARQUE. — Les effets de l'enregistrement d'une marque s'arrêtent aux frontières de l'Etat ; c'est l'application des principes du droit public international. Et, comme en matière des brevets et des dessins et modèles, le principe de la territorialité s'applique rigoureusement en notre matière : le droit exclusif du titulaire du droit de marque s'exerce sur tout le territoire yougoslave, à l'encontre de tous ; en dehors de la Yougoslavie, au contraire, les nationaux eux-mêmes en sont affranchis.

Mais si on peut librement faire usage d'une marque à l'étranger, il ne s'ensuit pas que l'on puisse librement importer les produits qui en sont revêtus : dès que l'importation revêt un caractère commercial, elle porte atteinte au droit du titulaire de la marque, et est prohibée comme constituant une contrefaçon. Pourtant, l'importation d'un objet isolé, revêtu de la marque, mais destiné à un usage personnel, sera licite, car elle ne porte pas atteinte au droit du titulaire, étant donné qu'elle ne présente aucun caractère commercial.

RESTRICTION AU DROIT D'USAGE EXCLUSIF DU TITULAIRE D'UNE MARQUE COMPOSÉE D'UN NOM OU D'UNE RAISON DE COMMERCE.
— « La marque enregistrée qui se compose exclusivement de

lettres ou de mots, nous dit le § 54, al. 1, n'empêchera pas une autre personne de vendre ou de mettre dans le commerce des marchandises portant le même signe, si ces lettres et mots représentent le nom, la firme ou la désignation de l'entreprise de cette autre personne ».

Cette restriction au droit d'usage exclusif reconnu au titulaire d'une marque se justifie aisément. Chacun est libre propriétaire de son nom et maître d'en user commercialement comme il l'entend. On ne peut lui retirer la faculté de porter ce nom, qui est intimement lié à son individualité ; le nom constitue, en effet, une propriété d'une espèce toute particulière que rien ne peut détruire ; c'est même plus qu'une propriété, c'est une partie de l'individu lui-même, et c'est pourquoi le nom est imprescriptible. Et, de même que, lorsque deux personnes portant le même nom exercent la même industrie, toutes deux ont incontestablement le droit de se servir d'un nom qui leur appartient légalement, de même chacune d'elles a le droit de continuer à se servir de son nom même si l'autre l'a déposé comme marque et en a obtenu la protection légale à ce titre. Car, si on la privait du droit d'user de son nom, on porterait atteinte à sa personnalité. On peut dire la même chose pour la firme, la raison de commerce de deux industriels ou commerçants.

Ainsi donc, le droit d'usage exclusif d'une marque composée d'un ou de plusieurs mots ou lettres n'empêche pas un autre industriel ou commerçant de s'en servir pour la même catégorie de produits, si ces mots ou lettres représentent son nom ou sa raison de commerce. Et ce n'est pas tout : ce dernier peut même faire annuler la marque, si les mots ou les lettres qui la composent ne sont pas le nom ou la raison de commerce du titulaire, et ainsi lui enlever tout droit d'usage exclusif. En effet, le § 54, al. 2, dispose : « Cette autre personne dont le nom, la firme ou la désignation de son entreprise est identique à la marque antérieurement protégée d'un tiers, peut contester et faire retirer au titulaire de cette marque le droit d'en faire usage pour les mêmes catégories de produits, sauf si le titulaire de la marque a le même nom,

la même firme ou si son entreprise porte la même désignation ». Cette disposition n'est d'ailleurs qu'une application du principe posé dans le § 64, al. 4, en vertu duquel une marque peut être annulée si elle est composée du nom d'une personne et si cette personne n'a pas donné son autorisation.

SECTION II

Transmission des marques.

En étudiant les caractères distinctifs de la marque, nous avons vu que, comme conséquence du principe de dépendance de la marque par rapport au produit auquel elle s'applique, la loi décide que la marque est liée à l'entreprise qui l'emploie et qu'elle ne peut être transmise qu'avec elle. Rappelons la disposition légale : « La marque est liée à l'entreprise. Elle s'éteint avec l'entreprise et peut être transmise à une autre personne avec l'entreprise elle-même ».

Comme nous l'avons expliqué plus haut, la loi entend par les mots « transmission de l'entreprise » toute cession de l'exploitation industrielle ou commerciale, sous quelque forme que soit cette cession et par quelque mode juridique qu'elle s'opère (vente, succession, etc.). Mais le seul fait du transfert de l'entreprise ne suffit pas pour faire de l'acquéreur le titulaire de la marque. Le dernier alinéa du § 61 exige l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement, dans les termes suivants : « Tant que l'enregistrement de l'acte de transfert n'aura pas eu lieu, le nouveau titulaire ne pourra faire valoir en son nom son droit à la marque, et toutes les communications officielles se rapportant à la marque seront adressées au titulaire inscrit dans le registre ou à son mandataire inscrit ».

Ainsi donc, en principe, pour que le transfert d'un droit de marque accessoirement au transfert de l'entreprise elle-

même soit opposable aux tiers, notamment à l'Office et aux contrefacteurs, il faut que l'enregistrement de l'acte ait été effectué et que le nom de l'acquéreur ait été inscrit dans le registre des marques. Toutefois, cette formalité n'est pas nécessaire lorsque l'acquéreur continue l'entreprise sous la même firme, la même raison de commerce. En effet, le § 61, alinéa 3, décide : « Dans ce cas (transfert de l'industrie) l'acquéreur est tenu de faire transcrire en son nom le droit de marque, à moins qu'il ne continue l'exploitation de l'entreprise sous la même raison commerciale ».

La transcription au registre des marques sera faite à la requête de l'intéressé, après que la Commission des demandes aura statué sur la régularité de l'acte de transfert. En effet, aux termes du § 23, applicable en notre matière, l'Office examine la forme et le contenu de la demande de transfert, ainsi que la régularité des pièces fournies à l'appui, en l'espèce l'original ou la copie certifiée conforme de l'acte de cession de l'établissement et les preuves de l'accomplissement des formalités de transfert des établissements de commerce prescrites par les lois commerciales.

QUID DE LA CESSION D'UN SECRET DE FABRICATION OU D'UN ARTICLE DE COMMERCE. — Lorsqu'une personne, possédant un secret de fabrication, le vend, peut-elle vendre en même temps la marque attachée à ce secret, sans pour cela se défaire de sa fabrique ? Quand on parle de secret de fabrication, il s'agit généralement d'une recette relative à la composition ou à la préparation d'un produit. Pour en garantir l'authenticité, l'inventeur ou le dépositaire adopte une dénomination arbitraire ou une marque nominale qui n'appartient et ne saurait appartenir qu'à ce produit. Comprendrait-on, quand il s'agit d'un produit qui n'est reconnaissable qu'à sa marque, qui n'a de prix, qui n'inspire la confiance que par elle, que celui qui se rendît acquéreur de son secret de fabrication, n'acquît pas en même temps la marque qui, seule, en rendra l'exploitation fructueuse ? Comment supposer un instant que la loi puisse interdire la transmission simulta-

née de ces deux choses qui se complètent l'une par l'autre, au point de n'en faire qu'une ? En fait, quand leur propriétaire cèdera le droit de s'en servir conjointement, il cèdera le principal avec l'accessoire, c'est-à-dire la valeur commerciale, dont il a le monopole, avec le signe représentatif de cette valeur. Rien de plus licite, ni de moins discutable. Le même raisonnement peut s'appliquer à la cession d'un article de commerce. En effet, inscrit dans la loi afin d'éviter la fraude et pour que la marque, signe distinctif de celui qui a fabriqué ou vendu le produit, soit toujours l'expression de la vérité, le principe de l'intransmissibilité de la marque n'exige pas, comme conséquence nécessaire, qu'il y ait une vente de fonds de commerce dans son intégralité : il suffit, pour que la cession soit possible, que le produit qui porte la marque dont il s'agit soit cédé. La marque pourra donc être cédée en dehors de l'universalité du fonds, mais avec le droit de fabriquer ou de vendre la chose qu'elle sert à caractériser.

SECTION III

Durée des marques.

§ 1. — *La perpétuité de la marque.*

La question de savoir si le droit de marque est perpétuel ou non est différemment tranchée par les diverses législations. Les unes, en effet, admettent que le dépôt n'a d'effet que pour une période variant de dix à trente années ; à l'expiration de cette période la marque cesse d'être protégée (nous ne disons pas qu'elle tombe dans le domaine public), si le dépôt n'en a pas été renouvelé. Tel est le cas notamment des législations française et allemande. Au contraire, en Autriche, en Angleterre et en Italie, le dépôt est effectué une fois pour toutes, et le temps n'en altère jamais les effets,

Les partisans de la perpétuité se fondent sur l'identité entre la propriété de la marque et celle du nom. D'après eux, le public n'a aucun intérêt à ce que l'on oblige les fabricants et les commerçans à réitérer périodiquement, à des intervalles plus ou moins rapprochés, le dépôt de la marque qui distingue leurs produits de ceux de leurs concurrents. Avec le système de la marque temporaire, il arriverait qu'un fabricant, ayant négligé la formalité prescrite pour le renouvellement de son droit, verrait sa marque tomber dans le domaine public, en ce sens du moins qu'un concurrent déloyal pourrait l'usurper sans encourir les pénalités que la loi inflige au contrefacteur ; d'autre part, si le public, dont l'attention n'aura pas été éveillée sur cette usurpation, continue à chercher dans l'emploi de la marque les garanties de loyauté industrielle ou commerciale que le premier possesseur y avait attachées, évidemment le but de l'institution serait manqué tant au point de vue du consommateur qu'à celui de l'industriel ou du commerçant.

Les partisans de l'opinion contraire répondent que la propriété de la marque ne saurait être comparée à celle du nom. D'après eux, rien dans la nature du droit de marque ne s'oppose à ce que le monopole concédé sous cette qualification soit soumis à la réglementation que comporte l'intérêt public. Or, l'intérêt public est évidemment engagé à ce que le domaine privilégié, constitué au profit de quelques-uns par prélibation sur le domaine universel, ne s'étende pas démesurément. Si quelques inconvénients sont à redouter de l'usurpation d'une marque dont le dépôt n'aura pas été renouvelé, quels inconvénients bien plus graves ne résulteront pas de la conservation à l'infini de marques en nombre tellement considérables que leur recherche deviendra presque impossible. Au bout d'un certain temps, l'encombrement sera tel, que le public se renseignera déjà difficilement sur ce qui est encore protégé et sur ce qui est abandonné.

D'ailleurs, il ne faut pas exagérer les conséquences perturbatrices du défaut de renouvellement. En cas de non-renouvellement, le titulaire ne serait pas pour cela déchu de son

droit. En effet, dans un système du dépôt déclaratif, si son inaction résulte d'un oubli rien de plus facile que de resaisir, par un nouveau dépôt, son droit momentanément suspendu ; et sitôt cette omission réparée, l'ayant-droit se trouve restitué pour l'avenir dans l'intégralité de son ancienne situation, à l'exclusion de tous ceux qui pourraient, dans l'intervalle, s'être mis en ses lieu et place. Dans un système du dépôt attributif ou mixte, on pourrait décider, comme l'a fait, nous le verrons, la loi yougoslave (§ 63, al. 1), que la marque ne tombera dans le domaine public qu'après l'expiration d'un délai plus ou moins long à partir du non-renouvellement, afin que le titulaire puisse réparer son omission.

Le législateur yougoslave a consacré le principe de la perpétuité du droit de marque, du non-renouvellement du dépôt. Son § 60, al. 1, dispose : « Le droit de marque n'est pas limité par un délai ; il dure tant que les taxes prescrites sont payées régulièrement et en temps utile (§ 156, 3) ».

Par cette disposition, le législateur a voulu concilier les deux systèmes opposés. Il a posé le principe de la perpétuité du droit de marque, mais il l'a tempéré en subordonnant son maintien au paiement d'une taxe annuelle, qui est, aux termes du § 156, al. 1, de 25 dinars, ce qui permet l'épuration des marques abandonnées. Mais, malgré cela, les inconvénients subsistent, car le public sera toujours forcé de faire de longues recherches parmi les marques abandonnées en remontant loin dans le passé. Il aurait été préférable de décider franchement le renouvellement du dépôt au bout d'un certain temps, comme cela se fait en France, par exemple.

§ 2. — *Causes d'extinction proprement dite de la marque.*

Les causes d'extinction proprement dite, c'est-à-dire qui ne mettent fin au droit de marque que pour l'avenir, mais le laisse subsister dans le passé, sont au nombre de trois ; ce sont : le désistement du titulaire, le non-paiement de l'annuité, la disparition de l'entreprise qui a employé la marque.

LE DÉFAUT DE PAIEMENT DE L'ANNUITÉ. — « Le droit de marque s'éteint, nous dit le § 62, 2°, quand les annuités et les taxes additionnelles n'ont pas été payées en temps utile ».

L'extinction du droit de marque pour défaut de paiement de l'annuité se produit de plein droit, automatiquement, sans donner lieu à aucune procédure et à aucune décision de la part de l'Office. C'est le seul fait du non-paiement en temps utile qui décide de l'extinction, sans qu'il y ait lieu d'apprécier les circonstances de fait qui peuvent justifier le défaut de paiement ; aucun cas d'excuse ou même de force majeure ne sera pris en considération.

LE DÉSISTEMENT. — « Le droit de marque s'éteint, nous dit le § 62, 1, quand le titulaire renonce à son droit ». C'est le mode le plus normal pour le titulaire du droit de marque de mettre terme à son droit. Sans doute, il peut obtenir le même résultat par le non-paiement de l'annuité. Mais le désistement exprès peut présenter dans certains cas une utilité pour le titulaire ; il en est ainsi en cas d'une action en nullité dirigée contre le droit de marque, dans laquelle le déposant ne veut pas défendre, alors que le demandeur se contente d'une mesure qui ne rétroagit pas, ainsi que dans le cas où les annuités ayant été payées d'avance pour plusieurs années, le titulaire du droit veut y renoncer sans attendre la nouvelle échéance.

Le désistement peut être partiel, c'est-à-dire donné relativement à certains produits seulement. En pareil cas, le droit de marque subsiste pour les produits pour lesquels le titulaire entend conserver son droit. Le § 62, al. 1, deuxième phrase, dispose à cet effet : « Si la renonciation ne porte que sur une catégorie déterminée de marchandises, la marque restera en vigueur pour les autres catégories ».

DISPARITION DE L'ENTREPRISE QUI A EMPLOYÉ LA MARQUE. — Nous avons vu qu'en droit yougoslave le droit de marque est lié à l'entreprise industrielle qui s'en sert. Il en résulte que lorsque l'entreprise vient à disparaître, par la cessation du

commerce ou de l'industrie ou par la perte de la qualité du commerçant, ou par la dissolution de la société, le droit de marque s'éteint. La loi le dit expressément dans le § 61, al. 2 (première phrase), ainsi conçu : « Il (le droit de marque) s'éteint avec l'entreprise ».

Cette extinction se produit de plein droit, par le seul fait de la disparition de l'entreprise, sans donner lieu à aucune procédure ou à aucune décision de la part de l'Office. C'est donc le seul fait de la fin de l'entreprise qui décide de l'extinction du droit de marque.

MENTION DE L'EXTINCTION AU REGISTRE DES MARQUES. — L'extinction du droit de marque, qu'elle résulte du non-paiement, du désistement ou de la fin de l'entreprise, doit être inscrite au registre des marques (§ 82) et publiée par le Bulletin Officiel de l'Office. En cas de désistement, cette inscription et cette publication ne seront opérées qu'après une ordonnance rendue par la Commission des demandes (§ 68, al. 2), qui doit examiner la régularité de l'acte de renonciation. Dans les deux autres cas, elles seront faites d'office, sur l'ordre du chef de la Section de l'enregistrement des dessins, modèles et marques.

Ces formalités ne sont que des mesures de publicité instituées pour prévenir les tiers et leur faciliter la preuve de l'extinction. Leur accomplissement est sans influence en ce qui concerne le moment exact de l'extinction. En effet, aux termes du § 62, dernier alinéa, le droit de marque sera éteint, en cas de non-paiement de l'annuité, « le jour qui suit la dernière année pour laquelle la taxe a été payée », en cas de désistement, « le lendemain du jour où la déclaration de renonciation a été remis à l'Office ». La loi ne dit expressément rien pour l'extinction qui a pour cause la fin de l'entreprise ; la solution ne peut faire aucun doute : c'est le moment où l'entreprise industrielle ou commerciale a définitivement pris fin.

FAVEUR ACCORDÉE PAR LE § 63 A L'ANCIEN TITULAIRE D'UNE MARQUE. — Nous avons vu que notre loi subordonnait le maintien du droit de marque au paiement d'une taxe annuelle de 25 dinars ; nous venons de voir qu'elle attachait à l'inaccomplissement de cette formalité une sanction très grave, l'extinction du droit de marque. Si elle avait décidé que la marque tomberait immédiatement dans le domaine public et que chacun pourrait s'en emparer et s'en attribuer l'usage exclusif par le dépôt, les conséquences en seraient désastreuses, car une omission, une négligence ou une impossibilité matérielle (l'extinction s'opérant automatiquement, de plein droit) de payer l'annuité suffiraient pour priver un commerçant ou un industriel du droit de se servir d'un signe, auquel il a fait acquérir par son habileté, par son labeur et par sa probité commerciale, une réputation grande et méritée. Aussi, le législateur a-t-il institué au profit de l'ancien titulaire une faveur lui permettant de réparer son omission. En effet, le § 63, al. 1, dispose : « Le titulaire d'une marque éteinte aux termes du § 62, peut en redemander la protection pour la même catégorie ou pour d'autres catégories de marchandises. Les tiers ne peuvent déposer la même marque ou une marque semblable pour la même catégorie de produits qu'après l'expiration de deux années qui suivent l'extinction de la marque, si, pendant ce délai, l'ancien titulaire n'en a pas obtenu de nouveau la protection ». Ainsi, grâce à cette faveur, le titulaire d'un droit de marque, qui en est déchu ou qui y a renoncé, a un délai de deux ans, à compter du jour où son droit s'est éteint, pour demander à nouveau l'enregistrement de son ancienne marque pour la même catégorie de produits. Et ce n'est qu'à l'expiration de ce délai de deux ans que la marque non reprise par son ancien titulaire tombera dans le domaine public et que toute personne pourra se l'approprier pour la même catégorie de produits. Si la marque, cependant, a été enregistrée par erreur au profit d'un tiers avant l'expiration de ce délai, l'ancien titulaire peut en demander la nullité : le § 64, l'avant-dernier alinéa, le dit expressément.

Remarquons que la faveur résultant du § 63 ne peut être

invoquée qu'en cas de l'extinction de la marque résultant du défaut de paiement de l'annuité ou du désistement du titulaire. La loi ne dit rien pour le cas de la cessation de l'entreprise. Celui qui reprend son ancienne entreprise commerciale ou industrielle, peut-il invoquer le bénéfice du § 63 et reprendre son ancienne marque ? Nous ne le croyons pas. D'abord, parce que la disposition du § 63 doit s'interpréter restrictivement, comme toute disposition qui, en instituant une faveur au profit de quelques-uns au détriment du domaine public, déroge aux principes généraux du droit. Et ensuite et surtout parce qu'il n'y a pas ici une même entreprise : l'ancienne entreprise a disparu, et même si la même industrie ou le même commerce ont été repris par la même personne, il n'y a pas la prolongation de l'ancienne entreprise, mais simplement une nouvelle entreprise commerciale ou industrielle, absolument distincte, au point de vue juridique, de la précédente.

§ 3. — *De la nullité du droit de marque.*

L'enregistrement de la marque après examen préalable ne confère pas au déposant un droit inattaquable, ayant une existence et une valeur intangibles : comme celui du breveté, comme celui du déposant d'un dessin ou modèle, le droit du titulaire d'une marque est exposé à l'annulation.

Cela est parfaitement logique, étant donné que l'enregistrement n'est que la consécration officielle d'un droit préexistant : en effet, ici, comme en matière des dessins et modèles, ce n'est ni l'examen préalable, ni l'enregistrement qui créent le droit ; si donc l'usage ne le fondait pas légitimement, s'il n'existait pas avant l'enregistrement, il n'existera pas davantage après. Le droit reconnu au titulaire ne sera donc qu'un droit apparent.

Cependant, on ne peut pas nier l'existence de ce droit : il existe à partir de l'enregistrement ; mais il est nul, annulable, ou il est révocable. Il faut donc le détruire. Les moyens

donnés par la loi sont la nullité et la révocation. Nous avons étudié cette dernière à l'occasion de l'étude de la question du droit à la marque ; nous n'y reviendrons donc pas. Ici, nous n'étudierons que la nullité des marques.

CAUSES DE NULLITÉ. — Il résulte du § 64 que la nullité d'un droit de marque ne peut être prononcée que pour les causes suivantes :

1° « Quand le signe protégé ne peut pas être considéré comme marque dans le sens du § 49 » (§ 64, al. 1). Or, le § 49 exige que le signe soit distinctif en lui-même, c'est-à-dire soit suffisamment caractéristique par sa forme et par son aspect pour distinguer dans le commerce les produits de telle industrie ou les objets de tel commerce. Donc, si le signe n'est pas suffisamment distinctif, le droit de marque sera annulé. Le caractère distinctif sera souverainement apprécié par l'Office qui doit, aux termes du § 49, al. 3, s'inspirer de toutes les circonstances de fait, de toutes les circonstances de la cause, notamment de la durée de l'usage qui a déjà été fait de ce signe.

2° « Quand le signe est exclu de la protection aux termes des §§ 50, 51, 52 et 54 » (§ 64, 2), c'est-à-dire lorsque la marque sert à désigner les produits monopolisés (§ 50), ou est exclue par les différentes dispositions du § 51, ou lorsqu'elle est composée de mots ou lettres représentant le nom ou la raison de commerce d'une personne, alors que le titulaire n'a pas le même nom ou la même raison de commerce.

3° « Quand la marque est semblable à une autre marque enregistrée antérieurement pour la même catégorie de produits et qui est encore en vigueur conformément à la loi » (§ 64, 3) ; en d'autres termes lorsque la marque n'est pas nouvelle. Nous savons que la nouveauté légale de la marque est essentiellement relative, c'est-à-dire qu'elle ne doit être envisagée que par rapport à la catégorie de produits pour laquelle la protection a été accordée. Si donc la marque est enregistrée ultérieurement pour la même catégorie de pro-

duits, le droit du déposant ultérieur sera annulé. Il n'est pas d'ailleurs nécessaire que la marque ultérieurement enregistrée soit absolument indentique à la marque antérieure ; il suffit qu'elles se ressemblent à tel point que la confusion soit rendue possible pour l'acheteur ordinaire de la marchandise. C'est ce qui résulte du § 63, al. 2, ainsi conçu : « Sera réputé semblable tout signe qui, dans la circulation, peut facilement être considéré comme identique à la marque protégée, de manière à ce qu'un acheteur ordinaire de cette marchandise ne puisse apercevoir la différence qu'en faisant spécialement attention ».

4° « Quand la marque contient le nom ou représente l'image d'une personne, sans que l'intéressé ait donné son consentement au titulaire de la marque » (§ 64, 4). Il n'est pas douteux que le nom d'un tiers ou son image puissent être pris pour marque distinctive d'un produit : le nom, dans ce cas constitue une véritable dénomination, protégée en elle-même et sans qu'il y ait lieu de tenir compte de sa forme distinctive (voir le § 53). Mais, cela va de soi, les noms ne peuvent être employés comme marques qu'avec l'autorisation de ceux qui les portent, ou, après leur mort, à quelque époque qu'elle ait eu lieu, avec la permission de leurs héritiers. Si donc le nom ou l'image d'une personne ont été pris comme marque par un tiers, sans qu'il ait obtenu l'autorisation nécessaire, la marque pourra être annulée.

5° Quand une marque a obtenu la protection légale contrairement à la disposition du § 63, al. 1, c'est-à-dire quand le titulaire d'une marque enregistrée ayant été déchu de son droit pour défaut de paiement de l'annuité ou y ayant renoncé volontairement, un tiers s'en est emparée et l'a fait enregistrée à son profit, avant que le délai de deux ans, laissé à l'ancien titulaire de la marque pour la faire de nouveau enregistrer à son profit, se soit écoulé.

QUI PEUT DEMANDER LA NULLITÉ ? CONTRE QUI L'ACTION SERA-T-ELLE FORMÉE ? — En principe, et comme dans toutes

les autres branches de la propriété industrielle, l'action en nullité a le caractère d'une action populaire. La nullité ne peut donc pas être prononcée d'office, il faut qu'elle soit demandée ; mais le droit de la demander appartient à tout le monde, à toute personne, sans qu'elle soit jamais tenue de justifier de l'existence d'un intérêt pour agir. En effet, le demandeur se présente comme le mandataire et le défenseur de la collectivité et l'intérêt particulier qui le fait agir, et dont la preuve n'est jamais requise, n'est que le mobile, mais non pas la source de son action.

Mais si l'action ne peut être intentée que par un particulier, elle peut être poursuivie d'office par l'Office, dans le cas où le demandeur se désiste, si, bien entendu, l'Office considère avoir pour cela un intérêt suffisant. C'est là une conséquence logique du caractère populaire de l'action ; la loi l'a d'ailleurs expressément consacrée dans le § 114, en renvoyant au § 117, al. 2.

Toutefois, par exception, l'action en nullité ne peut être intentée, dans certains cas limitativement déterminés par le § 64, que par certaines personnes seulement. En effet, il résulte du § 64, al. 2 et 3, que l'action en nullité fondée sur le moyen tiré du défaut de nouveauté, de la ressemblance, ainsi que sur celui tiré de l'inobservation du § 63, al. 1, ne peut être intentée que par le titulaire de la marque antérieurement enregistrée ou par le bénéficiaire de la faveur accordée par le § 63. Ces moyens de nullité étant établis pour sauvegarder les intérêts des particuliers, et aucun intérêt public n'y étant engagé, le législateur a pensé qu'il serait plus logique de laisser les intéressés seuls maîtres de juger si leurs intérêts se trouvent lésés ou non par le droit reconnu à un tiers.

Le défendeur à l'action de nullité d'un droit de marque est titulaire actuel, c'est-à-dire celui au nom duquel ce droit est inscrit dans le registre des marques.

EFFETS DE LA DÉCISION STATUANT SUR UNE DEMANDE EN NULLITÉ D'UN DROIT DE MARQUE. — Les effets étant les mêmes que ceux des jugements statuant sur une demande d'annulation

d'un brevet ou d'un droit de dessin ou modèle, il y a lieu de distinguer, en ce qui concerne les marques, suivant que la décision rejette la demande ou prononce la nullité.

Lorsque la décision rejette la demande en annulation, il faut purement et simplement appliquer les règles du droit commun. Le jugement n'a donc que l'autorité relative de chose jugée, c'est-à-dire n'a d'autorité qu'entre les parties au procès et leurs ayants-cause, auxquels l'exception de la chose jugée devra être opposée, même d'office, s'ils forment une nouvelle demande basée sur la même cause, fondée sur le même moyen juridique. Mais à l'égard des tiers, le jugement favorable au titulaire du droit de marque n'a aucun effet : ceux-ci ont le droit de l'attaquer en présentant à nouveau, pour leur compte, le moyen déjà repoussé.

Mais si la décision favorable au titulaire d'un droit de marque n'a qu'un effet relatif, la décision prononçant la nullité produit son effet à l'égard de tout le monde, profite à tout le monde, a un effet absolu. Et le droit est anéanti *ab initio*, dès le début. Il est considéré comme n'ayant jamais existé. En effet, le droit de marque n'avait jusqu'à l'annulation qu'une existence apparente, et cette apparence étant détruite, il est établi que le droit attribué au déposant ne lui revenait pas légalement. Le jugement de nullité rétroagit donc, jusqu'au jour de l'enregistrement ; c'est ce que la loi dit dans les termes suivants : « L'annulation du droit de marque rétroagit, de sorte que le droit est considéré comme n'ayant jamais existé » (§ 64, dernier alinéa). La conséquence en est que tous les effets que le droit de marque annulé a pu produire dans le passé sont rétroactivement anéantis, tels que les faits de la contrefaçon, etc.

LA NULLITÉ PARTIELLE. — L'annulation d'une marque peut-elle être partielle ? Il n'est pas douteux que la nullité partielle est impossible, en ce sens qu'on ne pourra supprimer certains des éléments constitutifs d'une marque et la laisser subsister pour ce qui reste. Car, dans ce cas, il y a une nouvelle marque, distincte de la première. Mais, à un autre point

de vue, l'annulation partielle est possible, en ce sens que la protection légale pourra être retirée pour certaines catégories de produits et maintenue pour d'autres. Tel est, par exemple, le cas où une marque a été enregistrée à la fois pour les produits monopolisés et pour ceux qui ne le sont pas : la nullité du droit pourra être prononcée en ce qui concerne les premiers, mais le droit sera maintenu pour les autres. Cette thèse nous paraît incontestablement résulter, par analogie, du § 62 qui admet expressément le désistement partiel, n'ayant pour objet que certaines des catégories de produits pour lesquelles la protection légale a été accordée.

JURIDICTION COMPÉTENTE. PROCÉDURE. — L'action en nullité sera intentée devant l'Office, seul compétent d'en connaître. La Commission des annulations statuera, à charge d'appel devant la Commission de cassation, conformément à la procédure des contestations (§§ 117 et suivants de la loi), que nous avons déjà étudiée. La décision prononçant la nullité sera, conformément à l'esprit général de la loi, inscrite au registre des marques et publiée par le Bulletin officiel de l'Office.

CHAPITRE IV

Procédure en vue de l'enregistrement d'une marque.

SECTION I

L'examen préalable.

ENREGISTREMENT APRÈS OU SANS EXAMEN PRÉALABLE. — Nous avons vu plus haut que notre loi soumet la marque à un enregistrement pour qu'elle puisse jouir de la protection spéciale de la loi. Cet enregistrement sera-t-il fait sans aucun examen, ou bien sera-t-il précédé d'un examen plus ou moins étendu ? Certes, toutes les législations modernes qui admettent le système du dépôt obligatoire instituent l'obligation pour l'autorité compétente de vérifier si les conditions de forme de la demande sont régulièrement accomplies, si toutes ses conditions extérieures se trouvent remplies. Mais là où elles diffèrent, c'est sur la question de savoir si l'examen préalable à la réception du dépôt ou à l'enregistrement de la marque portera sur les conditions de fond de la demande, c'est-à-dire sur les conditions de déposabilité de la marque, sur son caractère distinctif, sur sa nouveauté, etc. A cet égard on peut diviser les diverses législations en deux groupes : les

unes admettant le système de non-examen préalable, comme en France, où l'autorité compétente est tenue de recevoir le dépôt dès que toutes les formalités légales se trouvent accomplies, où donc l'examen préalable se borne à la vérification des formes extérieures de la demande, sans qu'il y ait lieu d'examiner si le signe déposé comme marque réunit toutes les conditions légales de déposabilité ; les autres, comme la législation allemande, au contraire, admettent un examen préalable qui porte non seulement sur l'accomplissement des formalités légales, mais aussi sur le fond de la demande, c'est-à-dire sur la question de savoir si le signe qui en est l'objet est susceptible ou non de constituer une marque d'après les exigences de la loi.

SYSTÈME YOUSLAVE DE L'EXAMEN PRÉALABLE A L'ENREGISTREMENT. — La législation yougoslave a adopté ici, comme en matière des brevets et en matière des dessins et modèles, le système de l'examen préalable à l'enregistrement. Cet examen préalable, cela résulte incontestablement des diverses dispositions légales, porte à la fois sur la forme de la demande et sur la déposabilité du signe qui en est l'objet. Ainsi, l'Office, qui est l'autorité administrative compétente pour recevoir les demandes d'enregistrement des marques, doit vérifier non seulement si les conditions matérielles, extérieures de la demande sont accomplies, si elle répond à toutes les conditions de forme prescrites par la loi et les règlements, mais aussi et surtout si elle répond aux exigences de la loi quant au fond, c'est-à-dire si le signe déposé réunit toutes les conditions exigées par loi pour qu'il puisse jouir de la protection légale à titre de marque. Et l'enregistrement ne sera accordé que si la demande est absolument régulière et si le signe déposé comme marque est déposable, s'il est protégeable comme tel. La loi le dit expressément dans son § 114, al. 1, dans les termes suivants : « Si le dépôt d'une demande de protection d'une marque répond aux exigences des § 49 (qui exige que le signe déposé comme marque soit distinctif en lui-même), §§ 50, 51, 52 (qui excluent certains signes de

l'enregistrement, pour de différentes raisons), §§ 110, 111 et 112 (qui déterminent les conditions de forme que doit réunir toute demande de protection d'une marque), et si les frais d'impression de la publication sont payés, la Commission accordera la protection à la marque, ordonnera son enregistrement et publiera la marque dans le Bulletin de l'Office aux frais du titulaire en utilisant le cliché ».

Ainsi donc l'examen préalable portera à la fois sur les conditions de forme et sur les conditions de fond de la demande, de sorte que l'enregistrement ne sera accordé que si la demande et les pièces qui doivent y être annexées sont absolument régulières et si le signe qui en est l'objet est déposable comme marque, c'est-à-dire s'il est suffisamment distinctif, s'il n'est pas destiné à s'appliquer à des produits monopolisés, s'il n'est pas exclu de l'enregistrement par les §§ 51 et 52 de la loi.

En ce qui concerne les caractères de l'examen préalable et les principes qui le régissent, il y a lieu d'appliquer les règles que nous avons exposées plus haut, en étudiant les dessins et modèles. L'examen sera donc plutôt libéral et indulgent, que rigoureux et sévère. Telle est incontestablement l'intention de la loi qui a pour but de protéger les fabricants et les commerçants, l'intention qui se trouve clairement exprimée à l'occasion de la réglementation de l'examen préalable à la délivrance des brevets. Par conséquent, l'enregistrement devra être ordonné : si la preuve est faite que toutes les formalités sont remplies et s'il n'est pas établi que la marque ne soit pas déposable ; l'enregistrement, au contraire sera refusé : s'il n'est pas certain que les formalités soient remplies ou s'il est démontré que le signe qui fait l'objet de la demande n'est pas déposable comme marque.

L'AVIS PRÉALABLE. — Conformément au principe général de la loi, la nouveauté de la marque, c'est-à-dire le caractère distinctif de la marque envisagée par rapport aux autres marques protégées pour la même catégorie de produits, ne sera pas examinée d'office. La loi laisse à l'initiative privée

le soin d'opposer à la marque le défaut de nouveauté par voie d'une action en nullité.

Toutefois, le § 116 institue ce que le législateur a appelé « avis préalable » (en se servant des mots français), dans les termes suivants : « Si l'Office trouve que la marque qui fait l'objet d'une demande d'enregistrement est pareille ou semblable à une marque déjà protégée, qui a été antérieurement déposée et enregistrée pour la même catégorie de marchandises, la Commission d'enregistrement avisera le déposant de la situation, en lui proposant de retirer ou modifier sa demande (avis préalable) ; après quoi, elle en avisera le titulaire de la marque antérieurement enregistrée ».

Ainsi, lorsque l'Office, ou plutôt sa Commission des demandes, trouve, au cours de l'examen préalable, que la marque nouvellement déposée en vue de l'enregistrement est identique ou semblable (dans le sens donné à ce mot par le § 63, al. 2) à une marque antérieurement enregistrée pour la même catégorie de produits, elle avisera le déposant de la situation dans laquelle il se trouve, en lui rappelant qu'il s'expose, s'il maintient sa demande, à une action en nullité de la part du titulaire de la marque antérieure, et en lui proposant de modifier sa demande ou de la retirer complètement. Si, dans le délai que l'Office lui a imparti, le déposant ne s'est pas conformé à l'avis préalable qui lui avait été adressé, l'Office sera tenu d'ordonner l'enregistrement de la marque déposée. Mais, en même temps, elle avisera le titulaire de la marque antérieure de la collision qui s'est produite, de sorte que celui-ci pourra immédiatement intenter, s'il y a intérêt, bien entendu, une action en nullité de la marque qui vient d'être enregistrée.

L'institution de l'avis préalable, qui est une innovation très heureuse de la législation yougoslave par rapport à la législation austro-hongroise, est appelée à rendre d'incalculables services aux commerçants et industriels. D'une part, le commerçant ou l'industriel qui, de bonne foi, dépose une marque déjà enregistrée, sera prévenu à temps de la situation dans laquelle il va se trouver, et ne manquera pas de

modifier ou de retirer sa demande, s'épargnant ainsi les frais de l'apposition de la marque sur les produits et de son enlèvement, qui souvent serait impossible, et évitant en même temps un procès dans lequel il est presque certain de succomber. D'autre part, le titulaire de la marque enregistrée antérieurement pourra, à temps, prendre toutes les mesures pour empêcher le déposant de lui faire concurrence, en attaquant sa marque par une action en nullité.

Remarquons, pour terminer, que l'avis préalable est facultatif pour l'Office : il peut, mais il n'est pas tenu de le donner. Cela se justifie par des considérations d'opportunité et d'utilité. Le nombre des marques étant très grand, il serait impossible pour l'Office d'établir l'identité ou la ressemblance des marques, d'autant plus qu'il est souvent très difficile d'établir le caractère similaire des industries en question. Aussi, en pratique, est-ce seulement dans les cas où il s'agit d'une concurrence évidente que l'Office émet des avis préalables.

SECTION II

Demande d'enregistrement d'une marque.

§ 1. — *Caractère juridique de la demande ; capacité de l'impétrant.*

CARACTÈRE JURIDIQUE DE LA DEMANDE. — Nous avons vu que notre loi a consacré le système de l'enregistrement mixte, c'est-à-dire que l'enregistrement est, au début, simplement déclaratif du droit, et que ce n'est qu'à l'expiration de la deuxième année qu'il devient attributif. En d'autres termes, la demande et l'enregistrement n'ont pas pour objet la con-

cession, mais simplement la consécration et la reconnaissance d'un droit préexistant : il faut donc les considérer comme des actes de police judiciaire. La demande d'enregistrement est donc un acte de police judiciaire qui met en mouvement l'action de l'autorité compétente et est le point de départ nécessaire de la juridiction gracieuse qui aboutit à l'enregistrement de la marque.

CAPACITÉ REQUISE DE L'IMPÉTRANT. — La capacité requise pour demander l'enregistrement d'une marque est la capacité générale pour acquérir des droits. A cet égard, il y a lieu d'appliquer les règles du droit commun concernant la capacité des personnes. Mais, pour obtenir la protection d'une marque, le déposant doit être commerçant dans le sens de l'art 1^{er} du Code de commerce pour le Royaume de Serbie. Cela est la conséquence nécessaire du but économique de la marque, qui est d'être l'indication d'origine ou de provenance de la marchandise qu'elle sert à distinguer. Cela résulte implicitement du texte des § 61, al. 1^{er} (« le droit de marque est lié à l'entreprise »), § 111, 1 et 2, qui exige l'indication de la firme et la désignation de l'entreprise et de la catégorie de marchandises au profit desquelles la protection légale est demandée.

Les personnes morales, les sociétés, aussi bien que les particuliers peuvent demander l'enregistrement de la marque. L'Etat peut-il le faire ? L'affirmative ne fait pas de doute ; en effet, le texte du § 50, en excluant les marques destinées à ne s'appliquer qu'aux produits monopolisés, dit que la protection ne sera accordée que « dans le cas où elle est demandée par la Direction des monopoles d'Etat ».

§ 2. — *Formes de la demande.*

FORMALITÉS. — « Quiconque veut s'assurer le droit exclusif à l'usage d'une marque, doit la déposer soit directement, soit par la poste, à l'Office pour la protection de la propriété

industrielle, par écrit et dans la forme prescrite » (§ 116). Le texte de la loi est formel : aucun autre mode de dépôt de la marque ne peut remplacer cette forme légale du dépôt ; par conséquent, un dépôt fait verbalement à l'Office, ou reçu par une autre autorité du pays sera inopérant. Toute demande d'enregistrement d'une marque doit, aux termes des §§ 111 et 112, comprendre : 1° une requête tendant à l'enregistrement de la marque pour une entreprise et le genre des marchandises exactement désignées ; 2° quatre exemplaires de la marque sous la forme en laquelle elle doit être employée ; 3° un cliché de la marque et deux empreintes de ce cliché. En outre, si la marque est destinée à désigner des produits en métal, en grès, en verre, etc., on joindra à la demande deux échantillons de produits, sur lesquels la marque sera imprégnée ou inculquée (§ 112, 4).

La demande ne doit comporter qu'un seul objet, c'est-à-dire elle ne doit tendre à l'enregistrement que d'une seule marque. Cette condition, il est vrai, n'est pas exigée expressément par la loi, comme c'est le cas pour les demandes de brevets (§ 86) ; mais elle résulte implicitement du texte des §§ 110, 111 et 112. La pluralité d'objets, la complexité de la demande ne constituent qu'un empêchement prohibitif à l'enregistrement. C'est dans l'examen préalable que le vice sera réparé : l'impétrant sera appelé à diviser sa demande ; s'il se refuse à le faire, l'enregistrement sera refusé. Mais, dans le délai qui lui aura été fixé, il pourra former des demandes distinctes pour les diverses marques contenues dans la première, et elles bénéficieront toutes de la date de la demande primitive, conformément au § 113, al. 2.

La demande d'enregistrement doit être ferme, c'est-à-dire ne contenir ni restrictions, ni conditions, ni réserves. L'inobservation de cette condition ne constitue qu'un empêchement prohibitif à l'enregistrement : le vice sera réparé au cours de la procédure de l'examen préalable. Rappelons que la demande doit être rédigée en langue officielle du pays, c'est-à-dire en serbo-croate ou en slovène ; rédigée en langue étrangère, elle

ne sera pas prise en considération (§ 80 du Règlement du 17 novembre 1920).

PIÈCES DONT SE COMPOSE LA DEMANDE. — Nous avons vu que chaque demande d'enregistrement d'une marque doit comprendre une requête, quatre exemplaires de la marque, un cliché de la marque et deux de ses empreintes.

1° *La requête.* — La requête est la demande proprement dite de l'enregistrement d'une marque pour un établissement et des genres de marchandises exactement désignés. Aux termes du § 111, elle doit contenir : *a)* l'indication des nom, prénoms (firme), profession et domicile de l'impétrant, ainsi que ceux du représentant, si c'est lui qui fait la demande ; *b)* la désignation exacte et précise de l'entreprise et des catégories de marchandises pour lesquelles la protection de la marque est demandée. Si cette énumération des produits comporte plus de vingt-cinq mots, elle ne sera pas effectuée sur la requête elle-même, mais sur papier libre, en quatre exemplaires ; mention en sera faite dans la requête, à laquelle ces exemplaires seront joints. Dans tous les cas, l'énumération des marchandises se fera par groupes I-II, prévus par le § 1, de l'annexe II du règlement du 17 novembre 1920, et par ordre alphabétique dans chaque groupe (§ 56, al. 1 et 2, du règlement du 17 novembre 1920) : *c)* l'indication de la durée pour laquelle la protection légale de la marque est demandée. La durée de la protection d'une marque est illimitée, aux termes du § 60. Mais l'impétrant peut quelquefois avoir intérêt à limiter la durée de la protection légale de sa marque : il le fera dans la requête ; *d)* la déclaration par laquelle l'impétrant s'engage à payer à l'Office tous les frais d'impression faits pour les publications prescrites par la loi. La requête doit, enfin, être signée par l'impétrant ou par son mandataire.

« La requête doit être pourvue de la taxe du dépôt et de la taxe représentant le montant de la première annuité » (§ 112, dernier alinéa). Aux termes du § 156, al. 1, la taxe du dépôt

est de 30 dinars, et celle de la première annuité, de 25 dinars. Ces taxes seront acquittées en timbres de quittance, qui seront collés sur la requête même ; elles doivent donc être payées au moment même de la demande, et mention sera faite sur la requête de l'accomplissement de cette formalité. Si la requête n'est pas pourvue de ces taxes, elle sera considéré comme nulle et non avenue, conformément aux principes de notre législation fiscale. Toutefois, en vertu du § 159, al. 3, l'Office peut exceptionnellement prendre en considération la demande dépourvue de la taxe ou pourvue d'une taxe insuffisante, en invitant l'intéressé de s'acquitter dans un délai déterminé ; si, dans le délai imparti, l'impétrant se met en règle avec la loi, il conserve la priorité de sa demande ; sinon sa demande sera remise aux archives sans aucun autre examen (§ 159, al. 3).

2° *Quatre exemplaires de la marque.* — « Doivent être joints à la demande quatre exemplaires identiques de la marque, sous la forme en laquelle elle doit être employée » (§ 112, 2°). Si sa forme et sa nature s'y prêtent, la marque elle-même sera fournie ; sinon, on fournira sa reproduction exacte, exécutée de manière à représenter la marque avec netteté et de façon qu'elle ne puisse s'altérer. La loi exige le dépôt de quatre exemplaires identiques de la marque : l'un d'eux restera dans le dossier, le second sera incorporé au registre des marques (§ 82), le troisième sera attaché au titre que l'Office doit délivrer à l'impétrant après l'enregistrement de la marque, le quatrième, enfin, sera collé sur le registre spécial des marques se rapportant à la même catégorie de produits, que l'Office a institué pour faciliter les recherches.

3° *Le cliché de la marque et deux empreintes de celui-ci.* — Aux termes du § 112, 3°, celui qui dépose une marque est tenu de déposer, ou plutôt de communiquer le cliché typographique de la marque et deux empreintes de ce cliché. Le cliché, en effet, n'est déposé que momentanément ; il doit servir à la publication officielle de la marque, conformément au § 114, al. 1, et, une fois la publication parue dans le Bulletin de l'Office, le cliché est rendu à l'intéressé.

Les conditions que le cliché doit réunir sont déterminées par le § 56, al. 4. Il doit exactement représenter la marque déposée, de manière à ce que tous ses détails apparaissent distinctement. Sa longueur et sa largeur ne doivent pas être inférieures à 15 $\frac{m}{m}$ ni supérieures à 10 $\frac{m}{m}$. La hauteur typographique du cliché doit être exactement de 24 $\frac{m}{m}$, car s'est la hauteur des lettres employées dans l'imprimerie. Sa base doit être de la forme d'une prisme.

D'ailleurs, pour faciliter au déposant l'accomplissement de cette obligation, le § 56, al. 5 du règlement décide que si le déposant ne peut produire le cliché, il peut demander à l'Office de le faire exécuter à ses frais. Mais, dans ce cas, il sera tenu de joindre, outre les quatre exemplaires de la marque, exigés par le § 112, 2°, encore trois autres exemplaires.

Si le cliché n'a pas été communiqué ou si le déposant n'a pas demandé que l'Office le fasse faire à ses frais, et si, dans le délai qui lui sera imparti, l'impétrant ne s'est pas mis en règle avec la loi, la demande sera rejetée et l'enregistrement refusé.

Cette obligation de la communication d'un cliché cause un surcroît de dépenses à ceux qui veulent assurer à leurs marques la protection de la loi. Mais la dépense est minime en comparaison des avantages que le public, en général, et en particulier le déposant, tirent de la publication de la marque. Elle porte la marque à la connaissance de tous et prévient, d'une part, les contrefaçons ou les imitations involontaires, comme elle fait, d'autre part, disparaître le prétexte de bonne foi, si souvent spécieux, que les imitateurs prétendraient puiser dans leur ignorance du dépôt.

IMPORTANCE DE LA DATE DU DÉPÔT DE LA DEMANDE ; EFFET QUI Y EST ATTACHÉ. QUID SI LA DEMANDE EST IRRÉGULIÈRE ? — Nous avons vu que le dépôt d'une demande d'enregistrement produit, au profit de l'impétrant, un effet très important : c'est lui qui lui assure un droit de priorité à la protection légale, à l'encontre d'un impétrant ultérieur. La date

même du dépôt présente ainsi une importance capitale. Seulement, pour que le dépôt produise cet effet, il faut, aux termes du § 113, al. 1, que la demande ait été régulière au moment de son dépôt, qu'elle soit valable ; si elle est rejetée, l'impétrant perd tous ses droits. Mais la loi n'est pas allée jusqu'à exiger que la demande d'enregistrement soit, au moment du dépôt, absolument régulière et définitive, qu'elle soit conforme à toutes les prescriptions et exigences de la loi ou de l'Office ; elle a donné à l'impétrant la possibilité de compléter, de modifier, de rectifier sa demande dans la forme et même dans le fond, tout en lui garantissant le bénéfice de son dépôt. En effet, le § 113, al. 2, dispose : « Si la demande présentait quelques défauts, et que celles-ci ont été corrigées en temps utile, dans le délai qui avait été accordé à cet effet, sans que l'essence de la marque ait été modifiée, le droit de priorité remonte au moment où a été effectué le premier dépôt. Mais si la correction des défauts entraîne une modification de l'essence de la marque, le droit de priorité sera compté à partir du moment où cette correction aura été apportée ». Ainsi, l'impétrant pourra apporter des modifications à sa demande et se mettre en règle avec la loi, soit spontanément, soit sur la demande du rapporteur. Mais il ne conservera pas toujours le bénéfice de la date de son dépôt : il résulte, en effet, du texte du § 113, al. 2, que la loi distingue suivant que les modifications sont de nature à modifier ou non l'essence de la marque qui fait l'objet de la demande. Dans le second cas, les modifications ne préjudicient aux droits de l'impétrant, dont la demande conservera son rang primitif. Dans le premier cas, au contraire, l'impétrant ne conservera pas le rang primitif de sa demande : le législateur a pensé, en effet, qu'il y avait là une nouvelle marque, et il a assigné le rang à la demande au moment où les modifications y ont été apportées, conformément à l'esprit de la loi.

SECTION III

Procédure d'examen préalable.

§1. — *Examen préliminaire.*

FORMALITÉS LORS DU DÉPÔT DE LA DEMANDE. — Lorsqu'une demande d'enregistrement d'une marque est déposée à l'Office, elle est immédiatement pourvue d'un numéro d'ordre et de sa date, indiquant, aux termes du § 11, al. 2 du règlement du 17 novembre 1920, jour, heure et minute de la réception par l'Office ; puis, elle est inscrite, à son rang, dans un registre spécial. Le dossier est alors remis au chef de la Section d'enregistrement des dessins, modèles et marques, qui le transmettra à un rapporteur, qu'il désignera.

LE RAPPORTEUR. SA MISSION. PRÉAVIS. — Conformément au principe général écrit dans le § 71, l'examen préalable de la demande n'est pas immédiatement confié à la Commission compétente ; l'examen et la décision de la Commission sont toujours précédés d'un examen par un membre de la Section de l'enregistrement, le rapporteur, qui « rend toutes les ordonnances préliminaires, préparatoires de la décision » (§ 71, al. 1).

L'examen du rapporteur doit porter à la fois sur les formalités de la demande et sur la marque elle-même. D'une part, il recherchera si la demande répond à toutes les conditions de forme prescrites par la loi et les règlements, si la requête est régulière, si toutes les pièces qui doivent être annexées à la demande sont fournies comme la loi l'exige, s'il n'y a pas de vice de complexité, si les taxes prescrites par la loi sont payées. D'autre part, il examinera si le signe déposé en vue de l'enregistrement répond aux conditions exigées pour que la protection légale lui soit accordée, c'est-à-

dire, s'il est suffisamment distinctif, s'il ne rentre dans aucune des exceptions des §§ 50 et 51. Si toutes les conditions exigées se trouvent remplies, il n'y a qu'à transmettre le dossier à la Commission, sans autre formalité ; le rôle du rapporteur est terminé.

Si, au contraire, l'examen a fait reconnaître des vices de forme, ou s'il résulte de cet examen que le signe ne réunit pas toutes les conditions exigées pour pouvoir constituer une marque, le rapporteur communiquera à l'impétrant ses observations, par une notification faite à sa personne ou à la personne de son représentant, en lui faisant connaître les conditions de forme ou de fond qui ne se trouvent pas remplies et en lui fixant un délai pour régulariser sa demande ou pour répondre aux critiques touchant le signe lui-même.

Lorsqu'il émet un préavis, le rapporteur est tenu d'indiquer à l'impétrant les motifs sur lesquels il se fonde, c'est-à-dire les faits qu'il invoque et non pas seulement les raisons juridiques, par l'indication des textes de la loi. Cela est nécessaire pour que l'impétrant soit en mesure de répondre utilement, de discuter les objections qu'on lui a faites.

Comme en matière des brevets, l'impétrant pourra présenter ses explications soit dans des notes écrites, auxquelles le rapporteur répliquera, s'il y a lieu, soit, s'il le préfère, oralement, auquel cas il y aura lieu de rédiger un procès-verbal, sauf dans le cas où il s'agirait d'une simple correction de forme, qui sera faite sur la demande même et signée par l'impétrant.

En ce qui concerne la nature du préavis du rapporteur et sa sanction, elles ont été examinées lors de l'étude de l'examen préliminaire des demandes de brevets ; nous n'y reviendrons pas. Rappelons seulement que le préavis n'est susceptible d'aucune voie de recours proprement dit (§ 71, al. 2), et que, que l'impétrant ait répondu ou non, satisfait aux objections du rapporteur ou non, sa demande sera transmise à la Commission, seule compétente pour statuer, pour accorder ou refuser l'enregistrement de la marque.

Lorsque le rapporteur a reçu la réponse à ses observations

et qu'il juge que la demande est suffisamment étudiée pour qu'on puisse statuer sur elle, ou lorsque le délai imparti à l'impétrant s'est écoulé sans qu'il ait répondu, le rapporteur transmettra le dossier à la Commission des demandes d'enregistrement. L'examen préliminaire se trouve ainsi terminé.

§ 2. — *Examen par la Commission des demandes, sa décision et formalités qui la suivent.*

MISSION DE LA COMMISSION DES DEMANDES. — Le rôle de la Commission des demandes consiste à statuer sur la demande d'enregistrement de la marque, qui lui est transmise par le rapporteur. La tâche de la Commission est préparée et facilitée par l'examen préliminaire du rapporteur ; toutefois, comme en matière des brevets, la Commission n'est nullement liée par les avis du rapporteur. Sa mission sera donc la même, que la demande lui parvienne accompagnée d'un préavis ou qu'aucune objection n'ait été soulevée par le rapporteur.

L'examen de la Commission porte à nouveau sur les conditions de forme et de fond de la demande : cet examen sera donc à la fois intégral et indépendant du précédent. Par conséquent, des vices de forme peuvent être opposés qui n'avaient pas été signalés précédemment ; la marque elle-même peut être contestée, comme ne répondant pas aux conditions légales, pour des motifs que le rapporteur n'avait pas soulevés. Toutefois, aux termes du § 115, si la Commission trouve que la marque ne peut pas être enregistrée, elle avisera le déposant, avant de rendre sa décision, des empêchements à la protection, en lui donnant un délai pour y répondre ; ce n'est que lorsque la réponse aura été reçue ou que le délai aura expiré sans que l'impétrant ait répondu, que la Commission rendra sa décision. Cette disposition se justifie par le désir du législateur d'éviter que le rejet d'une demande soit prononcé sur des faits dont l'intéressé eût peut-être démontré l' inanité, s'il avait eu l'occasion de les discuter.

Lorsque la Commission estime que toutes les questions ont été suffisamment éclaircies, elle statuera sur la demande d'enregistrement, en l'ordonnant ou en le refusant. La loi, en effet, n'admet pas d'opposition à l'enregistrement et n'organise aucune publication préalable à la demande. La Commission donc ou bien ordonnera l'enregistrement de la marque ou bien rejettera la demande.

DÉCISION REJETANT LA DEMANDE. — Si la Commission estime que l'enregistrement ne doit pas être accordé, elle rejettera la demande (§ 115). Le rejet, le plus souvent, sera total. Mais il peut être partiel, dans le cas où il s'agit d'une marque destinée à s'appliquer à la fois à des marchandises illicites ou dont la vente est illicite et à celles dont la vente est libre : en pareil cas, la Commission refusera la protection de la marque pour les produits prohibés (par exemple ceux du § 50), en l'accordant pour les autres.

Conformément au § 71, la décision de la Commission sera rendue au nom de l'Office, mais indiquera le nom de la Commission qui l'a rendue et les noms des membres qui y ont participé. Elle doit être rédigée par écrit et motivée. La décision étant susceptible de recours, les motifs doivent être exposés d'une façon complète et sérieuse.

En outre, la décision sera notifiée à l'impétrant ou à son mandataire. Elle est susceptible de recours devant la Commission des recours (§ 115, avec renvoi au § 109, al. 3), dans les trente jours à partir de la notification.

DÉCISION ORDONNANT L'ENREGISTREMENT DE LA MARQUE. — « Si la demande répond aux exigences des §§ 49, 50, 51, 52, 110, 111 et 112, et si les frais d'impression de la publication sont payés, la Commission accordera la protection à la marque, ordonnera son enregistrement et sa publication dans le *Glasnik* (Bulletin officiel) de l'Office aux frais du titulaire, en utilisant le cliché » (§ 114, al. 1). Ainsi donc, si la demande répond à toutes les conditions légales de forme et de fond,

la Commission accordera la protection à la marque et ordonnera son enregistrement dans le registre des marques de l'Office.

Comme toutes les autres décisions, la décision de la Commission sera rendue au nom de l'Office, avec indication de la Commission qui l'a rendue et des membres qui y ont participé. Elle doit être rédigée par écrit et motivée ; mais les motifs ne doivent pas être longuement exposés, la Commission se contentera toujours de constater que la marque réunit toutes les conditions légales, la décision de la Commission accordant la protection étant toujours définitive. En effet, il résulte du § 115 (avec renvoi au § 109), par un argument *a contrario*, que la décision ordonnant l'enregistrement de la marque n'est susceptible d'aucune voie de recours. Cela se comprend aisément, car personne, en effet, n'y a intérêt, l'impétrant ayant reçu la satisfaction complète et les autres intéressés ayant actions en nullité ou en révocation pour contester la marque.

ENREGISTREMENT DE LA MARQUE. — Conformément au § 108, al. 1, cité plus haut, la marque à laquelle la Commission a accordé la protection légale doit être enregistrée dans le registre des marques de l'Office. L'enregistrement sera effectué d'office, sur l'ordre du chef de Section, le jour où la décision de la Commission lui sera remise. Rappelons que, aux termes du § 82, les mentions suivantes doivent être inscrites au registre des marques : le numéro d'ordre, la date de l'enregistrement, la date du dépôt de la demande, c'est-à-dire le moment exact de la réception de la demande par l'Office, la priorité dont jouit la marque, les nom, prénoms, firme et domicile du titulaire de la marque ou de son représentant, la désignation de l'entreprise qui emploiera la marque, des produits ou de la catégorie de produits auxquels elle s'appliquera, date à laquelle la marque s'éteindra. En outre, il doit être attaché, d'une façon solide, un des quatre exemplaires de la marque originale, exigés par le § 112, 2°, c'est-à-dire la marque en la forme sous laquelle elle sera employée ou tout

au moins sa reproduction exacte, exécutée de la manière à représenter la marque avec netteté.

Le rôle de l'inscription au registre des marques est primordiale : l'enregistrement est, nous l'avons vu, attributif des avantages résultant de la loi du 17 février 1922. C'est donc à partir de l'enregistrement que la marque jouit de la protection légale, avec des garanties qu'elle institue et des actions qu'elle organise. La loi le dit expressément, par son § 50, al. 2, dans les termes suivants : « Le droit de marque existe à partir de l'inscription de la marque dans le registre des marques ».

PUBLICATION DE LA MARQUE. — Aux termes du § 114, al. 1, la marque, après son enregistrement, sera publiée par le *Glasnik* (Bulletin officiel) de l'Office. L'insertion indiquera : le numéro d'ordre, la date de l'enregistrement de la marque, les nom, prénoms, firme et domicile du titulaire et de son représentant, la priorité dont jouit la marque, le groupe, ainsi que l'énumération des marchandises auxquelles la marque s'appliquera et l'établissement qui l'emploiera. En outre, grâce au cliché exigé par le § 112, 3°, la marque, sous la forme en laquelle elle sera employée, sera reproduite.

Nous avons vu déjà l'importance de la publicité en matière de la propriété industrielle. La publication des marques enregistrées présente une utilité incontestable : c'est grâce à elle que le public intéressé, le monde industriel et commercial, sera prévenu de l'existence d'un droit privatif sur tel ou tel signe déterminé et sera ainsi mis à même de se garder contre les contrefaçons éventuelles.

EXPÉDITION ET REMISE DU TITRE. — « En outre, l'Office délivrera au titulaire un titre attestant que la marque jouit de la protection légale et indiquant la date de l'enregistrement et le contenu essentiel de la marque ; on y joindra une empreinte de la marque et éventuellement un échantillon » (§ 112, al. 2). Ce titre est fait d'une seule feuille, et porte les mêmes indications que le registre des marques, à savoir : le numéro

d'ordre, la date de l'enregistrement, la priorité, les nom, prénoms, firme et domicile du titulaire et de son représentant, le groupe de produits auxquels la marque s'applique et leur énumération complète, ainsi que la désignation de l'établissement qui emploiera la marque. En outre, un des quatre exemplaires de la marque originale, exigés par le § 112, 2°, sera joint et attaché au titre, ainsi que, le cas échéant, un des échantillons prévus par le § 112, al. 4. Le titre ainsi constitué, dûment certifié et muni du sceau de l'Office, sera délivré au titulaire de la marque, sans frais.

Comme le titre du brevet et le titre du dessin ou modèle, le titre remis au titulaire d'une marque n'est qu'un moyen de preuve; ce n'est pas lui qui crée le droit de marque, mais la décision de l'Office ou, plus exactement, l'enregistrement de la marque. Il en résulte que le droit de jouir d'une marque n'est pas lié à la possession du titre et que l'étendue de la protection légale ne dépend pas de sa rédaction. C'est la décision elle-même et l'inscription au registre des marques qui déterminent la portée du droit de marque; aussi, est-ce au texte de la décision qu'il faut s'attacher en cas de divergence. D'ailleurs, en cas d'erreur, la rectification peut être opérée, à la demande de tout intéressé, par une simple décision de la Commission des demandes.

CINQUIÈME PARTIE

La contrefaçon et les actions civiles et pénales.



CINQUIÈME PARTIE

La contrefaçon et les actions civiles et pénales.

Tout droit de propriété industrielle a un double aspect : par cela même qu'il est reconnu au profit d'un seul, il est retiré à tous les autres; le droit de prohibition est le corollaire du droit d'exploitation reconnu au breveté ou au titulaire d'un droit de dessin ou modèle et du droit d'usage reconnu au titulaire d'un droit de marque : le titulaire du droit de propriété industrielle les réunit entre ses mains. Les textes des §§ 8, pour les brevets, 41 pour les dessins ou modèles, 56 pour les marques, font clairement apparaître ces droits sous cette double physionomie qui est la leur, marquant que la limite de l'exploitation réservée au breveté ou au titulaire d'un droit de dessin ou modèle et celle de l'usage réservé au titulaire d'un droit de marque est celle de l'exploitation ou de l'usage illicites de la part des tiers, c'est-à-dire de la contrefaçon. A cet effet, la loi met à la disposition des titulaires des droits de propriété industrielle certaines actions contre les contrefacteurs, c'est-à-dire contre ceux qui portent atteinte aux droits dérivant du brevet ou de l'enregistrement

du dessin, modèle ou marque, qui empiètent sur le domaine réservé aux titulaires de ces divers droits de propriété industrielle.

Mais cette protection serait bien imparfaite si elle se bornait à la réparation et à la répression des actes de contrefaçon; car en dehors même d'une violation grave et directe de ses droits, le titulaire d'un droit de propriété industrielle est exposé à voir troubler son exploitation ou son emploi par des agissements de toute nature qui, s'ils ne rentrent pas dans la définition légale de la contrefaçon, n'en constituent pas moins une méconnaissance formelle de leurs titres, de la légitimité et de l'étendue des prérogatives qu'ils leur confèrent. Aussi, la loi a-t-elle prévu et réglementé l'exercice de certaines actions par lesquelles le titulaire d'un droit de propriété industrielle fera constater à l'encontre de tout contestant la légitimité et la portée de son titre (action en constatation), ou obtiendra la cessation immédiate du trouble apporté à l'exercice de son droit et l'interdiction de semblables agissements pour l'avenir (action en défense), ainsi que de l'action négative à fin de constatation par laquelle les tiers réussiront à repousser les prétentions excessives des titulaires des divers droits de propriété industrielle et à faire proclamer la légitimité de leur concurrence.

La loi règle dans son chapitre VI (§§ 143 à 154) l'exercice des actions tendant à la réparation et à la répression des actes de contrefaçon, ainsi que de celles de constatation ou de défense et de la requête à fin de constatation. Cette partie de notre travail sera consacrée à l'étude de ces questions. Nous la diviserons en quatre chapitres : le premier chapitre comprendra l'étude des faits constitutifs de la contrefaçon proprement dite; dans le second, nous étudierons la réparation et la répression des actes de contrefaçon, les actions civile et pénale de la contrefaçon; le troisième sera consacré à l'étude des actions de défense et de constatation reconnues aux titulaires des divers droits de propriété industrielle et de l'action négative (la requête) à fin de constatation reconnue aux tiers contre les titulaires de ces divers droits; enfin, dans le qua-

trième chapitre, nous étudierons une forme particulière de la concurrence déloyale, l'usurpation de la qualité du titulaire d'un droit de propriété industrielle, l'étude générale et complète de la question de la concurrence déloyale sortant du cadre de notre travail (1).

(1) La répression de la concurrence déloyale en Yougoslavie est assurée par les diverses dispositions des législations, nombreuses autant que variées, qui sont actuellement simultanément en vigueur sur son territoire. Un projet de loi unifiant cette matière de droit est actuellement en train d'être élaboré par une commission spéciale, nommée par le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

CHAPITRE PREMIER

Faits constitutifs de la contrefaçon.

SECTION I

Faits qui constituent la contrefaçon des brevets d'invention.

DÉFINITION DE LA CONTREFAÇON. — En étudiant la nature et l'étendue du droit du breveté, nous avons dit que la loi lui reconnaissait un droit exclusif d'exploitation professionnelle de son invention brevetée, et que ce droit était complet, ne laissant échapper aucune forme, aucun mode d'utilisation de l'invention par où puissent s'amoindrir son étendue et sa portée. Seul donc le breveté a le droit d'exploiter professionnellement son invention, en utilisant le procédé ou en fabriquant le produit brevetés, ainsi qu'en mettant dans le commerce ou en vente les objets ainsi fabriqués. Tout empiètement sur ce droit d'exploitation, par la fabrication, la mise en vente ou dans le commerce, l'emploi ou l'usage de l'invention, s'ils présentent un caractère industriel, est prohibé et constitue une contrefaçon, à moins, évidemment, que l'auteur ne puisse invoquer le bénéfice d'une des dispositions exceptionnelles des §§ 14, 15, 16, 17 et 20 de la loi (1). C'est ce que dit exactement le § 143, al. 1 et 2; ainsi conçus : « Commet une violation du brevet quiconque, sans le consentement du

(1) Voir *suprà*, II partie, p. 146 et suiv.

breveté ou en général d'une manière illicite, se livre, dans l'exercice de son exploitation (professionnellement), à la fabrication de l'objet d'une invention brevetée par autrui, à sa mise en circulation, à sa mise en vente, à l'emploi de cet objet dans son entreprise, ou emploie dans sa fabrication un procédé breveté par autrui. Commet également une violation de brevet, quiconque étend d'une manière illicite l'usage du droit qui lui est conféré par le § 14 de la présente loi (1) ».

CONDITIONS DE LA CONTREFAÇON. — Il résulte de ce texte qu'il n'y a de contrefaçon qu'autant : 1° qu'il existe un brevet valable ; 2° qu'il a été porté atteinte aux droits résultant de ce brevet ; et 3° que l'atteinte portée au brevet l'a été par l'un des modes prévus par le § 143, c'est-à-dire par la fabrication ou l'usage, l'emploi, de ce qui fait l'objet du brevet et par la mise en vente et dans le commerce des objets fabriqués d'après l'invention brevetée.

EXISTENCE DU BREVET. — La loi ne considère que l'atteinte portée sur le territoire yougoslave à un brevet délivré par l'Etat yougoslave. D'autre part, il faut que le brevet qu'on invoque existe au moment où l'acte illicite a été commis. A ce point de vue, rappelons que le brevet existe du moment où la demande a été publiée conformément au § 93 de la loi. Par conséquent, l'action civile ou pénale pourrait être introduite après la publication et avant la délivrance ; mais elle ne pourrait pas être poursuivie jusqu'au jugement, tant que le sort du brevet est incertain. Par contre, si celui-ci existait au moment de la contrefaçon, l'action pourrait être valablement formée et la condamnation prononcée, alors même que le brevet aurait disparu, avant l'assignation ou au cours de la procédure, soit par suite d'extinction ou d'expiration, soit par suite de retrait. L'action, une fois née, ne s'éteint pas.

Mais, il ne suffit pas que le brevet existe, il faut encore

(1) Ce § 14 régleme le droit du possesseur antérieur de l'invention brevetée. Voir *suprà*, II partie, page 147 et suivantes.

qu'il soit valable, car la nullité prononcée rétroagit. Par conséquent, le tribunal saisi devra accorder au prétendu contrefacteur un sursis pour intenter l'action en nullité et surseoir à statuer jusqu'à ce que la question de la validité du brevet soit tranchée par l'autorité compétente, en l'espèce l'Office, ou, plus exactement, sa Commission des annulations, à charge d'appel devant sa Commission de cassation, à moins, bien entendu, que l'exception ne paraisse purement dilatoire.

ATTEINTE PORTÉE AU BREVET. — Il faut, avons-nous dit, qu'il y ait atteinte portée aux droits résultant du brevet, c'est-à-dire que le brevet ait été imité dans sa partie constitutive, qu'il y ait identité des procédés employés ou des produits fabriqués. Il ne s'agit pas, évidemment, d'une identité absolue, ni d'une imitation servile. Par le seul fait que l'emprunt porte sur la partie originale du brevet, sur l'élément caractéristique de l'invention, le droit de l'inventeur est violé.

Il en résulte que la contrefaçon partielle est une contrefaçon, car il n'est pas plus licite de prendre une partie du bien d'autrui que d'en prendre la totalité. Il y aura contrefaçon partielle, lorsqu'elle portera sur l'une ou plusieurs des parties essentielles de l'invention brevetée, quand même certains de ses éléments auraient été supprimés ou remplacés par d'autres, considérés dans la technique comme équivalents. Mais il faut toujours que ces parties soient visées dans le brevet non comme des éléments accessoires, mais comme des éléments constitutifs de l'invention.

Le fait que la différence introduite par le contrefacteur constituerait un perfectionnement réel, sérieux de l'invention, ne changerait pas ce résultat légal. Comme l'a fait remarquer M. Pouillet (1), exploiter, pendant la durée du brevet principal, un perfectionnement à ce brevet, c'est le contrefaire : au point de vue de la contrefaçon, le perfectionne-

ment, même breveté, n'est qu'une espèce particulière de modification de l'invention brevetée, modification qui ne jouit d'aucune immunité.

L'existence d'un préjudice, plus ou moins grand, ou son absence sont sans influence sur la contrefaçon : elle existe dès qu'il y a atteinte au brevet. Peu importe que le contrefacteur ait été inhabile ou maladroit ; il n'en a pas moins empiété sur un domaine qui lui était fermé. Certes, en accordant les dommages-intérêts et, même, en déterminant la peine, les tribunaux tiendront compte du préjudice causé par la contrefaçon. Mais, si elle exerce une influence sur l'étendue de la responsabilité civile et pénale du contrefacteur, cette circonstance ne peut jamais effacer toute contrefaçon, qui conserve son caractère même lorsqu'elle est mal conçue et mal dirigée, même lorsqu'elle est malheureuse.

MODES PRÉVUS PAR LE § 143. — Il ne suffit pas, pour qu'il y ait une contrefaçon, qu'il y ait eu une atteinte aux droits résultant du brevet, il faut qu'elle ait été portée par un des modes prévus par le § 143. Ces modes sont : la fabrication de l'objet du brevet ou son emploi, son usage industriel, ainsi que la vente et la mise dans le commerce des produits obtenus par la mise en œuvre de l'invention brevetée, du moment où il présentent un caractère industriel, où ils sont faits professionnellement, comme le disent les §§ 8 et 143, c'est-à-dire en vue des bénéfices à réaliser, en vue d'une spéculation, d'un trafic. Ces actes, constitutifs d'une atteinte illicite aux droits du breveté, ont été étudiés et commentés plus haut, lorsque nous avons essayé de déterminer et de délimiter le domaine de l'exploitation exclusivement réservé à l'inventeur ; le lecteur voudra bien s'y rapporter (1).

(1) Voir *suprà*, II partie, p. 139 et suiv.

SECTION II

Faits qui constituent la contrefaçon des dessins et modèles industriels

DÉFINITION DE LA CONTREFAÇON.— Nous avons vu plus haut, en étudiant la nature et l'étendue des droits dérivant de l'enregistrement d'un dessin ou modèle, que la loi garantissait au titulaire d'un droit de dessin ou modèle le droit exclusif d'exploitation. Ce droit d'exploitation, avons-nous dit, est limité à deux points de vue : d'une part, il se borne à l'exploitation industrielle, l'exploitation professionnelle comme dit la loi, et d'autre part il ne s'applique, ne s'étend qu'aux produits ou aux catégories de produits pour lesquels la protection légale est accordée; mais, dans ces limites, ce droit exclusif est complet et ne laisse échapper aucune forme, aucun mode d'utilisation du dessin ou modèle par où puissent s'amoinrir son étendue et sa portée. Ainsi donc, seul le titulaire du droit peut exploiter professionnellement son dessin ou modèle, en l'appliquant aux produits pour lesquels la protection est accordée ou en fabriquant d'après lui ces produits, ainsi que mettre dans le commerce ou en vente les produits ainsi fabriqués. Tout empiètement sur ce droit d'exploitation, par la fabrication, la mise en vente ou dans le commerce, l'emploi ou l'usage du dessin ou modèle, s'ils présentent un caractère industriel, et s'ils sont faits relativement aux produits protégés, est prohibé et constitue une contrefaçon; à moins que son auteur ne puisse invoquer le bénéfice de la disposition exceptionnelle du § 48, qui renvoie aux §§ 14, 16, 17 et 20 de la loi (1). C'est ce que précisément dit la loi, dans son § 144, al. 1 et 2, ainsi conçus : « Commet une violation du dessin ou modèle quiconque, sans le consentement du titulaire, emploie dans son exploitation le dessin ou l'image, ou la forme extérieure d'un dessin ou modèle protégé, sur les produits industriels de la catégorie

(1) Voir *suprà*, III partie, p. 271 et suiv.

de produits pour laquelle le dessin ou modèle est protégé (§ 40), ou en imite la forme extérieure sur ses produits industriels. Commet également une violation du dessin ou modèle quiconque, dans l'exercice de son exploitation, emploie, met en circulation ou en vente les produits industriels précités ».

CONDITIONS DE LA CONTREFAÇON. — Il résulte de ce texte qu'il qu'il n'y a de contrefaçon qu'autant : 1° qu'il existe un droit de dessin ou modèle valable; 2° qu'il a été porté atteinte aux droits qui en résultent; et 3° que l'atteinte qui y est portée l'a été par l'un des modes prévus par le § 144, c'est-à-dire par la fabrication des produits protégés en utilisant le dessin ou modèle, et par l'emploi, la vente et la mise dans le commerce de ces produits ainsi fabriqués.

EXISTENCE DU DROIT. — La loi ne protège que le droit de dessin ou modèle reconnu par l'Etat yougoslave et sur son territoire seulement. Mais, il faut que le droit qu'on invoque existe au moment où l'acte illicite a été commis, c'est-à-dire que le dessin ou modèle ait déjà été enregistré et qu'il n'ait pas été éteint. Et cela suffit, de sorte que l'action pourrait être valablement formée et la condamnation prononcée, alors même que le droit aurait disparu, avant l'assignation ou au cours de la procédure, soit par suite d'extinction ou d'expiration, soit par suite de retrait. En effet, l'action, une fois née, ne s'éteint pas.

Cependant, il ne suffit pas que ce droit existe, il faut encore qu'il soit valable, car, nous le savons, la nullité prononcée rétroagit. Par conséquent, le tribunal saisi devra accorder au prétendu contrefacteur un sursis pour intenter l'action en nullité et ajourner toute décision sur le fond jusqu'à ce que la question de la validité du droit de dessin ou modèle soit tranchée par l'Office, seul compétent pour en connaître.

ATTEINTE PORTÉE AU DROIT DE DESSIN OU MODÈLE. — Il faut, en deuxième lieu, qu'il y ait atteinte aux droits résultant de l'enregistrement du dessin ou modèle, que le dessin ou modèle ait été reproduit totalement ou partiellement, qu'il ait été imité dans sa partie constitutive, dans ses éléments essentiels. La re-

production, en effet, est rarement totale, servile ; le plus souvent elle est partielle, soit que celui qui la commet espère ainsi la déguiser, soit que l'utilisation qu'il se propose de l'œuvre ne comporte que des emprunts partiels. Le même souci ou le même besoin peuvent également conduire le contrefacteur à apporter certaines modifications. L'emprunt partiel et l'emprunt avec modifications n'en restent pas moins un emprunt, et à ce titre constituent une contrefaçon. Car la contrefaçon s'apprécie par les ressemblances et non par les différences. Dès lors que les ressemblances sont suffisantes pour qu'il apparaisse que l'une des œuvres a servi de modèle à l'autre, il y a contrefaçon. Toutefois, il convient de noter que tout emprunt qui de près ou de loin est fait à la création ne constitue pas une atteinte au droit de dessin ou modèle : il n'y a, en effet, de contrefaçon qu'autant que les éléments essentiels et constitutifs de l'œuvre ont été empruntés et qu'autant que la confusion peut se produire entre elle et les productions incriminées de contrefaçon.

Mais, il faut que la reproduction et l'adaptation se soient réalisées dans la même industrie, relativement aux produits pour lesquels la protection légale est accordée par l'enregistrement. Nous savons, en effet, que le droit d'exploitation d'un dessin ou modèle est limité par la loi (§ 41) aux catégories de produits ou aux produits limitativement déterminés. Dès lors, une imitation, totale ou partielle, ou avec des modifications, d'un dessin ou modèle ne constitue une contrefaçon qu'autant qu'elle est faite relativement aux produits qui sont identiques ou similaires à ceux pour lesquels la protection légale a été accordée; faite pour des produits non similaires, elle est licite, ne constitue pas une atteinte au droit de dessin ou modèle, et, partant, ne donne pas lieu à une contrefaçon.

Comme en ce qui concerne les brevets, le fait qu'il y a un préjudice plus ou moins grand, ou qu'il n'y a pas de préjudice, est sans influence sur la contrefaçon : elle existe dès qu'il y a atteinte au droit de dessin ou modèle, telle que nous venons de la déterminer. Peu importe que la contrefaçon ait été maladroite ou malheureuse, que la reproduction ou l'adap-

tation aient été plus ou moins grossières ; peu importe que la contrefaçon soit de nature de nuire commercialement ou non : le contrefacteur n'en a pas moins empiété sur un domaine qui lui était fermé.

MODES PRÉVUS PAR LE § 144. — Enfin, il ne suffit pas qu'il y ait atteinte aux droits résultant de l'enregistrement valable pour qu'il y ait une contrefaçon, il faut que l'atteinte ait été portée par un des modes prévus par le § 144 de la loi. Ces modes, nous l'avons vu en étudiant la nature et l'étendue des droits reconnus au profit du titulaire du droit, sont les suivants : l'application du dessin sur les produits protégés ou leur fabrication en utilisant le modèle, si elles présentent le caractère industriel, ainsi que l'emploi industriel, la vente et la mise dans le commerce de ces produits.

SECTION III

Faits qui constituent la contrefaçon des marques de fabrique et de commerce.

DÉFINITION DE LA CONTREFAÇON.— Nous avons vu que le droit de marque conférait à son titulaire le droit d'usage exclusif du signe qui en est l'objet, du moins relativement aux produits ou aux catégories de produits pour lesquels l'enregistrement a été effectué. Seul donc le titulaire du droit peut apposer la marque sur les produits de sa fabrication ou les objets de son commerce pour lesquels la protection légale a été accordée ; lui seul peut mettre en vente ou dans le commerce ces produits ainsi marqués ; lui seul peut employer la marque dans les annonces, réclames, prospectus, etc. Tout usage de la marque fait par un tiers, par son apposition sur les produits protégés, par la mise en vente ou dans le commerce des produits qui en sont revêtus, par son emploi dans les réclames, pros-

pectus, annonces, etc., s'il présente un caractère commercial, est prohibé et constitue une contrefaçon. Et cela non seulement s'il s'agit de l'usage d'un signe absolument identique à la marque enregistrée, mais même d'un signe qui n'est que son imitation, puisque la marque n'est pas protégée en elle-même et indépendamment du produit, mais par rapport au produit qu'elle sert à distinguer, à individualiser dans le commerce (1). C'est ce que dit expressément le § 145, ainsi conçu: « Commet une violation de la marque, quiconque, d'une manière illicite : 1° appose une marque déjà protégée en faveur d'autrui sur des produits destinés à la circulation, ou lance ces produits dans le commerce et en vente, ou emploie cette marque sur des affiches de réclame et dans les annonces ; 2° imite dans ce but une marque appartenant à autrui ».

CONDITIONS DE LA CONTREFAÇON. — Il résulte de ce texte qu'il n'y a de contrefaçon qu'autant : 1° qu'il existe un droit de marque valable ; 2° qu'il a été porté atteinte aux droits qui en résultent; et 3° que l'atteinte portée à ce droit l'a été par un des modes prévus par le § 145, c'est-à-dire par l'apposition de la marque sur des produits protégés, par leur mise en vente ou dans le commerce, ainsi que par l'emploi de la marque dans les affiches, réclames, annonces, prospectus, etc., en un mot par l'emploi de marque dans tous les moyens de publicité commerciale.

EXISTENCE DU DROIT DE MARQUE. — La loi ne protège que le droit de marque reconnu par l'Etat yougoslave et sur son territoire seulement. Mais il faut que ce droit existe au moment où l'acte illicite a été commis, c'est-à-dire qu'à ce moment l'enregistrement ait déjà été effectué et que le droit qui en a résulté n'ait pas été éteint. Et cela suffit, de sorte que l'action pourrait valablement être intentée et la condamnation prononcée alors même que le droit aura disparu, avant l'assi-

(1) Voir *suprà*, IV partie, p. 327 et suiv.

gnation ou au cours de la procédure, par l'extinction ou l'expiration. L'action, une fois née, ne s'éteint pas.

Cependant, il ne suffit pas que ce droit existe, il faut encore qu'il soit valable et qu'il soit enregistré au profit de celui qui y a droit, puisque, nous le savons, la nullité et la révocation rétroagissent. Par conséquent, le tribunal saisi devra accorder un sursis au prétendu contrefacteur, afin qu'il puisse intenter l'action en nullité ou en révocation, et ajourner toute décision jusqu'à ce que la question de la validité du droit ou de son attribution soit réglée par l'autorité compétente d'en connaître, par l'Office pour la protection de la propriété industrielle.

ATTEINTE PORTÉE AU DROIT DE MARQUE. — Il faut, en deuxième lieu, pour qu'il y ait contrefaçon, qu'une atteinte ait été portée au droit de marque, que le signe qui en est l'objet ait été reproduit dans sa partie constitutive. La reproduction, en effet, est rarement totale et servile ; le plus souvent elle est partielle, celui qui la commet espérant ainsi la déguiser. La contrefaçon des marques, plus que toute autre, s'apprécie non pas par les différences, mais par les ressemblances. Dès lors que les ressemblances sont suffisantes pour que la confusion entre deux signes puisse facilement s'opérer dans l'esprit de l'acheteur ordinaire de la marchandise, il y a contrefaçon. La loi le dit expressément, en assimilant, dans son § 145, 2, à la contrefaçon d'une marque son imitation. A cet égard, le § 145 *in fine* nous dit que « il y a imitation de marque lorsqu'une personne fait usage, d'une manière illicite, de la marque d'autrui avec des modifications si peu importantes ou, en général, de telle façon que l'acheteur ordinaire ne peut remarquer la différence qu'en y faisant spécialement attention ».

Mais, il faut que l'usage de la marque contrefaite ait eu lieu dans la même industrie, relativement aux produits pour lesquels la protection légale a été accordée. Nous savons, en effet, que, comme le dit bien le § 56, al. 1, « le droit de marque n'empêche pas une autre personne de faire usage de la même marque pour désigner d'autres catégories de produits ». Dès lors, la reproduction ou l'imitation d'une marque ne cons-

tituent une contrefaçon qu'autant qu'elles sont faites relativement aux produits pour lesquels la protection a été accordée ou aux produits similaires ; faites relativement aux produits non similaires ou différents, elles sont licites et ne constituent pas une atteinte au droit de marque.

Remarquons, pour terminer, que, comme en matière des brevets et des dessins ou modèles, le fait qu'il y a eu un préjudice, plus ou moins grand, est sans influence sur l'existence de la contrefaçon : dès que la marque a été reproduite ou imitée relativement aux produits protégés, il y a contrefaçon, sans qu'il y ait lieu de rechercher si la contrefaçon a nui ou non, si elle est de nature à nuire ou non commercialement au titulaire de la marque.

MODES PRÉVUS PAR LE § 145. — Enfin, il ne suffit pas qu'il y ait eu atteinte à un droit de marque valable, il faut, pour qu'il y ait contrefaçon, que l'atteinte lui ait été portée par un des modes prévues par le § 145. Ces modes, comme nous l'avons vu en étudiant les droits reconnus au titulaire d'un droit de marque, sont les suivants : l'apposition de la marque sur les produits protégés, la vente et la mise dans le commerce de ces produits ainsi revêtus de la marque, et l'emploi de la marque dans la publicité commerciale.

CHAPITRE II

Sanctions civile et pénale de la contrefaçon.

SECTION I

Action en dommages-intérêts.

DISPOSITION LÉGALE. — « Dans toute violation d'un droit de propriété industrielle, nous dit le § 147, la personne lésée peut demander à l'auteur de la violation la restitution de ce dont il s'est enrichi sans cause, ainsi que la réparation du préjudice subi, si l'auteur de la violation est en faute, et une compensation pour le gain manqué, si la violation a été commise sciemment ». Ainsi, deux conditions sont nécessaires pour donner ouverture à l'action en dommages-intérêts du titulaire d'un droit de propriété industrielle : il faut qu'il y ait contrefaçon et que cette contrefaçon ait causé un préjudice au demandeur.

CONTREFAÇON. RENVOI. — La première condition de la recevabilité d'une action en dommages-intérêts est qu'il y ait eu contrefaçon. Dans le chapitre précédent, nous avons déterminé ce qui constitue une contrefaçon des divers droits de propriété industrielle ; nous n'y reviendrons donc pas ici, renvoyant à ce que nous avons dit plus haut à cet égard.

C'est au demandeur qu'il appartient d'établir le fait matériel de la contrefaçon. C'est donc lui qui doit établir l'identité des produits fabriqués ou des procédés employés, s'il s'agit d'un brevet d'invention; c'est lui qui doit établir l'identité des dessins ou modèles et des catégories de produits auxquelles ils sont appliqués, s'il s'agit d'une contrefaçon du dessin ou modèle; c'est lui qui doit établir l'identité ou la ressemblance des marques et le caractère similaire des produits auxquels elles sont apposées, s'il s'agit de la contrefaçon des marques.

Les principes dont le juge devra s'inspirer, pour reconnaître la contrefaçon, ne se déduisent pas de ceux appliqués par l'Office dans l'examen de la brevetabilité de l'invention ou de la déposabilité du dessin ou modèle et de la marque : la question qui se pose n'est pas, en effet, de savoir si l'invention, ou le dessin ou modèle, ou la marque, argués de contrefaçon, sont susceptibles d'être protégés par la délivrance du brevet ou par l'enregistrement ; car de ce que le procédé ou le dessin ou modèle ou la marque, employés par le contrefacteur, ne présentent au regard des objets des droits protégés un caractère de brevetabilité ou de déposabilité, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'ils constituent une contrefaçon. Aussi, la preuve de la contrefaçon ne saurait-elle résulter du fait que l'Office avait rejeté la demande d'un brevet ou la demande de l'enregistrement d'un dessin, modèle ou marque, déposée par le prétendu contrefacteur, en invoquant précisément le brevet, le dessin ou modèle ou la marque du demandeur.

Mais si, en thèse générale, il ne rentre jamais dans la mission du juge du droit commun de rechercher si l'invention brevetée était brevetable, si le dessin ou modèle ou la marque protégés étaient déposables, si un semblable examen est, d'une façon absolue, en dehors de sa compétence, il lui appartient pourtant, lorsqu'il doit apprécier la contrefaçon, de rechercher quels sont les caractères essentiels et distinctifs de l'objet contrefait.

L'interprétation du droit de propriété industrielle dont il s'agit est donc le préliminaire nécessaire d'un jugement en matière de contrefaçon : le juge doit donc la tenter, sous peine

de voir son jugement réformé par la juridiction d'appel ou de cassation. A cet égard, la loi pose au juge la règle suivante dans le § 149, ainsi conçu : « Pour déterminer la violation d'un droit de propriété industrielle on ne prendra en considération que l'étendue du droit lésé telle qu'elle résulte pour les brevets, de la description de l'invention (§ 89, al. 2), pour les dessins ou modèles, de la description de ce qui doit être protégé comme dessin ou modèle (§ 105, al. 3) et de la catégorie de produits à laquelle ils s'appliquent (§ 104, al. 3), pour les marques, du signe lui-même et de la catégorie de produits à laquelle elles s'appliquent (§ 111, al. 2) ».

DES MOYENS DE PREUVE. — La loi yougoslave, dans cette matière de la preuve, n'offre pas aux titulaires des droits de propriété industrielle toutes les ressources qu'on peut trouver dans d'autres législations : l'institution de la saisie préalable qui est, en droit français (art. 47 et 48 de la loi de 1844), le préliminaire de toute poursuite, lui fait défaut. Notre loi, comme la loi allemande sur les brevets, n'organise aucune procédure spéciale pour la constatation de la contrefaçon. Par conséquent, c'est par les moyens ordinaires, que les codes de procédure civile mettent à sa disposition, que l'intéressé s'assurera la preuve du fait matériel de la contrefaçon. La procédure la mieux appropriée est celle du constat judiciaire, ordonné par le tribunal saisi du litige, ou, en cas d'urgence et avant tout procès, par l'autorité de police ; le juge ou le fonctionnaire commis pour y procéder pourra être assisté d'un ou de plusieurs experts ; l'intéressé est tenu de soumettre son établissement aux investigations judiciaires.

Le matériaux fournis par le demandeur pour la preuve de la contrefaçon, et ceux recueillis dans le constat, seront soumis à l'examen des experts nommés par le tribunal saisi pour l'éclairer ; si le tribunal juge utile, il peut appeler l'Office à donner son avis, auquel d'ailleurs les juges ne sont pas tenus de se ranger, ou demander leur avis aux Chambre de commerce, de l'industrie et des métiers.

LE PRÉJUDICE CAUSÉ AU DEMANDEUR. — L'existence d'un préjudice est une condition essentielle de l'exercice de l'action en dommages-intérêts ; ce n'est pas, nous le verrons, un élément du délit de contrefaçon. Il peut se présenter, en effet, telle hypothèse où la contrefaçon n'aura pas plus causé de dommage au titulaire du droit violé qu'elle n'aura donné de profit au contrefacteur : si, par exemple, elle se borne à la fabrication d'un objet ou à l'apposition d'une marque sur un objet qui n'est ni vendu, ni utilisé. En pareil cas, l'action en dommages-intérêts est irrecevable. Mais la responsabilité pécuniaire ne suppose pas nécessairement un bénéfice de la part du contrefacteur, car la contrefaçon, sans profiter au contrefacteur, peut avoir causé un préjudice au titulaire du droit. Le demandeur doit donc établir le préjudice qu'il a subi, qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier pour fixer le montant des dommages-intérêts.

Mais, la mauvaise foi du contrefacteur n'est pas une condition de recevabilité de l'action en dommages-intérêts. En effet, tandis que la bonne foi, en matière de contrefaçon, est exclusive de toute responsabilité pénale, il n'en est pas ainsi de la responsabilité civile : celle-ci se trouve engagée du moment où la contrefaçon cause un préjudice au titulaire du droit violé. Cela résulte du texte du § 147 précité, qui, pour déterminer l'étendue de la responsabilité civile du contrefacteur, distingue suivant qu'il a été de bonne foi, qu'il est en faute ou qu'il a été de mauvaise foi.

En effet, aux termes de ce § 147, lorsque le contrefacteur est de bonne foi, il n'est tenu qu'au remboursement de ce dont il s'est injustement enrichi par la contrefaçon ; en cas d'une faute de sa part, il est tenu de dédommager le demandeur de tout le préjudice que celui-ci a subi ; en cas de mauvaise foi, s'il a agi sciemment, en connaissance de cause, il doit non seulement réparer le préjudice causé, mais aussi indemniser le demandeur de tout le gain manqué.

Il n'y a là, d'ailleurs, autre chose que l'application pure et simple des principes généraux du droit sur la responsabilité civile (§§ 800 et 801 du Code civil serbe). En effet, celui qui par son fait cause à autrui un dommage est tenu de le réparer,

Certes, s'il a agi de bonne foi et sans qu'il y ait eu faute de sa part, sa responsabilité sera limitée, car il aurait été excessif de le forcer à réparer tout le préjudice qu'il a causé ; néanmoins, il ne serait que juste de l'obliger à restituer ce dont il s'est indûment enrichi, et cela tout ce dont il s'est enrichi, tout le gain qu'il a réalisé et non pas seulement le bénéfice que le titulaire du droit aurait pu lui-même obtenir, parce que ce gain représente l'enrichissement que le contrefacteur a tiré sans droit de la fortune d'autrui. Mais s'il doit restituer tout ce dont il s'est indûment enrichi, sa responsabilité civile s'arrête là : il ne saurait être tenu de réparer le préjudice qu'il a causé agissant de bonne foi.

Au contraire, s'il a agi de mauvaise foi ou s'il a commis une faute, l'étendue de la réparation qu'il doit sera plus grande et variera suivant qu'il a agi ou non sciemment : dans le premier cas, il doit non seulement la réparation du préjudice qu'il a causé, mais même une indemnité pour le gain qu'il a fait manquer au demandeur ; dans le second cas, il ne doit que la réparation, mais toute la réparation du préjudice qu'il a fait subir au titulaire du droit violé. Cette indemnité comprendra tout le préjudice subi, toute la perte causée, sans distinguer entre le préjudice qui est la conséquence directe de la contrefaçon et celui qui n'en est que la suite indirecte, entre celui qui est souffert dans le présent et celui qui se réalisera dans l'avenir, et résultera, par exemple, de la dépréciation du brevet ou du discrédit de la marque ou de l'abaissement du prix de vente de l'objet fabriqué. Et cette restitution sera toujours et au moins égale aux bénéfices réalisés par le contrefacteur, alors même que le demandeur n'était pas du tout en situation de les recueillir lui-même : le gain réalisé par le contrefacteur, en effet, représente toujours l'enrichissement qu'il a tiré sans droit du patrimoine d'autrui, qu'il est injuste de lui laisser.

On dit qu'il y a eu connaissance de cause, que le contrefacteur a agi sciemment, comme le dit la loi, lorsqu'il a connu l'existence et l'étendue du droit privatif violé et qu'il a eu conscience de l'atteinte portée par ses agissements aux droits qui en résultent, et même lorsque, n'ignorant pas l'existence du

droit et se doutant du caractère suspect de son entreprise, il passe outre à tous scrupules et décide d'user de l'invention ou du dessin ou modèle ou d'employer la marque, au risque de commettre une contrefaçon. A la connaissance de cause, il faut assimiler la faute lourde, la négligence grossière, telle que les hommes les moins soigneux n'en commettent pas pour leurs propres affaires.

Au contraire, il y a faute dans le sens du § 147, conformément à la théorie généralement admise par la doctrine et la jurisprudence serbes, lorsqu'il y a une négligence que ne commettrait pas un bon père de famille, un administrateur ordinaire, un industriel ou un commerçant pris dans la moyenne des gens de son état. Elle s'apprécie donc d'après la diligence qui est habituelle, non à l'intéressé lui-même, mais à cet homme moyen, dans la gestion de ses intérêts. Ainsi, ce qui distingue la négligence constitutive de faute, dans le sens du § 147, de la négligence grossière assimilable à la connaissance de cause, c'est que celle-ci suppose la conscience plus ou moins nette de la contrefaçon, laquelle est absente dans l'hypothèse de la faute.

A QUI APPARTIENT L'ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS ? CONTRE QUI SERA-T-ELLE EXERCÉE ? — L'action en dommages-intérêts n'appartient pas seulement au titulaire du droit violé, mais à la partie lésée en général : l'usufruitier, le cessionnaire partiel peuvent l'exercer, et même le porteur de licence. Mais, d'après le système de notre loi, consacré par le § 28, applicable aussi bien en matière des brevets, qu'en matière des dessins ou modèles et celle des marques, le demandeur ne peut utilement intenter l'action que si son droit a été régulièrement inscrit dans le registre, tenu par l'Office, et cela au moment où la contrefaçon s'est produite. Le droit aux dommages-intérêts et l'action passent aux héritiers de la partie lésée : ils peuvent être transmis, entre vifs et par testament.

Le défendeur sera nécessairement le contrefacteur, ou encore les co-auteurs et les complices qui ont participé à l'acte de contrefaçon. Leur responsabilité est déterminée par le § 147,

exposé et expliqué plus haut ; ils pourront être condamnés solidairement. La responsabilité d'une personne morale est engagée par les actes de ses représentants et par ceux de ses employés dans les mêmes conditions que pour une personne physique. L'obligation aux dommages-intérêts incombe aussi aux héritiers du contrefacteur.

COMPÉTENCE. — « Pour connaître de ces actions, nous dit le dernier alinéa du § 147, les tribunaux du droit commun chargés de la juridiction commerciale sont compétents ». Donc, l'action en dommages-intérêts sera portée devant le tribunal du commerce ou, à son défaut, devant le tribunal civil, conformément aux règles de la compétence relative édictées par les Codes de procédure civile, au principe de « *actor sequitur forum rei* ». Ce sera, par conséquent, le tribunal du domicile ou, à défaut, celui de la résidence ou du lieu de la situation des biens, celui enfin du lieu où l'infraction a été commise.

SECTION II

Sanction pénale de la contrefaçon.

LE DÉLIT DE CONTREFAÇON. — Les droits dérivant de la délivrance d'un brevet et de l'enregistrement d'un dessin, modèle ou marque sont protégés par une sanction pénale ; la contrefaçon, d'après le § 148 de notre loi, constitue un délit. En effet, le deuxième alinéa de ce paragraphe dispose que « la violation du droit de propriété industrielle commise sciemment est un délit ».

A quelles conditions l'atteinte portée à un droit de propriété industrielle sera-t-elle considérée comme une contrefaçon délictueuse ? Dans quels cas la contrefaçon tombe-t-elle sous le coup de la loi pénale ? Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la contrefaçon ne présente pas tout à fait les mêmes caractères,

envisagée au point de vue pénal et au point de vue des réparations civiles. Le trait commun à ces deux concepts de la contrefaçon est qu'il faut qu'il y ait contrefaçon, telle que nous l'avons définie plus haut, c'est-à-dire : 1° qu'il existe un droit de propriété industrielle valable; 2° qu'il ait été porté atteinte aux droits qui en résultent; et 3° que l'atteinte portée au droit privatif l'ait été par un des modes prévus par les §§ 143, 144 et 145 de la loi. Dans les deux cas donc, il faut qu'il y ait contrefaçon, et les faits qui la constituent sont établis par les mêmes moyens de preuve et s'apprécient de la même façon. Mais les deux concepts de la contrefaçon ne se confondent pas, ils diffèrent entre eux aussi bien au point de vue objectif qu'au point de vue subjectif.

En ce qui concerne, d'abord, les conditions objectives du délit, la condition du préjudice résultant de la contrefaçon n'est pas nécessaire pour qu'il y ait un délit, tandis qu'elle est un élément indispensable lorsqu'on envisage la contrefaçon au point de vue des réparations civiles : la contrefaçon sera un délit du moment où elle est faite sciemment, sans qu'il y ait à s'occuper du préjudice plus ou moins grand qui en résulte, sans qu'il soit même nécessaire qu'il y ait eu préjudice.

Les conditions subjectives, dans la personne du contrefacteur, présentent une différence plus notable : en effet, tandis que, aux termes du § 147, la responsabilité civile est engagée sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la bonne ou la mauvaise foi du contrefacteur, le § 148 exige, pour qu'il y ait délit de contrefaçon, que le prévenu ait agi sciemment, en connaissance de cause. Remarquons que le prévenu devra être considéré comme ayant agi sciemment et, partant, comme ayant commis un délit non seulement s'il a agi avec l'intention de violer le droit privatif, mais aussi s'il n'en a eu que l'intention éventuelle, qui existe dès que le prévenu, bien qu'ayant conçu dans son esprit l'idée de la possibilité que son acte aboutisse à une illégalité, et sans croire qu'il évitera ce résultat, exécute néanmoins cet acte et crée ainsi le résultat illégal.

LES PEINES. — Le délit de contrefaçon d'un brevet est puni d'une peine d'emprisonnement dont le minimum est de quinze jours et le maximum de douze mois, ou, en cas de circonstances atténuantes, d'une amende de 1.500 dinars au moins et de 36.000 dinars au plus; le délit de contrefaçon d'un droit de dessin, de modèle ou de marque est puni d'une peine d'emprisonnement dont le minimum est de 15 jours et le maximum de 90 jours, ou, en cas de circonstances atténuantes, d'une amende de 1.500 dinars au moins et de 9.000 dinars au plus (§ 148, al. 1). « Les amendes sont infligées au profit de la caisse d'Etat » (§ 148, al. 5), et seront perçues conformément aux dispositions des lois financières du royaume.

« En outre, nous dit le § 148, al. 4, les dispositions qui précèdent n'excluent pas l'application simultanée des dispositions plus sévères de la législation pénale de droit commun, et en particulier de celles relatives à la fraude ». Ces dispositions étant très diverses, l'unification de cette branche de législation n'étant pas encore effectuée, et, partant, étant destinées à disparaître bientôt et à être remplacées par d'autres, nous n'y insisterons pas.

CONFISCATION. — En vertu du § 148, al. 6, et à titre de peine accessoire, le tribunal peut prononcer la confiscation des objets reconnus contrefaits et des instruments destinés à leur fabrication appartenant au contrefacteur ou à ses complices, ainsi que celles des objets dans lesquels la contrefaçon s'est incorporée, au point d'en être inséparable. En effet, le sixième alinéa du § 148 dispose : « Outre la condamnation, le tribunal pourra, à la demande de la partie lésée, prononcer : 1° que les objets et les instruments du délinquant, qui servent exclusivement à la fabrication illicite des objets protégés en vertu du droit de propriété industrielle violé, soient transformés ou rendus impropres à cet usage, ou, si d'après l'avis des experts cela est impossible, qu'ils soient détruits, à moins que le lésé ne puisse obtenir une autre garantie contre les violations futures; 2° que des produits contrefaits sciemment soient enlevés ou détruits

les signes de la contrefaçon ou que leurs parties qui constituent la contrefaçon soient enlevées, ou, si cela est impossible d'après l'avis des experts, que ces produits contrefaits soient détruits, à moins que la partie lésée ne puisse obtenir une autre garantie contre les violations futures de son droit ».

La confiscation, on le voit, a le caractère d'une peine accessoire ; ce n'est qu'une peine, en effet, et son caractère pénal est tout à fait accentué : comme la condamnation elle-même, elle n'est prononcée que sur la demande de l'intéressé, elle est facultative par le juge et ne peut être ordonnée qu'accessoirement à une condamnation ; toutefois, elle pourra l'être encore si la poursuite ou la condamnation étaient devenues impossibles, par le décès du contrefacteur : elle sera alors prononcée contre les héritiers. Enfin, les objets confisqués ne sont pas attribués au titulaire du droit violé : ils devront être dénaturés, si cela se peut, ou, dans le cas contraire, détruits. Mais ils peuvent être cédés ou vendus au titulaire du droit violé, au demandeur ; le dernier alinéa du § 148 le dit expressément dans ces termes : « Si les parties sont d'accord, ces instruments, objets et produits peuvent être cédés à la partie lésée, à titre des dommages-intérêts, d'après l'évaluation ». Ce sera la solution la plus naturelle, puisque seul il a le droit de les revendre au public et d'en titrer partie.

DROIT DE POURSUITE. PERSONNES PUNISSABLES. — Le droit de provoquer les poursuites appartient à la personne lésée et à elle seule : le délit de contrefaçon est un de ces délits qui ne peuvent être poursuivis qu'à la requête de l'intéressé. La loi le dit dans ces termes : « La violation du droit de propriété industrielle commise sciemment est un délit, qui n'est poursuivi et puni que sur la plainte de la partie lésée » (§ 148, al. 2). L'action peut être intentée par toute personne lésée, donc par le titulaire du droit de propriété industrielle violé, par les cessionnaires même partiels, dans la limite de leurs droits, et même par le porteur d'une licence : tous les intéressés sont également qualifiés, et la plainte de l'un d'eux suffit à mettre l'action publique en mouvement. Mais, comme dans le cas

d'une action civile en dommages-intérêts, l'inscription dans le registre est une condition d'exercice de l'action : ce ne sont que les personnes dont les droits sont régulièrement inscrits dans les registres tenus par l'Office qui peuvent valablement exercer une action en contrefaçon. Le représentant constitué conformément au § 75 de la loi et aux §§ 44 et 45 du règlement est qualifié pour déposer la plainte au nom de son mandataire ; mais la constitution d'un représentant ne sera jamais exigée même pour un demandeur domicilié à l'étranger : la rédaction du texte même du § 75 ne laisse aucun doute à cet égard.

L'action peut être intentée et la condamnation peut être prononcée contre l'auteur du délit, les co-auteurs et les complices. La tentative de contrefaçon n'est pas punissable : cela résulte clairement du texte même du § 148, al. 1.

PROCÉDURE ET COMPÉTENCE. — Aux termes du § 148, al. 2 (deuxième phrase), les délits de contrefaçon « sont de la compétence de la juridiction pénale de droit commun chargée de la répression des délits ; l'affaire sera instruite par les autorités chargées de l'instruction des délits ». La plainte sera déposée soit par écrit, soit par déclaration orale, dont procès-verbal sera dressé, auprès des autorités de police et de sûreté. Mais ce n'est pas la plainte formée par la partie lésée qui saisit directement le tribunal de répression, elle ne fait que provoquer l'exercice de l'action publique, qui n'appartient qu'au ministère public. La compétence relative est déterminée par le lieu de l'infraction ou le domicile du prévenu, ou, à défaut, par le lieu de l'arrestation.

En ce qui concerne les conditions de forme de la plainte, la prescription, le désistement et ses effets, la récidive, ainsi qu'en ce qui concerne les voies de recours dont le jugement est susceptible, il y a lieu d'appliquer purement et simplement les règles du droit commun pénal. Ceci résulte de l'esprit de la loi, ainsi que des dispositions du § 148, en particulier de celle de son troisième alinéa, qui dispose : « En ce qui concerne la récidive, le cumul des peines, la prescription, les dispositions du droit commun en matière des délits seront applicables ».

CHAPITRE III

Des autres actions civiles reconnues aux titulaires des divers droits de propriété industrielle et de l'action négative à fin de constatation.

SECTION I

Actions du titulaire d'un droit de propriété industrielle en constatation et en défense.

§ I. — *Action en constatation.*

DÉFINITION ET OBJET DE L'ACTION. — Aux termes du § 147, le titulaire d'un droit de propriété industrielle peut exiger « que l'existence de son droit soit constatée ».

L'intérêt de cette action, qui n'est d'ailleurs que l'application en notre matière de l'action en constatation du droit commun, par laquelle une personne peut faire constater l'existence ou la non-existence d'un droit ou d'une obligation, faire reconnaître un titre ou faire constater son inauthenticité, apparaît dans de nombreuses hypothèses, dont nous ne citerons que les plus importantes : 1° Si un tiers dénie la validité ou l'existence d'un droit de propriété industrielle, sans recourir à la voie de l'annulation ou de la révocation, le titulaire exercera

une action en constatation, avec le caractère d'une action provocatoire. Le défendeur pourra, bien entendu, opposer l'exception de nullité et saisir l'Office pour la protection de la propriété industrielle de sa demande en nullité ou en révocation ; le tribunal surseoir à statuer au fond, jusqu'à la décision sur la nullité ou sur la révocation, à moins que l'exception ne soit reconnue purement dilatoire. 2° L'action en constatation prépare l'exercice de l'action en dommages-intérêts : nous savons, en effet, que, en cas de contrefaçon de bonne foi, le titulaire du droit violé n'a droit qu'au remboursement de ce dont le contrefacteur s'est injustement enrichi, sauf s'il y a faute, auquel cas le contrefacteur doit réparer le préjudice causé, et seulement ce préjudice, mais non pas le gain manqué (§ 147) ; le titulaire du droit, pour mettre le contrefacteur en état de mauvaise foi et ainsi se mettre à même d'obtenir une réparation complète en cas de nouvelles atteintes à son droit, agira d'abord contre lui en constatation de son droit ; il le constituera ainsi en état de mauvaise foi. 3° Cette action est également le seul moyen pour le titulaire d'un droit de propriété industrielle de faire constater sa portée exacte. C'est par cette action que le breveté pourra obtenir l'interprétation de son brevet, qu'un commerçant ou industriel pourra faire trancher la question de la similitude des produits ou des industries, auxquels sa marque ou son dessin ou modèle sont destinés à être appliqués.

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ DE L'ACTION. — L'intérêt légitime du demandeur à la constatation immédiate de son droit est une condition essentielle de l'exercice de l'action. Ceci résulte du texte même du § 147 ; il n'y a, d'ailleurs, là que l'application des principes généraux du droit, pour éviter des instances superflues et des frais frustatoires. Mais, étant donné qu'il s'agit ici d'un droit privatif, essentiellement limité dans le temps, dont le caractère temporaire nécessite et justifie une protection particulièrement large et complète, il y a lieu d'apprécier très libéralement l'existence de l'intérêt légitime du demandeur. C'est ainsi, croyons-nous, que l'action en consta-

tation doit être déclarée recevable contre le tiers qui affirme l'intention d'empiéter sur le droit de propriété industrielle dont il s'agit et la volonté d'agir en conséquence. De même, on doit considérer comme suffisant pour fonder l'action, l'intérêt qu'il y a pour le titulaire à prévenir les contrefacteurs, en faisant reconnaître la légitimité et l'étendue de ses droits.

L'action en constatation appartient au titulaire du droit de propriété industrielle, à son cessionnaire, même partiel, dans la limite, bien entendu, des droits qui lui sont cédés, et même au porteur de licence, s'il s'agit d'un brevet ou d'un droit de dessin ou modèle. A une condition toutefois : c'est que leur droit ait été inscrit dans le registre respectif au moment où l'action a été intentée (§§ 28, 48, 65, dernier alinéa).

Le jugement établira définitivement, entre les parties, l'existence et la portée du droit dont il s'agit ; il ne sera pas opposable aux tiers.

COMPÉTENCE. — Aux termes du § 147, dernier alinéa, seuls les tribunaux de commerce sont compétents de connaître de l'action en constatation. La compétence *ratione loci* est déterminée d'après les principes généraux du droit : cessera le tribunal de commerce ou, à défaut, le tribunal civil du domicile du défendeur, celui de son établissement ou de la situation de ses biens.

§ 2. — *Action en défense.*

DÉFINITION ET OBJET. — Lorsque le titulaire d'un droit de propriété industrielle est troublé dans sa paisible jouissance, il est en droit de demander et d'obtenir la cessation immédiate du trouble et l'interdiction de semblables agissements pour l'avenir. Son droit lui fournit une action : c'est l'action en défense ou en cessation de trouble. Cette action lui est reconnue par le § 147, dans ces termes : « Dans toute violation d'un droit de propriété industrielle, la personne lésée peut demander.... que d'autres violations soient interdites et que, à cet

effet, les mesures nécessaires soient prises », etc. Elle tire sa source du droit absolu du titulaire d'un droit de propriété industrielle, elle est la réaction normale et nécessaire du droit qui lui est reconnu. Car, en lui reconnaissant un droit privatif de ce genre, la loi lui accordait par cela même le droit d'agir et une action destinée à faire respecter son droit.

Le trouble dont le titulaire d'un droit de propriété industrielle est en droit de se plaindre résultera ici soit d'une attaque directe à son droit exclusif, spécialement d'une contrefaçon, soit de certains agissements illicites qui ne rentrent pas dans la définition de la contrefaçon et qui ne justifieraient donc pas l'action en dommages-intérêts. Voici quelques hypothèses où cette action présente un intérêt particulier : lorsque le trouble consiste dans la publication d'écrits et d'imprimés dans lesquels l'existence ou la portée du droit privatif sont contestées ou déniées ; lorsque le titulaire d'un brevet antérieur, ou d'un dessin ou modèle ou d'une marque enregistrés antérieurement, argue de contrefaçon l'exploitation du brevet ou du dessin ou modèle en cause, ou l'emploi de la marque dont il s'agit ; lorsqu'un tiers invoque une prétendue possession antérieure pour justifier une concurrence illicite qu'il fait au breveté ou au titulaire d'un droit de dessin ou modèle. Le demandeur doit, dans les conclusions, tendant à la cessation du trouble et à l'interdiction des actes illicites, définir d'une façon précise et concrète la nature du trouble et le caractère des actes incriminés.

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ. — L'action en défense, se fondant sur le droit absolu du titulaire du droit en cause, suppose nécessairement l'existence actuelle de ce droit. Elle ne peut donc être intentée que si le droit subsiste au jour de la demande ; le tribunal ne pourra même plus se prononcer sur une demande de ce genre lorsque le droit viendra à expiration ou s'éteindra au cours du procès.

D'ailleurs, lorsqu'une action en défense devient ainsi caduque, la demande introduite peut être transformée, à la demande

de l'intéressé, soit en une demande en constatation, soit en une demande en dommages-intérêts, qui seront soumises aux conditions particulières de recevabilité qui les régissent. A plus forte raison pourrait-on joindre *ab initio*, principalement ou subsidiairement, des conclusions tendant à la constatation ou à allocation de dommages-intérêts.

Le droit d'agir appartient au titulaire du droit, au cessionnaire même partiel, même au porteur d'une licence, si, bien entendu, leurs droits ont été inscrits dans les registres respectifs de l'Office, conformément aux principes de notre loi.

L'action sera dirigée contre l'auteur du trouble ; elle n'est pas donnée contre ses héritiers, après sa mort. Si le trouble a été causé par le représentant ou l'agent d'une société de commerce ou d'une personne morale, celles-ci seront directement mises en cause.

Le fardeau de la preuve incombe au demandeur, à qui il appartient donc d'établir la légitimité de son droit et le trouble qu'il a souffert. Si le défendeur invoque l'exception de la possession personnelle antérieure, il doit en faire la preuve ; s'il oppose la nullité, le tribunal sursoiera à statuer jusqu'à ce que la question soit tranchée par l'Office pour la protection de la propriété industrielle.

Le tribunal compétent est le même que pour l'action en constatation.

SECTION II

Action négative en constatation contre le titulaire d'un droit de propriété industrielle.

DÉFINITION ET OBJET. — Cette action est établie pour les brevets par l'alinéa premier, pour les dessins ou modèles et pour les marques par les deux derniers alinéas du § 153, qui, par ailleurs, réglemente en détail toute la procédure de l'action, que

la loi appelle « requête à fin de constatation ». L'alinéa premier du § 153 est ainsi conçu : « Toute personne peut demander à l'Office pour la protection de la propriété industrielle qu'il soit constaté par une décision : que les produits qu'elle se propose de fabriquer, de mettre dans le commerce ou en vente ou d'utiliser, ou qu'un procédé qu'elle se propose d'appliquer, ne tombent ni totalement ni partiellement sous le coup d'un brevet déterminé et qu'elle ne commettra ainsi aucune violation de brevet ». Les deux derniers alinéas du § 153 disposent : « Tout ce qui, dans le présent paragraphe, a été prescrit pour les brevets, s'applique également aux dessins et modèles. De la même manière et d'après la même procédure seront tranchées : la question de savoir si un signe est pareil ou semblable à une marque déterminée déjà enregistrée ou si une personne a le droit exclusif de faire usage d'une marque déterminée déjà enregistrée, ainsi que la question du droit de priorité ou du transfert de ce droit de propriété industrielle, quand il est contesté, ou celle de savoir si quelqu'un peut faire usage d'une marque enregistrée par autrui pour une autre catégorie de produits que celle pour laquelle la protection a été accordée ».

L'objet de cette action, qui est une innovation de la législation yougoslave par rapport au droit allemand, c'est d'obtenir l'interprétation officielle d'un brevet d'invention, d'un droit de dessin ou modèle, d'un droit de marque, d'en délimiter exactement l'étendue et la portée, par l'Office pour la protection de la propriété industrielle, qui est l'autorité particulièrement qualifiée pour cela. C'est donc une action donnée à celui qui craint que l'exploitation qu'il a entreprise ou qu'il se propose d'entreprendre n'empiète pas sur un droit privatif déterminé appartenant à autrui, et dirigée contre le titulaire de ce droit, afin que, contradictoirement, l'étendue et la portée exactes du droit dont il s'agit soient officiellement délimitées. Voici quelques espèces : Un industriel entreprend ou se propose d'entreprendre une industrie ayant pour objet la fabrication d'un produit déterminé ou devant employer un procédé déterminé, mais craint que ce produit ou ce procédé fasse l'objet d'un tel brevet encore en vigueur, par exemple si, par suite de la rédaction

confuse des revendications, on ne voit pas si le brevet porte sur la combinaison seulement ou sur la combinaison et sur ses éléments à la fois, ou si l'invention brevetée consiste dans une application particulière d'un moyen ou dans le moyen lui-même. Afin d'éviter la contrefaçon et le risque de voir son entreprise interrompue après qu'il a fait des frais considérables, l'industriel intentera contre le breveté cette action en constatation, qui aboutira à un jugement, lequel, en cas où son exploitation n'est pas de nature à porter atteinte au brevet, le mettra à l'abri contre toute poursuite ultérieure de la part du breveté. Il en est de même lorsqu'il s'agit d'un dessin ou modèle et qu'il y a de doute sur la question de savoir si l'exploitation de l'entreprise qu'on se propose d'entreprendre portera atteinte aux droits du titulaire d'un droit de dessin ou modèle déterminé, soit parce qu'il y a identité ou ressemblance de deux œuvres, soit parce qu'il y a de similitude des industries ou des produits auxquels elles s'appliquent. Il en sera de même lorsqu'un industriel ou commerçant se propose d'employer, pour désigner ses produits, un signe déterminé et qu'il y a de doute sur le point de savoir si ce signe est identique ou semblable à une marque enregistrée déterminée ou si les produits que ces signes distinguent sont similaires ou non.

COMPÉTENCE. — Le § 153 attribue la compétence à l'Office pour la protection de la propriété industrielle, qui est l'autorité la mieux placée, la plus qualifiée pour connaître de ces questions, quelquefois très délicates et qui souvent échappent à la compétence des juges des tribunaux du droit commun. C'est la Commission des annulations qui statuera, à charge d'appel devant la Commission de cassation. L'alinéa trois du § 153 dispose à cet effet : « De telles demandes sont de la compétence de la Commission des annulations » ; et la dernière phrase de l'alinéa huit du même paragraphe ajoute : « Ces décisions de la Commission des annulations peuvent, tout aussi bien que ses autres décisions, être attaquées devant la Commission de cassation ».

FORMES DE LA DEMANDE. — Conformément aux principes généraux de la loi, la demande doit être rédigée en langue officielle et par écrit, en autant d'exemplaires qu'il y a de parties au procès, « qu'il y a de personnes intéressées dans l'autre partie » (§ 153, al. 2), et adressée à l'Office. Conformément au § 158, 2, elle doit être pourvue d'une taxe de 50 dinars, comme d'ailleurs toutes les demandes adressées à la Commission des annulations.

« A la demande doivent être joints, nous dit le § 153, al. 4, des dessins exacts et clairs et des descriptions du produit ou du procédé de fabrication dont il s'agit, en nombre nécessaire », c'est-à-dire en autant d'exemplaires qu'il y a de parties défenderesses au procès. Ces dessins et descriptions doivent répondre à toutes les prescription légales concernant ceux qui, aux termes du § 89, doivent être joints à la demande d'un brevet. Lorsque la demande de constatation a pour objet un dessin ou modèle, il faut y joindre, en outre, la désignation de la catégorie de produits à laquelle le dessin ou modèle en question est destiné à s'appliquer. Lorsqu'il s'agit d'une marque, il faut y joindre sa reproduction exacte et aussi parfaite que possible, de façon à ce qu'elle puisse être appréciée sous tous ses aspects, ainsi qu'une énumération complète et détaillée de produits ou de catégories de produits auxquels la marque est destinée à être apposée.

La demande ne peut viser qu'un seul droit de propriété industrielle (§ 153, al. 5), c'est-à-dire l'action ne doit être dirigée que contre un seul brevet d'invention, contre un seul droit de dessin ou modèle, ou une seule marque. L'unité de l'objet est une condition de recevabilité de l'action : son inobservation entraînera le rejet de la demande, tout au moins si le demandeur ne se conforme pas au préavis qui lui sera adressé par le rapporteur. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un brevet, la demande peut viser les brevets additionnels qui s'y rapportent, mais ils doivent être exactement et individuellement désignés, et non point être englobés dans une formule générale (§ 153, al. 5).

PROCÉDURE. — La procédure à suivre est la même que la procédure ordinairement usitée devant la Commission des annulations. En effet, l'al. 7 du § 153 dispose ainsi : « La procédure à suivre pour l'instruction et la décision concernant ces requêtes est celle qui est prescrite pour les actions en annulation des brevets (ou des marques, ou des droits de desins ou modèle), avec la seule modification que les frais de la procédure seront toujours supportés par le requérant ». Nous avons eu l'occasion, au cours de notre travail, en particulier dans sa première partie, d'examiner en détail cette procédure ; nous n'y reviendrons donc pas ici, renvoyant aux développements précédemment fournis.

REJET DE PLANO. — Conformément au principe général de notre loi, écrit dans le § 71, la demande à fin de constatation est soumise à l'examen d'un rapporteur juriste faisant partie de la Commission des annulations. L'étude préliminaire à laquelle il se livre porte surtout sur l'observation des conditions de forme que nous venons d'énumérer. A cet effet, il émet de préavis, invitant le demandeur à compléter sa demande et à se mettre en règle avec les prescriptions de la loi dans le délai qu'il lui impartira. Si toutes les formalités ne sont pas régulièrement remplies, si la demande n'est pas valablement formée, elle peut être rejetée *de plano* par une décision de la Commission, sans qu'il y ait lieu d'examiner le fond de l'affaire. Il en sera de même si la demande a été faite après l'introduction d'une action de contrefaçon, pénale ou civile, dirigée par le titulaire du droit de propriété industrielle dont il s'agit contre le demandeur de l'action à fin de constatation et si le jugement n'a pas encore été prononcé. Le § 153, al. 6, qui ne parle que des brevets, mais qui, aux termes des deux derniers alinéas du même paragraphe, s'applique également aux dessins ou modèles et aux marques, rapporte cette cause de rejet *de plano* dans les termes suivants : « Si le défendeur prouve qu'il a lui-même, avant que la requête contre lui a été déposée, porté plainte contre le demandeur pour violation de son brevet auprès de l'autorité compétente, et que sa plainte, qui concerne le même

objet litigieux, n'a pas encore été liquidée par un arrêt judiciaire définitif, la procédure entamée conformément à la présente disposition légale sera interrompue et la requête rejetée ». Il résulte de ce texte que la loi ne donne le droit d'intenter cette action à fin de constatation qu'à celui qui veut d'abord s'assurer contre la contrefaçon éventuelle qu'il craint, avant d'entreprendre son exploitation, mais non pas à celui qui, de bonne ou de mauvaise foi, peu importe, a déjà porté atteinte aux droits du titulaire du droit de propriété industrielle dont il s'agit et qui est déjà poursuivi pour cette raison.

DÉCISION DE LA COMMISSION. — Lorsque l'affaire est en état, lorsqu'elle est suffisamment instruite et si toutes les conditions de forme se trouvent réunies, le rapporteur remettra le dossier au président de la Commission. Celui-ci en saisira la Commission, et fixera le jour de l'audience, à laquelle seront appelés les parties et leurs représentants, ainsi que les experts et, éventuellement, les témoins. Les débats sont publics et oraux, et se déroulent, comme nous l'avons dit en étudiant la procédure des constatations, conformément aux prescriptions des §§ 149 à 171 du Code de procédure civile du royaume de Serbie.

Après les débats contradictoires, après que les parties ont exposé leurs prétentions et que les témoins et les experts, dont on a demandé l'avis, ont été entendus, la Commission rendra sa décision, déclarant que l'exploitation que le demandeur se propose d'entreprendre, porte ou ne porte pas atteinte au droit de propriété industrielle en question. Le § 153, al. 8, s'exprime à cet égard dans les termes suivants : « Si la Commission constate que par la fabrication, par la mise en vente ou dans le commerce de l'objet en question, ou par l'emploi du procédé dont il s'agit, on ne porte pas atteinte au brevet du défendeur, elle fera droit à la requête à fin de constatation ; dans le cas contraire, elle rejettera la requête ».

Conformément à la règle générale écrite dans le § 71, la décision de la Commission doit être rédigée par écrit, motivée et signée par tous les membres de la Commission ; elle est ren-

due au nom de l'Office, mais contiendra la mention de la Commission qui l'a rendue et les noms des membres qui y ont participé. Elle doit être notifiée officiellement aux parties, et c'est à partir de la notification que court le délai de trente jours, pour exercer, devant la Commission de cassation, le recours, dont elle est susceptible.

La décision définitive de l'Office n'a que l'autorité relative de chose jugée, ne produit ses effets qu'entre les parties au procès et leurs ayants-cause. Lorsqu'elle est favorable au demandeur, son effet principal est de mettre obstacle à toute poursuite judiciaire ultérieure de la part du titulaire du droit en question contre le demandeur, tant que celui-ci reste dans les limites de la décision. L'alinéa neuf du § 153 le dit expressément dans ces termes : « Quand la décision, par laquelle il est constaté que le requérant ne commet pas de violation du brevet d'autrui, devient définitive, le breveté ne peut faire contre le requérant, tant que celui-ci reste dans les limites de la décision de la Commission, aucune démarche judiciaire pour violation de son droit ».

CHAPITRE IV

De l'usurpation de la qualité de titulaire d'un droit de propriété industrielle.

L'INFRACTION D'USURPATION. — L'usurpation de la qualité de titulaire d'un droit de propriété industrielle constitue, en droit yougoslave, une infraction prévue et punie par le § 154 de la loi, dont l'alinéa premier est ainsi conçu : « Sera considéré comme l'auteur de l'usurpation d'un droit de propriété industrielle et puni d'emprisonnement de 1 à 30 jours ou d'amende de 100 à 300 dinars, quiconque, dans l'exercice de sa profession, munit illégalement ses produits ou ceux d'autrui, leurs emballages et étiquettes, de tels signes ou fait leur réclame de telle manière que les acheteurs et les consommateurs puissent être induits en erreur et croire que ces objets sont faits d'après une invention brevetée ou un dessin ou modèle protégé, ou que la marque qui les désigne est enregistrée, et qui n'a jamais été titulaire d'un tel droit de propriété industrielle ou qu'une année s'est écoulée depuis le jour où ce droit s'est éteint. Cette infraction sera poursuivie sur la plainte de l'intéressé ou d'office ». Ainsi donc, l'emploi de toute formule qui pourrait éveiller, dans l'esprit du public, l'idée d'un droit de propriété industrielle (brevet, dessin ou modèle, marque) faussement attribué constitue de la part d'un tiers une infraction, punie par le § 154.

CONDITIONS DE L'INFRACTION. — Pour que l'infraction prévue

par le § 154 puisse être punie, il faut : 1° que le prévenu ait employé une mention, une formule, un signe de nature à induire le public en erreur, lui faisant croire que le produit a été fabriqué d'après une invention brevetée, ou dessin ou modèle protégé ou que le signe dont il est revêtu est enregistré comme marque ; — 2° que le prévenu n'ait jamais été titulaire d'un tel droit de propriété industrielle ou que ce droit ait été éteint depuis plus d'un an à partir du moment où l'acte incriminé a été commis. Cette dernière condition permet à l'industriel ou au commerçant d'écouler, même après l'extinction ou l'expiration de son droit, les produits pourvus de la mention délictueuse qui lui restent dans le magasin et qui, dans le cas contraire, ne pourraient pas être mis en vente si la mention est indélébile.

Faut-il qu'il y ait eu, en outre, l'intention frauduleuse de la part du prévenu ? La loi n'en dit rien. Il faut qu'il y ait eu, croyons-nous, sinon l'intention frauduleuse, du moins la mauvaise foi ou la faute grave. Mais l'ignorance de la loi ou une erreur de droit ne saurait servir d'excuse.

PEINE. — L'infraction prévue par le § 154 est punie d'un emprisonnement dont le maximum est de trente jour et le minimum de un jour ou, en cas de circonstances atténuantes, d'une amende dont le minimum est de 100 dinars et le maximum de 300 dinars.

En outre, le tribunal saisi ordonnera la destruction des mentions délictueuses ou, le cas échéant, si les mentions sont indélébiles, la destruction des objets qui en sont pourvus. L'alinéa deux du § 154 le dit dans les termes suivants : « En outre, les signes, emballages ou étiquettes, réclames, etc., seront détruits sur la décision de l'autorité compétente pour la répression de cette infraction et si, d'après l'avis des experts en la matière, il n'est pas possible de les séparer des objets qui en sont munis, les objets eux-mêmes pourront être détruits ».

POURSUITE. TRIBUNAL COMPÉTENT. — Le droit de poursuite

appartient aussi bien à la partie lésée qu'au ministère public ; la loi est formelle à cet égard (§ 154, al. 1 *in fine*).

Le tribunal compétent est le tribunal répressif de droit commun, c'est-à-dire le tribunal civil, statuant en chambre correctionnelle. La compétence *ratione loci* est déterminée par les principes généraux du Code de procédure pénale. Mais l'affaire sera instruite par l'autorité de police. En effet, le dernier alinéa du § 154 dispose : « L'instruction de cette catégorie d'infractions sera faite par l'autorité de police, compétente pour connaître de ces infractions, et le prononcé de la peine est de la compétence des tribunaux »,

Vu :

Lyon, le 29 Septembre 1924.

Le Président de la Thèse,

P. PIC

Vu :

Lyon, le 2 Octobre 1924.

Le Doyen de la Faculté,

L. JOSSERAND

Permis d'imprimer :

Lyon, le 3 Octobre 1924.

Le Recteur de l'Académie, Président du Conseil de l'Université,

J. CAVALIER

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

L'Office pour la protection de la propriété industrielle

CHAPITRE PREMIER. — <i>Organisation de l'Office pour la protection de la propriété industrielle.....</i>	21
SECTION I. — Personnel de l'Office.....	22
§ 1 ^{er} . — Personnel fixe de l'Office	22
a) le président.....	22
b) les chefs des sections.....	23
c) membres à poste fixe de l'Office	24
d) personnel subalterne.	25
§ 2. — Personnel auxiliaire de l'Office	26
a) les membres temporaires.....	26
b) les représentants. De la représentation obligatoire.	27
SECTION II. — Les Sections et les Commissions de l'Office et leurs attributions.....	30

CHAPITRE II. — <i>Procédure devant l'Office pour la protection de la propriété industrielle.</i>	35
SECTION I. — Règles communes à toutes les procédures.	36
SECTION II. — Procédure devant la Commission des recours	39
SECTION III. — Procédure devant la Commission des annulations (procédure des contestations).....	42
SECTION IV. — Procédure devant la Commission de cassation.	50
CHAPITRE III. — <i>Attributions accessoires de l'Office pour la protection de la propriété industrielle.</i>	55
SECTION I. — Attributions concernant la publicité....	55
§ 1 ^{er} . — De l'exposition publique.....	55
§ 2. — Publicité par le <i>Bulletin officiel de l'Office</i> ...	56
§ 3. — Registres	57
SECTION II. — Attributions fiscales de l'Office.....	61
SECTION III. — Mission consultative de l'Office.....	65

DEUXIEME PARTIE

Brevets d'invention

CHAPITRE PREMIER. — <i>Droit de l'inventeur. Brevets d'invention.</i>	69
SECTION I. — Nature juridique du droit de l'inventeur.	70
SECTION II. — Condition préalable pour que l'inventeur puisse jouir de la protection légale : la délivrance des brevets.	74
SECTION III. — Délivrance des brevets après examen préalable.	78
§ 1. — Système allemand de l'examen préalable ...	79
§ 2. — Système français du non examen préalable.	82
§ 3. — Système yougoslavé de l'examen préalable..	85
CHAPITRE II. — <i>Inventions brevetables</i>	89
SECTION I. — De l'invention.....	89
SECTION II. — Conditions légales de brevetabilité.	100
§ 1. — Du caractère industriel de l'invention.	101
§ 2. — De la nouveauté de l'invention.	102
SECTION III. — Inventions non brevetables.....	111
§ 1. — Inventions illicites et immorales et celles qui sont destinées à tromper le public	111
§ 2. — Inventions dont l'objet est monopolisé par l'Etat.	112
§ 3. — Inventions des aliments et des médicaments.	113
§ 4. — Inventions des produits chimiques	114

CHAPITRE III. — <i>Du droit au brevet</i>	119
SECTION I. — A qui le brevet est-il délivré	119
SECTION II. — De la dépendance entre deux inventions.	123
SECTION III. — De l'usurpation de l'invention.	126
§ 1. — Du droit d'opposition	127
§ 2. — De l'action en révocation.	129
SECTION IV. — De l'invention faite par un employé à gages.....	134
CHAPITRE IV. — <i>Droits dérivant du brevet</i>	139
SECTION I. — Nature et étendue de ces droits.....	139
SECTION II. — Droit de l'inventeur avant la délivrance du brevet. Protection provisoire après le dépôt et avant la délivrance.....	144
SECTION III. — Restrictions aux effets du brevet.	146
§ 1. — De la possession antérieure et personnelle de l'invention.....	147
§ 2. — Exception relative aux inventions intéressant la défense nationale ou pouvant être employées pour la fabrication des produits monopolisés.	151
§ 3. — Exception relative aux moyens de transport.	152
SECTION IV. — Droits dont un brevet est susceptible de faire l'objet.	153
§ 1. — Cession proprement dite	154
§ 2. — Licences.....	161
a) Licence facultative	161
b) Licence tacite	163
c) Licence obligatoire	164
§ 3. — Nantissement, expropriation pour cause d'utilité publique, saisie	168
SECTION V. — Durée des brevets.	170

CHAPITRE V. — <i>Des brevets additionnels</i>	175
§ 1. — Objet du brevet additionnel.	175
§ 2. — Conditions de la délivrance d'un brevet additionnel	179
§ 3. — Régime particulier du brevet additionnel....	184

CHAPITRE VI. — <i>Demande et délivrance des brevets.</i>	191
SECTION I. — Demande des brevets	191
§ 1. — Caractère juridique de la demande ; capacité de l'impétrant.	194
§ 2. — Formes de la demande	198
SECTION II. — Procédure d'examen préalable jusqu'à la publication de la demande.....	203
§ 1. — Examen préliminaire par le rapporteur.....	203
§ 2. — Examen par la Commission des demandes. . .	206
SECTION III. — Publication de la demande	209
SECTION IV. — De l'opposition.....	211
§ 1. — Objet et utilité de cette institution.	211
§ 2. — Procédure d'opposition	212
SECTION V. — Décision sur l'opposition et sur la délivrance du brevet.....	215
SECTION VI. — Publication de la décision définitive et formalités qui la suivent	218

CHAPITRE VII. — <i>Nullité et déchéance des brevets</i>	221
SECTION I. — Nullité des brevets.	221
(Causes de nullité ; qui peut la demander ; caractère populaire de l'action en nullité ; exception de la chose jugée en matière de nullité ; portée de la décision prononçant la nullité ; l'annulation partielle ; compétence.)	

SECTION II. — Retrait (déchéance) des brevets.....	231
(Obligation d'exploiter ; caractère du retrait ; cause de retrait ; délai pour le retrait ; du retrait partiel ; effet du retrait ; caractère de l'action en déchéance : action populaire ; compétence.)	

TROISIEME PARTIE

Dessins et Modèles

CHAPITRE PREMIER. — <i>Dessins et modèles déposables.</i>	241
---	-----

SECTION I. — Du dessin et du modèle.....	241
--	-----

§ 1. — Du dessin et du modèle	241
-------------------------------------	-----

§ 2. — Parallèle entre les dessins et modèles déposables et les inventions brevetables.....	245
---	-----

SECTION II. — Conditions légales de déposabilité.	248
--	-----

§ 1. — Du caractère industriel du dessin ou modèle.	248
---	-----

§ 2. — De la nouveauté du dessin ou modèle.	249
--	-----

§ 3. — Dessins ou modèles non déposables.....	252
---	-----

SECTION III. — Condition préalable à la protection légale : l'enregistrement du dessin ou modèle. Nature juridique du droit du créateur d'un dessin ou modèle.....	254
--	-----

CHAPITRE II. — <i>Du droit au dessin ou modèle.</i>	257
---	-----

§ 1. — A qui le droit de dessin ou modèle est-il attribué	257
---	-----

§ 2. — De l'usurpation du dessin ou modèle. L'action en révocation.....	260
---	-----

§ 3. — Du dessin et du modèle faits par un employé à gages.	264
--	-----

CHAPITRE III. — <i>Des droits dérivant de l'enregistrement d'un dessin ou modèle.</i>	267
SECTION I. — Nature et étendue de ces droits.	267
SECTION II. — Restrictions au droit du titulaire d'un droit de dessin ou de modèle.	271
§ 1. — Exceptions relatives aux moyens de transport international et aux dessins ou modèles qui peuvent être employés pour la fabrication des produits monopolisés.	272
§ 2. — De la possession antérieure et personnelle du dessin ou modèle.	273
SECTION III. — Droits dont un droit de dessin ou modèle est susceptible d'être l'objet.	275
(Transmission proprement dite. Licences. Nantissement et saisie. Expropriation pour cause d'utilité publique.)	
SECTION IV. — La durée des dessins et modèles.	279
§ 1. — Expiration du délai de dix ans.	279
§ 2. — Causes d'extinction proprement dite. (Défaut de paiement de l'annuité. Désistement.)	281
§ 3. — De la nullité et du retrait du droit de dessin ou de modèle.	283
a) Nullité.	283
(Causes ; qui peut intenter l'action en nullité ; effet de la décision statuant sur une demande en nullité.)	
b) Retrait (déchéance)	286
(Caractère du retrait. Cause du retrait : défaut d'exploitation. De l'intérêt général comme condition de retrait. Délai. Effet du retrait. Caractère de l'action en retrait.)	

CHAPITRE IV. — <i>Procédure en vue de l'enregistrement d'un dessin ou modèle.</i>	294
SECTION I. — L'examen préalable.....	294
SECTION II. — Demande d'enregistrement du dessin ou du modèle.....	295
§ 1. — Caractère juridique de la demande ; capacité de l'impétrant.....	295
§ 2. — Formes de la demande.....	296
SECTION III. — Procédure d'examen préalable.....	301
§ 1. — Examen préliminaire.....	301
§ 2. — Examen par la Commission des demandes de l'enregistrement des dessins et modèles et sa décision.....	302
§ 3. — Formalités qui suivent la décision accordant la protection légale au dessin ou modèle. (Enregistrement. Publication. Expédition et remise du titre.)..	304

QUATRIEME PARTIE

Marques de fabrique et de commerce

CHAPITRE PREMIER. — <i>Caractères distinctifs de la marque.</i>	313
SECTION I. — Caractères de la marque envisagée en elle-même.	313
§ 1. — Ce qui constitue une marque (signe distinctif. Marques nominales et marques emblématiques). ..	313
§ 2. — Signes qui ne peuvent pas constituer une marque (marques descriptives, marques déceptives, signes nécessaires ou vulgaires, signes contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, signes représentant la	

personne du roi ou les armoiries publiques yougo-slaves).....	317
§ 3. — De la nouveauté des marques.	323
SECTION II. — Caractères de la marque envisagée par rapport au produit.	327
§ 1. — De la dépendance de la marque. (Principe. Intransmissibilité de la marque sans établissement. Refus de protection à des marques destinées à des produits monopolisés.)	327
§ 2. — Du caractère facultatif de la marque. Principe. Exceptions.....	332
CHAPITRE II. — <i>Du droit à la marque.</i>	335
SECTION I. — Divers systèmes législatifs d'appropriation des marques.	338
§ 1. — Système français du dépôt déclaratif.....	338
§ 2. — Système allemand du dépôt attributif.....	340
§ 3. — Système mixte de la législation anglaise. ...	342
SECTION II. — Système yougoslave de l'appropriation des marques.....	342
§ 1. — Les effets de l'enregistrement pendant les deux années qui le suivent.	346
§ 2. — Les effets de l'enregistrement après l'expiration du délai de deux années.....	348
CHAPITRE III. — <i>Droits dérivant de l'enregistrement d'une marque.</i>	351
SECTION I. — Nature et étendue des droits du titulaire d'une marque enregistrée.	351

SECTION II. — Transmission des marques.....	357
SECTION III. — Durée de la marque.....	359
§ 1. — La perpétuité de la marque.....	359
§ 2. — Causes d'extinction proprement dite de la marque	361
§ 3. — De la nullité du droit de marque.....	365
CHAPITRE IV. — <i>Procédure en vue de l'enregistrement d'une marque</i>	371
SECTION I. — L'examen préalable.....	371
SECTION II. — Demande d'enregistrement d'une marque.....	375
§ 1. — Caractère juridique de la demande ; capacité de l'impétrant.....	375
§ 2. — Formes de la demande.....	376
SECTION III. — Procédure d'examen préalable.....	382
§ 1. — Examen préliminaire.....	382
§ 2. — Examen par la Commission des demandes, sa décision et formalités qui la suivent.....	384

CINQUIEME PARTIE

La contrefaçon et les actions civiles et pénales

CHAPITRE PREMIER. — <i>Faits constitutifs de la contrefaçon</i>	395
SECTION I. — Faits qui constituent la contrefaçon des brevets d'invention.....	395
SECTION II. — Faits qui constituent la contrefaçon des dessins et modèles.....	399

SECTION III. — Faits qui constituent la contrefaçon des marques.....	402
---	-----

CHAPITRE II. — <i>Sanctions civile et pénale de la contrefaçon.</i>	407
---	-----

SECTION I. — Action en dommages-intérêts.	407
--	-----

SECTION II. — Sanction pénale de la contrefaçon.....	413
--	-----

CHAPITRE III. — <i>Des autres actions civiles reconnues aux titulaires des divers droits de propriété industrielle et de l'action négative à fin de constatation</i>	419
--	-----

SECTION I. — Actions du titulaire d'un droit de propriété industrielle en constatation ou en défense.	419
---	-----

§ 1. — Action en constatation.....	419
------------------------------------	-----

§ 2. — Action en défense.	421
--------------------------------	-----

SECTION II. — Action négative en constatation contre le titulaire d'un droit de propriété industrielle	423
---	-----

CHAPITRE IV. — <i>De l'usurpation de la qualité de titulaire d'un droit de propriété industrielle.....</i>	431
--	-----

IMP. BOSC FRÈRES & RIOU

° 42, QUAI GAILLETON, 42 °

° ° ° ° ° LYON ° ° ° ° °
